



SEANCE ORDINAIRE DU 22 JUILLET 2015

Compte rendu

L'an deux mille quinze et le vingt-deux juillet à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-F. AUDRIN à Mme I. GUIRAUD, M. G. CASTRE à Mme A. YAGUE, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOSSI, M. T. DEWINTRE à Mme C. DARDE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, M. L. JAOUËL à M. Philippe SAUREL, M. J.-M. LUSSERT à M. R. CALVAT, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme M.-P. PASDELOU.

Excusé(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. H. DE VERBIZIER

Absent(es):

Mme A. BRISSAUD

AFFAIRE N°1 : APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR

Monsieur le Président présente l'ordre du jour qui comporte 113 affaires.

L'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N°2 : APPLICATION DE L'ARTICLE L.5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

N°D2015-69 - 16/06/15 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°8.145 portant sur la mission de coordination environnementale pour la 5ème ligne de tramway

Objet : Cet avenant a pour objet :

- de réduire le périmètre du marché (initialement la Ligne 5) au seul bouclage de la ligne 4,
- d'intégrer au marché des prestations de sensibilisation et de contrôle sur les concessionnaires,
- d'adapter en conséquence la rémunération de l'entreprise.

Ainsi, le montant initial du marché est réduit à 87 526,27 € H.T. (contre 90 600 € H.T initialement).

N°D2015-204 - 23/06/15 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à une acquisition foncière pour l'aménagement de l'avenue Georges Frêche (anciennement Avenue du Mas de Rochet)

Objet : L'acquisition de ces parcelles d'une contenance de 1 309 m² et appartenant à la Ville de Castelnau-le-Lez est indispensable à la réalisation de l'avenue Georges Frêche (anciennement Avenue du Mas de Rochet). La valeur foncière relevant de l'estimation du service des domaines est d'un euro, considérant la nature de l'emprise et le transfert de charges en découlant.

N°D2015-236 - 16/06/15 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un contrat de maintenance, d'assistance et d'hébergement de la solution FLOWS

Objet : Un contrat est conclu avec la société WEB GEO SERVICES sise à MONTPELLIER.

Ce contrat concerne la solution FLOWS permettant d'étudier les flux entrants et sortants du territoire, ainsi que la présence de personnes sur le territoire selon les heures et les jours, au travers des données de la téléphonie mobile. Ce contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2015. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période de 12 mois, sans pouvoir excéder 2 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2017. Le montant annuel de ce contrat s'élève à 18 000 € T.T.C.

N°D2015-275 - 09/06/15 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un marché n°3919RI15 d'acquisition de petites fournitures informatiques et réseaux

Objet : Un marché est conclu avec la société TELEMICRON sise à MONTPELLIER. Il concerne des petites fournitures de communication et de réseau tels que switches, convertisseurs fibre optique, points d'accès et routeurs Wifi, câbles réseaux, jarretières optiques, visserie et connectique, destinés à tous les sites de la collectivité en réseau. Il est conclu pour une durée d'un an à compter de sa notification et pour un montant compris entre un minimum de 2 000 € H.T. et un maximum de 49 000 € H.T.

N°D2015-284 - 11/06/15 - Direction de la Culture

Fond d'Aide à la diffusion Théâtrale

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole participe à l'achat du spectacle « n'attrape pas froid » diffusé à la Bulle Bleue à Montpellier. Ce marché est conclu avec la Compagnie La Vaste Entreprise et la Bulle Bleue, diffuseur. Le montant du marché s'élève à 1 000 € T.T.C.

N°D2015-294 - 22/06/15 - Direction des Sports

Décision relative à une convention pour la mise à disposition de locaux et terrains dans les installations sportives de Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : Dans le cadre de ses compétences, Montpellier Méditerranée Métropole met à disposition des associations sportives les équipements qu'elle gère, à savoir, le stade Jules Rimet à Sussargues, les stades Yves du Manoir et de la Mosson et le Palais des Sports René Bougnol pour l'organisation de manifestations sportives sur l'ensemble de la saison ou à titre occasionnel. Pour cela une convention est passée avec chacune de ces associations. Ces conventions sont conclues à titre gratuit, compte tenu de l'intérêt général que représente la pratique de ces activités sportives et l'organisation de manifestations.

N°D2015-298 - 23/06/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à la convention n° 34 14 0035 01 de mise à disposition avec la SAFER Languedoc-Roussillon

Objet : Il s'agit d'une convention de mise à disposition à la SAFER LR des parcelles situées sur la commune de Montpellier, lieu-dit Valedeau. Cette convention est consentie et acceptée pour une durée d'une campagne, jusqu'au 31/12/2015, moyennant une redevance annuelle de 4 950 €.

N°D2015-299 - 23/06/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à la convention n°34 15 0004 01 de mise à disposition avec la SAFER Languedoc-Roussillon

Objet : Il s'agit d'une convention de mise à disposition à la SAFER LR de la parcelle située sur la commune de Lattes, cadastrée section CX n°31. Cette convention est consentie et acceptée pour une durée de 3 campagnes, jusqu'au 31/12/2017, moyennant une redevance annuelle de 265 €.

N°D2015-303 - 23/06/15 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à une convention de partenariat pour la récupération et la revalorisation du matériel informatique, électronique et multimédia destinée à la réforme avec l'association INFORMATIQUE PLUS

Objet : Une convention est conclue avec l'association INFORMATIQUE PLUS sise à CASTRIES. Elle concerne le parc informatique de Montpellier Méditerranée Métropole réformé suite à son renouvellement. Du fait de l'évolution rapide du matériel informatique, la valeur vénale du matériel réformé est nulle. Cette convention prend effet à compter de sa notification pour une durée d'un an. Elle est renouvelable par reconduction tacite, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des deux parties par lettre recommandée avec accusé de réception, un mois avant son échéance. L'enlèvement du matériel informatique réformé s'effectue à titre gratuit.

N°D2015-307 - 12/06/15 - Direction de la Culture

Décision relative à l'occupation du domaine public - Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole - Association Nouveau Sainte Anne

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole autorise par convention l'occupation temporaire par l'Association Nouveau Sainte Anne des locaux situés au CRR de Montpellier Méditerranée Métropole. L'occupation est consentie à titre gratuit, ponctuel et non exclusif pour y aménager un espace vestiaire pour les musiciens intervenant dans le cadre de la manifestation "Le 23ème Festival des nuits de Sainte Anne".

N°D2015-310 - 16/06/15 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un contrat n°PRS-150395 d'assistance et de maintenance du logiciel d'archivage AVENIO

Objet : Un contrat est conclu avec la société DI'X sise à AVIGNON et concerne les licences du logiciel de gestion d'archivage AVENIO installé au Centre de Documentation et des Archives de la Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics. Ce contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2015. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période d'un an, sans pouvoir excéder 2 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2017. Le montant annuel de ce contrat s'élève à 960 € T.T.C.

N°D2015-311 - 10/06/15 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un marché n°3923RI15 d'assistance technique pour des développements informatiques et des prestations d'intégration continue

Objet : Ces marchés sont conclus avec les sociétés ACELYS INFORMATIQUE sise à MONTPELLIER, pour le lot 1 et ATOL CONSEILS ET DEVELOPPEMENTS sise à GEVREY-CHAMBERTIN pour le lot 2. Le marché concerne les prestations suivantes :

- lot 1 : assistance technique pour la spécification et la réalisation de développements spécifiques en langages JAVA et PHP5 et participation aux travaux d'intégration continue du système d'information de Montpellier Méditerranée Métropole,

- lot 2 : prestations de développement et d'intégration autour de l'outil ALFRESCO qui constitue le socle technique du projet de Gestion Électronique de Documents de la Métropole.

Ces marchés sont conclus pour une durée d'un an à compter de sa notification, renouvelable 1 fois pour une durée d'un an et pour un montant global compris entre un minimum de 15 000 € H.T. et un maximum de 89 000 H.T. (période de reconduction incluse).

N°D2015-312 - 22/06/15 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à une convention de domiciliation au sein du bâtiment MIBI passée avec la société VA FRANCE

Objet : La société VA FRANCE, S.A.R.L. filiale de la société chinoise XINGTUOZHAN BUSINESS CONSULTING LTD spécialisée dans le domaine de l'œnotourisme souhaite prospecter le marché français depuis le MIBI en bénéficiant des services proposés par cette structure dans le cadre du label soft landings et notamment d'une incubation virtuelle avec installation de son siège social au MIBI. Ce projet pouvant donner suite à une implantation et à des créations d'emploi sur le territoire de la Métropole, il est proposé la conclusion d'incubation virtuelle au sein du MIBI pour une durée d'un an. Au-delà des conseils et appui du BIC pour développer l'activité de la société sur le territoire de la Métropole, ce type de convention prévoit la domiciliation du siège social de l'entreprise au sein du MIBI moyennant le paiement d'une provision. La provision à payer pour cette domiciliation s'élève à 824,76 euros hors taxes conformément au tarif applicable à ce jour pour ce type de contrat, approuvé par délibération n°12667 du Conseil en date du 18 décembre 2014.

N°D2015-313 - 17/06/15 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un marché n°3858EA15 pour une étude de faisabilité en vue de la construction d'une usine de traitement d'eau potable sur la commune de Montpellier

Objet : Ce marché est passé avec la société HYDRATEC sise à LYON (69458) pour une mission d'étude de faisabilité en vue de la construction d'une usine de traitement d'eau potable sur la commune de Montpellier.

Le marché est conclu pour une durée totale estimée à 4 mois, hors délais de validation par le maître d'ouvrage, pour un montant de 19 975 € H.T. soit 23970 € T.T.C.

N°D2015-315 - 11/06/15 - Direction des Sports

Décision relative à un marché de transport de fonds pour les piscines Olympique Antigone de Montpellier, Alex Jany de Jacou et le Planétarium Galilée d'Odysseum

Objet : Un marché de prestations de services est passé avec la société BRINK'S Evolution (Marseille). Il concerne le transport de fonds pour les piscines Olympique Antigone de Montpellier et Alex Jany de Jacou et le Planétarium Galilée d'Odysseum. Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée d'un an, reconductible par période d'un an pour une durée maximale de trois ans, sauf renonciation du titulaire. Le montant annuel du marché s'élève à 15 907,99 € H.T.

N°D2015-317 - 24/06/15 - Direction de la Culture

Fond d'Aide à la diffusion Théâtrale pour le spectacle "La petite poule qui voulait voir la mer" présenté Cournonsec

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole participe à l'achat du spectacle « La petite poule qui voulait voir la mer », diffusé à Cournonsec. Ce marché est conclu avec la Compagnie Rhapsodies Nomades et La Ville de Cournonsec, diffuseur. Le montant du marché s'élève à 450 € T.T.C.

N°D2015-321 - 10/06/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à un marché n°3882TV15 de travaux de remplacement des rails de la courbe du Corum - ligne 1 de Montpellier - lot 1

Objet : Un marché de travaux est passé avec la société EIFFAGE sise à Saint Jean de Védas. Le délai d'exécution de l'ensemble des travaux est de 3 semaines à compter de l'ordre de service. Le montant estimatif du marché s'élève à 159 997,94 € H.T.

N°D2015-322 - 10/06/15 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à l'attribution du marché n°8.86E portant sur la mise à disposition de personnel intérimaire pour le bouclage de la 4ème ligne de tramway

Objet : Un marché est attribué à l'entreprise PIL EMPLOI de Montpellier (34). Il porte sur la mise à disposition de personnel intérimaire en accompagnement aux travaux de construction du bouclage de la 4ème ligne de tramway et au lancement du nouveau réseau bus-tramway. Ce marché à bons de commande d'un montant maximum de 240 000 € H.T. est passé pour une durée prévisionnelle d'exécution de 3 ans à compter de sa notification.

N°D2015-323 - 10/06/15 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à l'attribution du marché n°8.521 portant sur les travaux de bâtiments du bouclage de la 4ème ligne de tramway

Objet : Ce marché est passé avec l'entreprise AI CONSTRUCTION de Montpellier (34). Il porte sur les travaux relatifs à l'aménagement de bâtiments existants pour la création d'une sous-station électrique, d'un local technique et d'un local d'exploitation dans le cadre du projet de bouclage de la 4ème ligne de tramway. Le marché est passé pour une durée prévisionnelle d'exécution de 8 mois à compter de sa notification pour un prix global et forfaitaire d'un montant de 228 557,51 € H.T.

N°D2015-326 - 18/06/15 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant à la convention du domaine public passée avec la société IMAIOS pour des locaux au sein du bâtiment MIBI

Objet : Il s'agit d'un avenant conclu avec la société IMAIOS pour l'extension sur une surface de 14,00 m² constituée du module B2.27 au sein du bâtiment MIBI. La durée d'occupation de la surface complémentaire est consentie jusqu'au terme de la convention d'occupation initiale, soit jusqu'au 31 mai 2017. La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société IMAIOS pour la surface totale de 150,50 m² qu'elle occupe dans le MIBI s'élève à 2 033,25 euros conformément au tarif applicable approuvé par la délibération n°12667 du Conseil en date du 18 décembre 2014.

N°D2015-332 - 24/06/15 - Direction de la Culture

Site archéologique Lattara-musée Henri Prades - Contrat de cession d'exploitation du droit du spectacle "Bloom" dans le cadre de la soirée culturelle et gourmande

Objet : Le Site archéologique Lattara – Musée Henri Prades poursuit sa mission de valorisation et de médiation de l'archéologie en proposant au public le 17 juillet 2015 de 19h00 à 22h00 une animation musicale et festive avec le groupe "Bloom", dans le cadre de l'évènement « Soirée Culturelle et Gourmande ». Pour mener à bien ce projet, un marché est passé avec l'association « Nelly Productions », sise à Montpellier. Ce marché prend effet à compter de sa notification, et ce jusqu'au 18 juillet 2015, pour un montant de 880 € H.T, soit 1 100 € T.T.C.

N°D2015-336 - 12/06/15 - Direction des Finances

Clôture de la sous-régie d'avances de la Médiathèque Aimé Césaire de Castelnau-le-Lez

Objet : A la suite de la fermeture pour travaux de la Médiathèque Aimé Césaire de Castelnau-le-Lez prévue pour le 20 juin 2015, la régie d'avances doit être clôturée. La décision a été validée par le Comptable.

N°D2015-337 - 12/06/15 - Direction des Finances

Clôture de la régie de recettes de la Médiathèque Aimé Césaire de Castelnau-le-Lez

Objet : A la suite de la fermeture pour travaux de la Médiathèque Aimé Césaire de Castelnau-le-Lez prévue pour le 20 juin 2015, la régie de recettes doit être clôturée. La décision a été validée par le Comptable.

N°D2015-338 - 11/06/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à un marché n°3820UA14, de démolition et déconstruction de différents bâtiments appartenant à Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : Un marché de travaux est passé avec la société Saint Pierre 3D sise à Montpellier. Ce marché concerne la démolition et la déconstruction de différents bâtiments appartenant à Montpellier Méditerranée Métropole. Le marché est conclu pour une période initiale courant de la date de notification jusqu'au 31/12/2015. Le marché peut être reconduit par période successive d'un an pour une durée maximale de 2 reconductions. Le montant minimum du marché s'élève à 400 000 € H.T. et le montant maximum à 1 400 000 € H.T., périodes de reconductions éventuelles comprises.

N°D2015-342 - 12/06/15 - Direction de la Culture

Décision relative à une convention de mise à disposition de la salle polyvalente de la médiathèque François Giroud

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole met à disposition de la Ville de Castries la salle polyvalente de la médiathèque Françoise Giroud. Cette mise à disposition est consentie à raison de 20 jours par an. Elle interviendra dans le cadre d'un planning général géré par la Direction de la médiathèque Françoise Giroud. Une convention, d'une durée de 5 ans, fixe les modalités de cette mise à disposition. Cette mise à disposition est consentie à titre gracieux.

N°D2015-344 - 17/06/15 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un avenant n°2 au marché de maîtrise d'œuvre n°2462EA11 pour la desserte en eau potable et en assainissement du secteur Caubel, commune de Montferrier-sur-Lez

Objet : Un avenant n°2 au marché n°2462EA11 de maîtrise d'œuvre pour la desserte en eau potable et en assainissement du secteur Caubel à Montferrier-sur-Lez est passé avec l'entreprise INFRAMED sise à Baillargues. Il concerne la prise en compte de l'augmentation de la masse des travaux sur la tranche ferme (eau potable) et la limitation des missions de maîtrise d'œuvre sur la tranche conditionnelle (assainissement). Le présent avenant s'élève à 1 309 € H.T. Le nouveau montant du marché s'élève à 30 379,00 € H.T.

N°D2015-350 - 23/06/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à l'avenant n°2 à la convention d'occupation temporaire pour travaux Commune de Sussargues - Terrain section A n°1363

Objet : Dans le cadre des travaux d'assainissement pour le raccordement des communes sur la future station d'épuration de Saint Geniès des Mourgues, il est proposé la conclusion d'un avenant n° 2 à la convention d'occupation temporaire pour travaux, sur la parcelle A 1363 à Sussargues. Cet avenant prévoit la prolongation de 31 jours de la période d'occupation du terrain suite au retard pris dans la réalisation des travaux à cause des intempéries. Cette convention est consentie et acceptée moyennant une indemnité globale et forfaitaire de 5 382 €.

N°D2015-351 - 26/06/15 - Direction des Sports

Décision relative à un marché n°3883DS15 de prestations de service concernant les relevés et établissements de plans sur les bâtiments sportifs de Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : Un marché à bons de commande est passé avec l'agence FOUQUET sise à Montpellier. Il concerne les relevés et établissements de plans sur les bâtiments sportifs de Montpellier Méditerranée Métropole. Il prend effet à compter de sa notification pour une durée d'un an renouvelable 2 fois, soit une durée maximum de 3 ans pour un montant annuel de 30 000 € H.T. maximum.

N°D2015-354 - 26/06/15 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative au marché n°3930-DE-15 Relations presse au niveau national

Objet : Un marché de prestations intellectuelles est passé avec PROFILE PR sise à Paris. Il concerne les relations presse au niveau national et prend effet à compter de sa notification pour une durée de 12 mois non renouvelable et pour un montant de 45 500 € H.T, soit 54 600 € T.T.C.

N°D2015-355 - 18/06/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "ESMA - Cour d'Appel de Montpellier"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à la SCP d'Avocats "PARME Avocats" près la Cour d'Appel de Montpellier contre le jugement de la juridiction de proximité de Montpellier en date du 2 juin 2015 déclarant nuls et de nul effet la facture du 13 janvier 2015 et le titre exécutoire du 14 janvier 2015 d'un montant de 840,84 euros émis par Montpellier Méditerranée Métropole adressés à l'ESMA pour l'acquittement de la redevance spéciale de la collecte des déchets ménagers du premier et deuxième trimestre 2014.

Décision relative à une convention d'occupation temporaire entre l' EPF-LR - Montpellier Méditerranée Métropole et TDF Parcelles AB n° 240p - 231 - 40 et 41 - Commune de Montpellier

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole, propriétaire et gestionnaire, et l'EPF-LR, propriétaire consentent au profit de la Société TDF une convention d'occupation temporaire pour la période du 29 juin 2015 au 31 décembre 2016 sur les parcelles AB n°240p - 231 - 40 et 41 situées sur la Commune de Montpellier afin de permettre la mise en œuvre des travaux d'entretien de maintenance, de surveillance, et, à terme, de démantèlement des deux pylônes et de leurs accessoires. La convention est consentie et acceptée à titre gratuit moyennant entretien, maintenance et surveillance.

Le Conseil prend acte de ces décisions.

AFFAIRE N°3 : HORS COMMISSION – RAPPORT D'AUDIT EXTERNE DU CABINET ADE TRANSPORT PORTANT SUR L'ÉTUDE FINANCIÈRE ET TECHNIQUE DE L'EXPLOITATION DES TRANSPORTS DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - INFORMATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Dans un contexte financier difficile, tant au regard de ses ambitions en matière de mobilité durable et des projets de développement du réseau des transports, qu'au regard de l'évolution croissante des charges d'exploitation relatives aux transports, Montpellier Méditerranée Métropole a confié au cabinet ADE TRANSPORT une mission d'audit externe portant sur l'étude financière et technique de la délégation de service public « Exploitation des Transports » de la Métropole de Montpellier.

- La délégation de service public étant conduite pour une durée de 8 ans et depuis l'année 2010, par le Groupement Momentané d'Entreprises TaM-Transdev, la mission d'audit externe portait plus précisément sur les **objectifs suivants** :
 - Analyse de l'exploitation, de la productivité et de la performance de l'offre de transport déléguée (*appréciation de l'adéquation entre l'offre et la demande, du développement marketing, de la fréquentation, de la fraude, de la qualité de service public,...*) ;
 - Analyse du fonctionnement interne, en matière d'organisation (*affectation des moyens*) et en matière de politique sociale et salariale du délégataire ;
 - Analyse du cadre financier de la délégation de service public ;
 - Analyse de la maintenance liée aux investissements.

L'ensemble de ces objectifs devait permettre la réalisation d'un diagnostic organisationnel, technique et financier, la projection de problématiques liées à la politique d'investissement, et la proposition de pistes d'amélioration en vue d'optimiser la gestion de l'offre de transport pour Montpellier Méditerranée Métropole. Cette mission devait conduire à renforcer l'efficacité, la transparence, et à garantir l'absence de risques dans le cadre des relations contractuelles entre le GME TaM-Transdev et Montpellier Méditerranée Métropole.

- **Les principaux constats** établis par l'audit à l'issue de la mission peuvent être synthétisés ainsi :

§ Sur l'organisation et la gestion des ressources humaines au sein de la structure délégataire :

- Le personnel a développé une forte culture de « service public » ; aussi, il apparaît compétent et fidèle à l'entreprise.
- L'examen de l'ensemble des éléments de politique salariale révèle une situation nettement favorable au personnel de TaM par rapport aux pratiques existantes (*durée de travail, valeur du point à l'embauche, progressivité de la rémunération à l'ancienneté, nombre de jour de congés, existence de 13^{ème} mois...*).
- Le taux d'absentéisme « conduite » est important (9.1%), et le nombre d'arrêts de travail apparaît en progression de 2011 à 2013. Ces constats s'inscrivent dans un secteur professionnel enclin à une telle situation ; aussi la société a su identifier les problématiques et ménager d'ores et déjà certaines solutions.
- Un nombre important d'inaptitudes a été relevé, avec notamment de nombreuses demandes d'aménagement de postes ou de recommandations particulières orientées par le médecin du travail de l'entreprise.
- Les relations sociales sont tendues et peu productives, malgré les nombreux accords syndicaux, qui ont pu aboutir, des suites de plusieurs concertations.

§ Sur la maintenance et la gestion des investissements :

- Une réorganisation de la maintenance du matériel roulant et des installations fixes a été mise en œuvre dès 2010, afin de répondre notamment aux objectifs fixés dans le cadre de la délégation de service public et d'anticiper les nouveaux enjeux.
- Le parc des 120 bus, et le parc de tramway composé de 87 rames Citadis apparaissent bien gérés.
- Le suivi des coûts et des consommations par véhicule, au sein du service de maintenance, pourrait être amélioré par une utilisation optimale de la GMAO.

- Sur l'exploitation, la performance, la productivité de l'offre de transport mise en œuvre :
- Le réseau de transport de la Métropole apparaît comme un réseau de référence, avec des réalisations exemplaires.
- L'offre de transport est structurée autour des lignes de tramway, et l'accent est mis sur la lisibilité de l'offre par la mise en place d'un cadencement. L'offre de transport apparaît, de fait, élevée, car non ajustée à la demande.

Ainsi, malgré la performance notable de la Ligne 1 de tramway, l'indicateur de voyage par kilomètre, permettant d'apprécier l'adéquation de l'offre par rapport à la demande, apparaît faible sur certaines lignes routières ou de tramway. Notamment, l'offre de transport se caractérise par une fréquence quasi constante tout au long de la journée. L'offre pourrait donc être optimisée.

- L'augmentation de l'offre kilométrique du réseau, a engendré une augmentation des effectifs roulants.
- En termes de développement, le délégataire dispose d'un personnel et d'un service compétent, et de qualité, dont les réalisations portant notamment sur des projets novateurs concourent à l'image du réseau et à la fidélisation de la clientèle.
- La fréquentation est croissante depuis 2010 mais apparaît en deçà des objectifs prévus dans la délégation de service public.
- En revanche, les recettes commerciales, en forte hausse également, dépassent quant à elles les objectifs de la délégation ; les recettes publicitaires sont insuffisantes.
- Des mesures fortes pour la lutte contre la fraude ont été mises en œuvre permettant de générer une hausse importante des recettes d'infraction.
- L'offre de transport bus en réseau urbain reste à améliorer au regard d'une vitesse commerciale faible.
- L'offre de transport bus en réseau suburbain reste à optimiser au regard d'une fréquentation faible et d'un coût d'affrètement élevé ; parallèlement l'offre relative au Transport à la Demande (TAD) coûte cher et a été contractuellement sous évaluée par rapport à l'importance de la demande.
- Les niveaux de qualité sont globalement satisfaisants, mais pourraient être améliorés en matière de ponctualité ; par ailleurs, des dysfonctionnements liés au vandalisme apparaissent dans le système d'information voyageur.
- Les niveaux de pénalités infligés au délégataire dans le cadre du respect des indicateurs contractuels de qualité ont été jugés comme faibles.

* Sur le cadre financier de la délégation.

- Le suivi financier du contrat est réalisé en toute transparence mais au terme d'un reporting particulièrement complexe lié à la structure même de l'activité d'exploitation, à celle du délégataire, comme à celle du contrat et de ses nombreux avenants.

- Le coût du transport porté en fonctionnement par la Métropole pour environ 57,9 M€ en 2013 (*Subvention forfaitaire d'exploitation (SFE), compensations tarifaires, et remboursement de taxes*) est relié aux kilomètres produits et non aux déplacements. La part financière (dans la SFE) relative au réseau suburbain apparaît importante, au regard du nombre de kilomètres produits.

- La SFE a augmenté de 19.7% depuis 2010, ceci s'expliquant notamment par la mise en service d'une ligne de tramway supplémentaire et par la modification de l'offre de transport.

- L'analyse des charges montre que les charges de personnel (52,1 millions d'€) ont été en augmentation significative (+23% soit +9.7 millions d'€) depuis le début du contrat, tant en termes de salaires (+11.1%) qu'en termes de recrutement (+10.8%).

- Le recrutement lié à la lutte contre la fraude, les frais d'assistance technique, et les études engagées sur le projet EMMA (*non prévu à l'origine du contrat*), ont entraîné une augmentation des charges externes d'environ 2,6 millions d'€ sur la période.

- Une détérioration globale de la performance économique au regard des prévisions contractuelles est relevée (*augmentation du coût global par kilomètre*). Celle-ci est liée d'une part à la création de la Ligne 4 ayant contribué à la baisse de la vitesse commerciale comme à l'augmentation de matériels roulants, et d'autre part à la moindre productivité du personnel de conduite (absentéisme, augmentation des effectifs).

Sur la base des recommandations formulées par l'audit, Montpellier Méditerranée Métropole, Autorité Organisatrice de la mobilité et des transports sur le territoire de la Métropole, agissant notamment en qualité de délégant du service public des transports, comme en qualité d'actionnaire de la SAEML TaM, sera particulièrement attentive à la mise en œuvre **de préconisations**, tant au regard de la politique d'offre de transport qu'il conviendra de mener, qu'au regard des actions que le délégataire devra mettre en place :

- L'adaptation de l'offre à la demande et la recherche d'optimisation du parc suburbain et notamment du Transport à la Demande (TAD) passera par l'étude d'un ajustement de la capacité des véhicules.

- L'optimisation de l'offre tant au regard d'une meilleure déclinaison du graphicae et de la relève en ligne des agents, qu'au regard d'une modulation des fréquences en heures creuses ou en cas de faible demande, sera étudiée par le délégataire et proposée à l'Autorité Organisatrice, afin d'améliorer la performance du réseau de transport.
 - La mise en place, par le délégataire, d'un reporting adapté et concerté, afin de favoriser un pilotage mieux structuré de l'Autorité délégante, sera effectuée.
 - Des solutions permettant de réduire l'absentéisme « conduite » seront mises en œuvre.
 - La recherche d'une augmentation des recettes par la lutte contre la fraude sera poursuivie et le développement des recettes publicitaires sera engagé.
 - La recherche d'une amélioration de la vitesse commerciale sera mise en œuvre afin d'accroître la productivité et la performance du réseau. Une des pistes d'amélioration étant fondée sur l'aménagement de la voirie et nécessiterait toutefois des investissements de la Métropole.
- Le rapport d'audit externe retraçant les observations et les recommandations du cabinet ADE TRANSPORT a fait l'objet d'une inscription à l'ordre du jour du Conseil de Métropole du 22 juillet 2015.

Dans le cadre de la présente séance, il était consultable, aux heures et jours habituels d'ouverture (du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 16h30, hors jours fériés) à la Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics, sur demande écrite adressée par courrier ou mail, aux coordonnées suivantes :

Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics
Montpellier Méditerranée Métropole
50 place Zeus – CS 39556
34961 Montpellier Cedex 2
Email : service.conseil@montpellier3m.fr.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du rapport d'audit du cabinet ADE TRANSPORT relatif à l'étude financière et technique de l'exploitation des transports de Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que du débat relatif à ce rapport.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

AFFAIRE N°4 : HORS COMMISSION – VŒU POUR LE MAINTIEN DE L'INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES (INSEE) À MONTPELLIER

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

La réforme territoriale issue de la loi du 16 janvier 2015 instituant 13 grandes régions au lieu des 22 initiales va générer une réorganisation de l'administration régionale de l'Etat.

La localisation des chefs de services régionaux et de leurs états-majors auprès du Préfet de région constitue, à ce stade, l'hypothèse retenue par les décideurs nationaux.

Montpellier Méditerranée Métropole réitère son souhait d'une répartition cohérente et équitable des administrations de la grande région Midi-Pyrénées Languedoc-Roussillon entre les métropoles de Toulouse et de Montpellier.

A ce titre, le maintien à Montpellier de l'implantation de l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE) revêt une importance particulière. Or le Directeur Général de l'INSEE s'est exprimé récemment pour préconiser une seule direction régionale de l'INSEE et une concentration des fonctions d'Action Régionale et de pilotage auprès du futur directeur régional d'ici 2018.

L'INSEE LR regroupe encore aujourd'hui environ 120 agents à Montpellier dont un pôle d'études constitué d'une trentaine d'experts et de chargés d'études avec qui la Métropole de Montpellier est liée dans le cadre de partenariats d'études réguliers. Depuis 2007, une centaine d'études ont été réalisées, en partenariat, par la Direction régionale de l'INSEE en Languedoc-Roussillon, dont la moitié avec des collectivités locales ou établissements publics de coopération intercommunale du Languedoc-Roussillon

A cet égard, la disparition de ce service de proximité auprès des acteurs publics locaux et des médias est tout à fait préjudiciable et les risques encourus par une délocalisation complète notamment du service d'Etudes et de Diffusion à Toulouse inquiètent les acteurs publics du pôle métropolitain.

Compte tenu de l'attractivité du territoire marquée par une forte croissance démographique (+1,03%/an entre 2006 et 2011 soit le double des métropoles comparables) et de ces conséquences en terme de logement, d'emploi et de services, la Métropole de Montpellier souhaite conforter les outils locaux d'observation et de prospective mis en place avec le concours de l'INSEE LR.

La spécificité de notre économie présenteielle nécessite un suivi adapté à la situation locale que l'INSEE Languedoc-Roussillon a su acquérir au cours du temps et qui doit être préservé.
Le maintien de l'Institut à Montpellier doit garantir cette offre de service qui accompagne la conduite des politiques publiques locales notamment en matière d'économie, de social et d'habitat.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- demander au Gouvernement d'arbitrer en faveur du maintien du siège régional de l'INSEE LR sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole,
- alerter le Gouvernement sur l'obligation d'équilibrer les fonctions de commandement stratégique entre les deux Métropoles de la future Région, ce qui suppose de sortir des solutions préfabriquées pour faire confiance à l'intelligence territoriale des acteurs concernés.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°5 : HORS COMMISSION – VŒU POUR LE MAINTIEN DE L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE LANGUEDOC-ROUSSILLON (EPF-LR) À MONTPELLIER

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

L'organisation administrative de la grande région réunissant les Régions Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées, se structure autour des deux grandes métropoles, celle de Toulouse et celle de Montpellier. Nous souhaitons qu'une répartition cohérente, équitable des activités et administrations soit trouvée. Nous considérons que ceci est une condition nécessaire pour garantir le rayonnement de cette future région.

A ce titre, nous insistons particulièrement sur l'importance d'un maintien de l'Établissement Public Foncier de Languedoc-Roussillon (EPF-LR) de plein exercice sur son territoire.

L'EPF-LR a été désiré, voulu, demandé et obtenu auprès de l'Etat par les élus de Montpellier (Ville et Agglomération devenue Métropole) et de la Région Languedoc-Roussillon. Il correspond à une philosophie et une idée du développement territorial de Montpellier et de l'ensemble de la Région Languedoc-Roussillon ainsi qu'à une conscience aigüe de l'importance du facteur foncier dans le développement et l'aménagement, notamment en matière de production de logements.

L'implantation de l'EPF-LR à Montpellier correspond au fait que le solde démographique migratoire en Languedoc-Roussillon est le plus élevé de France (hors Ile-de-France). C'est donc en Languedoc-Roussillon que le besoin en logement est le plus important. Le travail de l'EPF-LR est majoritairement (mais pas exclusivement) orienté vers la production de logements dont les logements sociaux. Le programme pluriannuel d'intervention de l'EPF-LR prévoit une dévolution minimale de 70% de ses ressources financières à la fonction logement. Cette proportion est le reflet de la situation du logement en Languedoc-Roussillon et doit être maintenue.

De plus, l'EPF-LR intervient, à la demande de l'Etat, sur les communes carencées (au sens juridique du terme) en logement social qui sont très nombreuses en Languedoc-Roussillon (33 communes en 2015).

L'implantation à Montpellier correspond également au souhait de l'Etat comme des élus, que l'EPF-LR se lance dans le soutien à d'autres politiques comme le développement économique notamment le long de l'axe littoral, la politique de protection contre les risques (en particulier la lutte contre les submersions marines), le développement et les reconversions touristiques...

En outre, les dispositions de la loi ALUR (pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové) prévoient que là où il y a un EPF local, il ne peut y avoir un EPF d'Etat. Il serait paradoxal, dans ce cadre, que l'ex EPF-LR s'installe à Toulouse, seule zone de la grande région où il ne serait pas compétent.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- demander au Gouvernement d'arbitrer en faveur du maintien du siège régional de l'EPF-LR sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole,
- alerter le Gouvernement sur l'obligation d'équilibrer les fonctions de commandement stratégique entre les deux Métropoles de la future Région, ce qui suppose de sortir des solutions préfabriquées pour faire confiance à l'intelligence territoriale des acteurs concernés.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°6 : HORS COMMISSION – PACTE DE CONFIANCE ET MÉTROPOLE DES PROXIMITÉS : BILAN D'ÉTAPE ET PERSPECTIVES - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Il y a un peu plus d'un an, le 17 juillet 2014, le Conseil communautaire lançait le processus de transformation de la Communauté d'agglomération en Métropole en adoptant la délibération fondatrice qui engageait la saisine des 31 conseils municipaux. A l'issue de ce processus, clôturé par le décret du 23 décembre 2014, l'agglomération de Montpellier ouvrait une nouvelle page de son histoire, en entrant dans le cercle restreint des 13 métropoles françaises qui comptent à l'échelle européenne mais aussi et surtout en engageant cette évolution de façon démocratique. Montpellier Méditerranée Métropole est en effet la seule Métropole, avec Brest, à être non pas imposée par la loi, mais consentie par les maires et les conseils municipaux au terme d'un large et intense débat.

Une vision ambitieuse de la démocratie et une approche innovante de la proximité pour reconquérir la confiance des citoyens : tels sont les deux socles fondateurs du projet métropolitain.

Une vision ambitieuse de la démocratie d'abord. C'est l'objet même du pacte de confiance métropolitain, qui était soumis à l'approbation des conseils municipaux en même temps que le principe du passage en Métropole. Construit dans le cadre d'une large concertation avec les maires, ce pacte rappelle trois principes fondateurs, qui depuis plus d'un an irriguent le fonctionnement politique et administratif de la Métropole :

- *Les communes demeurent « une petite République dans la grande ». C'est dans leur cadre que se déploient les services publics de proximité et les projets communautaires, c'est dans leur cadre également que se noue la relation aux habitants.*

- *L'intercommunalité doit être considérée comme une coopérative d'action publique au service des communes. Elle est dédiée à l'animation du projet commun, la mise en œuvre des politiques qui projettent le territoire à l'extérieur, tout en appuyant et valorisant les fonctions de proximité de l'échelon communal.*

- *La Métropole place la solidarité et la coopération au cœur de son projet politique. Elle encourage notamment les communes à s'associer pour porter des projets s'inscrivant dans la dynamique métropolitaine.*

Ces principes sont désormais déclinés dans l'ensemble des modes de travail, de concertation et de décision. Le rôle accordé à la conférence des maires, instance majeure de discussion et d'arbitrage des thématiques engageant les 31 communes, comme son mode de fonctionnement en mode de coopérative politique (1 maire = 1 voix) sont particulièrement emblématiques de cette Métropole consentie, qui se construit en harmonie avec les communes.

Une approche innovante de la proximité ensuite. Là où la plupart des étapes d'intégration intercommunale se traduisent par moins de proximité vis-à-vis des citoyens, les maires ont d'emblée fait le choix d'une Métropole des proximités, tant dans la façon dont elle s'adresse aux habitants que dans la façon dont elle organise ses interventions sur le terrain. C'est tout le sens de la réflexion menée sur les guichets uniques de proximité, qui verront le jour dans chaque commune au 1^{er} janvier 2016, ou de la façon dont la compétence voirie et espaces publics sera organisée à compter de cette même date.

Au terme d'un an de vie démocratique et institutionnelle de cette métropole consentie et respectueuse des communes, et à six mois de l'échéance décisive du 1^{er} janvier 2016, il semble important de proposer au conseil métropolitain un bilan d'étape et des tracer des perspectives pour la gouvernance métropolitaine.

1.Des engagements aux résultats : retour sur un an de mise en œuvre du pacte de confiance et de la Métropole des proximités

*** Des politiques métropolitaines totalement co-construites avec les communes**

Si l'adoption du pacte de confiance métropolitain s'est légitimement accompagnée d'interrogations sur sa valeur juridique, celui-ci ne pouvant sortir des bornes fixées par la loi, force est de constater qu'à l'épreuve des faits, la valeur politique de ce pacte est incontestable. Elle peut être résumée en quelques chiffres-clés, qui soulignent l'intensité du travail de co-élaboration des politiques métropolitaines conduit avec les communes depuis près d'un an :

- 32 conférences des maires

- 6 séminaires des 31 DGS

- 10 groupes de travail technique co-pilotés par des DGS de commune et des cadres de la Métropole qui se sont réunis chacun de 3 à 40 fois.

En d'autres termes, c'est tout le mode de travail administratif et de décision politique qui a évolué en profondeur pour replacer les communes au cœur du projet intercommunal. Ces dernières ne sont désormais pas seulement consultées ou informées sur les projets métropolitains, elles co-élaborent étroitement l'action publique avec la Métropole, son exécutif et son administration.

*** Des garanties politiques fortes pour préserver la souveraineté des communes**

Au-delà de ces transformations du mode de fabrique des politiques métropolitaines, un travail de fond a été engagé pour apporter des garanties aux maires et aux conseils municipaux sur leur implication étroite dans les sujets décisifs pour l'aménagement du territoire et le cadre de vie des habitants.

Ainsi, une charte de gouvernance du plan local d'urbanisme est soumise à l'approbation du conseil de Métropole, après approbation par les 31 conseils municipaux. Elaborée dans le cadre d'une large concertation avec les communes, cette charte précise les éléments suivants

- Les communes sont associées tout au long du processus d'élaboration du document d'urbanisme et non uniquement lors des étapes de validation
- Une phase de recueil préalable des projets et enjeux locaux liés à l'élaboration du PLUI est initiée à l'échelle de chaque commune.
- Des réunions sont organisées à l'échelle des secteurs du SCoT pour une vision partagée entre la Métropole et les Communes.
- Des réunions sont programmées entre la Métropole et chaque commune sur l'élaboration des dispositions concernant directement celle-ci.
- La Métropole met en place des moyens techniques, notamment des prestataires spécialisés, sur chaque territoire communal pour l'élaboration du zonage.

Dans le même ordre d'idée, une charte de gouvernance de la voirie et des espaces publics a été esquissée avec les DGS des 31 communes et sera soumise après l'été à la discussion de la conférence des maires puis à l'approbation des conseils municipaux et des 31 communes.

*** Une ambition pour la proximité**

« Les communes restent le premier maillon de la relation aux habitants ». C'est sur la base de ce principe essentiel du pacte de confiance métropolitain qu'un travail a été engagé pour mettre fin progressivement aux maisons d'agglomération et redéployer leurs missions et leurs moyens dans des « guichets uniques de proximité du bloc communal » installés dans chacune des communes.

En d'autres termes, chaque citoyen-usager trouvera, à compter du 1er janvier 2016, à l'accueil de sa mairie, un guichet unique rassemblant des agents d'accueil communaux et métropolitains en mesure de lui apporter une réponse complète et cohérente sur l'ensemble de ses demandes ou réclamations, qu'elles relèvent de compétences exercées par la commune ou de compétences exercées par la Métropole. Le fonctionnement de ce guichet unique, qui fait l'objet d'expérimentations en 2015, sera formalisé au travers d'une convention d'engagements réciproques entre la Métropole et chaque commune.

2 .Les nouveaux chantiers de la gouvernance métropolitaine : orientations et perspectives

Afin de poursuivre cette dynamique de co-construction des politiques métropolitaines avec les communes et de recherche permanente de la proximité, il est proposé d'ouvrir à présent trois nouveaux chantiers

*** Une organisation territoriale de la voirie et des espaces publics au service de la proximité et de la réactivité**

La compétence voirie et espaces publics sera métropolitaine au 1^{er} janvier 2016, au terme de la convention de gestion transitoire dont le principe a été validé par les services de l'Etat. Dans ce contexte, un travail considérable a été conduit avec les Maires, les DGS et les DST des communes pour poser les bases d'une organisation à même de garantir la continuité, la proximité et la réactivité du service rendu. La conférence des maires a ainsi convenu les principes d'organisation suivants :

- Mise en place d'un responsable technique de proximité par commune et d'un responsable de pôle territorial voirie – espaces publics par territoire, interlocuteurs du maire pour les actions quotidiennes et la programmation des travaux d'entretien et d'investissement.
- Mise en place d'un contrat d'engagement entre la Métropole et chaque commune pour préciser le rôle de donneur d'ordre du maire vis-à-vis des services métropolitains, pour déterminer des enveloppes de fonctionnement et d'investissement fléchées, garantir la réactivité, assurer le suivi et la traçabilité des réclamations.

Sur cette base, des réunions territoriales avec l'ensemble des acteurs concernés (dont les adjoints aux maires en charge des travaux sur l'espace public) seront régulièrement organisées d'ici la fin de l'année 2015, en complément des bilans d'étape en conférence des maires, pour suivre les avancées de ce projet et s'assurer que la feuille de route politique est bien respectée.

*** Un schéma de mutualisation construit dans une logique de coopérative de services aux communes**

Repositionner l'intercommunalité dans son rôle de coopérative de services aux communes, telle est l'ambition affirmée dans le pacte de confiance métropolitain qui constituera le socle du schéma de mutualisation telle qu'il sera soumis à l'approbation des conseils municipaux des 31 communes puis du

conseil métropolitain à l'automne prochain. En d'autres termes, il s'agit de développer les coopérations de toutes sortes (entre communes, entre la Métropole et les communes) et de toutes natures (animations, de réseaux, prestations de service, services communs) au sein du bloc communal au service de l'efficacité des politiques publiques et de la solidarité entre territoires. Cette coopérative de services aux communes, dont les contours sont aujourd'hui dessinés dans le cadre d'un travail intense et étroit avec les 31 communes, nous permettra de faire de la mutualisation un véritable projet politique, au-delà d'une simple obligation réglementaire. Le processus de mutualisation entre les administrations de la Ville de Montpellier et de la Métropole, dont les fondements ont fait l'objet d'une délibération du Conseil métropolitain en avril dernier, permettra un déploiement d'autant plus efficace de cette logique de coopérative de services aux communes.

*** Une politique volontariste de participation citoyenne**

Montpellier Méditerranée Métropole ambitionne de devenir une métropole exemplaire en matière de participation citoyenne et de dialogue public. Dans cet esprit, il sera proposé au conseil métropolitain d'adopter en fin d'année une charte de la participation citoyenne qui précisera la vision de la Métropole sur le rôle des citoyens dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques publiques et déclinera cette vision dans un programme d'actions précis. Cette charte sera élaborée par la Commission participation citoyenne animée par la Vice-présidente en charge de cette délégation, avec l'appui éclairé du Conseil de développement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le bilan d'étape et les orientations proposées en matière de gouvernance métropolitaine et d'organisation de la proximité ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

AFFAIRE N°7 : HORS COMMISSION – PROTOCOLE TRIENNAL - RÉGION LANGUEDOC-ROUSSILLON - MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - 2015-2017 - VOLET ANNUEL

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Dans le cadre de l'élaboration du Contrat de Plan Etat Région (CPER), et de la nouvelle programmation FEDER FSE sur la période 2015-2020, Montpellier Méditerranée Métropole et la Région Languedoc-Roussillon se sont rapprochés dans l'objectif de conforter les projets envisagés par la métropole en lien avec la stratégie territoriale de la Région.

Il convient en effet de rappeler qu'en Languedoc-Roussillon la stratégie contractuelle entre les deux collectivités s'inscrit dans le contexte de la création prochaine de la grande région associant Midi-Pyrénées à la nôtre. La dynamique de cette nouvelle grande région repose principalement sur la vitalité, le rayonnement et les capacités d'entraînement de ses deux métropoles : Toulouse et Montpellier. Ainsi, les politiques publiques développées par les deux métropoles et les entreprises et établissements qui y sont installés, sont susceptibles de démultiplier leurs effets sur le territoire régional si les infrastructures et les politiques publiques nécessaires accompagnent leur développement et leurs mises en réseaux à toutes les échelles.

Sur la période 2015-2020 de constitution de la grande région, le CPER, aussi bien que les fonds européens, notamment FEDER et FSE, et les fonds propres de la Région Languedoc-Roussillon, sont des ressources essentielles qu'il convient de saisir, pour promouvoir des opérations à forte valeur ajoutée, autour desquelles les partenariats Région / Métropole doivent se nouer, pour renforcer le niveau d'équipement et les infrastructures du territoire métropolitain de Montpellier dans l'intérêt bien compris du territoire régional.

Dans cet objectif, il paraît essentiel de passer d'une contractualisation annuelle, comme cela avait été fait pour l'année 2014, à une contractualisation sur une période triennale, afin de « sanctuariser » les investissements régionaux sur le territoire de la Métropole à l'aube de la création de la grande région.

C'est le sens du protocole pour lequel Montpellier Méditerranée Métropole a soumis ses propositions à la Région Languedoc-Roussillon pour les années 2015, 2016 et 2017.

La stratégie de Montpellier Méditerranée Métropole s'appuie sur sept piliers fondateurs essentiels pour la valorisation de ses atouts, de ceux de son pôle métropolitain en émergence et de ceux de sa région :

- Santé,
- Numérique,
- Transport et mobilités,
- Développement économique, tourisme et industrie,
- Agro-Écologie-alimentation,
- Culture, Patrimoine, Universités,
- Citoyenneté, Développement social, égalité des chances.

La « sanctuarisation » des financements

La proposition de Montpellier Méditerranée Métropole à la Région, présentée dans la maquette ci-jointe, permet de générer potentiellement plus 1 500 M€ d'investissements, dont plus de 1 300 M€ sur la période triennale 2015-2017, à partir d'investissements propres de la Région et de la Métropole respectivement inférieurs à 300 M€, et de la mobilisation de plus de 800 M€ d'investissements complémentaires de la part d'autres financeurs, à commencer par l'Europe, compte tenu de l'intérêt stratégique des opérations proposées.

Ces montants mettent en évidence l'intérêt de relancer l'investissement par des accords partenariaux qui créent de l'activité pour l'économie régionale tout en renforçant l'attractivité du territoire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les objectifs ci-dessus énoncés pour la programmation prévisionnelle du protocole triennal Région – Métropole sur la période 2015-2017,
- autoriser Monsieur le Président à signer le protocole triennal Région – Métropole sur la période 2015-2017.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

AFFAIRE N°8 : DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – CHARTE DE GOUVERNANCE DU PLAN LOCAL D'URBANISME - APPROBATION

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Conformément à la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, la transformation, au 1er janvier 2015, de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Métropole, dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole » a entraîné le transfert de la compétence plan local d'urbanisme des Communes à la Métropole.

Dans le prolongement du Pacte de Confiance adopté le 17 juillet 2014 par le Conseil Communautaire et dans le respect des dispositions du Code de l'urbanisme, une charte de gouvernance du PLU a été élaborée par les services communaux et métropolitains, pour définir les modalités de collaboration entre les Communes et la Métropole sur la mise en œuvre de la compétence Plan Local d'Urbanisme.

Ce transfert de compétence conduit à faire du PLU intercommunal (PLUi) le document de planification réglementaire des 31 communes et de la Métropole. La charte de gouvernance du PLU identifie ainsi les principes et les modalités de collaboration pour l'élaboration puis l'évolution du PLUi. Complémentairement, la charte de gouvernance du PLU définit des modalités spécifiques de collaboration concernant les procédures d'évolution des PLU communaux dans l'attente d'un PLUi exécutoire.

La loi du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, dite loi ALUR, précise que le PLUi est élaboré sous la responsabilité de l'EPCI, mais en collaboration avec les communes membres et que les modalités de cette collaboration sont définies entre eux. L'article L.123-6 du Code de l'urbanisme, dans sa version issue de la loi ALUR dispose ainsi que « l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale arrête les modalités de cette collaboration après avoir réuni une conférence intercommunale rassemblant, à l'initiative de son président, l'ensemble des maires des communes membres. »

Aussi, la charte de gouvernance du PLU proposée a été présentée le 24 novembre 2014 en Conférence des Maires ; celle-ci, telle que définie par le Pacte de confiance, constitue à la fois la Conférence Intercommunale prévue par les articles L.123.6 et L.123.10 du Code de l'urbanisme et la Conférence Métropolitaine prévue par l'article L.5217-8 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La charte de gouvernance du PLU souligne la double pertinence des collectivités concernées : les Communes, collectivités de proximité et en prise avec les besoins et réalités locales, et la Métropole, garante de l'aménagement cohérent et solidaire du territoire métropolitain. Le PLUi doit être le produit d'un travail nourri des réalités locales.

Dans cet esprit, les principales modalités du travail commun pour l'élaboration du PLUi énoncées dans cette charte sont les suivantes :

- Les Communes sont associées tout au long du processus d'élaboration du document d'urbanisme et non uniquement lors des étapes de validation.
- Une phase de recueil préalable des projets et enjeux locaux liés à l'élaboration du PLUi est initiée à l'échelle de chaque Commune.
- Des réunions sont organisées à l'échelle des secteurs du SCoT pour une vision partagée entre la Métropole et les Communes.
- Des réunions sont programmées entre la Métropole et chaque Commune sur l'élaboration des dispositions concernant directement celle-ci.
- La Métropole met en place des moyens techniques, notamment des prestataires spécialisés, sur chaque territoire communal pour l'élaboration du zonage.

De même, plusieurs dispositions sont prévues à chaque étape de la procédure réglementaire, en complément et en précision de celles déjà prévues par le code de l'urbanisme modifié :

- Les objectifs poursuivis et les modalités de concertation sont présentés en Conférence des Maires.
- Le projet d'arrêt est présenté à chaque maire selon les modalités définies avec l'accord de ce dernier, qui est invité à formuler ses observations dans un délai de 1 mois.
- La prise en compte des observations écrites et le projet de PLUi sont présentés en Conférence des Maires, préalablement à l'arrêt du projet par le Conseil de la Métropole.
- Suite à l'avis des Conseils Municipaux, les amendements éventuels sont présentés en Conférence des Maires.
- Le PLUi tenant compte des avis et remarques formulés pendant l'enquête publique est présenté à la Conférence des Maires pour examen, préalablement à l'approbation du projet par le Conseil de la Métropole.

Il est enfin à noter que les principes de cette collaboration sont similaires pour les révisions et modifications du PLUi.

Préalablement à son adoption par le Conseil de Métropole, la charte de gouvernance du PLU a été soumise, pour avis simple, à chacune des Communes Membres. 31 ont émis un avis favorable.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la charte de gouvernance du PLU, telle qu'annexée à la présente délibération ;
- autoriser le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout acte et document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

AFFAIRE N°9 : DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – MODIFICATION SIMPLIFIÉE DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) - VILLE DE LATTES - MODALITÉS DE LA MISE À DISPOSITION DU PUBLIC - APPROBATION

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Par arrêté n° A2015-124 en date du 30 juin 2015, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a engagé la 2^{ème} modification simplifiée du PLU de la Commune de Lattes afin d'exclure de l'emplacement réservé A1, institué au bénéfice de la Métropole, les emprises pour lesquelles les travaux

nécessaires à la réalisation de la troisième ligne de tramway et l'extension Ouest de la ligne 1 ont été déjà effectués ou pour lesquelles leur inscription au PLU n'a plus lieu d'être.

Le projet de modification simplifiée, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes associées mentionnées au I et III de l'article L121-4 du Code de l'urbanisme doivent être mis à disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations.

Conformément à l'article L123-13-3 du Code de l'urbanisme, les modalités de cette mise à disposition doivent être précisées par le Conseil de Métropole.

Dans ce contexte, il est proposé que le dossier de modification soit :

- mis à disposition du public pendant un mois à la Mairie de Lattes aux heures d'ouverture habituelles ;
- accompagné d'un registre en Mairie de Lattes permettant au public de formuler ses observations ;
- mis en ligne sur le site internet de Montpellier méditerranée Métropole (www.montpellier3m.fr) et de la Mairie de Lattes (www.ville-lattes.fr).

Ces modalités seront portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de la mise à disposition par voie de presse et d'affichage.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les modalités de mise à disposition du public de la modification simplifiée du PLU de la commune de Lattes telles que définies dans le cadre de la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

AFFAIRE N°10 : DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – MODIFICATION SIMPLIFIÉE DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) - COMMUNE DE RESTINCLIÈRES - MODALITÉS DE LA MISE À DISPOSITION DU PUBLIC – APPROBATION
Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Par arrêté n° A2015-125 en date du 30 Juin 2015, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a engagé la 1^{ère} modification simplifiée du PLU de la Commune de Restinclières, afin de corriger une erreur matérielle sur le document graphique du règlement.

Le projet de modification simplifiée, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes associées mentionnées au I et III de l'article L121-4 du Code de l'urbanisme doivent être mis à disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations.

Conformément à l'article L.123-13-3 du Code de l'urbanisme, les modalités de cette mise à disposition doivent être précisées par le Conseil de Métropole.

Dans ce contexte, il est proposé que le dossier de modification soit :

- mis à disposition du public pendant un mois à la Mairie de Restinclières aux heures d'ouverture habituelles
- accompagné d'un registre en Mairie de Restinclières permettant au public de formuler ses observations ;
- mis en ligne sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole (www.montpellier3m.fr) et de la Mairie de Restinclières (www.restinclieres.com).

Ces modalités seront portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de la mise à disposition par voie de presse et d'affichage.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les modalités de mise à disposition du public de la modification simplifiée du PLU de la Commune de Restinclières telles que définies dans le cadre de la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

AFFAIRE N°11 : DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – MODIFICATION SIMPLIFIÉE DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) - VILLE DE SAINT JEAN DE VÉDAS - MODALITÉS DE LA MISE À DISPOSITION DU PUBLIC - APPROBATION

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Par arrêté n°A2015-127 en date du 30 juin 2015, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a engagé la 1^{er} modification simplifiée du PLU de la commune de Saint Jean de Védas afin de rectifier une erreur matérielle relative à la constructibilité des parcelles desservies par des voies en impasses et d'adapter certaines dispositions réglementaires, notamment celles relatives aux hauteurs et au rejet des eaux pluviales en zone 3AU, correspondant à la Zone d'Aménagement Concerté Roquefrâsse.

Le projet de modification simplifiée, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes associées mentionnées au I et III de l'article L121-4 du Code de l'urbanisme doivent être mis à disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations.

Conformément à l'article L123-13-3 du Code de l'urbanisme, les modalités de cette mise à disposition doivent être précisées par le Conseil de Métropole. Dans ce contexte, il est proposé que le dossier de modification soit :

- mis à disposition au public pendant un mois à la Mairie de Saint Jean de Védas aux heures d'ouverture habituelles, exposant les motifs, le projet de modification simplifiée et le cas échéant les avis des personnes publiques associées ;
- accompagné d'un registre en Mairie de Saint Jean de Védas permettant au public de formuler ses observations ;
- mis en ligne sur le site internet de Montpellier méditerranée Métropole (www.montpellier3m.fr) et de la Mairie de Saint Jean de Védas (www.saintjeandevedas.fr).

Ces modalités seront portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de la mise à disposition par voie de presse et d'affichage.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les modalités de mise à disposition du public de la modification simplifiée du PLU de la commune de Saint Jean de Védas telles que définies dans le cadre de la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

AFFAIRE N°12 : DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – MODIFICATION SIMPLIFIÉE DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) - COMMUNE DE SAINT GENIÈS DES MOURGUES - MODALITÉS DE LA MISE À DISPOSITION DU PUBLIC - APPROBATION

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Par arrêté n°A2015-126 en date du 30 juin 2015 Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a engagé la 2^{ème} modification simplifiée du PLU de la Commune de Saint Geniès des Mourgues afin d'adapter le règlement de la zone IAU1 (règle de prospect, règle de hauteur des constructions...) au projet d'aménagement dit « Domaine des Peyrouses ».

Le projet de modification simplifiée, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes associées mentionnées au I et III de l'article L121-4 du Code de l'urbanisme doivent être mis à disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations.

Conformément à l'article L.123-13-3 du Code de l'urbanisme, les modalités de cette mise à disposition doivent être précisées par le Conseil de Métropole. Dans ce contexte, il est proposé que le dossier de modification soit :

- mis à disposition du public pendant un mois à la Mairie de Saint Geniès des Mourgues aux heures d'ouverture habituelles ;

- accompagné d'un registre en Mairie de Saint Geniès des Mourgues permettant au public de formuler ses observations ;
- mis en ligne sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole (www.montpellier3m.fr) et de la Mairie de Saint Geniès des Mourgues (www.saintgeniesdesmourgues.fr).

Ces modalités seront portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de la mise à disposition par voie de presse et d'affichage.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les modalités de mise à disposition de la modification simplifiée du PLU de la Commune de Saint Geniès des Mourgues telles que définies dans le cadre de la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

AFFAIRE N°13 : DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – COMMUNE DE MONTPELLIER - QUARTIER LEZ - POMPIGNANE - AVENANT N°1 À LA CONVENTION DE PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) DU 25 JUILLET 2013 - AUTORISATION DE

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Par délibération n°2013/348 en date du 22 juillet 2013, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a approuvé les termes d'une convention tripartite de Projet Urbain Partenarial (PUP) entre la Ville, Bouygues Immobilier et NG Promotion. Cette convention de PUP vise à financer les équipements publics rendus nécessaires par l'opération de construction d'un ensemble immobilier d'environ 140 logements et de locaux commerciaux, située à l'angle de l'avenue de la Pompignane et de l'avenue Alphonse Juin, dans le cœur de quartier de la Pompignane à Montpellier, sur les parcelles cadastrées section CR n° 114p, 71p et partie du domaine public à déclasser.

La convention de PUP a été effectivement signée le 25 juillet 2013. Elle engage la Métropole à réaliser différents travaux d'aménagement induits par l'opération de construction :

- Réaménagement du carrefour de la place du Corps Expéditionnaire Français en Italie et de ses abords ;
- Trottoirs de l'avenue de la Pompignane ;
- Réaménagement de l'espace public au droit du projet ;
- Aménagements légers provisoires à l'intersection de la rue Marie Durand et de l'avenue Alphonse Juin ;
- Aménagement d'une voie nouvelle (section nord de l'emplacement réservé C137 inscrit au PLU), dénommée rue Luis Barragan, desservant directement l'opération de construction.

La surface globale traitée est de 6 637 m², pour un coût prévisionnel total de 2 527 858 € HT (travaux, frais d'études, coût de maîtrise d'œuvre, aléas). La TVA est prise en charge uniquement par la Métropole qui la récupérera. Un délai maximum de 10 ans suivant le dépôt des déclarations d'ouverture de chantier est fixé pour la réalisation par la Métropole de la totalité desdits aménagements, avec un degré d'avancement suffisant pour permettre une desserte correcte des immeubles à leur livraison.

La fraction mise à la charge des constructeurs est de 85 % du coût HT total des équipements, soit 2 148 680 € HT. La part de la Métropole (15 %) s'élève à 379 178 € HT, à laquelle s'ajoute l'avance de la TVA (495 460 €). Relativement aux surfaces développées par les deux promoteurs, la répartition entre eux s'effectue comme suit :

- 77,68 % pour Bouygues Immobilier (1 669 100 € HT) dont 1 629 100 € en apport numéraire et 40 000 € en apport en nature de terrain non bâti ;
- 22,32 % pour NG Promotion (479 580 € HT).

Sur l'emprise foncière du projet immobilier soumis au régime de cette participation, tout projet de construction sera exempté de la part communale de la taxe d'aménagement pour une durée ne pouvant excéder 10 années.

Le paiement de la participation s'effectue pour les apports numéraires à raison de 50 % au dépôt des déclarations d'ouvertures de chantier et de 50 % 12 mois après ledit dépôt, et pour l'apport en nature de terrain non bâti par la signature de l'acte de cession du terrain au plus tard 60 jours après le dépôt de la déclaration d'ouverture de chantier du permis de construire obtenu par Bouygues Immobilier.

Les deux permis de construire relatifs à cette opération immobilière ont été délivrés le 26 juillet 2013 (Bouygues Immobilier) et le 9 août 2013 (NG Promotion). A ce jour, leur mise en œuvre a pris quelque retard du fait de difficultés liées à un bail commercial en vigueur sur le terrain bâti de l'opération, mais elle reste d'actualité.

Parallèlement, la Ville de Montpellier a poursuivi les études pré-opérationnelles de requalification urbaine du quartier de la Pompignane, désignant en 2014 comme architecte en chef de l'opération l'équipe formée par l'agence d'architectes-urbanistes Castro & Denissof associée au paysagiste Praxys.

Dans le cadre de la préfiguration d'une opération de réaménagement urbain ciblant de nouveaux potentiels de développement urbain au sein du quartier de la Pompignane, il s'avère que le champ géographique des équipements publics induits par l'opération Bouygues / NG doit être réduit. Cette modification se gère par avenant à la convention de projet urbain partenarial.

Par ailleurs, depuis la création effective au 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole, il s'avère que les travaux visés précédemment seront effectués in fine par la Métropole, compétente pour la réalisation des voiries et réseaux.

De plus, la compétence métropolitaine en matière de plan local d'urbanisme – et par conséquent en matière de conclusion de convention de projet urbain partenarial - entraîne la substitution de la Métropole à la Ville dans le cadre de l'avenant à conclure présentement.

En conséquence, les termes de l'avenant n° 1 à la convention de projet urbain partenarial Montpellier Méditerranée Métropole / Bouygues Immobilier / NG Promotion qu'il vous est proposé d'approuver sont les suivants :

- L'emprise physique des travaux à réaliser dans le cadre du projet urbain partenarial est modifiée et réduite de 617 m² (notamment sur la partie nord du carrefour et aux abords du pont) tel que sur le plan annexé au projet d'avenant, déterminant désormais une surface globale à traiter d'environ 6 020 m² ;
- Le coût prévisionnel des aménagements modifiés s'établit désormais à 2 292 565 € HT ;
- La part prise en charge par les deux promoteurs (85 %) s'élève à présent à 1 948 680 € HT ;
- La part de la Métropole (15%) s'élève en conséquence à 343 885 € HT plus 458 513 € de TVA récupérable ;
- La répartition entre Bouygues Immobilier et NG Promotion demeure inchangée à 77,68 % et 22,32 % ;
- Bouygues Immobilier est ainsi redevable d'une participation de 1 513 735 € HT dont 1 473 735 € HT en apport numéraire et 40 000 € d'apport en nature de terrain non bâti ;
- NG Promotion est ainsi redevable d'une participation de 434 945 € HT ;

Les autres dispositions précédemment conclues demeurent inchangées par ailleurs.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de l'avenant n° 1 à la convention de projet urbain partenarial du 25 juillet 2013, tel qu'annexé à la présente délibération ;
- dire que les recettes et dépenses des crédits correspondants seront affectés au budget 2016, et suivants en fonction de l'état d'avancement de la réalisation de l'opération ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer ledit avenant, ainsi que tous actes relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

AFFAIRE N°14 : DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – CONVENTION ENTRE LA MÉTROPOLE ET ASF POUR LA RÉALISATION DES AMÉNAGEMENTS HYDRAULIQUES SUR LE FOSSÉ SAINT ANTOINE DANS LE CADRE DU CHANTIER DE L'AUTOROUTE A9 (PARC D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE MÉTROPOLITAIN DE MASSANE) - COMMUNE DE BAILLARGUES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Le Parc d'activité économique métropolitain de Massane (480 emplois) se situe à l'entrée ouest de Baillargues en bordure de l'autoroute A9 qui fait actuellement l'objet de travaux importants dans le cadre de son déplacement.

Le fossé de Saint Antoine, captant les eaux pluviales de secteurs urbains situés au nord de l'A9, se rejette au sud de l'A9 dans un fossé qui traverse le foncier métropolitain non aménagé au sein du Parc d'activité économique de Massane, le long de l'emprise foncière de l'entreprise Profils Systèmes, avant de rejoindre le cours d'eau de la Cadoule.

Cette entreprise Profils Systèmes a connu des inondations importantes à l'automne 2014.

ASF, dans le cadre des travaux de déplacement de l'A9, a organisé le franchissement du fossé de Saint Antoine sous les nouvelles bretelles d'accès réalisées entre l'autoroute et la RN113 par un cadre béton qui se rejette dans le fossé existant au sud de l'A9 dans l'emprise du Parc d'activité économique de Massane. Or, la capacité hydraulique du fossé existant est très largement inférieure à celle du cadre béton réalisé et ne permet pas le transit de la crue d'occurrence centennale sans débordement. Dans ces conditions, le risque d'inondations des activités économiques situées à proximité immédiate du fossé (et notamment de l'entreprise Profils Systèmes) est donc avéré. Dans le cadre de sa compétence en matière de création et de gestion des zones à vocation d'activité économique, la Métropole a engagé des expertises hydrauliques sur l'ensemble du périmètre qui ont abouti à un certain nombre de préconisations d'aménagements pour réduire la vulnérabilité des activités économiques existantes face aux inondations.

Il est ainsi proposé de recalibrer le fossé de Saint Antoine entre la sortie du cadre de la bretelle autoroutière réalisée par ASF et la Cadoule pour permettre le transit d'une crue d'occurrence centennale sans débordement. L'ouvrage sera dimensionné avec une revanche de sécurité suffisante pour supprimer le risque inondation vers l'entreprise Profils Systèmes jusqu'à une crue exceptionnelle.

Les aménagements consistent à recalibrer le fossé de Saint Antoine sur environ 200 mètres et à réaliser sur environ 100 mètres un cadre béton à ciel ouvert entre l'ouvrage de sortie de la bretelle autoroutière et le fossé recalibré.

Ces travaux hydrauliques complémentaires à ceux réalisés à ce jour par ASF en amont de la bretelle autoroutière permettront d'assurer la nécessaire cohérence du traitement hydraulique global du fossé de Saint Antoine depuis son franchissement sous les infrastructures autoroutières jusqu'à son exutoire au niveau de la Cadoule.

Dans ce cadre ASF réalise les travaux de protection contre les inondations du ru Saint Antoine dans l'emprise autoroutière, la Métropole prend en charge financièrement la poursuite des travaux hydrauliques jusqu'à la Cadoule, nécessaire à la protection du parc Massane d'intérêt métropolitain..

Dans le souci d'assurer la cohérence hydraulique d'ensemble entre le déplacement de l'autoroute A9 et la Cadoule, il convient de confier les études et les travaux de ces aménagements hydrauliques à ASF, actuel concessionnaire de l'autoroute A9 et en charge de son déplacement. Ces travaux seront autorisés dans le cadre la procédure loi sur l'eau globale déjà accordée pour le déplacement de l'autoroute A9.

ASF, concessionnaire de l'infrastructure autoroutière existante et de la future autoroute déplacée, assurera en conséquence la maîtrise d'ouvrage de ces travaux hydrauliques. Montpellier Méditerranée Métropole au regard de l'intérêt des aménagements à réduire la vulnérabilité du Parc d'activité économique de Massane dont elle est gestionnaire au titre de ses compétences, prend en charge financièrement cette partie des travaux.

La réalisation de ces travaux est prévue à l'automne 2015.

Aujourd'hui il s'agit d'établir par convention les principes de financement des travaux de reprise du fossé Saint Antoine par la Métropole, les travaux étant réalisés par ASF, depuis la sortie de l'ouvrage jusqu'à la Cadoule dans le cadre des travaux hydrauliques nécessaires à sa propre opération.

La durée prévisionnelle de la convention est de 1 an, le montant de l'opération études et travaux de reprise du fossé Saint Antoine, est estimé à 400 000 € en euros courants H.T.

L'ensemble des ouvrages financés et réalisés par ASF reviendra à l'issue des travaux en propriété à la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la signature de la convention entre ASF et la Métropole,
- dire que les crédits sont prévus au budget 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous les actes relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**AFFAIRE N°15 : DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE –
APPEL À PROJETS "VILLES RESPIRABLES EN 5 ANS POUR LA RECONQUÊTE DE LA
QUALITÉ DE L'AIR" - CANDIDATURE DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole s'est dotée de sept piliers stratégiques afin de renforcer l'attractivité de son territoire en valorisant ses principaux atouts. La Santé, au sens de l'OMS en est un essentiel. C'est pourquoi Montpellier Méditerranée Métropole se mobilise sur les enjeux de la qualité de l'air.

Au niveau national, avec 42 000 décès prématurés en France causés chaque année par la pollution de l'air selon une estimation de l'Organisation Mondiale pour la Santé (OMS), la lutte pour la qualité de l'air est devenue un enjeu sanitaire et environnemental majeur. Si à Montpellier comme dans les grandes agglomérations françaises, la qualité de l'air s'est plutôt améliorée depuis la fin du XXème siècle, les concentrations de certains polluants atmosphériques restent encore trop élevées, impactant l'environnement mais surtout la santé, en étant à l'origine d'effets néfastes (crise d'asthme, allergies), de pathologies respiratoires et cardio-vasculaires, et plus globalement, d'une diminution de l'espérance de vie.

A Montpellier, les polluants atmosphériques sont moins concentrés que dans d'autres agglomérations comparables, et sont aujourd'hui principalement lié au chauffage urbain et au poids du transport. Certains de ces polluants (l'ozone, le dioxyde d'azote, le benzène et les particules), sont plus particulièrement présents à proximité des axes de trafic. Il s'agit de maîtriser ces émissions afin qu'elles ne dépassent pas les seuils fixés par la réglementation pour la protection de la santé humaine.

A ce titre, le territoire figure parmi les agglomérations aujourd'hui couvertes par un Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA). Outil de gestion de la qualité de l'air, ce document vient d'être révisé et il a été adopté par arrêté préfectoral le 20 octobre 2014. De plus, Montpellier Méditerranée Métropole est membre actif de l'association Air LR, de surveillance de la qualité de l'air, depuis sa création.

Le projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte offre un cadre d'action renouvelé dans tous les domaines liés à la pollution de l'air, comme le bâtiment, l'industrie ou les transports. C'est dans ce contexte que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite être candidate à l'appel à projets « Villes respirables en 5 ans » qui a pour objectif de faire émerger des « villes laboratoires » volontaires à la mise en œuvre de mesures exemplaires destinées à obtenir des résultats concrets et contribuer ainsi au déploiement local des dispositions de ce projet de loi. Il s'agit de s'engager à mettre en œuvre des mesures volontaristes dans le domaine de la mobilité mais également, au regard des enjeux locaux, dans le domaine résidentiel, industriel et agricole pour repasser en 5 ans sous les seuils sanitaires et garantir ainsi un air sain aux habitants.

La candidature de Montpellier Méditerranée Métropole à cet appel à projet se situera à l'articulation entre une stratégie d'expérimentation et de démonstration, et un projet territorial intégré. Plusieurs pistes d'action ont été identifiées qui pourraient alimenter le dossier de candidature, contribuant ainsi à définir un projet emblématique à l'échelle intercommunale. Parmi ces pistes figurent notamment l'évolution du quartier de l'Ecusson qui deviendrait une zone à circulation restreinte dans laquelle l'accès serait réservé aux véhicules logistiques les moins polluants. Plusieurs actions pourraient compléter cette disposition, notamment la mise en œuvre d'un schéma directeur de la logistique en lien avec le Marché International National (MIN) qui permettra d'améliorer l'organisation des livraisons de marchandises au sein de la métropole, ou encore le lancement d'un programme d'actions concerté avec la profession agricole dans le cadre du pilier stratégique de l'Agro-écologie et de l'Alimentation.

Si la candidature de Montpellier Méditerranée Métropole était retenue, pendant cinq ans, celle-ci bénéficierait alors d'un appui financier et méthodologique de la part des services de l'État et de l'ADEME. Le fonds de financement de la transition énergétique pourrait ainsi soutenir les études (à hauteur de 50 %) et les investissements, hors infrastructures de transport (à un taux maximal de 30 %), jusqu'à un million d'euros pour la totalité du projet.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- affirmer l'engagement de Montpellier Méditerranée Métropole vis-à-vis de l'amélioration de la qualité de l'air ;

- autoriser la candidature de Montpellier Méditerranée Métropole à l'appel à projets « Villes respirables en 5 ans » ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°16 : DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – SECTEUR DE LA MOGÈRE - PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE, TABELLIONS3 (GROUPE SEPTEO) ET LA SAAM - OPÉRATION SITUÉE AVENUE DE FIGUIÈRES À LATTES - CONVENTION - APPROBATION DE SIGNATURE

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Dans le cadre du développement du groupe SEPTEO (groupe de sociétés éditrices de logiciels juridiques et immobiliers et de solutions de haute technologie, 370 salariés actuellement, 450 à 500 envisagés avec l'accroissement programmé des activités de l'entreprise) TABELLIONS3 souhaite réaliser un ensemble immobilier de 10 000 m2 environ de surface de plancher à usage de bureaux et 500 places de stationnement sur le terrain cadastré CB82, située avenue de Figuières à Lattes, constructible au Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Lattes.

Ce projet est situé sur le secteur de la Mogère, à proximité de la future gare TGV *Montpellier Sud de France*, dans le périmètre du site stratégique dénommé « Méjanelle – Pont Trinquat » au Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) de l'Agglomération de Montpellier approuvé en 2006 ; une opération d'ensemble pour l'aménagement de ce secteur a été approuvée par délibération du conseil communautaire du 24/09/2013, sa réalisation en a été confiée dans le cadre d'une concession d'aménagement à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), Société Publique Locale d'Aménagement.

Le projet de la société TABELLIONS3 implique la réalisation préalable d'équipements publics consistant en une voie de desserte routière, servant notamment de voie d'accès à la parcelle CB82 et un renforcement des réseaux divers.

Afin de mettre en œuvre dans de bonnes conditions du projet porté par la société TABELLIONS3, les articles L332-11-3 et suivants et R332-25-1 et suivants du Code de l'urbanisme permettent la conclusion entre le constructeur, Montpellier Méditerranée Métropole, compétente, et la SAAM en sa qualité d'aménageur, d'un contrat de projet urbain partenarial (PUP), dont le projet de convention est joint en annexe.

L'objet de ce PUP est de permettre la prise en charge financière par la société TABELLIONS3 d'une partie des aménagements assurant la desserte de l'opération. Ces aménagements sont décrits dans le projet de convention. Le coût de leur mise en œuvre a été chiffré à la somme de 500 000 € HT (coût global de l'opération).

La convention de PUP propose de mettre à la charge de la société TABELLIONS3 90% du coût des aménagements prévus correspondant à la fraction du coût des équipements publics nécessaire aux futurs usagers du projet. Selon cette répartition, le montant mis à la charge de la société TABELLIONS3 s'élève ainsi à 450 000 €.

Compte tenu du fait que ces équipements publics seront réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de la SAAM au titre de la concession d'aménagement sus-visée, cette participation sera versée directement par le constructeur à la SAAM.

La convention de projet urbain partenarial sera passée entre Montpellier Méditerranée Métropole, la société TABELLIONS3 et la SAAM. Elle précisera toutes les modalités de ce partenariat, et notamment le principe de répartition financière et les modalités de versement.

Le périmètre du PUP, annexé à la convention, correspond à l'emprise du terrain d'assiette du projet porté par la société TABELLIONS3. Il définit le foncier soumis au régime de participation financière du Projet Urbain Partenarial et exonère ces parcelles de taxe d'aménagement (part communale) pour une durée de 5 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de projet urbain partenarial entre Montpellier Méditerranée Métropole, TABELLIONS3 et la SAAM en sa qualité d'aménageur, et notamment le montant de la participation de TABELLIONS3, au vu du coût prévisionnel de l'opération et de la nature des travaux, ainsi que le périmètre du projet urbain partenarial ;
- exclure le secteur délimité du champ d'application de la taxe d'aménagement (part communale) au sein du périmètre de la dite convention pour une durée de cinq ans ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de projet urbain partenarial ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

AFFAIRE N°17 : DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – ADHÉSION 2015 À L'ASSOCIATION ARCHITECTURE ET MAÎTRE D'OUVRAGES (AMO) LANGUEDOC-ROUSSILLON

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Créée en 1983, l'association « Architecture et Maîtrise d'Ouvrages » a pour vocation de promouvoir la qualité architecturale en mettant l'accent sur l'importance des rôles respectifs du maître d'ouvrage et de l'architecte dans le processus de production de l'architecture et dans l'intégration des programmes à leur environnement.

Pour ce faire, cette association conduit des actions d'informations, de sensibilisation et de formation des intervenants à l'acte de construire, destinées à mieux connaître leurs missions et responsabilités propres et à susciter l'apprentissage de pratiques professionnelles partagées.

Ces actions ont plus précisément pour objet :

- de mieux informer et former les acteurs de la construction pour promouvoir la culture architecturale et urbanistique,
- de développer des actions de promotions de l'architecture,
- de poser la qualité architecturale comme support au dialogue et de l'action conjuguée du maître d'ouvrage et de l'architecte.

Chaque année, les membres des associations AMO (au nombre de 11 couvrant le territoire national) se réunissent pour leur « Journée nationale » annuelle, à l'initiative de l'une d'entre elles. Cette manifestation est un moment d'échanges s'appuyant sur des visites de réalisations architecturales et urbaines, en lien avec le territoire d'accueil ; elle rassemble en général de l'ordre de 350 à 400 participants, architectes et maîtres d'ouvrage. En 2015, il est prévu d'organiser cette manifestation à Montpellier les 10, 11 et 12 septembre prochain. Dans ce contexte, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite renouveler son adhésion à l'association locale dont le montant annuel s'élève à 800 € T.T.C.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association Architecture et Maître d'Ouvrage L-R pour l'année 2015 ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2015 de la Métropole, chapitre 935,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Mme S. JANNIN ne prend pas part au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°18 : LOGEMENT – CRÉATION DE LA CONFÉRENCE INTERCOMMUNALE DU LOGEMENT ET ENGAGEMENT DE LA DÉMARCHE D'ÉLABORATION DU PLAN PARTENARIAL DE GESTION DE LA DEMANDE DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX ET D'INFORMATION DES DEMANDEURS

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

La loi du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) et notamment son article 97, ainsi que la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, dite loi « Lamy » du 21 février

2014, constituent le nouveau cadre législatif réformant en profondeur la gestion de la demande de logement social et l'attribution des logements sociaux.

Montpellier Méditerranée Métropole entend se positionner comme un acteur clé de la politique d'attribution des logements sociaux et se saisir pleinement des mesures prévues par la loi avec pour objectif de répondre aux enjeux de cohérence, de lisibilité et de transparence des attributions et de répartition géographique de l'accueil des ménages prioritaires. Cette démarche s'inscrit en complément de sa politique de développement et de diversification de l'offre de logement déjà portée par le Programme Local de l'Habitat (PLH) 2013-2018 et en articulation avec la définition en cours des actions précises du Contrat de ville 2015-2020 dont le contrat cadre a été signé le 3 juillet dernier.

L'article 97 de la loi ALUR prévoit que les principes de la politique intercommunale de la gestion de la demande de logement social, d'information des demandeurs, et d'attribution des logements sociaux sont définis par :

- une Conférence Intercommunale du Logement qui élabore les orientations de la politique intercommunale
- un Plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs.

La Conférence Intercommunale du Logement (C.I.L.)

Coprésidée par le Préfet de l'Hérault et le Président de la Métropole, la Conférence Intercommunale du Logement (CIL) de Montpellier Méditerranée Métropole constitue le cadre de gouvernance proposé pour concerter et piloter à l'échelle métropolitaine les politiques d'attributions de logement social et de gestion de la demande locative sociale.

Régie par le Code de la Construction et de l'Habitation (art. L 441-1-5), la Conférence Intercommunale du Logement rassemble obligatoirement :

- le représentant de l'Etat dans le département,
- les maires des Communes membres de la Métropole,
- des représentants du Département,
- des représentants des bailleurs sociaux présents dans le ressort territorial de la Métropole,
- des représentants de tout organisme titulaire de droits de réservation,
- des représentants locaux des associations de locataires siégeant à la commission nationale de concertation,
- des représentants des maîtres d'ouvrage d'insertion gérant du patrimoine situé sur le territoire de la Métropole,
- des représentants des associations dont l'un des objets est l'insertion ou le logement des personnes défavorisées,
- des représentants locaux des associations de défense des personnes en situation d'exclusion par le logement,
- des représentants des personnes défavorisées.

A l'issue d'une phase de consultation à engager au cours de l'été 2015, les personnes morales membres de la Conférence Intercommunale du Logement de Montpellier Méditerranée SAINT JEAN DE VÉDAS Métropole seront désignées conjointement par l'Etat et la Métropole, puis réunies à l'occasion d'une première séance plénière à la rentrée.

Il appartient à la CIL d'adopter des orientations concernant :

- les objectifs en matière d'attributions de logements et de mutations sur le patrimoine locatif social,
- les modalités de relogement des ménages concernés par les projets de renouvellement urbain, des personnes connaissant des difficultés économiques et sociales et des personnes relevant de l'accord collectif prévu à l'article L441-1-1 et L441-1-2 du Code de la Construction et de l'Habitation,
- les modalités de coopération entre les bailleurs sociaux et les titulaires de droits de réservation.

Sur la base des orientations adoptées par la CIL, une convention intercommunale d'attribution de logements sociaux sera établie conformément à l'article 8 de la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine. Cette convention sera annexée au Contrat de ville 2015-2020 dont le contrat cadre a été adopté par délibération du 29 juin 2015.

Celle-ci doit déterminer les objectifs de mixité sociale et d'équilibre entre les territoires de la Métropole à prendre en compte pour les attributions de logements sociaux, dont les mutations, en tenant compte de la situation des quartiers prioritaires de la politique de la ville, au nombre de 12 à Montpellier.

Le Plan partenarial de gestion de la demande et d'information des demandeurs

Rendu obligatoire d'ici fin 2015 pour tout EPCI doté d'un PLH approuvé, le Plan partenarial de gestion de la demande et d'information des demandeurs, établi sur une durée de 6 ans, relève de trois principaux objectifs :

- disposer d'une gestion partagée de la demande entre les partenaires
- satisfaire le droit à l'information pour tout demandeur de logement social
- accueillir tout demandeur qui le souhaite

Le Plan partenarial doit comporter un certain nombre d'éléments définies à l'article R 441-2-10 du Code de la construction et de l'habitation, parmi lesquels :

- les modalités locales d'enregistrement de la demande de logement social et la répartition des guichets d'enregistrement existants ou créés ultérieurement ;
- le délai maximal déterminé dans lequel tout demandeur qui le souhaite doit être reçu après l'enregistrement de sa demande ;
- les modalités de mise en place d'un dispositif partagé et de mise en commun des demandes afin d'assurer une gestion partagée des dossiers et des pièces justificatives nécessaires à leur instruction. Ce dispositif devra être formalisé à travers l'établissement d'une convention tel que précisé à l'article L 441-2-7 du code de la construction et de l'habitation ;
- les informations délivrées au demandeur qui en fait la demande s'agissant de la qualification et la localisation du parc de logements, l'état de la demande, les bilans des attributions, les délais d'attente moyens estimés selon la typologie et le secteur géographique sollicité par le demandeur ;
- les modalités de création, d'organisation et de fonctionnement d'un service d'information et d'accueil des demandeurs de logement au fonctionnement duquel concourent les bailleurs, l'Etat et les autres réservataires de logements sociaux ;
- les moyens permettant de favoriser les mutations internes au sein du parc de logements locatifs sociaux ;
- les conditions de réalisation des diagnostics sociaux et de mobilisation du dispositif d'accompagnement favorisant l'accès ou le maintien dans les logements ;
- les dispositifs de cotation de la demande et de la location choisie dans l'hypothèse où la Métropole souhaiterait les instaurer.

La procédure liée à l'élaboration et au suivi du Plan est définie par l'article R 441-2-11 du Code de la construction et de l'habitat :

- engagement de la démarche d'élaboration du Plan par délibération de la Métropole, objet de la présente délibération,
- transmission par l'Etat d'un porter à connaissance dans les trois mois qui suivent,
- désignation du représentant des bailleurs sociaux par le Président de la Métropole sur proposition des organismes HLM,
- communication par les bailleurs et les Communes à la Métropole des informations nécessaires à l'élaboration du Plan,
- approbation par délibération du Conseil de la Métropole, du projet de Plan soumis aux communes qui disposent de 2 mois pour émettre un avis,
- transmission à l'Etat du projet de Plan qui peut éventuellement demander des modifications dans un délai de 2 mois,
- adoption du Plan par délibération en Conseil de Métropole.

Il est proposé que la Conférence Intercommunale du Logement constitue le cadre de pilotage de l'élaboration et du suivi du Plan partenarial de gestion de la demande de Montpellier Méditerranée Métropole.

Les modalités d'organisation et de fonctionnement sont à préciser avec les principaux partenaires concernés et elles seront validées par les membres de la Conférence Intercommunale du Logement réunis à l'occasion d'une première séance plénière. Les expertises à conduire au cours de la période 2015 et 2016 sont également à définir avec les partenaires locaux, ainsi que leur financement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- entériner la création de la Conférence Intercommunale du Logement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- engager la démarche d'élaboration du Plan partenarial de gestion de la demande et d'information des demandeurs ;
- solliciter le "porter à connaissance" de l'Etat ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (un

vote contre, deux abstentions).

Ont voté contre : Mme M. CASSAR

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

AFFAIRE N°19 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 8 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « LES TERRASSES DU CHÂTEAU » - RUE DU FER À CHEVAL À RESTINCLIÈRES - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM UN TOIT POUR TOUS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM Un Toit Pour Tous a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie de l'emprunt qu'elle va contracter pour financer la réalisation de 8 logements sociaux, résidence « Les Terrasses du château », lotissement "Les Terrasses du Château" lot 12, rue du Fer à Cheval à Restinclières. L'opération, comprend 6 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 2 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par le cabinet Alain CLAUZEL architecte.

La Société Anonyme d'HLM Un Toit Pour Tous demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 947 981 € qu'elle sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant total de 539 738 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant total de 145 289 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 207 455 €.
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 55 499 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	539 738 €	145 289 €	207 455 €	55 499 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.60 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.60 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0.20 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0.20 %
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%			
Taux annuel de progressivité	de 0 à 0,50 % maximum			
Profil d'amortissement	amortissements déduit de l'échéance (intérêts différés)			
Condition de	indemnité forfaitaire 6 mois			

remboursement anticipé volontaire				
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%			
Modalité de révision	double révisabilité limité			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée de la phase d'amortissement	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la Société Anonyme d'HLM Un Toit Pour Tous, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à la Société Anonyme d'HLM Un Toit Pour Tous pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 710 985,75 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 947 981 €, sollicités par la SA d'HLM Un Toit Pour Tous auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 8 logements sociaux, résidence « Les Terrasses du Château », rue du Fer à Cheval à Restinclières ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM Un Toit Pour Tous, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°20 : LOGEMENT – CONSTRUCTION D'UN LOGEMENT SOCIAL - LOTISSEMENT "LES CONTEMPORAINES DU LEVANT", LOT N°4 - RUE DU PLATEAU À GRABELS - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM UN TOIT POUR TOUS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM Un Toit Pour Tous a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie de l'emprunt qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), d'un logement social, lotissement « Les Contemporaines du Levant », lot n°4, situé rue du Plateau à Grabels.

L'opération, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Avenir Concept Construction, comprend une maison individuelle de type 4 financée en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS). Le projet a été conçu par Jacques RODIERE architecte à Montpellier.

La Société Anonyme d'HLM Un Toit Pour Tous demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir

à hauteur de 75 % les deux emprunts d'un montant total de 169 230 € qu'elle sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant total de 116 961 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant total de 52 269 € ;

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier
Montant du prêt	116 961 €	52 269 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.60 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.60 %
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%	
Taux annuel de progressivité	de 0 à 0,50 % maximum	
Profil d'amortissement	amortissements déduit de l'échéance (intérêts différés)	
Condition de remboursement anticipé volontaire	indemnité forfaitaire 6 mois	
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %	
Modalité de révision	double révisabilité limité	
Périodicité des échéances	annuelle	
Durée de la phase d'amortissement	40 ans	50 ans

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la Société Anonyme d'HLM Un Toit Pour Tous, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à la Société Anonyme d'HLM Un Toit Pour Tous pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 126 922,50 €, représentant 75 % des deux prêts d'un montant total de 169 230 €, sollicités par la SA d'HLM Un Toit Pour Tous auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation d'un logement social, rue du Plateau à Grabels ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM Un Toit Pour Tous, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°21 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 21 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE

« SALAISON BAT. B » - 7/9 RUE SALAISON À VENDARGUES - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM ERILIA - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM ERILIA a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 21 logements sociaux, résidence « Salaison Bat. B », 7/9 rue Salaison à Vendargues. L'opération, sous maîtrise d'ouvrage de AFC Promotion, comprend 15 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 6 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par le cabinet Crégut/Duport, architectes à Nîmes.

La Société Anonyme d'HLM ERILIA demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 1 896 306 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant total de 775 184 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant total de 574 109 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 314 265 €.
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 232 748 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	775 184 €	574 109 €	314 265 €	232 748 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.60 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.37 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0.20 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.37 %
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%			
Taux annuel de progressivité	de 0 à 0,50 % maximum			
Profil d'amortissement	amortissements déduit de l'échéance (intérêts différés)			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%			
Modalité de révision	double révisabilité limité			
Durée de la phase de préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée de la phase d'amortissement	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24

mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par ERILIA, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par ERILIA est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si ERILIA opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à ERILIA pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 1 422 229,50 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 1 896 306 € sollicités par la SA d'HLM ERILIA auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 21 logements sociaux, résidence « Salaison Bat. B », 7-9 rue Salaison à Vendargues ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM ERILIA, et à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°22 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 5 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « MAS COBADO » - ZAC DES GRISETTES LOT 5A1 -5A2 À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM PROMOLOGIS - DÉLIBÉRATION N° 12741 DU 5 FÉVRIER 2015 - MODIFICATION

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Par délibération n°12741 du 5 février 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a accordé à la SA d'HLM PROMOLOGIS la garantie à hauteur de 75 % des emprunts qu'elle va contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la création de 5 logements locatif sociaux, opération « Mas Cobado », ZAC des Grisettes lot 5A1 et 5A2 à Montpellier.

La délibération initiale comportant une erreur matérielle, il est proposé de modifier les caractéristiques des quatre emprunts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations comme suit :

- Révisabilité des taux de progressivité (délibération du 5 février 2015) :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %			

- Révisabilité des taux de progressivité à prendre en compte dans la présente délibération :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A			

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la modification de la délibération n°12741 du 5 février 2015;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°23 : LOGEMENT – OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER - 2010-2015 - QUARTIERS GAMBETTA / FIGUEROLLES / NORD ECUSSON - AVENANT DE PROLONGATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

La Ville de Montpellier met en œuvre dans le cadre du projet de développement et de mise en valeur de son centre dénommé « Montpellier Grand Cœur », divers outils ou procédures d'aménagement parmi lesquels des Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain avec un volet copropriétés dégradées (OPAH RU CD).

Dans ce cadre, une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain et de copropriétés dégradées dénommée Gambetta-Figuerolles/Nord Ecusson a été engagée depuis le 31 août 2010 pour une durée de 5 ans. Elle avait pour objet de requalifier les copropriétés dégradées, résorber l'habitat insalubre, et améliorer les performances énergétiques des logements tout en permettant, lorsque cela était possible, de produire du logement conventionné social.

Le suivi animation de l'opération a été confié par la Ville de Montpellier à la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM) dans le cadre de la concession d'aménagement qui lie la collectivité à l'aménageur pour la réalisation du projet « Grand Cœur ».

Ce dispositif global d'intervention s'avère être un outil adapté et particulièrement efficace, alliant mesures incitatives et coercitives. Il a notamment permis, la réhabilitation de 88 logements dont 38 logements occupés par leurs propriétaires et 50 logements conventionnés à loyer maîtrisé, la remise sur le marché de 38 logements vacants, et la réhabilitation de 26 copropriétés dégradées ou insalubres et de 52 parties communes d'immeubles.

Toutefois, les besoins et les potentiels en matière de réhabilitation sur ces secteurs restent importants et nécessitent la poursuite des démarches entreprises, notamment sur les immeubles ayant fait l'objet d'une Déclaration d'Utilité Publique.

L'OPAH RU CD Gambetta-Figuerolles/Nord Ecusson atteignant la limite réglementaire de 5 ans le 31 août prochain, il est proposé la mise en œuvre d'une nouvelle OPAH, nécessitant au préalable une étude pré-opérationnelle, prenant en compte notamment de nouveaux secteurs et, entre autres, les immeubles sous DUP autour du Faubourg du Courreau et du Cours Gambetta.

Dans l'attente des conclusions de cette étude pré-opérationnelle et avant de connaître les objectifs de la nouvelle convention de gestion des aides à la pierre 2016-2021 à l'issue de la renégociation à intervenir avec l'Etat au 2^{ème} semestre 2015, il est proposé, de prolonger à titre exceptionnel l'OPAH RU CD Gambetta-Figuerolles/Nord Ecusson pour une durée de 6 mois, du 1^{er} septembre 2015 au 29 février 2016.

Les objectifs fixés dans le cadre de cette prolongation sont la réhabilitation de 37 logements et 10 copropriétés représentant 60 logements.

L'avenant à la convention initiale à intervenir entre Montpellier Méditerranée Métropole par délégation de l'Anah, Montpellier Méditerranée Métropole en son nom propre et la Ville de Montpellier, prévoit que Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à réserver pour la totalité des subventions attribuées aux copropriétés, aux propriétaires occupants et propriétaires bailleurs :

- sur fonds délégués de l'Anah : 545 150 € ;
- sur fonds propres : 71 300 €.

La Ville de Montpellier intervient quant à elle à hauteur de 45 660 €.

La mission de suivi-animation pendant 6 mois de l'OPAH prolongée, engagée par la Ville de Montpellier agissant au nom et pour le compte de la Métropole désormais compétente, est évaluée à 57 000 € HT.

Montpellier Méditerranée Métropole, par délégation de l'Anah, apporte son concours à hauteur de 35 029 € correspondant à 28 500 € de part fixe, 5 695 € de pimes et 834 € de prime FART.

Par ailleurs, la réalisation de l'étude pré-opérationnelle préalable à la nouvelle OPAH, d'un coût estimé à

55 000 € HT, sera subventionnée à hauteur de 50 % par délégation de l'Anah par Montpellier Méditerranée Métropole, soit 27 500 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant de prolongation de la convention d'OPAH Renouvellement Urbain Copropriété Dégradée "Gambetta Figuerolles, Nord Ecusson",
- approuver le principe d'une étude pré-opérationnelle en vue d'une nouvelle OPAH ;
- dire que les crédits correspondants aux aides propres de Montpellier Méditerranée Métropole sont inscrits au budget, chapitre 905,
- autoriser Monsieur le Président à signer l'avenant susvisé, ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

AFFAIRE N°24 : HORS COMMISSION – APPROCHE TERRITORIALE INTÉGRÉE EN FAVEUR DES QUARTIERS PRIORITAIRES DE LA POLITIQUE DE LA VILLE DE MONTPELLIER FEDER FSE 2015-2020 - CANDIDATURE DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Lors de la précédente programmation FEDER Languedoc Roussillon 2007-2013, Montpellier Agglomération présentait un Projet Urbain Intégré (PUI FEDER) articulé autour de deux ambitions générales :

- Favoriser la dynamique de développement de Montpellier Agglomération dans une logique de développement durable ;
 - Relier la revitalisation des quartiers les plus en difficulté à la dynamique de développement de l'agglomération et contribuer à la réduction des disparités intra urbaines.
- et trois objectifs stratégiques :

- Renforcer les continuités urbaines et les échanges entre les quartiers ;
- Développer l'attractivité économique du territoire en favorisant l'innovation et la création d'entreprises ;
- Lever les freins à l'emploi et développer l'accès aux services.

La mise en œuvre de cette stratégie 2007-2013 s'est ainsi réalisée autour de la ligne de tramway nouvellement créée (ligne 3), véritable fil conducteur et structurant de cette démarche pour l'ensemble de la programmation.

Par ailleurs, des actions ambitieuses en matière de développement économique (Extension Parc 2000, biopôle,...), de développement de l'usage des transports alternatifs (création de pistes cyclables, projet multimodal EMMA,...) et de développement de l'offre de services (crèches, cinéma, animation de la ZFU..) ont été menées sur les quartiers de l'ancienne géographie prioritaire de la politique de ville (et du Contrat urbain de cohésion sociale).

Pour la période 2015-2020 et la nouvelle programmation FEDER- FSE la Région Languedoc-Roussillon est Autorité de gestion des crédits européens. Dans ce cadre elle a défini un programme opérationnel qui définit :

- Les axes prioritaires de mobilisation des fonds européens autour de l'objectif « investissement pour la croissance et pour l'emploi »,
- et
- une approche territoriale visant à faciliter la convergence entre les objectifs thématiques retenus dans les axes prioritaires et la spécificité des territoires.

Les Approches Territoriales Intégrées (ATI) constituent l'outil de mise en œuvre de la démarche territoriale de ce programme en particulier dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville.

C'est pourquoi la Région a initié en janvier 2015 un appel à projet en direction des territoires susceptibles de répondre aux critères des ATI à partir d'un projet territorial d'ensemble.

La création de Montpellier Méditerranée Métropole s'accompagne de la définition d'une **stratégie de cohésion sociale et territoriale**, dont le contrat de ville 2015-2020, le nouveau programme de renouvellement urbain et le projet ATI volet politique de la ville, sont des exemples de déclinaison opérationnelle.

Cette stratégie a pour principal objectif de fonder les prémisses **d'une nouvelle action publique** portée par

Montpellier Méditerranée Métropole en faveur, prioritairement, des habitants de ses quartiers en difficulté, mais pas uniquement, car les actions ci-après proposées auront également vocation à rayonner au-delà du ou des quartiers ciblés, à l'échelle communale voire métropolitaine.

Montpellier Méditerranée Métropole va donc formuler ses propositions auprès de la Région Languedoc Roussillon autorité de gestion des Fonds Européens dans le cadre d'un dossier candidature à déposer avant le 31 juillet 2015.

Après une phase de présélection des candidatures, dont celle de Montpellier-Méditerranée-Métropole, par la Région, il convient maintenant d'autoriser le Président à déposer le dossier de candidature final de Montpellier Méditerranée Métropole.

La candidature de Montpellier Méditerranée Métropole s'appuie sur les sept piliers fondateurs stratégiques pour la valorisation de ses atouts, qui doivent être aussi ceux de ses quartiers prioritaires, au nombre de douze dont les périmètres ont été instauré par l'Etat, tous situés sur la commune de Montpellier :

- Santé,
- Numérique,
- Transport et mobilités,
- Développement économique, tourisme et industrie,
- Agro-Écologie-alimentation,
- Culture, Patrimoine, Universités,
- Citoyenneté, Développement social, égalité des chances.

Le choix stratégique est de rééquilibrer le développement de la ville et de son territoire, par la réparation, le réinvestissement des quartiers et le renforcement des services et de l'action publique ; cette orientation concerne tout particulièrement la couronne nord-ouest de la ville. En prolongement du Contrat de ville, signé le 10 juillet 2015, l'objectif du dossier ATI est de :

- Proposer une intervention d'échelle métropolitaine afin de faire **bénéficier les habitants des quartiers de la dynamique du territoire** ;

- Faire bénéficier de l'engagement des crédits européens le **plus grand nombre d'habitants** du territoire ;
- Assurer la **cohérence de l'action en direction des habitants**, tant d'un point de vue territorial que du point de vue des actions proposées (cohérence avec le contrat de ville, le NPNRU et le CPER notamment) afin d'intégrer les actions publiques entre elles pour optimiser leurs « effets levier ».

Cette nouvelle programmation offre l'opportunité d'accroître l'action sur les quartiers de la nouvelle politique de la ville qui correspondent à une population de 51 055 habitants : Mosson, Petit Bard/Pergola, Cévennes, Gély, Figuerolles, , Pas du Loup / Val de Croze, Lemasson, Celleneuve, Prés d'Arenes, Vert Bois, Aiguelongue et Pompignane.. L'ATI permet de consolider la stratégie de proximité qui vise à améliorer le quotidien des habitants en rééquilibrant le développement territorial par la réparation et le réinvestissement des quartiers existants et des actions en faveur de la cohésion sociale, afin que les quartiers bénéficient de la dynamique métropolitaine et des aides européennes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les objectifs ci-dessus énoncés pour la candidature de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Approche Territoriale Intégrée du programme opérationnel FEDER FSE pour la période 2015-2020,
- autoriser Monsieur le Président à déposer la candidature de Montpellier Méditerranée Métropole et à signer tout document se rapportant à cette affaire, pour la période 2015-2020.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

AFFAIRE N°25 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – PARC D'ACTIVITÉS DU SALAISON - VENDARGUES - MANDAT D'ÉTUDES ET DE RÉALISATION POUR LA REQUALIFICATION DU PARC D'ACTIVITÉS DU SALAISON CONFIE À LA SAAM - DEMANDE DE SUBVENTION - AVENANT N°2 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Créée en 1965, le parc d'activités du Salaison s'étend sur 148 hectares et accueille aujourd'hui près de 200

entreprises représentant plus de 2 500 emplois. L'état de vétusté de ce parc a amené Montpellier Méditerranée Métropole à impulser une opération de requalification. Elle s'articule autour de deux grands axes, le traitement qualitatif des espaces publics et la redynamisation de l'activité économique en impliquant les entreprises dans un projet global qui redonne progressivement une nouvelle attractivité au parc d'activité.

Par délibération n°9462 en date du 1er avril 2010, le Conseil a confié un mandat d'études et de réalisation à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) et défini le programme et l'enveloppe financière prévisionnelle du mandat pour un montant de 6 258 529 € H.T.

Par délibération n°12463 en date du 31 juillet 2014, le Conseil a autorisé M. Le Président à signer l'avenant n°1 au mandat d'études et de réalisation initial. Celui-ci portait sur :

- la modification des dépenses à engager par le mandataire, concernant principalement l'intégration des travaux de rénovation du réseau d'eau potable, pour les porter à un montant de 6 842 000 € H.T ;
- la mobilisation d'une nouvelle avance pour améliorer la trésorerie du mandat, pour un montant de 500 000 €, soit un montant total d'avances à 700 000 € ;
- la modification des modalités de remboursements de l'avance du mandant.

Le présent projet d'avenant au mandat d'études et de réalisation a plusieurs objets :

1) Porter à 7 937 000 € H.T, le montant des dépenses à engager par le mandataire, soit une augmentation de 1 095 000 € H.T, qui comprennent :

- l'augmentation des dépenses de travaux, pour un montant de 848 000 € H.T qui résulte des éléments suivants :
 - . la limitation des impacts de la réalisation des travaux sur l'activité économique des entreprises de la zone ;
 - . la prise en compte d'aléas conséquents concernant les travaux sur le réseau d'eaux usées, le réseau fibre optique, le réseau d'adduction d'eau potable et le réseau pluvial. Ces aléas ne pouvaient être préalablement circonscrits au début de l'opération (nature des sols, déficience de recollement des réseaux, ou réseaux non recollés, profondeur des réseaux) et ont nécessité des ajustements permanents pour intégrer les travaux précités dans un même calendrier de réalisation afin d'optimiser leurs coûts ;
- l'affermissement de la tranche conditionnelle compte tenu de la dangerosité de l'ancienne route de Sommières ouverte au public.
- l'augmentation des honoraires techniques, de 15 000 € H.T, liés à l'animation de la Charte Entreprise afin de mobiliser les entreprises du parc d'activités sur la requalification de leurs emprises privatives ainsi que sur le développement économique et l'emploi.
- l'augmentation des frais financiers de 22 000 €, compte tenu du décalage temporel entre le règlement des dépenses par le mandataire et le remboursement de ces dépenses par le mandant.
- l'intégration de nouvelles études pré opérationnelles non prévues au mandat initial, à hauteur de 210 000 € H.T, correspondant à une évolution du contexte du projet : schéma directeur hydraulique à l'échelle du parc d'activités du Salaison, études sur la qualité sanitaire du cours d'eau en lien avec le Syndicat Mixte du Bassin de l'Or au titre du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) , étude de structure de l'infrastructure ferroviaire existante ainsi que du potentiel en fret ferroviaire dans le cadre de la stratégie Logistique Urbaine en cours d'élaboration par Montpellier Méditerranée Métropole, étude de signalétique, étude des trafics routiers, étude de faisabilité concernant l'aménagement d'un parking poids lourds mutualisé afin d'améliorer le service aux entreprises.

2) Accorder une rémunération spécifique au mandataire de 41 000 € H.T, liée aux nouvelles études pré opérationnelles, non prévues au mandat initial.

3) Verser une avance remboursable de 600 000 €, afin de limiter l'évolution des frais financiers, en portant le montant total des avances à 1 300 000 €.

4) Proroger d'une année de la durée du mandat liée à l'augmentation du volume des travaux et aux nouvelles études pré opérationnelles à conduire.

Au total, l'enveloppe financière prévisionnelle du mandat telle que fixée par l'avenant n°1 à 7 105 000 € HT augmente de 1 183 000 € H.T pour atteindre 8 288 000 € H.T soit 9 937 000 € T.T.C.

Les études intégrées au mandat étant éligibles au versement de subventions diverses, notamment celles de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie, il est proposé au Conseil d'autoriser M. Le Président à signer tout dossier de demande de subvention ayant attrait à ces études.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le nouveau bilan financier prévisionnel ;
- approuver l'avenant n°2 au mandat initial ;
- autoriser Monsieur Le Président à signer tout dossier de demande de subvention ayant attrait à ces études ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- solliciter les subventions correspondantes à cette opération auprès de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire, notamment toute de demande de subvention sur les études réalisées dans le cadre du mandat.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

AFFAIRE N°26 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – PARC D'ACTIVITÉS DU SALAISON - VENDARGUES - MANDAT D'ÉTUDE ET DE RÉALISATION DE REQUALIFICATION DU PARC D'ACTIVITÉS DU SALAISON - MARCHÉ DE TRAVAUX N°2960 T13.01 - LOT N°1 - AVENANT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Créée en 1965, le parc d'activités du Salaison s'étend sur 148 hectares et accueille aujourd'hui près de 200 entreprises représentant plus de 2 500 emplois. L'état de vétusté de ce parc a amené Montpellier Méditerranée Métropole à impulser une opération de requalification de grande ampleur. Elle s'articule autour de deux grands axes, le traitement qualitatif des espaces publics et la redynamisation de l'activité économique en impliquant les nombreuses entreprises installées, dans un projet global qui donnera une nouvelle attractivité au parc d'activité.

Le 1^{er} avril 2010 le Conseil a délibéré sur le mandat d'étude et de réalisation confié à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), sur la définition du programme et de l'enveloppe prévisionnelle des travaux ainsi que sur la convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la Commune de Vendargues et Montpellier Méditerranée Métropole. Le 31 juillet 2014, le Conseil a autorisé le Président à signer l'avenant n°1 au mandat d'études et de réalisation initial qui portait sur la modification de programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle, la mobilisation d'une avance remboursable et la modification des modalités de remboursements de l'avance du mandant. Un avenant n°2 portant sur la modification du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle du mandat ainsi que sur la mobilisation d'une nouvelle avance remboursable est également présenté à l'approbation du Conseil lors de la présente séance du 22 juillet 2015. Il prend en considération les impacts financiers de l'avenant au marché de travaux qui vous est présenté dans la présente délibération.

Afin de mener à bien ce projet, des études pré-opérationnelles ont été menées par la SAAM. Elles ont permis :

- Un diagnostic précis des équipements publics d'infrastructure existants ;
- L'identification des besoins en travaux publics ;
- La définition des orientations d'aménagement des espaces publics.

Lors de cette phase, la SAAM s'est appuyée sur l'expertise technique du groupement de maîtrise d'œuvre CHEMIN FAISANT (urbaniste et architecte paysagiste) – INGEROP (bureau d'étude).

Le projet de requalification des espaces publics du parc d'activité du Salaison vise divers objectifs :

- requalification de l'ensemble des voies, des réseaux secs et humides, des espaces paysagers et des cheminements doux,
- implication des entreprises de la zone d'activités dans la requalification de leurs emprises privatives,
- redynamisation de l'activité économique, aide au développement des entreprises présentes et accueil de nouvelles entreprises.

Dans le cadre de la requalification de l'ensemble des voies, des réseaux secs et humides, des espaces paysagers et des cheminements doux, il a été décidé de lancer une procédure de marché public de travaux, décomposé en 3 lots. Le lot n°1 est intitulé « Voirie et réseaux humides », le lot n°2 « Réseaux secs » et le lot n°3 « Aménagements paysagers ».

Le 26 juin 2013, l'organe délibérant a attribué le lot n°1 « Voirie et réseau humides » à l'entreprise

« Eurovia », située « ZI La Biste – CS Baillargues – 34748 Vendargues Cedex », comme titulaire du marché n°2 960 T 13.01, pour un montant hors taxe de 3 748 875,90 €.

Au cours, de la phase de préparation des travaux et en phase d'exécution, des modifications techniques ont entraîné des travaux supplémentaires entraînant une plus-value :

- Réalisation de prélèvements par carottage afin de détecter la présence d'amiante dans la couche de roulement, et ce afin de se conformer aux évolutions législatives intervenues après la passation du marché. L'analyse des prélèvements a pour sa part été réalisée par un laboratoire externe ;
- Travaux de nuit pour la réalisation des enrobés de manière à ne pas interrompre la circulation et les accès aux entreprises, dont les modalités de leurs livraisons n'ont pu être identifiées en amont. En effet, les travaux par demi chaussée avec circulation alternée n'est pas envisageable compte tenu de la géométrie de ces voiries et de l'importance du trafic poids-lourds ;
- Démolition de bordures par rabotage sur la rue de la Garenne pour détruire les bordures sans impacter le réseau France Télécom existant dont la Déclaration de Travaux remise par le concessionnaire n'indiquait pas la position exacte ;
- Dépose des barrières de passage à niveau, des équipements ferroviaires et du tripode de protection de candélabre, qui devait être initialement réalisée par Réseau Ferré de France ;
- Abattages d'arbres supplémentaires, notamment ceux qui endommageaient la chaussée (remontée racinaire), ceux dont la circonférence constatée était trop importante et ceux en mauvais état sanitaire et dont le diagnostic phytosanitaire n'avait pu être établi en phase études ;
- Réalisation des terrassements des espaces verts. Cette prestation supplémentaire est liée à des impératifs techniques (réalisation des fosses d'arbres à l'aspiratrice, utilisation de moyens adaptés en présence de sol rocheux et de nombreux réseaux...) mais aussi au fait que le marché du lot 3 Espaces Verts en charge initialement de ces travaux, n'était pas encore attribué suite à la déclaration sans suites pour motif d'intérêt général. Dès lors, afin de ne pas retarder l'avancement des travaux liés au lot 1 il a été demandé à l'entreprise de réaliser ces travaux ;
- Réalisation d'une extension du réseau EP au début de l'avenue de Bigos (côté RD610) afin de récupérer la collecte des eaux pluviales en point bas, et ce compte-tenu de la non réalisation du réseau pluvial sur l'ancienne route de Sommières. Des études sont en cours afin de reprendre l'aménagement initialement prévu sur l'ancienne route de Sommières afin de l'adapter plus précisément au projet de requalification de la façade commerciale sur les RD610 et 613. Il a été également réalisé une antenne de réseau EU pour raccorder deux parcelles qui n'ont pu être identifiées dans le DCE ;
- Adaptation de cunette pour regard de visite du réseau d'eaux usées. Cette prestation supplémentaire découle de la présence du réseau EP existant dont la proximité avec le réseau EU n'avait pu être identifiée précisément par le concessionnaire. De ce fait, la cunette préfabriquée prévue au marché a été remplacée par une cunette maçonnée en décalant l'alignement de celle-ci par rapport à l'axe du regard. Certains regards n'ayant pu être changés, il a fallu les rénover (nettoyage des parois, réfections de l'étanchéité, changement de la dalle de couverture et du tampon), ce qui a entraîné des coûts supplémentaires. Enfin, ce poste comprend également la reprise et le raccordement des branchements EU des parcelles dans les nouveaux regards ;
- Mise en place d'un revêtement de type résine gravillonnée au niveau de zone de retournement rue Millepertuis. Ce revêtement a été mis en place de manière à marquer visuellement une zone de retournement tout en la sécurisant ;
- Fourniture et pose de bordures spéciales à bout arrondi ou quart arrondi pour être mises en place dans les angles ou au niveau de chaque accès en remplacement des bordures à angles saillants prévues au marché et finalement non posées, dont les essais d'implantation ont attesté de leur fragilité importante ;
- Réalisation de places de stationnement poids lourds supplémentaires pour maximiser le stationnement sur la zone. Pour cela, il en a été créé 18 places en phase Exécution contre 13 en phase DCE. Ceci permet de répondre aux contraintes des entreprises logistiques qui engendrent des besoins en terme de stationnement poids lourds sur domaine public ;
- Modification des accès à l'Ouvrage Hydraulique 1 après défrichement afin de faciliter l'intervention ultérieure d'un véhicule d'entretien, un nivellement et une zone de retournement ont été réalisés ;
- Modification de la largeur de la voirie de la rue Massacan, des accès aux parcelles et ajout de stationnements Véhicules Légers (VL). La largeur de cette rue est passée de 3,5m à 5m (sens unique) afin de l'adapter aux contraintes des entreprises riveraines en ce qui concerne la possibilité de stationnement temporaire sur voie destiné aux livraisons. La forte demande en stationnement des entreprises a été aussi prise en compte ;
- Modification de l'arrêt de bus de Bigos (phase 1) afin de permettre la réalisation de places VL supplémentaires afin de répondre aux contraintes en stationnement public VL générées par les entreprises voisines ;
- Réalisation d'un passage piéton supplémentaire pour sécuriser les traversées piétonnes sur le carrefour entre

- la rue de Marbrerie, la rue Massacan et la rue Calade ;
- Démolition de trottoir : lors de l'opération de démolition de trottoir, il a été constaté que l'épaisseur d'enrobé sur le trottoir (principalement rue Bigos) était exceptionnellement important (entre 20 et 25cm). Celle-ci ne pouvait être identifiée qu'après démolition ;
- Démolition de bordures en présence de réseaux existants dans le béton de calage. Rue de la Garenne (coté entreprise Mialane), il a fallu démolir la bordure de façon manuelle et de manière délicate pour ne pas endommager le réseau existant dont le repérage réalisé par le concessionnaire était imprécis ;
- Aléas liés à la nature de sol et à la présence de nombreux réseaux mal recollés : terrassement de tranchées dans sol rocheux, étalement des réseaux longitudinaux, dégagement et sablage de réseaux existants ;
- Ecart de mètres de réseaux entre les phases d'études et les plans d'exécution, dus au manque de précision des déclarations de travaux remises par les concessionnaires.

Au cours, de la phase de préparation des travaux et en phase d'exécution, des modifications techniques ont entraîné une moins-value sur :

- l'aménagement de la Rue de la Calade non réalisé car les projets d'extension d'entreprises identifiés nécessitent un redimensionnement des réseaux et de l'exutoire pluvial ;
- le raccordement de l'avenue de Bigos avec la RD610 non réalisé compte-tenu du retard du projet de double giratoire sous maîtrise d'ouvrage du Conseil Départemental ;
- l'extrémité du pluvial et des aménagements de la rue de la Marbrerie (entre rue de la Calade et rue Mégère) non réalisé car les projets d'extension d'entreprises identifiés nécessitent un redimensionnement des réseaux et de l'exutoire pluvial ;
- la réfection complète de la route de Sommières afin de la rendre circulaire. Les travaux réalisés ne concernant que la structure de chaussée, sans réalisation de réseaux ni de mise en place d'éclairage comme prévu initialement au marché. Des études sont en cours afin de reprendre l'aménagement initialement prévu sur l'ancienne route de Sommières afin de l'adapter plus précisément au projet de requalification de la façade commerciale sur les RD610 et 613.

L'ensemble de ces modifications techniques apportées au marché initial entraîne une plus-value de 180 539,57 € H.T soit une augmentation de 4,82 % du montant HT du marché initial, une prolongation de la durée des travaux jusqu'au 09 novembre 2015 et une modification du détail quantitatif estimatif. Afin d'intégrer l'ensemble de ces modifications techniques il est proposé d'adopter un avenant au marché initial. Ce projet d'avenant sera soumis pour avis à la Commission d'appel d'offres, lors de sa séance du 10 juillet 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de l'avenant n°1 au marché de travaux n°2960 T13.01 avec l'entreprise Eurovia,
- dire que les crédits relatifs à cette affaire sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser M. Christophe PEREZ, représentant du mandataire, à signer l'avenant au marché sus-mentionné ainsi que tout document relatif à cette affaire,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET

AFFAIRE N°27 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – PARC D'ACTIVITÉS DU SALAISON - VENDARGUES - MANDAT D'ÉTUDE ET DE RÉALISATION DE REQUALIFICATION DU PARC D'ACTIVITÉS DU SALAISON - MARCHÉ DE TRAVAUX N°2960 T13.02 - LOT N°2 - AVENANT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Créée en 1965, le parc d'activités du Salaison recouvre 148 hectares et accueille aujourd'hui près de 200 entreprises représentant plus de 2 500 emplois. L'état de vétusté de ce parc a amené Montpellier Méditerranée Métropole à impulser une opération de requalification. Elle s'articule autour de deux grands axes, le traitement qualitatif des espaces publics et la redynamisation de l'activité économique en impliquant les nombreuses entreprises présentes sur ce parc dans un projet global qui donnera une nouvelle attractivité à cette zone économique.

Le 1^{er} avril 2010, le Conseil a délibéré sur le mandat d'étude et de réalisation confié à la Société

d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), sur la définition du programme et de l'enveloppe prévisionnelle des travaux ainsi que sur la convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la Commune de Vendargues et Montpellier Méditerranée Métropole. Le 31 juillet 2014, le Conseil a autorisé M. Le Président à signer l'avenant n°1 au mandat d'étude et de réalisation initial qui portait sur la modification de programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle, la mobilisation d'une avance remboursable et la modification des modalités de remboursements de l'avance du mandant. Un avenant n°2 portant sur la modification du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle du mandat ainsi que sur la mobilisation d'une nouvelle avance remboursable est également présenté à l'approbation du Conseil lors de la présente séance du 22 juillet 2015. Il prend en considération les impacts financiers de l'avenant au marché de travaux qui vous est présenté dans la présente délibération.

Afin de mener à bien ce projet, des études pré-opérationnelles ont été menées par la SAAM. Elles ont permis :

- Un diagnostic précis des équipements publics d'infrastructure existants ;
- L'identification des besoins en travaux publics ;
- La définition des orientations d'aménagement des espaces publics.

Lors de cette phase, la SAAM s'est appuyée sur l'expertise technique du groupement de maîtrise d'œuvre CHEMIN FAISANT (urbaniste et architecte paysagiste) – INGEROP (bureau d'étude).

Le projet de requalification des espaces publics du parc d'activité du Salaison vise divers objectifs d'intérêt communautaire et public :

- requalification de l'ensemble des voies, des réseaux secs et humides, des espaces paysagers et des cheminements doux,
- implication des entreprises de la zone d'activités dans la requalification de leurs emprises privatives,
- redynamisation de l'activité économique, aide au développement des entreprises présentes et accueil de nouvelles entreprises.

Dans le cadre de la requalification de l'ensemble des voies, des réseaux secs et humides, des espaces paysagers et des cheminements doux, il a été décidé de lancer une procédure de marché public travaux, décomposé en 3 lots. Le lot n°1 est intitulé « Voirie et réseaux humides », le lot n°2 « Réseaux secs » et le lot n°3 « Aménagements paysagers ».

Le 26 juin 2013, l'organe délibérant a attribué le lot n°2 « Réseaux secs » à l'entreprise « Bondon », située « BP 10 005 – Les Méjeans » - 34871 Lattes Cedex ». Celle-ci est titulaire du marché n° 2 960 T 13.02, pour un montant hors taxe de 973 722 €.

Au cours, de la phase de préparation des travaux et en phase d'exécution, des modifications techniques ont entraîné des travaux supplémentaires qui concernent la tranche ferme :

- Fourniture et pose d'un éclairage LED, afin de réduire les coûts d'exploitation.

Au cours de la phase de préparation des travaux et en phase d'exécution, des modifications techniques ont entraîné des travaux supplémentaires qui concernent la mise en œuvre du réseau fibre optique, option de la tranche ferme :

- Fourniture et pose d'un réseau fibre optique de section 2Ø42/45 en vue de modifier la section de fourreaux des branchements aux parcelles (initialement 2Ø25/28) dont la nécessité n'a pu être déterminée qu'après constatation de l'état très délabré du réseau de l'opérateur historique.
- Fourniture et pose d'un réseau fibre optique de section 7Ø42/45 suite à une demande d'ajout de 2 fourreaux supplémentaires à la section initialement prévue en 5Ø42/45 suite à la constatation de l'état de dégradation avancée du réseau de l'opérateur historique.
- Fourniture et pose d'une chambre de tirage de type L6T et réalisation d'un socle béton pour la pose d'une armoire de sous-répartition pour le réseau fibre optique au niveau du carrefour Bigos/Marbrerie afin de faciliter les interventions ultérieures sur le réseau.
- Plus-value pour la fourniture et pose de tampons correspondant aux normes en vigueur du gestionnaire pour les chambres L3T, L4T et L6T, normes qui ont évolué entre la réalisation du Dossier de Consultation des Entreprises et le démarrage des travaux.

La réponse à ces contraintes techniques imprévues s'illustre par le fait que la société orange va prochainement conventionner avec Montpellier Méditerranée Métropole pour occuper, contre versement d'une redevance, 2 fourreaux sur une longueur de 260 m.

L'ensemble de ces modifications techniques apportées au marché initial entraîne une plus value de 81 974 €

H.T soit une augmentation de 8,42 % du montant H.T du marché initial, une prolongation de la durée des travaux jusqu'au 09 novembre 2015 et une modification du montant du détail quantitatif estimatif. Afin d'intégrer l'ensemble de ces modifications apportées au marché initial la SAAM propose d'adopter un avenant au contrat initial.

La Commission d'Appel d'Offres, réunie en séance le 1 juillet 2015 a émis une avis favorable à l'avenant n°1 porté au marché initial n° 2 960 T 13.02 représentant un montant H.T de 81 974 € HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de l'avenant n°1 au marché de travaux n°2960 T13.02 avec l'entreprise Bondon,
- dire que les crédits relatifs à cette affaire sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser M. Christophe PEREZ, représentant du mandataire, à signer l'avenant au marché sus-mentionné ainsi que tout document relatif à cette affaire,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

AFFAIRE N°28 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – PARC D'ACTIVITÉS DU SALAISON - VENDARGUES - MANDAT D'ÉTUDE ET DE RÉALISATION DE REQUALIFICATION DU PARC D'ACTIVITÉS DU SALAISON - MARCHÉ COMPLÉMENTAIRE N°2960 T14.01 AVENANT N°1 AU MARCHÉ DE TRAVAUX N°2960T13.01- AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Créé en 1965, le parc d'activités du Salaison recouvre 148 hectares et accueille aujourd'hui près de 200 entreprises représentant plus de 2 500 emplois. L'état de vétusté de ce parc a amené Montpellier Méditerranée Métropole à impulser une opération de requalification. Elle s'articule autour de deux grands axes, le traitement qualitatif des espaces publics et la redynamisation de l'activité économique en impliquant les nombreuses entreprises implantées sur ce parc dans un projet global qui donnera une nouvelle attractivité à cette zone économique.

Le 1^{er} avril 2010 le Conseil a délibéré sur le mandat d'étude et de réalisation confié à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), sur la définition du programme et de l'enveloppe prévisionnelle des travaux ainsi que sur la convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la Commune de Vendargues et Montpellier Méditerranée Métropole. Le 31 juillet 2014, le Conseil a autorisé M. Le Président à signer l'avenant n°1 au mandat d'études et de réalisation initial qui portait sur la modification de programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle, la mobilisation d'une avance remboursable et la modification des modalités de remboursements de l'avance du mandant. Un avenant n°2 portant sur la modification du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle du mandat ainsi que sur la mobilisation d'une nouvelle avance remboursable est également présenté à l'approbation du Conseil lors de la présente. Il prend en considération les impacts financiers de l'avenant au marché de travaux qui vous est présenté dans la présente délibération.

Afin de mener à bien ce projet, des études pré-opérationnelles ont été menées par la SAAM. Elles ont permis :

- Un diagnostic précis des équipements publics d'infrastructure existants ;
- L'identification des besoins en travaux publics ;
- La définition des orientations d'aménagement des espaces publics.

Lors de cette phase, la SAAM s'est appuyée sur l'expertise technique du groupement de maîtrise d'œuvre CHEMIN FAISANT (urbaniste et architecte paysagiste) – INGEROP (bureau d'étude).

Le projet de requalification des espaces publics du parc d'activité du Salaison vise divers objectifs:

- requalification de l'ensemble des voies, des réseaux secs et humides, des espaces paysagers et des cheminements doux,
- implication des entreprises de la zone d'activités dans la requalification de leurs emprises privatives,
- redynamisation de l'activité économique, aide au développement des entreprises présentes et accueil de nouvelles entreprises.

Dans le cadre de la requalification de l'ensemble des voies, des réseaux secs et humides, des espaces

paysagers et des cheminements doux, il a été décidé de lancer une procédure de marché public travaux, décomposé en 3 lots. Le lot n°1 est intitulé « Voirie et réseaux humides », le lot n°2 « Réseaux secs » et le lot n°3 « Aménagements paysagers ». La prise de compétence de Montpellier Méditerranée Métropole sur le réseau d'eau potable du parc d'activités juste avant le démarrage des travaux de requalification de celui-ci a amené les services de Montpellier Méditerranée Métropole à investiguer ce réseau. Il s'est avéré que celui-ci devait totalement être repris. Face à cette situation imprévisible, afin de réaliser une économie substantielle tout en garantissant l'achèvement des travaux de réfection des voiries et des réseaux humides, l'organe délibérant a attribué un marché complémentaire sur le lot n°1, par délibération n°12108 en date du 6 février 2014. Ce marché complémentaire été attribué à l'entreprise « Eurovia », située « ZI La Biste – CS Baillargues – 34748 Vendargues Cedex », qui est titulaire du marché n° 2 960 T 14.01, pour un montant H.T de 1 078 350,75 €.

Au cours, de la phase de préparation des travaux et en phase d'exécution, des modifications techniques se sont révélées nécessaires et entraînent des travaux supplémentaires générant une plus value :

- Prolongement du réseau AEP sur la rue de la Garenne afin de créer une attente supplémentaire nécessaire pour assurer le maillage du réseau existant, qui n'avait pas pu être identifié par le concessionnaire en phase étude ;

- Prolongement du réseau AEP sur la rue Terre Mégère, qui avait été identifié comme réseau sous domanialité publique par le concessionnaire mais s'est avéré être sous fonds privé. L'intervention sur cette parcelle a donc nécessité une modification des modalités techniques d'intervention afin de ne pas endommager l'existant ;

- Réalisation de branchements supplémentaires qui n'ont pas pu être répertoriés lors du relevé réalisé par le concessionnaire et donc être identifiés au stade du DCE ;

- Raccordement à une canalisation en amiante au niveau de la voie ferrée sur la rue Bigos, nécessitant des travaux de mise en conformité qui n'avait pu être identifié ni par les concessionnaires ni lors des sondages réalisés avant travaux ;

- Réfection des tranchées provisoires en bicouche et/ou enrobé pour maintenir la voirie circulaire, la GNT prévue initialement au marché n'ayant pas assuré une tenue suffisante au vu de l'importance des trafics poids lourds ;

- Raccordement du nouveau réseau sur le réseau existant. Cette opération a été réalisée en 8 maillages, interventions qui n'ont pu être identifiées en amont dans le cadre de l'étude réalisée par le concessionnaire. Ces interventions ont impliqué à chaque fois des terrassements et remblaiements ponctuels afin de ne pas interrompre l'adduction d'eau de manière prolongée sur le parc d'activités.

Au cours, de la phase de préparation des travaux et en phase d'exécution, des modifications techniques ont entraîné une moins value :

- Aménagement de la Rue de la Calade non réalisé car les projets d'extension d'entreprises identifiés nécessitent un redimensionnement des réseaux.

- Optimisation des profondeurs de tranchées par rapport à celles prévues initialement au marché.

L'ensemble de ces modifications techniques apportées au marché complémentaire entraînent une plus value de 112 113,35 € H.T soit une augmentation de 10,40 % du montant H.T du marché initial. Afin d'intégrer l'ensemble de ces modifications techniques apportées au marché initial et de modifier le montant prévisionnel du détail estimatif quantitatif, la SAAM proposé d'adopter un avenant au contrat initial.

La Commission d'Appels d'Offres, réunie en séance le 01 juillet 2015 a émis un avis favorable à l'avenant n°1 porté au marché complémentaire n° 2 960 T 14.01 représentant un montant H.T de 112 113,35 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de l'avenant n°1 au marché de travaux n°2960 T14.01 avec l'entreprise Eurovia,
- dire que les crédits relatifs à cette affaire sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser M. Christophe PEREZ, représentant du mandataire, à signer l'avenant au marché sus-mentionné ainsi que tout document relatif à cette affaire,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

AFFAIRE N°29 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – PÔLE EMPLOI HÉRAULT - CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole mobilise toutes les énergies, afin de proposer un environnement favorable à l'implantation, la création et à la croissance des entreprises et de l'emploi sur son territoire.

Dans certains secteurs, les entreprises expriment des difficultés à recruter du personnel qualifié, particulièrement sur les métiers en tension. La croissance de ces entreprises, pourtant en capacité économique de créer des emplois, s'en trouve ralentie.

Ces difficultés tiennent dans certains cas à une pénurie de compétences, ou encore, à la difficulté de rapprochement entre l'offre d'emploi et la demande existante. Enfin, lorsque les entreprises trouvent la compétence à l'extérieur du territoire, se pose le problème de l'emploi du conjoint de la personne recrutée.

Par ailleurs, dans le cadre de sa stratégie globale de prospection d'entreprises, Montpellier Méditerranée Métropole entend, grâce à ce partenariat, apporter un argument supplémentaire d'attractivité : celui du potentiel offert par le territoire en matière de ressources humaines, étudié au cas par cas, en fonction des besoins précis des entreprises.

Ce traitement très amont du volet ressources humaines peut constituer un critère de choix d'implantation supplémentaire pour les entreprises prospectées.

C'est pour répondre à ces problématiques liées à l'emploi que Montpellier Méditerranée Métropole tient à s'appuyer sur un partenariat fort avec Pôle emploi.

Les objectifs poursuivis dans la présente convention sont :

- de réussir à satisfaire les offres de recrutement des entreprises nouvelles ou en développement, connues de Montpellier Méditerranée Métropole,
- d'apporter aux entreprises, dans le cadre de leurs projets d'implantation sur le territoire de la métropole, des informations liées à leurs besoins de recrutement,
- de mobiliser les dispositifs d'aides à l'embauche et de formation pour la requalification et l'adaptation à l'emploi,
- de mobiliser l'offre de service de Pôle emploi en vue du placement des conjoints de salariés demandeurs d'emploi arrivant sur le territoire de la métropole,
- d'organiser les interventions respectives de Montpellier Méditerranée Métropole et de Pôle emploi dans le cadre des Rencontres pour l'emploi, forums dédiés à la rencontre entre recruteurs et chercheurs d'emplois de la Métropole,
- de mettre en œuvre des actions bilatérales ou multi-partenariales visant à répondre à des problématiques particulières de recrutement, jugées utiles par les deux parties, et d'une manière générale à toutes actions qui viseraient les objectifs définis (par exemple : suivi des clauses sociales sur les marchés, animation de la ZFU –Territoires entrepreneurs...).

Un suivi et une évaluation de ce partenariat est réalisée pour chaque année civile. Ce suivi porte notamment sur les résultats des contributions de Pôle emploi aux dossiers des nouvelles implantations et de développement des entreprises transmis par la Direction du Développement Economique et de l'Emploi de Montpellier Méditerranée Métropole, sur l'efficacité du partenariat dans le cadre des Rencontres pour l'Emploi et toute autre action partenariale entrant dans le champs d'application du partenariat.

Depuis 2009, 24 prospects avec un projet d'implantation potentielle ont été accompagnés, dont 3 projets ont abouti à une implantation à ce jour, pour un total de recrutements actuellement estimé à 100 personnes (270 à terme) et un dossier est en cours. Par ailleurs, 42 projets de développement ont également été étudiés dont une vingtaine a été suivie d'embauches.

Enfin, Pôle Emploi est partenaire des Rencontres pour l'Emploi organisées par la métropole deux fois par an : en amont, Pôle Emploi contribue à l'information des entreprises et des demandeurs d'emplois sur l'évènement, enregistre les offres d'emploi. Puis en aval, traite les offres d'emploi non pourvues durant le forum.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention définissant les modalités de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et Pôle emploi ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention cadre de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et Pôle emploi, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°30 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – LAUZE EST - COMMUNE DE SAINT JEAN DE VÉDAS - CONSTITUTION D'UNE RÉSERVE FONCIÈRE - DOSSIERS D'ENQUÊTE UNIQUE PRÉALABLE À LA DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE ET PARCELLAIRE - APPROBATION

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

A l'ouest du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, sur la commune de Saint Jean de Védas, au sud de l'autoroute A9, s'est développée dans les années 60 la Zone Industrielle de la Lauze, zone qui s'est prolongée dans les années 80 par le Parc d'activités Marcel Dassault, puis par Marcel Dassault 1ère extension. Cet ensemble, totalement commercialisé, aujourd'hui, accueille un grand nombre d'entreprises dans le domaine de l'industrie, de l'artisanat, du négoce professionnel et de la logistique.

L'orientation fixée par la Schéma de Cohérence Territorial (SCoT), approuvé en 2006, est de favoriser l'intégration des activités économiques au sein des espaces urbains existants ou dans les projets d'aménagement d'ensemble s'inscrivant dans les secteurs d'extensions urbaines délimités.

Le récent diagnostic du Schéma d'Accueil des Entreprises (SAE) a mis en évidence la nécessité de renouveler rapidement l'offre de la Métropole en matière de foncier économique dédié à l'accueil des activités industrielles, artisanales et logistiques, notamment dans les secteurs de l'économie productive, mais aussi présente, indispensables au fonctionnement du tissu économique et au développement de nouveaux emplois sur le territoire. Aujourd'hui, le besoin annuel en foncier d'activités économiques est évalué entre 12 et 15 hectares par an.

Les enseignements de cette analyse des besoins en foncier économique à l'échelle de la Métropole, conduisent aussi à renforcer l'offre sur les secteurs situés à l'ouest du territoire, en valorisant leur proximité avec les infrastructures routières, dans la limite des contraintes environnementales et spatiales et de leur bonne intégration paysagère.

Le secteur dit de la Lauze Est, identifié au SCoT comme site d'extension urbaine, apparaît aujourd'hui comme une opportunité d'accroître l'offre de foncier économique sur le territoire de la Métropole, grâce à sa situation stratégique (desservi par l'autoroute A9, la RD 612, positionné entre les parcs d'activités Garosud et Marcel Dassault). Ce site, encore classé en zone agricole par le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Saint-Jean-de-Védas, présente de nombreuses friches agricoles. Ce secteur a fait l'objet d'un classement en Zone d'Aménagement Différé (ZAD) créée par arrêté préfectoral du 18 avril 2006 afin de constituer une réserve foncière destinée à organiser l'extension et l'accueil des activités économiques et de se prémunir contre le risque d'une évolution non maîtrisée du prix des terrains.

La création d'un nouveau Parc d'activités économiques sur le secteur dit de la Lauze Est (à l'est de la Zone Industrielle de la Lauze existante), viendra ainsi compléter l'offre de foncier économique de la Métropole nécessaire dans les années à venir.

L'évolution de ce secteur pourra être envisagée à moyen terme par une déclaration de projet valant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme.

Pour s'assurer de la faisabilité de ce projet, la Métropole, compétence en matière d'aménagement des zones économiques (article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales), a confié à l'automne 2013, un mandat à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) afin de réaliser les études préalables à l'aménagement de cette zone.

Pour conforter l'action foncière sur ce site, la Métropole a également sollicité l'Etablissement Public Foncier de Languedoc-Roussillon (EPF-LR) afin de constituer les réserves nécessaires à ce projet. A cet effet, une convention d'anticipation foncière a été signée par la Métropole et l'EPF-LR le 3 juin 2015. Cette convention les autorise à acquérir à l'amiable, par préemption et par voie d'expropriation.

A ce jour, peu d'acquisitions ont pu être réalisées à l'amiable sur l'ensemble du secteur, aussi il convient de poursuivre cet objectif dans le cadre d'une procédure de Déclaration d'Utilité Publique.

L'article L.221-1 du Code de l'urbanisme autorise les collectivités locales et leurs groupements à constituer, au besoin par voie d'expropriation, des réserves foncières en vue de permettre la réalisation d'une action ou

d'une opération d'aménagement ayant pour objets de mettre en œuvre un projet urbain, une politique locale de l'habitat, d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques, de favoriser le développement des loisirs et du tourisme, de réaliser des équipements collectifs ou des locaux de recherche ou d'enseignement supérieur, de lutter contre l'insalubrité et l'habitat indigne ou dangereux, de permettre le renouvellement urbain, de sauvegarder ou de mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti et les espaces naturels.

La nature, l'importance, le caractère d'urgence du projet urbain que Montpellier Méditerranée Métropole entend mettre en œuvre sur ce secteur, justifie le recours à une telle procédure, l'exercice du seul droit de préemption en ZAD ne permettant pas à lui seul d'assurer la maîtrise foncière.

Bien que les études préalables à la réalisation d'une opération aient été engagées, elles ne permettent pas de définir les caractéristiques précises de ce projet nécessaires à la constitution d'un dossier de Déclaration d'Utilité Publique portant sur la réalisation de travaux.

Néanmoins, sans attendre la finalisation des études, il est nécessaire d'engager dès maintenant le processus de maîtrise foncière afin d'anticiper les acquisitions parallèlement aux études pré-opérationnelles, pour pouvoir aménager les terrains et répondre rapidement aux besoins en foncier économique.

Aussi, le dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) est composé conformément aux dispositions de l'article R112-5 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, des pièces suivantes : une notice explicative, un plan de situation, le périmètre délimitant les immeubles à exproprier et l'estimation sommaire des acquisitions à réaliser.

Le dossier d'enquête parcellaire est composé conformément aux dispositions de l'article R131-3 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, d'un plan parcellaire et de la liste des propriétaires. A l'ouest du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, sur la commune de Saint Jean de Védas, au sud de l'autoroute A9, s'est développée dans les années 60 la Zone Industrielle de la Lauze, zone qui s'est prolongée dans les années 80 par le Parc d'activités Marcel Dassault, puis par Marcel Dassault 1ère extension. Cet ensemble, totalement commercialisé, aujourd'hui, accueille un grand nombre d'entreprises dans le domaine de l'industrie, de l'artisanat, du négoce professionnel et de la logistique.

L'orientation fixée par la Schéma de Cohérence Territorial (SCoT), approuvé en 2006, est de favoriser l'intégration des activités économiques au sein des espaces urbains existants ou dans les projets d'aménagement d'ensemble s'inscrivant dans les secteurs d'extensions urbaines délimités.

Le récent diagnostic du Schéma d'Accueil des Entreprises (SAE) a mis en évidence la nécessité de renouveler rapidement l'offre de la Métropole en matière de foncier économique dédié à l'accueil des activités industrielles, artisanales et logistiques, notamment dans les secteurs de l'économie productive, mais aussi présente, indispensables au fonctionnement du tissu économique et au développement de nouveaux emplois sur le territoire. Aujourd'hui, le besoin annuel en foncier d'activités économiques est évalué entre 12 et 15 hectares par an.

Les enseignements de cette analyse des besoins en foncier économique à l'échelle de la Métropole, conduisent aussi à renforcer l'offre sur les secteurs situés à l'ouest du territoire, en valorisant leur proximité avec les infrastructures routières, dans la limite des contraintes environnementales et spatiales et de leur bonne intégration paysagère.

Le secteur dit de la Lauze Est, identifié au SCoT comme site d'extension urbaine, apparaît aujourd'hui comme une opportunité d'accroître l'offre de foncier économique sur le territoire de la Métropole, grâce à sa situation stratégique (desservi par l'autoroute A9, la RD 612, positionné entre les parcs d'activités Garosud et Marcel Dassault). Ce site, encore classé en zone agricole par le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Saint Jean de Védas, présente de nombreuses friches agricoles.

Ce secteur a fait l'objet d'un classement en Zone d'Aménagement Différé (ZAD) créée par arrêté préfectoral du 18 avril 2006 afin de constituer une réserve foncière destinée à organiser l'extension et l'accueil des activités économiques et de se prémunir contre le risque d'une évolution non maîtrisée du prix des terrains.

La création d'un nouveau Parc d'activités économiques sur le secteur dit de la Lauze Est (à l'est de la Zone Industrielle de la Lauze existante), viendra ainsi compléter l'offre de foncier économique de la Métropole nécessaire dans les années à venir. Il sera mis en œuvre dans le cadre d'une procédure de mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme.

Pour s'assurer de la faisabilité de ce projet, la Métropole, compétence en matière d'aménagement des zones économiques (article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales), a confié à l'automne 2013, un mandat à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) afin de réaliser les études préalables à l'aménagement de cette zone.

Pour conforter l'action foncière sur ce site, la Métropole a également sollicité l'Etablissement Public Foncier de Languedoc-Roussillon (EPF-LR) afin de constituer les réserves nécessaires à ce projet. A cet effet, une convention d'anticipation foncière a été signée par la Métropole et l'EPF-LR le 3 juin 2015. Cette convention les autorise à acquérir à l'amiable, par préemption et par voie d'expropriation.

A ce jour, peu d'acquisitions ont pu être réalisées à l'amiable sur l'ensemble du secteur, aussi il convient de poursuivre cet objectif dans le cadre d'une procédure de Déclaration d'Utilité Publique.

L'article L.221-1 du Code de l'urbanisme autorise les collectivités locales et leurs groupements à constituer, au besoin par voie d'expropriation, des réserves foncières en vue de permettre la réalisation d'une action ou d'une opération d'aménagement ayant pour objets de mettre en œuvre un projet urbain, une politique locale de l'habitat, d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques, de favoriser le développement des loisirs et du tourisme, de réaliser des équipements collectifs ou des locaux de recherche ou d'enseignement supérieur, de lutter contre l'insalubrité et l'habitat indigne ou dangereux, de permettre le renouvellement urbain, de sauvegarder ou de mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti et les espaces naturels.

La nature, l'importance, le caractère d'urgence du projet urbain que Montpellier Méditerranée Métropole entend mettre en œuvre sur ce secteur, justifie le recours à une telle procédure, l'exercice du seul droit de préemption en ZAD ne permettant pas à lui seul d'assurer la maîtrise foncière.

Bien que les études préalables à la réalisation d'une opération aient été engagées, elles ne permettent pas de définir les caractéristiques précises de ce projet nécessaires à la constitution d'un dossier de Déclaration d'Utilité Publique portant sur la réalisation de travaux.

Néanmoins, sans attendre la finalisation des études, il est nécessaire d'engager dès maintenant le processus de maîtrise foncière afin d'anticiper les acquisitions parallèlement aux études pré-opérationnelles, pour pouvoir aménager les terrains et répondre rapidement aux besoins en foncier économique.

Aussi, le dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) est composé conformément aux dispositions de l'article R112-5 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, des pièces suivantes : une notice explicative, un plan de situation, le périmètre délimitant les immeubles à exproprier et l'estimation sommaire des acquisitions à réaliser.

Le dossier d'enquête parcellaire est composé conformément aux dispositions de l'article R131-3 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, d'un plan parcellaire et de la liste des propriétaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le dossier d'enquête unique préalable à la Déclaration d'Utilité Publique et parcellaire de la « Lauze est » sur le territoire de la Commune de Saint Jean de Védas ;
- demander à Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, le lancement des procédures de Déclaration d'Utilité Publique et enquête parcellaire pour la constitution d'une réserve foncière sur l'ensemble des parcelles de la Commune de Saint Jean de Védas figurant sur le plan joint en annexe qui délimite le secteur « Lauze est »,
- demander que l'Etablissement Public Foncier de Languedoc - Roussillon (EPF-LR) soit le bénéficiaire de la Déclaration d'Utilité Publique et soit autorisée à acquérir soit à l'amiable, soit par expropriation les immeubles inclus dans ce périmètre,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET

AFFAIRE N°31 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – CO-FINANCEMENT DES PROJETS DE MATURATION DE LA SATT AxLR - ATTRIBUTION DE SUBVENTION

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Dans le cadre du Grand Emprunt Investissement d'Avenir, un appel à projets a été lancé en 2010 par l'Agence Nationale de la Recherche pour la création de 14 Sociétés d'Accélération du Transfert de Technologie (SATT) sur le territoire national.

Détenues par des groupements d'établissements et d'organismes de recherche, les SATT ont vocation à accélérer la vente des brevets et technologies issus de la recherche publique vers le secteur privé. Cette « valorisation économique » de la recherche peut se faire soit au travers de la création d'entreprises innovantes soit par le biais de partenariat avec des entreprises existantes pour améliorer leur compétitivité.

Le 1er août 2012, la SATT dénommée AxLR a été créée en Languedoc-Roussillon. avec 12 actionnaires : Caisse des dépôts et Consignation, Centre National de la Recherche Scientifique, Université Montpellier 1, Université Montpellier 2, Université Montpellier 3, Université de Perpignan Via Domitia, Université de Nîmes, Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale, Institut National de Recherche en Sciences et Technologies pour l'Environnement et l'Agriculture, Institut de Recherche pour le Développement, Ecole Nationale Supérieure de Chimie de Montpellier, Centre International d'Etudes Supérieures en Sciences Agronomiques. Elle est dotée d'un fonds de 45 M€ sur 10 ans, au travers du Fonds National de Valorisation (FNV) afin de financer les projets de maturation des établissements de recherche actionnaires en vue d'un transfert technologique vers l'entreprise.

Pour appuyer cette initiative localement, la Région Languedoc Roussillon, la Direction Régionale de la Recherche et de la Technologie (DRRT) et la Communauté d'Agglomération de Montpellier devenue Montpellier Méditerranée Métropole ont souhaité s'engager sur la mobilisation de financements complémentaires au FNV pour un montant de 5 M€ les 3 premières années avec un investissement de 3 M€ de la Région, 1,5 M€ du FEDER et 0,5 M€ de la Métropole de Montpellier,. Ces sommes ont vocation à cofinancer les projets d'intérêt régional soutenus par la SATT.

Conformément à la délibération n° 4846 du 18 septembre 2002 définissant l'intérêt communautaire et l'arrêté N°2012-1-2290 du 17 octobre 2012 relatif aux compétences obligatoires en matière de développement économique d'intérêt communautaire, le Conseil Communautaire de Montpellier Agglomération a délibéré favorablement en date du 28 juillet 2011 sur une participation financière de 500 000 € sur 3 ans pour abonder le financement des projets de maturation soutenus par la SATT AxLR.

Lors de sa séance du 30 mars 2015 le Conseil de la Métropole a adopté les nouvelles modalités d'intervention financière de Montpellier Méditerranée Métropole et le modèle type de convention de financement des projets.

Lors des Comités d'Investissement de la SATT AxLR du 4 mars et du 28 novembre 2014, un projet de maturation ayant vocation à aboutir à une création d'entreprise innovante a été identifié pour son intérêt régional et son potentiel de développement.

Le projet de maturation « VOXAYA » : vise à développer une solution logicielle d'analyses et de simulations numériques performantes à partir d'images 3D, dédiée à la pétrophysique, déployable sur un mode Software as a Service, inédite sur le marché et accessible avec un minimum de compétences expertes de la part des utilisateurs.

Porté par la SATT AxLR, ce projet est rattaché au laboratoire Géosciences Montpellier (UMR 5243, CNRS / Université de Montpellier).

L'assiette prévisionnelle des dépenses est de 257 000 €. Le financement prévisionnel s'appuie sur les participations de la SATT AxLR (33 000 €), de la Région Languedoc-Roussillon (100 000 €), le FEDER (100 000 €) et de Montpellier Méditerranée Métropole (24 000 €) tel que présenté dans l'annexe financière de la convention de financement.

Après avis favorable du Comité d'investissement et approbation du Conseil d'Administration de la SATT AxLR sur son financement, il est proposé que Montpellier Méditerranée Métropole d'apporter une contribution à ce projet qui répond à l'objectif encouragé par la Métropole, de favoriser la création d'emplois durables sur son territoire.

D'un montant total de 24 000 €, le financement de Montpellier Méditerranée Métropole interviendra sous forme de subvention correspondant aux dépenses d'équipement, telles que présentées dans les annexes financières des conventions de financement du projet.

Cette participation est imputée sur le financement de 500 000 € voté par le Conseil d'Agglomération en date du 28 juillet 2011 pour abonder le financement des projets de maturation soutenus par la SATT AxLR.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de financement et l'attribution de la subvention du projet de maturation ;
- dire que les crédits sont prévus au budget 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 906 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°32 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – ASSOCIATION FRENCHSOUTH.DIGITAL - ATTRIBUTION DE SUBVENTION ET HÉBERGEMENT DE LA MAISON DU NUMÉRIQUE À CAP OMÉGA - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole dispose au nombre de ses compétences obligatoires du développement économique. Dans ce cadre, elle met en place des politiques publiques destinées à promouvoir et à consolider le tissu des entreprises installées sur son territoire, quelle que soit leur activité ou leur taille, mais aussi à l'enrichir par des actions de prospection au niveau national et international ou par des actions d'animation.

Montpellier Méditerranée Métropole mène depuis plusieurs années une politique de soutien à la création, au développement, à l'implantation et à l'internationalisation d'entreprises issues du secteur du numérique et favorise les synergies entre les entreprises, les laboratoires académiques et les centres de formation. Cette politique a favorisé l'émergence d'entreprises performantes dans le secteur du numérique. Elle a également facilité l'implantation d'acteurs du secteur comme la société Computacenter en 2014 ou comme plusieurs studios de jeux vidéo, par exemple.

Les actions de Montpellier Méditerranée Métropole en faveur du numérique et de l'entrepreneuriat innovant ont constitué une composante essentielle de la candidature à la labellisation des métropoles French Tech en 2014, qui a induit le portage du dossier de candidature par Montpellier Méditerranée Métropole. Depuis la labellisation French Tech en novembre 2014, Montpellier Méditerranée Métropole porte l'équipe opérationnelle French Tech et coordonne l'action de l'écosystème.

Les groupements d'entreprises comme FrenchSouth.Digital constituent un maillon important de l'écosystème French Tech compte tenu de leurs actions en faveur du développement des entreprises innovantes et des entreprises du secteur du numérique.

FrenchSouth.Digital est une association qui a pour vocation à favoriser le développement du secteur du numérique en Languedoc Roussillon. FrenchSouth.Digital a été créée début 2015 et est issue du rapprochement des associations professionnelles dédiées au numérique Novae LR, Pix'LR et Media Cloud Cluster, dont elle reprend et intègre une partie des actions. Trois collèges ont été définis par l'association pour traiter des problématiques et des attentes spécifiques de certaines catégories de membres : Smart Software (éditeurs de logiciels), Digital Content and Creation (création numérique, advergames, jeux vidéos) et Media Cloud Interactivity (diffusion de contenus sur le web et chaînes de production de ces contenus)

L'association a défini un plan d'actions autour de 5 axes : financement d'une économie numérique pérenne, innovation, recrutement et formation, communication et visibilité et développement des affaires et ouverture aux marchés internationaux.

FrenchSouth.Digital compte, mi 2015, environ 100 adhérents parmi lesquels des startups, dont certaines sont accompagnées par le BIC (AppVizer, Virdys, Imagygame, etc.), des tech champions comme Awox et des grandes entreprises comme Dell ou IBM.

Dans la continuité de l'action menée en 2013 et 2014 par Novae LR, FrenchSouth.Digital propose également d'occuper et d'animer la Maison du Numérique de la pépinière Cap Omega de Montpellier Méditerranée Métropole pour maintenir l'activité de ce lieu phare d'animation du secteur du Numérique, pour favoriser les croisements et échanges entre acteurs, favoriser l'accès à la connaissance et la maîtrise des outils et usages TIC, réduire la « fracture numérique » entre les acteurs privés, le grand public et les universitaires, développer des projets, expérimenter et diffuser l'innovation.

La Maison du Numérique préfigure l'un des espaces d'animation du futur bâtiment totem de la French Tech, porté par Montpellier Méditerranée Métropole.

En 2015, la contribution globale de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association FrenchSouth.Digital s'élèvera à 41 818 euros. Cette contribution se décompose en une subvention de 35 000 euros à l'association, l'hébergement de la Maison du Numérique et des bureaux de l'Association dans les locaux de Cap Omega entre les mois d'août et de décembre 2015, valorisé à 6 818 euros HT (incluant des charges).

Des collaborations pourront aussi se construire en 2015 autour de projets de plateformes et de démonstrateurs.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser l'hébergement de la Maison du Numérique au sein de la pépinière Cap Omega, sous réserve de la signature d'une convention d'occupation du domaine public,
- approuver l'attribution à l'association Frenchsouth.Digital d'une subvention de 35 000 euros pour le soutien au plan d'actions de l'association,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2015, chapitre 906,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer la convention d'attribution de subvention, ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (trois abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET, M. E. PETIT.

AFFAIRE N°33 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – RÉSEAU DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES POUR UNE ÉCONOMIE SOLIDAIRE (RTES) - ADHÉSION 2015 - CONVENTION - APPROBATION

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Montpellier n'a jamais cessé d'inventer son avenir économique avec volonté et ambition. Dans le cadre de sa politique en faveur du développement économique et de l'emploi, Montpellier Méditerranée Métropole favorise l'Economie Sociale et Solidaire (ESS). Ce mode de développement des entreprises imagine et propose de nouveaux services d'utilité sociale reposant sur des modèles économiques viables.

Au plan national des collectivités ayant conduit des réflexions ou expérimentations similaires ont souhaité se doter d'une structure juridique pour porter leurs travaux communs. Une association loi 1901 regroupant les communes, pays, conseils départementaux et régionaux intéressés a été créée.

Cette association dénommée Réseau des collectivités Territoriales pour une Economie Solidaire a vocation à

- promouvoir les démarches des adhérents pour sensibiliser d'autres territoires à l'économie solidaire ;
- constituer un lieu-ressource en termes d'information et un lieu appui à la mise en œuvre de projet notamment par la mutualisation des expériences locales et par le développement des démarches et d'outils communs ;
- contribuer à la formation des élus et des techniciens des collectivités adhérentes ;
- élaborer une réflexion à partir des pratiques locales pour être force de proposition auprès des pouvoirs publics.

Une charte a été élaborée pour définir les principes partagés par les collectivités adhérentes.

L'appartenance à ce réseau permettrait à Montpellier Méditerranée Métropole de bénéficier d'un espace d'échanges et de concertation, et d'un appui pour la mise en œuvre de nouvelles actions, ou le suivi d'actions déjà lancées.

Par ailleurs, il convient également de désigner un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole au sein de cette association.

Monsieur le président propose la candidature de Mme Catherine DARDE.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

En application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales, il est décidé à l'unanimité de ne pas procéder à une désignation à scrutin secret mais à un vote à main levée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser l'adhésion à l'association "Réseau des collectivités Territoriales pour une Économie Solidaire" pour un montant de 1 350 euros;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2015, chapitre 936 ;
- désigner Mme DARDE comme représentante de la Métropole au sein de l'association et l'autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

AFFAIRE N°34 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – TOURISME - CONVENTION D'AUTORISATION SIMPLE D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC AÉROPORTUAIRE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole soutient le développement de l'Aéroport de Montpellier-Méditerranée dans le cadre de ses compétences en matière de développement économique du territoire.

Depuis 2006, Montpellier Méditerranée Métropole occupe un espace dans le hall d'arrivée de l'Aéroport de Montpellier Méditerranée au travers d'une convention d'autorisation simple d'occupation temporaire du domaine public aéroportuaire, pour mettre en œuvre toutes actions sous quelques formes que ce soit de promotion, d'information, et d'animation du territoire communautaire.

L'espace comprend une surface commerciale de 27,10 m² et une réserve de 4,20 m².

Cette convention et ses avenants sont arrivés à échéance le 30 Avril 2015.

La Société Aéroport Montpellier Méditerranée (SAMM) propose à la Métropole de conclure une nouvelle convention d'occupation de un an jusqu'au 30 Avril 2016, renouvelable annuellement par accord express des parties dans la limite de trois fois.

Cette occupation du domaine public aéroportuaire est consentie moyennant une redevance annuelle fixée pour 2015 à 19 264,68 euros T.T.C (loyer + charges). Ce tarif sera actualisé annuellement en fonction de l'index BT01.

Désignation Localisation : Surface commerciale Hall Arrivées

Surface m² : 27.10

Tarif hors charges : 450.86€

Charges locatives : 118.28€

Désignation Localisation : Réserve Hall Arrivées

Surface m² : 4.20

Tarif hors charges : 75.13€

Charges locatives : 74.92€

Cet espace est en cours de réaménagement par la Métropole pour promouvoir la notoriété et l'image de la destination Montpellier auprès des passagers arrivant à l'aéroport et des résidents de la Métropole venant accueillir les passagers dans le hall des arrivées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention d'autorisation simple d'occupation temporaire du domaine public aéroportuaire,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de l'exercice 2015 de la Métropole de Montpellier, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention d'occupation temporaire du domaine public aéroportuaire ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

AFFAIRE N°35 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – SOUTIEN AUX MANIFESTATIONS - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès facilite l'accueil de manifestations scientifiques d'envergure nationale ou internationale sur Montpellier, s'appuyant sur le potentiel de recherche local.

Ces événements contribuent à la notoriété de Montpellier Méditerranée Métropole et représentent une activité économique à part entière. En effet, selon une étude de l'Office du Tourisme de Montpellier, un congressiste dépense en moyenne 341 € par jour (estimation de 2014).

Dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès prévu au Budget Primitif 2015, il est proposé d'affecter les subventions aux manifestations suivantes :

2^{ème} édition du Colloque CEMATER 2015

L'Association des entreprises de la construction durable et des énergies renouvelables (CEMATER), sous l'autorité de son Président, Monsieur Philippe GUIGON, a organisé le 09 juin 2015, au Campus de Montpellier SupAgro, une manifestation intitulée « 2^{ème} édition du Colloque CEMATER 2015 »

Ce colloque annuel dont l'objet est de participer au développement économique des entreprises de la Construction Durable et des Energies Renouvelables, a eu l'objectif de porter à la connaissance du public les innovations et retours d'expérience du triptyque Energie-Economie-Environnement. Environ 150 personnes, architectes, promoteurs, entreprises du BTP, Syndicat d'aménagement urbain, techniciens de collectivités, ont participé à ce rendez-vous.

Une subvention de 1 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

30^{ème} congrès de la Société Française de Médecine Physique et de Réadaptation – Sofmer

La Société Française de Médecine Physique et de Réadaptation, sous l'autorité de son Président, Monsieur Gilles RODE, organisera du 08 au 10 octobre 2015, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « 30^{ème} congrès de la Société Française de Médecine Physique et de Réadaptation – Sofmer ».

Cet événement de portée européenne aura pour thème l'innovation en rééducation et les nouvelles technologies adaptées au handicap, avec la participation d'Unités de Recherche et d'entreprises en technologie du handicap, domotique et robotique, technologies de l'information et de la communication. Environ 1 500 médecins et professionnels de la rééducation et réadaptation (kinésithérapeutes, ergothérapeutes, orthophonistes, orthoprothésistes, ingénieurs) sont attendus.

Une subvention de 10 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

46^{ème} Congrès des Architectes – « Nouveaux Enjeux »

L'Union Nationale des Syndicats Français d'Architectes (Unsfa), sous l'autorité de sa Présidente, Madame Marie-Françoise MANIERE, organisera du 29 au 31 octobre 2015, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « 46^{ème} Congrès des Architectes – Nouveaux Enjeux ».

Cet événement annuel placé sous le haut patronage du Ministère de la Culture est le seul congrès réunissant les architectes français. En parallèle des travaux et nouveaux enjeux à évoquer, une journée sera destinée à faire découvrir aux congressistes le développement de la ville de Montpellier par un parcours urbain sur la ligne 1 du tramway et certaines réalisations architecturales. Environ 600 participants, architectes, institutionnels (représentants des Ministères Culture et Logement ...), industriels de la construction et étudiants sont attendus.

Une subvention de 6 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

Que peuvent faire les villes pour sécuriser leur alimentation et la rendre plus durable ?

Montpellier SupAgro, sous l'autorité de sa Directrice, Madame Anne-Lucie WACK, organisera du 16 au 18 novembre 2015, à Agropolis International de Montpellier, une manifestation intitulée « Que peuvent faire les villes pour sécuriser leur alimentation et la rendre plus durable ? ».

Cet événement international est organisé par la Chaire Unesco Alimentations du monde de Montpellier SupAgro et le Cirad qui travaille depuis plus de 30 ans en coopération avec les pays du Sud et porte une expertise reconnue sur les thématiques agronomiques et alimentaires dans plus de 90 pays. Ce congrès, espace d'échanges de pratiques sur les politiques alimentaires mises en place dans différentes villes et régions, représente un formidable outil de visibilité internationale pour la communauté scientifique avec une mise en avant de notre politique agro écologique et alimentaire. Plus de 100 personnes, élus locaux, agents territoriaux de villes du monde, experts et scientifiques sont attendus.

Une subvention de 3 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation des subventions ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions entre Montpellier Méditerranée Métropole et les organisateurs,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de l'exercice 2015, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Mme C. MARION ne prend pas part au vote.

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

AFFAIRE N°36 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – ASSOCIATION INDIGO D'OC - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - CONVENTION DE PARTENARIAT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Fortement ancré dans notre culture contemporaine le design est un réel vecteur de développement économique, un authentique facteur d'innovation culturelle. Sa mise en œuvre relève d'une expertise conduite par des professionnels : designers graphiques, designers d'espaces, designers d'objets, designers numériques et bien d'autres spécialités.

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite promouvoir l'utilisation de l'outil design avec la conviction que cela peut être facilité par l'union et la coopération des designers du territoire.

Indigo d'Oc, collectif de designers est une plateforme associative portant plusieurs objectifs :

- Représenter les professionnels du design auprès des institutions, des collectivités, des pôles de recherche et d'innovation, des écoles et des entreprises,
- Créer des passerelles entre les acteurs du monde économique et les designers par des actions de sensibilisation sur le rôle et la valeur du design et par des programmes de conseil et d'aide aux projets entreprise/designer,
- Développer et participer à toutes les initiatives pédagogiques (depuis l'école primaire jusqu'au lycée en passant par les écoles supérieures et les centres d'apprentissage...) permettant aux acteurs économiques de demain que sont les jeunes en formation de se familiariser avec le design en en comprenant la démarche et l'intérêt,
- Initier des rencontres entre le monde culturel et artistique et le design en développant des expériences communes. Créer des partenariats avec des centres d'art (comme « La Fenêtre ») sous forme d'expositions, de conférences...
- Mettre en place des événements, des expositions et des actions en direction du grand public, lui permettant de comprendre le design en tant qu'acteur impliqué dans la vie et l'environnement quotidiens de notre société.

Montpellier Métropole Numérique et Indigo d'Oc portent donc une volonté commune de développement du design au service des professionnels et du grand public et souhaitent définir un partenariat.

Indigo d'Oc organisera et conduira « Raconter l'Objet », un cycle d'initiation annuel dont la première édition débutera le 1er octobre 2015.

Ce cycle constitué d'une exposition, d'une conférence, de workshops et d'un catalogue s'articulera autour de 3 objectifs :

- Expliquer au grand public le métier de designer dont le rôle est de concevoir et de dessiner le quotidien, plus fonctionnel, plus esthétique, plus facile à vendre, plus facile à vivre, moins cher à produire,
- Proposer aux entreprises d'intégrer le design dans leur stratégie en leur montrant l'intérêt de ce service, outil accessible de développement économique,
- Montrer aux institutions publiques que le design peut contribuer à une amélioration de la fonctionnalité et de l'esthétique des espaces publics, de la signalétique, de l'environnement et contribuer ainsi à développer la qualité d'une ville, d'une métropole ou d'une région.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation de la subvention de 10 000 € sous réserve de la signature de la convention de partenariat,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de l'exercice 2015, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de partenariat ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

AFFAIRE N°37 : HORS COMMISSION – CONVENTIONS DE PARTENARIATS ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole élabore et met en œuvre des politiques publiques destinées à consolider le tissu des entreprises installées sur son territoire, à l'enrichir par des actions de soutien à leur croissance, mais aussi de prospection au niveau national et international.

Dans cet objectif, Montpellier Méditerranée Métropole mène une politique de soutien à la création, à l'innovation, au développement, à l'implantation et à l'internationalisation des entreprises.

Acteur économique majeur du territoire, la Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale de Montpellier (CCI) soutient le développement de l'économie locale en agissant notamment sur les besoins de l'entreprise et son environnement.

Montpellier Méditerranée Métropole et la Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier souhaitent s'appuyer sur leurs compétences et savoir-faire respectifs pour développer des synergies avec l'ensemble de la sphère économique et favoriser ainsi le développement des entreprises et la création d'emplois sur notre territoire.

Ainsi, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite contribuer pour l'année 2015 au succès de trois événements majeurs initiés par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier, en participant activement à l'organisation et au financement de ces manifestations :

- 1- La journée Visio-commerce II.
- 2- Le Forum du financement 2015.
- 3- Le 16^{ème} Forum de la création d'Entreprise.

1- Convention de partenariat pour la journée Visio-Commerce II entre la Chambre de Commerce et d'Industrie et Montpellier Méditerranée Métropole

Montpellier Méditerranée Métropole et la Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier ont pour objectif commun de soutenir le tissu commercial.

A ce titre, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier a sollicité le concours de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'organisation de l'opération Visio – Commerce II, qui a eu lieu le 10 juin

2015. Cet événement a été l'occasion de promouvoir notre territoire auprès d'une centaine de grandes enseignes non encore installées localement. Pour cet événement, la Chambre de Commerce et d'Industrie sollicite par convention le concours financier de Montpellier Méditerranée Métropole, pour un montant de 10 000 euros.

Les actions de renouvellement urbain portés par la Ville de Montpellier et la Métropole, et qui ont été présentés lors de cette journée à la centaine de grandes enseignes commerciales, constituent une véritable valeur ajoutée pour dynamiser le centre ville et soutenir les activités commerciales : ZAC du Nouveau St Roch, Boulevard du Jeu de Paume, Halles Laissac, Rénovation Gare St Roch, Site Du Guesclin, Parking nouveau St Roch, Bouclage Tram Ligne 4, Musée d'art contemporain... sont autant d'aménagements cohérents en cœur de Ville qui participent à la qualité de vie et à l'attractivité commerciale de la Métropole.

De plus, la visite de l'Ecusson, en présence du Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que la présentation de notre territoire programmée à l'Hôtel de Métropole, ont permis d'explicitier le rôle majeur de la Métropole pour soutenir l'implantation et le développement des activités commerciales sur notre territoire. Aussi, la visite de l'avenue Raymond Dugrand et des opérations « Ode à la mer » ont également constitué des temps forts très appréciés par les acteurs économiques présents lors de cette manifestation.

Les grandes enseignes présentes ont pu ainsi constater que le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, résolument jeune et dynamique, possède des atouts indéniables pour les accueillir.

2- Convention de partenariat pour le forum du financement des entreprises, entre la Chambre de Commerce et d'Industrie et Montpellier Méditerranée Métropole

La Chambre de Commerce et d'Industrie sollicite Montpellier Méditerranée Métropole pour soutenir les dispositifs qui permettent aux dirigeants de favoriser le financement de leurs entreprises.

A ce titre le forum du financement qui a eu lieu le 19 mars 2015, et dont les objectifs sont notamment de favoriser la rencontre entre dirigeants et financeurs, informer les entreprises sur les outils et dispositifs de financement existants, sensibiliser les dirigeants aux conditions d'éligibilité et d'accès aux financements, constitue un événement incontournable pour lequel la Chambre de Commerce et d'Industrie a sollicité, par convention, une participation de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 10 000 euros.

3- Convention de partenariat pour le forum de la création d'entreprise entre la Chambre de Commerce et d'Industrie et Montpellier Méditerranée Métropole

Le 16ème Forum de la création d'entreprises, également initié par la Chambre de Commerce et d'industrie, aura lieu le 02 décembre 2015 au Corum.

Chaque année, ce forum est le lieu de rencontres privilégié des acteurs du développement économiques car il permet de sensibiliser, d'informer et de proposer un accompagnement aux 2000 visiteurs attendus.

Cette manifestation a notamment pour objectif d'inciter à la création d'entreprise, accompagner les porteurs de projets dans leur démarche, faciliter le développement des jeunes entreprises, mais aussi de sensibiliser les jeunes publics à la création d'entreprise, de faciliter les échanges entre porteurs de projets et jeunes entreprises, favoriser l'accès à l'information et aux structures d'appui économique.

A ce titre, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier sollicite, par convention, une participation financière de Montpellier Méditerranée Métropole, à hauteur de 8 500 euros.

Ainsi, par sa participation et son soutien financier à ces trois manifestations initiées par la CCI, Montpellier Méditerranée Métropole confirme son rôle majeur auprès des acteurs économiques pour répondre pleinement aux enjeux essentiels que constituent le développement économique, l'implantation et la création d'entreprises sur son territoire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de partenariat intitulée Forum de la création d'entreprise entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale de Montpellier,
- approuver la convention de partenariat intitulée Forum du Financement entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale de Montpellier,
- approuver la convention de partenariat intitulée Viso-commerce II entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale de Montpellier,
- autoriser le versement d'une subvention d'un montant maximum de 28 500 euros à la Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale de Montpellier,

- dire que les crédits sont inscrits aux budgets de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer ces trois conventions de partenariats avec la Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale de Montpellier ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET

AFFAIRE N°38 : FINANCES – AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2014 - BUDGET PRINCIPAL DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - APPROBATION

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

En application de l'instruction comptable M14 (article L.2311-5 al 1 du CGCT), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2014 du budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2014 se clôture comme suit :

- résultat de fonctionnement à affecter : 90 152 434,34 €
- résultat d'investissement hors reports : - 77 724 118,82 €
- solde des reports d'investissement : 289,51 €
- besoin de financement de la section d'investissement : 77 723 829,31 €

Le résultat à affecter doit couvrir en priorité le besoin de financement de la section d'investissement corrigé des restes à réaliser de cette section en dépenses et en recettes. Ce résultat enregistre l'apurement du compte 1069 par opération d'ordre non budgétaire conformément à la délibération n°12365 du 31 juillet 2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- affecter l'excédent de fonctionnement à la section d'investissement pour un montant de 77 723 829,31 € et à la section de fonctionnement pour un montant de 12 428 605,03 €,
- procéder aux opérations budgétaires suivantes :
001 (dépense): Solde d'exécution de la section d'investissement reporté : - 77 724 118,82 €
1068 (recette): Excédents de fonctionnement capitalisés : 77 723 829,31 €
002 (recette) résultat de fonctionnement reporté : 12 428 605,03 €
- autoriser Monsieur le Président de la Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document se rapportant à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

AFFAIRE N°39 : FINANCES – AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2014 - BUDGET ANNEXE DES SERVICES FUNÉRAIRES DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - APPROBATION

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

En application de l'instruction comptable M4 (article R.2221-48 du CGCT), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2014 du budget annexe des Services Funéraires de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2014 se clôture comme suit :

- résultat de fonctionnement à affecter: 4 778 732,87 €
- résultat d'investissement hors reports : 397 462,22 €
- solde des reports d'investissement : - 13 432,06 €
- excédent de financement de la section d'investissement : 384 030,16 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- affecter l'excédent de fonctionnement à la section de fonctionnement pour un montant de 4 778 732,87 €,
- procéder aux opérations budgétaires suivantes :
001 (recette) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté : 397 462,22 €

002 (recette) : Résultat de fonctionnement reporté : 4 778 732,87 €

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document se rapportant à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

AFFAIRE N°40 : FINANCES – AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2014 - BUDGET ANNEXE DU SERVICE ASSAINISSEMENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - APPROBATION

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

En application de l'instruction comptable M49 (article R.2221-48 du CGCT), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2014 du budget annexe du service assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2014 se clôture comme suit :

- résultat de fonctionnement à affecter : 22 186 655,70 €
- résultat d'investissement hors reports : - 10 662 395,12 €
- solde des reports d'investissement : - 1 717 821,44 €
- besoin de financement de la section d'investissement : 12 380 216,56 €

Le résultat à affecter doit couvrir en priorité le besoin de financement de la section d'investissement corrigé des restes à réaliser de cette section en dépenses et en recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- affecter l'excédent de fonctionnement 2014 à la section d'investissement pour un montant de 12 380 216,56 € et à la section de fonctionnement pour un montant de 9 806 439,14 €,

- procéder aux opérations budgétaires suivantes :

001 (dépense): Solde d'exécution de la section d'investissement reporté : - 10 662 395,12 €

1068 (recette): Excédents de fonctionnement capitalisés : 12 380 216,56 €

002 (recette): Résultat de fonctionnement reporté : 9 806 439,14 €

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document se rapportant à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

AFFAIRE N°41 : FINANCES – AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2014 - BUDGET ANNEXE DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - APPROBATION

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

En application de l'instruction comptable M4 (article R.2221-48 du CGCT), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2014 du budget annexe du service public d'assainissement non collectif de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2014 se clôture comme suit :

- résultat de fonctionnement à affecter: 45 791,58 €
- résultat d'investissement hors reports : 7 862,72 €
- solde des reports d'investissement : - 11 169,94 €
- besoin de financement de la section d'investissement : 3 307,22 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- affecter l'excédent de fonctionnement 2014 à la section d'investissement pour un montant de 3 307,22 € et à la section de fonctionnement pour un montant de 42 484,36 €,

- et de procéder aux opérations budgétaires suivantes :

001 (recette) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté : 7 862,72 €

1068 (recette) : Excédents de fonctionnement capitalisés :3 307,22 €

002 (recette) : Résultat de fonctionnement reporté : 42 484,36 €

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document se rapportant à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET

AFFAIRE N°42 : FINANCES – AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2014 - BUDGET ANNEXE DE L'EAU BRUTE DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - APPROBATION

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

En application de l'instruction comptable M4 (article R.2221-48 du CGCT), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2014 du budget annexe de l'eau brute de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2014 se clôture comme suit :

- résultat de fonctionnement à affecter: 152 699,43 €

- résultat d'investissement hors reports : 8 696,12 €

- solde des reports d'investissement : 00,00 €

- excédent de financement de la section d'investissement : 8 696,12€

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- affecter l'excédent de fonctionnement 2014 à la section de fonctionnement pour un montant de 152 699,43 €,

- et de procéder aux opérations budgétaires suivantes :

001 (recette) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté : 8 696,12 €

002 (recette) : Résultat de fonctionnement reporté : 152 699,43 €

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document se rapportant à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

AFFAIRE N°43 : FINANCES – AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2014 - BUDGET ANNEXE DE L'EAU POTABLE DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - APPROBATION

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

En application de l'instruction comptable M49 (article R.2221-48 du CGCT), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2014 du budget annexe de l'Eau Potable de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2014 se clôture comme suit :

- résultat de fonctionnement à affecter : 4 098 380,18 €

- résultat d'investissement hors reports : - 1 209 697,76 €

- solde des reports d'investissement : - 1 560 068,01 €

- besoin de financement de la section d'investissement : 2 769 765,77 €

Le résultat à affecter doit couvrir en priorité le besoin de financement de la section d'investissement corrigé des restes à réaliser de cette section en dépenses et en recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- affecter l'excédent de fonctionnement 2014 à la section d'investissement pour un montant de 2 769 765,77 € et à la section de fonctionnement pour un montant de 1 328 614,41 €,

- procéder aux opérations budgétaires suivantes :

001 (dépense) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté : - 1 209 697,76 €

1068 (recette) : Excédents de fonctionnement capitalisés : 2 769 765,77

002 (recette) : Résultat de fonctionnement reporté : 1 328 614,41 €

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document se rapportant à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

AFFAIRE N°44 : FINANCES – BUDGET SUPPLÉMENTAIRE 2015 - ADOPTION

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

Depuis le vote du Budget Primitif 2015, adopté le 31 mars 2015, il convient d'ajuster certains crédits et de se prononcer sur des opérations et dotations nouvelles.

Par ailleurs, ce Budget Supplémentaire reprend les reports de crédits de l'exercice 2014 ainsi que l'affectation du résultat constaté au Compte Administratif 2014.

Ce Budget Supplémentaire 2015 se présente de la façon suivante :

I - BUDGET PRINCIPAL

Le Budget Supplémentaire 2015 du Budget Principal s'équilibre à **14 665 571,00 euros en section de fonctionnement** et à **106 353 996,36 euros en section d'investissement**.

La structure de cet équilibre est décrite par les tableaux ci-dessous :

SECTION DE FONCTIONNEMENT DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits reportés	592 833,42	0,00	592 833,42
Crédits nouveaux	1 601 161,50	12 471 576,08	14 072 737,58
dont 930 – Services généraux	177 952,50		177 952,50
dont 931 – Sécurité	45 000,00		
dont 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	1 086 208,00		1 086 208,00
dont 935 – Aménagement des territoires et habitat	266 000,00		266 000,00
dont 936 – Action économique	93 000,00		93 000,00
dont 937 – Environnement	8 801,00		8 801,00
dont 938 – Transports	-283 000,00		-283 000,00
dont 940 – Impositions directes	205 000,00		205 000,00
dont 943 – Opérations financières	2 200,00		2 200,00
dont 953 – Virement à la section d'investissement		12 471 576,08	12 471 576,08
Total général	2 193 994,92	12 471 576,08	14 665 571,00

SECTION DE FONCTIONNEMENT RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté	12 428 605,03	0,00	12 428 605,03
Crédits nouveaux	2 236 965,97	0,00	2 236 965,97
dont 930 – Services généraux	7 572,31		7 572,31
dont 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	34 987,55		34 987,55
dont 936 – Action économique	354 652,11		354 652,11
dont 937 – Environnement	101 160,00		101 160,00
dont 938 – Transports	17 850,00		17 850,00
dont 940 – Impositions directes	1 049 469,00		1 049 469,00
dont 942 – Dotations et participations	670 475,00		670 475,00
dont 943 – Opérations financières	800,00		800,00
Total général	14 665 571,00	0,00	14 665 571,00

SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté	77 724 118,82	0,00	77 724 118,82
Crédits reportés	23 098 743,00	0,00	23 098 743,00
Crédits nouveaux	4 958 970,48	572 164,06	5 531 134,54
dont 900 – Services généraux	3 043 702,48		3 043 702,48
dont 901 – Sécurité	-60 000,00		-60 000,00
dont 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	50 868,00		50 868,00
dont 905 – Aménagement des territoires et habitat	77 000,00		77 000,00
dont 906 – Action économique	2 383 400,00		2 383 400,00
dont 907 – Environnement	-646 000,00		-646 000,00
dont 908 – Transports	-40 000,00		-40 000,00
dont 923 – Dettes et autres opérations financières	150 000,00		150 000,00
dont 925 – Opérations patrimoniales		572 164,06	572 164,06
Total général	105 781 832,30	572 164,06	106 353 996,36

SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits reportés	23 099 032,51	0,00	23 099 032,51
Crédits nouveaux	70 211 223,71	13 043 740,14	83 254 963,85
dont 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	1 415 805,00		1 415 805,00
dont 905 – Aménagement des territoires et habitat	918 109,50		918 109,50
dont 906 – Action économique	2 174 000,00		2 174 000,00
dont 907 – Environnement	573 176,06		573 176,06
dont 908 – Transports	829,80		829,80
dont 922 – Dotations et participations	77 723 829,31		77 723 829,31
dont 923 – Dettes et autres opérations financières	-11 939 525,96		-11 939 525,96
dont 925 – Opérations patrimoniales		572 164,06	572 164,06
dont 951 – Virement de la section de fonctionnement		12 471 576,08	12 471 576,08
dont 954 – Produit des cessions d'immobilisations	-655 000,00		-655 000,00
Total général	93 310 256,22	13 043 740,14	106 353 996,36

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Supplémentaire 2015 du Budget Principal par chapitre en section de fonctionnement et d'investissement,
- confirmer l'octroi de certaines subventions reportées et décider de l'affectation de subventions nouvelles dont l'état est annexé au présent budget, sous réserve de la signature d'une convention avec les structures bénéficiaires,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole de à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

II – BUDGET ANNEXE DES SERVICES FUNERAIRES

Le Budget Supplémentaire 2015 du Budget annexe des services funéraires s'équilibre à **4 778 732,87 euros en section d'exploitation** et à **397 462,22 euros en section d'investissement**.

La structure de cet équilibre est décrite par les tableaux ci-dessous :

SECTION D'EXPLOITATION DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits nouveaux	4 778 732,87	0,00	4 778 732,87
dont 65 – Autres charges de gestion courante	4 000,00		4 000,00
dont 67 – Charges exceptionnelles	4 774 732,87		4 774 732,87
Total général	4 778 732,87	0,00	4 778 732,87

SECTION D'EXPLOITATION RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté	4 778 732,87	0,00	4 778 732,87
Crédits nouveaux	0,00	0,00	0,00
Total général	4 778 732,87	0,00	4 778 732,87

SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits reportés	13 432,06	0,00	13 432,06
Crédits nouveaux	384 030,16	0,00	384 030,16
dont 23 – Immobilisations en cours	384 030,16		384 030,16
Total général	397 462,22	0,00	397 462,22

SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté	397 462,22	0,00	397 462,22
Crédits nouveaux	0,00	0,00	0,00
Total général	397 462,22	0,00	397 462,22

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Supplémentaire 2015 du Budget annexe des Services Funéraires par chapitre en section d'exploitation et d'investissement,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

III – BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT

Le Budget Supplémentaire 2015 du Budget annexe de l'Assainissement s'équilibre à **11 656 439,14 euros en section d'exploitation** et à **10 431 996,56 euros en section d'investissement**.

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

SECTION D'EXPLOITATION DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits nouveaux	6 656 439,14	5 000 000,00	11 656 439,14
dont 011 – Charges à caractère général	4 603 069,14		4 603 069,14
dont 65 – Autres charges de gestion courante	104 770,00		104 770,00
dont 67 – Charges exceptionnelles	1 948 600,00		1 948 600,00
dont 023 – Virement à la section d'investissement		5 000 000,00	5 000 000,00
Total général	6 656 439,14	5 000 000,00	11 656 439,14

SECTION D'EXPLOITATION RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté	9 806 439,14	0,00	9 806 439,14
Crédits nouveaux	1 850 000,00	0,00	1 850 000,00
dont 77 – Produits exceptionnels	1 850 000,00		1 850 000,00
Total général	11 656 439,14	0,00	11 656 439,14

SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté	10 662 395,12	0,00	10 662 395,12
Crédits reportés	1 717 821,44	0,00	1 717 821,44
Crédits nouveaux	-1 948 220,00	0,00	-1 948 220,00
dont 21 – Immobilisations corporelles	-98 220,00		-98 220,00
dont 23 – Immobilisations en cours	-1 850 000,00		-1 850 000,00
Total général	10 431 996,56	0,00	10 431 996,56

SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits nouveaux	5 431 996,56	5 000 000,00	10 431 996,56
dont 10 – Dotations, fonds divers et réserves	12 380 216,56		12 380 216,56
dont 13 – Subvention d'investissement	402 900,00		402 900,00
dont 16 – Emprunts et dettes assimilées	-5 501 120,00		-5 501 120,00
dont 23 – Immobilisations en cours	-1 850 000,00		-1 850 000,00
dont 021 – Virement de la section d'exploitation		5 000 000,00	5 000 000,00
Total général	5 431 996,56	5 000 000,00	10 431 996,56

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Supplémentaire 2015 du Budget annexe de l'assainissement par chapitre en section d'exploitation et d'investissement,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

IV – BUDGET ANNEXE DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Le Budget Supplémentaire 2015 du budget annexe du service public d'assainissement non collectif s'équilibre à **42 484,36 euros en section d'exploitation** et à **11 169,94 euros en section d'investissement**.

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

SECTION D'EXPLOITATION DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits nouveaux	42 484,36	0,00	42 484,36
dont 65 – Autres charges de gestion courante	42 484,36		42 484,36
Total général	42 484,36	0,00	42 484,36

SECTION D'EXPLOITATION RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté	42 484,36	0,00	42 484,36
Crédits nouveaux	0,00	0,00	0,00
Total général	42 484,36	0,00	42 484,36

SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits reportés	11 169,94	0,00	11 169,94
Total général	11 169,94	0,00	11 169,94

SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté	7 862,72	0,00	7 862,72
Crédits nouveaux	3 307,22	0,00	3 307,22
dont 10 – Dotations, fonds divers et réserves	3 307,22		3 307,22
Total général	11 169,94	0,00	11 169,94

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Supplémentaire 2015 du budget annexe du service public d'assainissement non collectif par chapitre en section d'exploitation et d'investissement,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

V – BUDGET ANNEXE DE L'EAU BRUTE

Le Budget Supplémentaire 2015 du budget annexe de l'eau brute s'équilibre à **152 699,43 euros en section d'exploitation** et à **8 696,12 euros en section d'investissement**.

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

SECTION D'EXPLOITATION DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits nouveaux	152 699,43	0,00	152 699,43
dont 65 – Autres charges de gestion courante	144 699,43		144 699,43
dont 67 – Charges exceptionnelles	8 000,00		8 000,00

Total général	152 699,43	0,00	152 699,43
SECTION D'EXPLOITATION RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté	152 699,43	0,00	152 699,43
Crédits nouveaux	0,00	0,00	0,00
Total général	152 699,43	0,00	152 699,43

SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits nouveaux	8 696,12	0,00	8 696,12
dont 21 – Immobilisations corporelles	8 696,12		8 696,12
Total général	8 696,12	0,00	8 696,12

SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté	8 696,12		8 696,12
Crédits nouveaux	0,00	0,00	0,00
Total général	8 696,12	0,00	8 696,12

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Supplémentaire 2015 du budget annexe de l'eau brute par chapitre en section d'exploitation et d'investissement,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

VI – BUDGET ANNEXE DE L'EAU POTABLE

Le Budget Supplémentaire 2015 du budget annexe de l'eau potable s'équilibre à **1 328 614,41 euros en section d'exploitation** et à **1 500 455,18 euros en section d'investissement**.

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

SECTION D'EXPLOITATION DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits nouveaux	2 522 310,00	-1 193 695,59	1 328 614,41
dont 011 – Charges à caractère général	-298 820,00		-298 820,00
dont 65 – Autres charges de gestion courante	5 430,00		5 430,00
dont 67 – Charges exceptionnelles	2 815 700,00		2 815 700,00
dont 023 – Virement à la section d'investissement		-1 193 695,59	-1 193 695,59
Total général	2 522 310,00	-1 193 695,59	1 328 614,41

SECTION D'EXPLOITATION RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté	1 328 614,41	0,00	1 328 614,41
Crédits nouveaux	0,00	0,00	0,00
Total général	1 328 614,41	0,00	1 328 614,41

SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté	1 209 697,76	0,00	1 209 697,76
Crédits reportés	1 560 068,01	0,00	1 560 068,01
Crédits nouveaux	-1 381 940,59	112 630,00	-1 269 310,59
dont 13 – Subventions d'investissement	-300 875,00		-300 875,00
dont 20 – Immobilisations incorporelles	230 000,00		230 000,00
dont 21 – Immobilisations corporelles	-1 472 000,00		-1 472 000,00
dont 23 – Immobilisations en cours	160 934,41		160 934,41
dont 041 - Opérations patrimoniales		112 630,00	112 630,00
Total général	1 387 825,18	112 630,00	1 500 455,18

SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits nouveaux	2 581 520,77	-1 081 065,59	1 500 455,18
dont 10 – Dotations, fonds divers et réserves	2 769 765,77		2 769 765,77
dont 13 – Subventions d'investissement	-300 875,00		-300 875,00
dont 27 – Autres immobilisations financières	112 630,00		112 630,00
dont 021 – Virement de la section d'exploitation		-1 193 695,59	-1 193 695,59
dont 041 - Opérations patrimoniales		112 630,00	112 630,00
Total général	2 581 520,77	-1 081 065,59	1 500 455,18

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Supplémentaire 2015 du budget annexe de l'eau potable par chapitre en section d'exploitation et d'investissement,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

VII – BUDGET ANNEXE TRANSPORT

Le Budget Supplémentaire 2015 du budget annexe transport s'équilibre à **998 777,15 euros en section d'exploitation** et à **750 359,54 euros en section d'investissement**.

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

SECTION D'EXPLOITATION DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits reportés	346 918,32	0,00	346 918,32
Crédits nouveaux	-1 830 000,00	2 481 858,83	651 858,83
dont 014 – Atténuations de produits	170 000,00		170 000,00
dont 65 – Autres charges de gestion courante	-2 000 000,00		-2 000 000,00
dont 023 – Virement à la section d'investissement		2 481 858,83	2 481 858,83
Total général	-1 483 081,68	2 481 858,83	998 777,15

SECTION D'EXPLOITATION RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits nouveaux	998 777,15	0,00	998 777,15
dont 75 – Autres produits de gestion courante	998 777,15		998 777,15
Total général	998 777,15	0,00	998 777,15

SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits reportés	1 072 759,54	0,00	1 072 759,54
Crédits nouveaux	2 600,00	-325 000,00	-322 400,00
dont 20 – Immobilisations incorporelles	-30 000,00		-30 000,00
dont 21 – Immobilisations corporelles	50 000,00		50 000,00
dont 23 – Immobilisations en cours	-17 400,00		-17 400,00
dont 041 - Opérations patrimoniales		-325 000,00	-325 000,00
Total général	1 075 359,54	-325 000,00	750 359,54

SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté	7 165,10	0,00	7 165,10
Crédits nouveaux	-1 413 664,39	2 156 858,83	743 194,44
dont 13 – Subventions d'investissement	-82 241,00		-82 241,00
dont 16 – Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	-1 503 749,58		-1 503 749,58
dont 23 – Immobilisations en cours	297 326,19		297 326,19
dont 27 – Autres immobilisations financières	-125 000,00		-125 000,00
dont 021 – Virement de la section d'exploitation		2 481 858,83	2 481 858,83
dont 041 - Opérations patrimoniales		-325 000,00	-325 000,00
Total général	-1 406 499,29	2 156 858,83	750 359,54

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Supplémentaire 2015 du budget annexe transport par chapitre en section d'exploitation et d'investissement,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document se rapportant à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre et une abstention).

Ont voté contre : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

Se sont abstenus : M. H. MARTIN.

AFFAIRE N°45 : FINANCES – AFFECTATION DES SUBVENTIONS 2015 - ADOPTION

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

Dans le cadre du Budget Supplémentaire 2015, il est proposé l'affectation des subventions de fonctionnement et d'investissement nouvelles ainsi que l'annulation d'une subvention telles que décrites dans les tableaux ci-dessous :

FONCTIONNEMENT		
Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant
6574	COMITE D'ACTION SOCIALE, SPORTIVE ET CULTURELLE (CASSC)	23 750
	AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE (ALE)	5 000
	COMITE REGIONAL OLYMPIQUE ET SPORTIF (CROS LR)	7 000
	MONTPELLIER AGGLOMERATION VOLLEY UC (MAVUC)	427 500
	MONTPELLIER GRS	20 000
	ASSOCIATION SPORTIVE AUTOMOBILE DE L'HERAULT (ASA HERAULT) CRITERIUM DES CEVENNES	10 000
	RUGBY CLUB VILLENEUVE LES MAGUELONE (RCVM) FONDS SPECIAL SPORTS	1 500
	BASIC BMX FONDS SPECIAL SPORTS	1 000
	POLE NATIONAL DES ARTS DU CIRQUE LANGUEDOC ROUSSILLON METROPOLE EN FETE	43 000
	BALTHAZAR METROPOLE EN FETE	18 400
	ZEPETRA METROPOLE EN FETE	5 000
	KEROZEN ET GAZOLINE METROPOLE EN FETE	4 000
	FONDS SPECIAL CULTURE FONCTIONNEMENT	9 000
	DIGITAL WEEK	5 000
	SWING GUM ENFANCE	5 000

FONCTIONNEMENT		
Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant
6574	FEDERATION NATIONALE DES PECHEURS PLAISANCIERS ET SPORTIFS DE FRANCE (FNPPSF) ANNULATION DU CONGRES	15 000

INVESTISSEMENT		
Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant
20421	FONDS SPECIAL CULTURE INVESTISSEMENT	25 000
204132	CONSEIL GENERAL DE L'HERAULT ECOPARC FABREGUES	243 400

Par ailleurs, il est également proposé au Conseil de Métropole de modifier l'affectation de crédit attribué dans le cadre du Projet d'Intérêt Commun suivant :

- 26 900 euros accordés à la Commune de Murviel-lès-Montpellier par délibération n°10531 du 20 décembre 2011 pour « l'aménagement de la voie reliant le coeur du village au site archéologique du Castellans (Phase 2) » sont affectés au projet « d'aménagement d'un espace public - Création de jardins partagés » ;

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'octroi des subventions de fonctionnement et des subventions d'équipement ainsi que la désaffectation d'une subvention telles que décrites dans les tableaux ci-dessus et dire que les subventions seront versées sous réserve de la signature d'une convention d'attribution à intervenir avec les structures bénéficiaires,
- approuver la modification d'affectation relative au Projet d'Intérêt Commun susmentionné (Commune de Murviel-lès-Montpellier),
- dire que le projet retenu relève de la compétence de la Commune et dépassent manifestement l'intérêt communal,
- dire que le versement de ce fonds de concours au titre du Projet d'Intérêt Commun sus indiqué est conditionné à la signature d'un avenant à la convention à intervenir entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Murviel-lès-Montpellier,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre et une abstention).

Ont voté contre : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

Se sont abstenus : M. H. MARTIN.

AFFAIRE N°46 : GESTION DES TEMPS, ACCESSIBILITÉ, HANDICAP ET AUTONOMIE – BÂTIMENTS SPORTIFS ET CULTURELS - MISE AUX NORMES ACCESSIBILITÉ DES ÉTABLISSEMENTS - AGENDA D'ACCESSIBILITÉ PROGRAMMÉ - APPROBATION

Mme R. ILLAIRE, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Gestion des temps, accessibilité, handicap et autonomie, rapporte :

Considérant que l'accessibilité est une condition primordiale pour permettre à tous d'exercer les actes de la vie quotidienne et de participer à la vie sociale, la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, a posé le principe d'une accessibilité généralisée, quel que soit le type de handicap (physique, sensoriel, mental, psychique, cognitif, polyhandicap), avec une mise aux normes fixée au 1^{er} janvier 2015.

L'ensemble de la chaîne du déplacement, qui comprend le cadre bâti, la voirie, les aménagements des espaces publics, les systèmes de transport et leur intermodalité, est concernée, et doit en conséquence être organisée pour permettre son accessibilité aux personnes handicapées ou à mobilité réduite.

La mise en accessibilité de cette chaîne relève d'une stratégie globale d'accessibilité, que Montpellier Méditerranée Métropole a défini concernant les équipements relevant de ses compétences « historiques », mais qui, compte tenu notamment du transfert de la voirie intervenu en janvier 2015, a vocation à être développée et précisée au fur et à mesure des réflexions qui sont d'ores et déjà engagées sur les liens et interactions entre patrimoine bâti, voirie et transports.

Compte tenu de l'ampleur des travaux que suppose la mise en accessibilité globale de cette chaîne, l'ordonnance du 26 septembre 2014 a défini un premier report de cette échéance et fait désormais obligation à tout propriétaire ou exploitant d'un Etablissement Recevant du Public (ERP) ne répondant pas aux exigences d'accessibilité prévues à l'article L111-7-3 du Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) au 31 décembre 2014, d'élaborer un Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP) avant le 27 septembre 2015 prévu à l'article L.111-7-5 du CCH. Ces Ad'AP permettent de proroger la date de mise en accessibilité de 3, 6 ou 9 ans en fonction des contraintes techniques et financières rencontrées.

Dans ce cadre, compte tenu de l'importance, de la complexité et de la diversité du patrimoine bâti de Montpellier Méditerranée Métropole, composé pour partie de bâtiments historiques, de bâtiments classés, de bâtiments implantés dans des secteurs sauvegardés, de bâtiments à très grande capacité d'accueil et de la nécessaire planification des travaux sur plusieurs années, il est proposé d'autoriser la demande d'approbation d'agendas d'accessibilité programmée pour les équipements suivants :

I. Les établissements sportifs de la Métropole :

- Piscine Suzanne BERLIOUX, 34000 Montpellier
- Piscine Alfred NAKACHE, 34000 Montpellier
- Piscine Marcel SPILLIAERT, 34000 Montpellier
- Piscine Jean VIVES, 34000 Montpellier
- Piscine AMPHITRITE, 34430 Saint Jean de Vedas
- Piscine Alex JANY, 34830 Jacou
- Piscine POSEIDON, 34660 Cournontérral
- Complexe Jules RIMET, 34160 Sussargues.
- Stade Yves du Manoir, 34000 Montpellier
- Stade de la Mosson et gymnase Lou Clapas, 34000 Montpellier
- Piscine Olympique Antigone, 34000 Montpellier
- Espace Pitot, 34000 Montpellier
- Piscine Jean Taris, 34000 Montpellier
- Centre Nautique Neptune, 34000 Montpellier
- Piscine Christine Caron, 34170 Castelnau-le-Lez
- Patinoire Végapolis, Quartier Odysseum, 34935 Montpellier
- Palais des Sports René Bougnol, 34000 Montpellier
- Club House Jean Paul Lacombe, 34000 Montpellier
- Base Canoë-Kayak La Valette, 34000 Montpellier.

Concernant les bâtiments sportifs, un diagnostic de l'existant est en cours et les travaux nécessaires à la mise en conformité seront soumis pour accord préalable à la Commission Départementale d'Accessibilité.

II. Les établissements culturels de la Métropole :

- Médiathèque E.Zola, 34000 Montpellier
- Médiathèque La Gare, 34570 Pignan
- Médiathèque J.J Rousseau, 34080 Montpellier
- Médiathèque F.Fellini, 34000 Montpellier
- Médiathèque W.Shakespeare, 34080 Montpellier
- Médiathèque V.Hugo, 34000 Montpellier
- Médiathèque F.Giroud, 34160 Castries
- Médiathèque G.Lorca, 34070 Montpellier
- Médiathèque J.De La Fontaine, 34880 Lavèrune
- Médiathèque G.Sand, 34750, Villeneuve-lès-Maguelone
- Opéra Comédie, 34000 Montpellier
- Agora, 34000 Montpellier
- Ecolothèque, 34430 Saint Jean de Védas

- Salle Victoire2, 34430 Saint Jean de Védas
- Studio de répétition Victoire2, 34430 Saint Jean de Védas
- Planétarium, 34000 Montpellier
- Aquarium, 34000 Montpellier
- Corum, 34000 Montpellier
- Théâtre des Treize Vents, 34965 Montpellier
- Zénith, 34000 Montpellier
- Conservatoire à Rayonnement Régional, site de Candolle, 34000 Montpellier
- ENSAD, 34000 Montpellier
- Conservatoire à Rayonnement Régional, site de St Anne, 34000 Montpellier
- Musée Fabre, 34000 Montpellier
- Musée H.Prades, 34970 Pérols
- Ecole des beaux-arts (ESBAMA), 34000 Montpellier

III. Autres établissements de la Métropole :

- Centre Funéraire de Grammont, 34000 Montpellier

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la mise en œuvre d'agendas d'accessibilité programmée et la planification des travaux pour les établissements sportifs et culturels de la Métropole susmentionnées,
- approuver les demandes de subventions aux taux les plus élevés possibles auprès des partenaires de la Métropole et notamment du Centre National pour le Développement du Sport (CNDS),
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document découlant de cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°47 : RESSOURCES HUMAINES – MISE À JOUR DES CONCESSIONS DE LOGEMENT - LISTE ET MODALITÉS D'ATTRIBUTION - APPROBATION

M. P. BONNAL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

Lors du Comité Technique Paritaire du 19 septembre 2013, et conformément aux dispositions du décret n°2013-651 du 19 juillet 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier avait acté la prolongation de la période transitoire (jusqu'au 1er septembre 2015 au lieu du 1er septembre 2013) prévue par l'article 9 du décret n° 2012-752 du 9 mai 2012 pour l'application de la réforme du régime des concessions de logement.

Les concessions de logement seront désormais attribuées à titre gratuit pour nécessité absolue de service ou moyennant le paiement d'une redevance dans le cadre d'une convention d'occupation précaire avec astreinte. La présente délibération a pour objet d'établir les conditions de mise en œuvre de ce décret et d'actualiser la liste des emplois ouvrant droits à concessions de logement.

1/ Liste des emplois ouvrant droit à une concession de logement

Conformément à l'article 21 de la loi n°90-1067 du 28 novembre 1990, l'assemblée délibérante fixe la liste des emplois pour lesquels un logement de fonction peut être attribué gratuitement ou moyennant une redevance.

La liste des emplois bénéficiant d'un logement pour nécessité absolue de service, notamment pour des raisons de sûreté, sécurité ou responsabilité, est établie comme suit :

- le concierge du domaine Bonnier de la Mosson,
- le concierge du Palais des Sports René Bougnol,
- le concierge de la Médiathèque Jean-Jacques Rousseau,
- le concierge du Conservatoire à Rayonnement Régional affecté au bâtiment de Candolle,
- le concierge de l'Ecolothèque de Saint Jean de Védas,
- le concierge du Musée archéologique de Lattes,
- le concierge du domaine de la Providence,
- le concierge du domaine de la Pompignane

La liste des emplois bénéficiant d'une convention d'occupation précaire avec astreinte est établie comme suit :

Néant

2/ Modalités de paiement des fluides

Le décret n°2012-752 du 9 mai 2012 met notamment fin à la gratuité des avantages accessoires (eau, gaz, électricité, chauffage). Une réponse à une question parlementaire (n°39435 - JO du 4 mars 2014) précise qu'afin de mettre en œuvre ces dispositions dans les logements ne bénéficiant pas de compteurs individuels, il appartient à l'organe délibérant d'apprécier le mode de répartition qu'il souhaite mettre en place.

A défaut de compteur individuel permettant le paiement direct de l'agent à l'opérateur, les modes de calcul proposés sont les suivants :

- Chauffage / gaz / électricité : la direction des Moyens Généraux et des Bâtiments se base sur les données de l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) établissant la consommation moyenne des ménages en kwh/m². Cette consommation moyenne est ensuite multipliée par le coût de kwh payé par Montpellier Méditerranée Métropole l'année N-1 (en €TTC/kwh). Le forfait payé par l'agent résulte de la multiplication de cette facture moyenne au m² par le nombre de m² du logement occupé. A titre indicatif, cette facture moyenne est pour 2015 de 9.86€TTC/m²/an pour le chauffage et de 3.78€TTC/m²/an pour l'électricité.
- Eau : les données nationale d'eau France, service public d'information sur l'eau fixent la consommation annuelle par personne à 50 m³. Cette consommation moyenne est ensuite multipliée par le prix du m³ d'eau. A titre indicatif à Montpellier, le prix de l'eau en 2015 est de 3,49 € TTC/m³ (abonnement annuel jusqu'à 120 m³ inclus).

3/ Baux locatifs

Au-delà des dispositifs du décret n°2012-752 du 9 mai 2012, la collectivité conserve la possibilité de concéder des baux locatifs dans les conditions fixées par l'article R2222-4-1 du Code général de la propriété des personnes publiques.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- abroger la délibération n°8985 du 3 juillet 2009 ;
- modifier, la liste des emplois bénéficiant d'un logement de fonction comme indiqué ci-dessus ;
- adopter les dispositions ci-dessus présentées ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°48 : RESSOURCES HUMAINES – RÉGIME INDEMNITAIRE DE LA FILIÈRE ARTISTIQUE - MODIFICATION

M. P. BONNAL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

Par sa délibération n°11123 du 8 octobre 2012, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole, a instauré la prime de fonctions et de résultats et procédé à une refonte du régime indemnitaire par l'introduction d'une part fonctions et d'une part résultats. Le régime indemnitaire des cadres d'emplois des Directeurs d'enseignement artistique, des Professeurs d'enseignement artistique et des Assistants d'enseignement artistique est précisé en annexe de cette délibération.

Remplacement du régime indemnitaire de responsabilités et de sujétion spéciale des Directeurs d'enseignement artistique

Le décret n°2012-933 du 1^{er} août 2012, relatif à l'indemnité de fonctions, de responsabilités et de résultats des personnels de direction des établissements d'enseignement artistique a abrogé les dispositifs existants. Ceux-ci ont été maintenus dans l'attente d'une nouvelle délibération en application de l'article 88 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et doivent aujourd'hui être modifiés, conformément à la nouvelle réglementation. Il est donc proposé de remplacer le régime indemnitaire établi par la délibération n°11123 précitée.

La part dite « fonction » de l'indemnité de fonctions, de responsabilités et de résultats des directeurs d'enseignement artistique tient compte des responsabilités et des sujétions. Elle est versée mensuellement selon un montant annuel fixé par arrêté et pourra inclure un complément fonctionnel selon les conditions d'attribution établies par le décret pour les chefs d'établissements chargés de la direction administrative et pédagogique. Pour l'attribution de ce complément fonctionnel, les établissements territoriaux d'enseignement artistique sont assimilés à des établissements de l'éducation nationale de 1^{ère}, 2^{ème} et 3^{ème} catégorie.

La part dite « résultat » de l'indemnité de fonctions, de responsabilités et de résultats des directeurs

d'enseignement artistique, est déterminée en fonction des résultats de l'entretien professionnel. Elle est versée dans le cadre de la part complémentaire du régime indemnitaire instaurée par la délibération n°11123 précitée, ainsi que par application d'un coefficient au montant triennal de référence déterminé par arrêté.

Instauration en complément du régime indemnitaire des Professeurs et Assistants d'enseignement artistique d'indemnités et primes relatives aux heures supplémentaires d'enseignement

Les décrets n°50-1253 du 6 octobre 1950 modifié et n°2008-927 du 12 septembre 2008 ont instauré pour les cadres d'emplois de la filière artistique des indemnités d'heures supplémentaires d'enseignement artistique et une prime spéciale en cas de réalisation d'au moins trois heures supplémentaires régulières d'enseignement. Il est proposé d'ajouter ces dispositifs au régime indemnitaire établi par la délibération n°11123 précitée et de les substituer aux « heures années » pratiquées par la collectivité.

L'attribution des indemnités, sur la base des heures supplémentaires régulières d'enseignement artistique effectuées, et, au-delà de 3 heures régulières, de la prime seront arrêtés chaque année scolaire pour les agents concernés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter les modifications du Régime Indemnitaire telles que décrites ci dessus,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

AFFAIRE N°49 : RESSOURCES HUMAINES – MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS

M. P. BONNAL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

I- Créations de postes :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il est nécessaire de créer au tableau des effectifs le poste mentionné dans **l'annexe 1** ci-jointe, après avis du Comité Technique du 21 juillet 2015.

Pour l'emploi de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

II- Transformations de postes :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à des ajustements de postes au moyen de créations et de suppressions mentionnées en **annexe 2** ci-jointe, après avis du Comité Technique du 21 juillet 2015.

Pour l'emploi de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

III- Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à des ajustements de postes au moyen de créations et de suppressions mentionnées en **annexe 3** ci-jointe, après avis du Comité Technique du 21 juillet 2015.

IV- Confirmations de postes :

a/ Par délibération n°12345 du 19 juin 2014, le poste d'attaché de presse qui relève du cadre d'emplois des attachés territoriaux (n° du poste : 2004-050) a été confirmé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction du cabinet.

- nature des fonctions : rédiger des communiqués et dossiers de presse, organiser des conférences, assurer le suivi des déplacements et reportages initiés par la Métropole, mise à jour du fichier presse et du press book,

- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine de la presse écrite et connaissance de la presse des collectivités locales,
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux,
- motif : compte tenu de la nécessité d'assurer des opérations de communication auprès des administrés sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, ce poste ne peut rester vacant,
- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3 alinéa 5 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

b/ Par délibération n°11121 du 08 octobre 2012, le poste de responsable du pôle d'information aux citoyens qui relève du cadre d'emplois des attachés territoriaux (n° du poste : 2012-030) a été créé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction de la communication.

- nature des fonctions : encadrer et coordonner les pôles web et photo ; assurer la coordination éditoriale transversale entre les différents pôles de production éditoriale ; être renfort de production pour le pôle magazine et édition ; assurer la relecture des supports de service de presse
- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine de la communication et connaissance de la presse des collectivités locales,
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux,
- motif : compte tenu de la nécessité d'assurer des opérations de communication auprès des administrés sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, ce poste ne peut rester vacant,
- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3 alinéa 5 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

c/ Par délibération n°9618 du 23 juin 2010, le poste de chargé de mission événementiel qui relève du cadre d'emplois des attachés territoriaux (n° du poste : 2010-055) a été créé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction de la communication.

- nature des fonctions : Gérer les événements ou manifestations ; élaborer le budget estimatif de l'opération ; préparer le brief initial et le communiquer aux prestataires assurer la conformité des propositions faites et leur bonne mise en œuvre ; coordonner le travail des intervenants, externes et internes ; assurer la gestion logistique durant la manifestation ou l'évènement et son évaluation à son issue.
- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'un diplôme BAC+ 4 et d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine de la communication et de la conduite de projet.
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux,
- motif : compte tenu de la nécessité d'assurer des opérations de communication auprès des administrés sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, ce poste ne peut rester vacant,
- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3 alinéa 5 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier le tableau des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole en tenant compte des créations, des transformations, des mises en conformité et confirmations de postes ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole Budget Principal, chapitre 930, 931, 933, 935, 936, 937 et 938 et les budgets annexes ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

AFFAIRE N°50 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES – OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC PAR PYLÔNES, SUPPORT D'ANTENNES RELAIS DE TÉLÉCOMMUNICATION - CONVENTIONS-TYPES ET REDEVANCES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. GUIRAUD, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, rapporte :

Par délibération n°6982 du 25 avril 2006, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole le 1^{er} janvier 2015, avait approuvé la mise en place de conventions-types d'occupation du domaine public pour l'implantation de relais de téléphonie mobile sur les immeubles propriétés de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Cette délibération fixait également les redevances annuelles d'occupation et leurs modalités d'actualisation.

Montpellier Méditerranée Métropole étant sollicitée pour l'implantation de pylônes-support d'antennes-relais de téléphonie mobile, il convient de proposer aux opérateurs une convention type spécifique à cette opération et d'en définir le contenu et la durée.

L'opérateur aura à sa charge l'ensemble des démarches administratives et des travaux nécessaires à l'installation, au raccordement électrique et à la sécurisation de ses équipements.

En matière d'autorisations d'urbanisme, trois catégories d'antenne sont à distinguer :

- Installations non soumises à permis de construire, ni à déclaration de travaux : poteaux et pylônes d'une hauteur inférieure ou égale à 12 mètres au-dessus du sol ; antennes dont aucune dimension n'excède 4 mètres ; dans le cas où l'antenne comporte un réflecteur, lorsqu'aucune dimension de ce dernier n'excède 1 mètre,
- Installations soumises à déclaration de travaux : ouvrages techniques dont la surface hors œuvre brute ne dépasse pas 100 m² ; poteaux et pylônes de plus de 12 mètres ; antennes dont la dimension excède 4 mètres,
- Installations soumises à permis de construire : les pylônes servant de support pour les relais de téléphonie mobile, lorsque les pylônes sont accompagnés de l'implantation de bâtiment créant une surface de plancher nouvelle sur un terrain ne supportant pas de bâtiment ou créant une surface hors œuvre brute supérieure à 20 m², sur un terrain supportant déjà un bâtiment ; les travaux envisagés sur un immeuble inscrit à l'inventaire supplémentaire des bâtiments historiques ; les ouvrages techniques dont la surface hors œuvre brute dépasse 100 m².

Les montants des redevances annuelles d'occupation sont établis comme suit :

Poteaux / Pylônes

- Poteaux, pylônes d'une hauteur inférieure ou égale à 12 m = 2 500 €
- Poteaux, pylônes d'une hauteur supérieure à 12m = 4 000 €

Surface au sol occupée :

- jusqu'à 12 m² (l'ensemble) 8 660 euros ;
- entre 12 et 16 m² (l'ensemble) 11 330 euros ;
- entre 16 et 20 m² (l'ensemble) 14 000 euros ;
- m² supplémentaire (l'unité) 640 euros.

Antennes radioélectriques :

- antenne panneau (l'unité) 640 euros ;
- antenne cierge (l'unité) 440 euros ;
- antenne indoor (l'unité) 220 euros.

Antennes de faisceau hertzien (F.H.) :

- antenne F.H. diamètre maximum 90 cm (l'unité) 4 960 euros ;
- antenne F.H. diamètre supérieur à 90 cm (l'unité) 7 640 euros.

Les tarifs des surfaces au sol et antennes sont ceux approuvés par le Conseil du 25 avril 2006. Ils évoluent au 1^{er} janvier de chaque année selon la variation de l'indice INSEE du coût de la construction dont l'indice de référence est la valeur du 3^{ème} trimestre 2014 : 1627.

Les conventions sont signées pour une durée initiale de dix ans, renouvelable de manière expresse, par décision, par période de cinq ans maximum 4 fois.

L'opérateur est autorisé à sous-louer une partie du pylône et de l'espace au sol à un autre opérateur de téléphonie mobile, sous réserve d'en avoir avisé au préalable Montpellier Méditerranée Métropole. Il aura à sa charge de facturer l'emplacement à ce nouvel opérateur et devra verser à la Métropole le montant de la redevance correspondant au matériel supplémentaire installé et au tarif défini par la présente délibération. Ces dispositions seront actées par voie d'avenant à la convention initiale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les conventions types entre les opérateurs et Montpellier Méditerranée Métropole,
- approuver les redevances correspondantes,
- dire que les recettes sont inscrites au budget de la Métropole chapitre 930,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer ces conventions avec les opérateurs de réseaux téléphoniques, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

AFFAIRE N°51 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES – MARCHÉ N°4025MG15 DE PRESTATION DE TÉLÉSURVEILLANCE ET INTERVENTIONS DE SÛRETÉ ET SÉCURITÉ DES ÉQUIPEMENTS DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE (PC EMILE ZOLA) - AUTORISATION DE LANCER LA CONSULTATION ET DE SIGNER LES MARCHÉS

Mme I. GUIRAUD, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole, gère dans le cadre de ses compétences, de nombreux équipements recevant du public, pour lesquels des prestations de télésurveillance et interventions de sûreté et sécurité incendie ainsi qu'un contrôle des accès imposant des procédures spécifiques doivent être assurées par une société spécialisée.

Ces prestations concernent la télésurveillance basée au PC de sécurité de la Médiathèque Emile Zola, et les interventions de sécurité suivantes :

- la télésurveillance pendant et hors des horaires d'ouverture des sites au travers des équipements d'alarmes raccordées.
- la surveillance et les interventions de sécurité sur site pendant et hors des heures d'ouverture au public.
- les interventions en cas de déclenchement sur le site distant et de remontée au niveau du PC sécurité d'une alarme intrusion, incendie ou technique.

Le marché à venir concernera l'ensemble des équipements nécessaires à l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole non raccordés à un PC sécurité autonome.

Le titulaire assurera une télésurveillance et les interventions de sécurité à partir du poste central de sécurité de la Médiathèque Centrale Emile Zola à Montpellier pour ces équipements.

De plus, le titulaire assurera les permanences d'agents qualifiés SSIAP 2 pour la sécurité incendie et d'agents de sécurité pour la sécurité des personnes, selon des horaires spécifiques en fonction de l'ouverture ou la fermeture de la Médiathèque.

De même, pour la Piscine Olympique Antigone, le titulaire assurera la présence d'un agent qualifié sécurité incendie durant les heures d'ouverture.

Le marché actuel arrive à échéance en juin 2016, il est donc nécessaire de lancer une consultation sous forme de procédure adaptée restreinte auprès d'entreprises spécialisées dans les domaines de la sécurité incendie et de la sûreté.

Ce marché sera un marché fractionné à bons de commande, en application des dispositions des articles 30 et 77 du Code des marchés publics.

Il sera conclu pour une durée d'un an à compter de sa notification. Il pourra être reconduit par périodes successives de 1 an, pour une durée maximale de 4 ans.

Le montant annuel des prestations est estimé à 1 015 000€ HT./an, soit un montant estimatif de 4 060 000€ HT pour la durée totale du marché.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser avant l'engagement de la procédure de passation, conformément à l'article L 2121-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à souscrire le marché, tel que défini ci-dessus, avec le candidat retenu par la Commission d'appel d'offres, à l'issue de la procédure de consultation et à le signer,
- dire que les crédits seront inscrits au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à l'exécution de ce marché, y compris son éventuelle résiliation.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°52 : ENERGIE ET TRANSITION ÉNERGÉTIQUE – FOURNITURE DE GAZ NATUREL POUR LES SITES DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - MARCHÉS SUBSÉQUENTS LOTS N°1 ET 2 - AUTORISATION DE LANCER LA CONSULTATION ET DE SIGNER LES MARCHÉS

Mme T. DASYLVA, Présidente Suppléante de la Commission Energie et Transitoir énergétique, rapporte :

Par délibération n°11850 du 24 septembre 2013, le conseil a approuvé la signature de l'accord-cadre n°3469MG13 relatif à la fourniture de gaz naturel pour les sites de la Montpellier Méditerranée Métropole

Cet accord cadre est constitué de deux lots sans minimum et maximum. :

	Montant estimatif annuel de fourniture en € H.T
Lot n°1 : Sites existants	1 000 000
Lot n°2 : Sites ouverts en cours d'accord-cadre	150 000

Les entreprises Antargaz, Electricité de France et Gaz de Bordeaux ont été retenues pour le lot 1 ;

Les entreprises Antargaz, Electricité de France et Gaz de Bordeaux ont été retenues pour le lot 2 ;

Le premier marché subséquent du lot 1, n°3481MG13 concernant la fourniture de gaz naturel pour les sites existants, arrive à échéance le 31 décembre 2015.

Une nouvelle consultation doit donc être lancée à l'automne pour l'attribution d'un nouveau marché subséquent n°4003MG15 concernant la fourniture de gaz naturel pour les sites existants de Montpellier Méditerranée Métropole. Le montant est estimé à 2 000 000 € H.T. pour la durée du marché, qui couvre la période du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2017.

En ce qui concerne le lot 2, la fourniture de gaz pour les sites en cours de construction, de transfert ou à venir, des consultations pour l'attribution de marchés subséquents seront réalisées au fur et à mesure des besoins et dans la limite de l'accord-cadre.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement de la consultation;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Métropole aux chapitres concernés ;
- autoriser Monsieur le Président, à signer tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à son exécution, y compris son éventuelle résiliation.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°53 : CULTURE – MUSÉE FABRE - CONVENTION DE CO-PRODUCTION D'EXPOSITION AVEC LE CLEVELAND MUSEUM OF ART - AUTORISATION DE SIGNATURE
M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Dans le cadre du réseau FRAME, organisme de coopération franco-américain entre 26 musées français et américains, le Cleveland Museum of Art a conçu et créé une exposition intitulée *Senufo : Art and identity in West Africa*. Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole souhaite présenter cette exposition, du 28 novembre 2015 au 6 mars 2016.

Dans cette perspective, il est proposé de conclure une convention de partenariat avec le Cleveland Museum of Art, qui définit les responsabilités, obligations et prérogatives de chacune des parties sur l'événement, et particulièrement sur son financement, son organisation et ses droits intellectuels.

Répartition des responsabilités

L'exposition a été conçue par le Cleveland Museum of Art qui à ce titre en porte l'entière responsabilité scientifique en la personne du commissaire Constantine Petridis, conservateur des arts africains au Cleveland Museum of Art.

La liste d'œuvres est élaborée par le Cleveland Museum of Art, qui assume les négociations de prêt. Le musée Fabre pourra ajouter des œuvres pour sa seule étape, sous réserve de l'approbation du commissaire et à ses frais exclusifs.

Le musée Fabre assumera la responsabilité et le financement de la conception et la réalisation de la muséographie et de la communication, la recherche de mécénats, les événements protocolaires. La recherche de mécénat et la réalisation des outils de médiation se fera en concertation avec le Cleveland Museum of Art.

Le Cleveland Museum of Art organisera, en concertation avec les équipes du musée Fabre, les opérations de manutention et de transport des œuvres. Il sollicitera à ce titre les transporteurs selon les normes américaines en vigueur. Il est à noter que parallèlement à cette convention, un marché à procédure adaptée sera lancé dans le cadre de cette exposition pour le transport aller et retour des œuvres empruntées pour la seule étape de Montpellier, ainsi que pour l'installation et la désinstallation des œuvres de l'exposition. Le Cleveland Museum of Art prendra en charge les convoyeurs des différents prêteurs et supervisera l'installation des œuvres. Le musée Fabre s'engage à respecter les prescriptions en termes de sécurité, gardiennage et conservation établies par le Cleveland Museum of Art au nom des prêteurs, et à se conformer aux normes internationales de conservation et d'exposition. Le temps de l'exposition au musée Fabre, les œuvres seront sous sa responsabilité et prises en charge par son assurance.

Le musée Fabre reconnaît la part du Cleveland Museum of Art dans ses actions de communication, par l'inclusion systématique d'une mention de co-organisation. Toutes les publications sur l'exposition comme les utilisations d'images et de mentions légales fournis par le Cleveland Museum of Art seront soumises à son approbation. Le musée Fabre s'engage à respecter les prescriptions du Cleveland Museum of Art sur les droits et restrictions liés à la prise de photographies et autres media.

Dispositions financières

Le musée Fabre s'acquittera auprès du Cleveland Museum of Art des frais forfaitaires de participation à la conception et réalisation du projet d'un montant de 50 000 \$, soit environ 43 800 € (somme correspondant aux frais de recherche et de missions pour le commissariat et l'organisation générale).

Il paiera en outre au Cleveland Museum of Art sa quote-part des frais partagés, c'est-à-dire frais d'emballage, caisserie, soclage, transport et convoiement, pour un montant maximum de 400 000 \$ soit environ 350 600 €. Le musée Fabre assumera intégralement et indépendamment les frais locaux, et frais afférents à sa seule étape, notamment la muséographie, la communication, la médiation, le gardiennage, les événements protocolaires. Si le musée Fabre souhaite reprendre tout ou partie d'éléments élaborés par le Cleveland Museum of Art, notamment les dispositifs muséographiques, cela fera l'objet d'un chiffrage spécifique entre les parties pour un montant ne pouvant excéder 120 000 \$ soit environ 105 000 €.

Enfin le Cleveland Museum of Art édite un catalogue d'exposition, en version anglaise et française, pour l'achat duquel il fait bénéficier le musée Fabre d'un tarif préférentiel (36 € au lieu de 60 € prix de vente public). Le musée Fabre commande 150 exemplaires, pour un montant de 5 400 euros, frais d'expédition en sus.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de co-production avec le Cleveland Museum of Art,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de co-production d'exposition avec le Cleveland Museum of Art, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°54 : CULTURE – MUSÉE FABRE - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE MUSÉE FABRE DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET L'UM3/MUSÉE DES MOULAGES - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Dans le cadre de sa collaboration avec l'Université Montpellier 3 (UM3)/Musée des Moulages, le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole accueille chaque année depuis 2007, un cycle de conférences « Les mercredis de l'antiquité » qui se déroulent à l'auditorium du musée. Les deux institutions ont poursuivi leur collaboration en co-organisant un colloque *Le Temps des Styrrènes* (17 et 18 novembre 2011).

Dans la perspective de la réouverture du Musée des Moulages prévue pour septembre 2015, le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole et l'UM3/Musée des Moulages souhaitent consolider leur partenariat en établissant une convention.

Dans le cadre de cette convention le musée Fabre s'engage à :

- Partager son expertise scientifique et artistique au sein du comité de pilotage accompagnant la vie culturelle et artistique du Musée des Moulages,
- Accueillir au sein de son auditorium des événements organisés en partenariat avec le Musée des Moulages (cycle de conférences, colloques...etc),
- Participer à l'organisation de manifestations culturelles telles que des expositions temporaires, ou des parcours autour de la réception de l'antique dans les collections du musée Fabre,
- Valoriser le partenariat par des actions de communication,
- Mettre son expertise à disposition du Musée des Moulages dans le domaine des publics et de la médiation.

L'UM3/Musée des Moulages s'engagent à :

- Organiser des événements culturels en lien avec les collections du musée Fabre (exposition temporaire, colloques et conférences),
- Mettre à disposition l'espace d'exposition temporaire du Musée des Moulages pouvant accueillir des manifestations culturelles organisées en partenariat avec le musée Fabre,
- Valoriser le partenariat par des actions de communication,
- Valoriser les collections du musée Fabre auprès des étudiants.

Cette convention est conclue pour un an reconductible trois fois.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat avec le musée des Moulages,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de partenariat avec le musée des Moulages, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°55 : CULTURE – CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE MUSÉE FABRE ET LA SOCIÉTÉ DES AUTEURS DANS LES ARTS GRAPHIQUES ET PLASTIQUES (ADAGP) - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole, dont l'objet est de sensibiliser le public aux arts plastiques, a notamment pour mission de favoriser la création artistique et sa diffusion.

A ce titre, il est amené, dans le cadre de ses activités, à éditer et exploiter des supports reproduisant des œuvres du répertoire de la Société des Auteurs Dans les Arts Graphiques et Plastiques (ADAGP), notamment à des fins de communication et de valorisation de ses collections permanentes et expositions temporaires.

L'ADAGP est une société de perception et de répartition des droits dans le domaine des arts graphiques et plastiques. Elle gère les droits de reproduction et de représentation de ses membres (peintres, sculpteurs, designers, architectes, photographes, illustrateurs, vidéastes, affichistes...), qui lui en ont fait apport à titre exclusif pour l'ensemble de leurs œuvres.

Les auteurs ont droit, conformément au Code de la Propriété Intellectuelle, à des droits proportionnels aux recettes ou forfaitaires provenant de l'exploitation par reproduction ou représentation de leurs œuvres.

L'ADAGP prend en charge l'ensemble des opérations de perception des droits pour le compte de ses membres selon le barème de perception en vigueur à l'ADAGP.

La présente convention avec l'ADAGP a pour objet de pérenniser les relations de travail constructives établies avec le musée Fabre, qui formule régulièrement des demandes d'autorisation auprès de l'ADAGP.

Elle concerne la reproduction des œuvres opérée par le musée sur tous supports graphiques, notamment papier ou assimilé (livres, catalogues d'exposition, brochures, affiches, cartes, billets, signalétique, ...), et sur tous autres supports autres qu'audiovisuels et numériques (objets, vêtements, papeterie...), que ces supports soient ou non commercialisés au public. La présente définition couvre également les versions bi-média et numériques des ouvrages publiés par le musée.

L'ADAGP consciente de la mission dévolue au musée Fabre et désireuse d'encourager pleinement l'exercice de cette mission, s'engage, dans le respect du mandat qui lui est imparti, à donner au musée toute facilité pour l'utilisation des œuvres de ses associés et ce à des conditions tarifaires spécifiques.

Une fois signée, la convention permettra notamment au musée Fabre de bénéficier de remises pouvant atteindre 50 % des barèmes en vigueur, voire d'exonérations de droits pour certains supports. La convention proposée prend effet à compter de la date de sa signature et jusqu'au 31 décembre de l'année en cours. Elle se renouvellera ensuite par tacite reconduction par période annuelle.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de partenariat entre le musée Fabre et la Société des Auteurs Dans les Arts Graphiques et Plastiques,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de partenariat susmentionnée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°56 : CULTURE – MUSÉE FABRE - MARCHÉ N°3951DC15 DE GARDIENNAGE DU MUSÉE FABRE ET DE L'HÔTEL SABATIER D'ESPEYRAN DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - LANCEMENT D'UNE PROCÉDURE DE CONSULTATION - APPROBATION

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Par délibération n°12285 du 19 mai 2014, le Conseil a autorisé le lancement d'une procédure de consultation visant à la conclusion du marché de gardiennage du musée Fabre n°3659DC14, et concernant d'une part la surveillance des espaces d'exposition (collections permanentes et expositions temporaires), et d'autre part, le gardiennage du Poste Central de Sécurité (P.C. sécurité) 365j/an et 24h/24.

Ce marché a été attribué à la société ISOPRO, pour un montant annuel estimatif de 1 557 662,53 H.T.

Il a été conclu pour une durée d'un an, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015, avec possibilité de reconduction expresse par période d'un an, dans la limite de 3 reconductions.

La Métropole doit dans ce cadre se prononcer 3 mois avant le terme de la période initiale du marché. Compte tenu de cette échéance, afin de pouvoir bénéficier de cette disposition contractuelle, tout en garantissant la continuité du service de gardiennage et donc de l'ouverture au public du musée Fabre, il est proposé de

lancer une nouvelle consultation, en application de l'article 30 du code des marchés publics, visant à la conclusion d'un marché de gardiennage n°3951DC15, dont les caractéristiques sont identiques au marché actuellement en cours.

Ce marché, traité en lot unique, sera donc conclu à prix global et forfaitaire pour les prestations de surveillance des collections permanentes et de gardiennage du P.C. sécurité, et à prix unitaires, pour l'émission de bons de commande nécessaires à la surveillance des salles à l'occasion d'événements ponctuels, comme les expositions temporaires, les soirées privées ou tout autre événement impliquant l'utilisation des bâtiments. Ces prestations à prix unitaires sur bons de commande sont sans montant annuel minimum ni maximum.

Ce marché sera conclu du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2016. Il pourra être reconduit, expressément, pour une durée d'un an, dans la limite de trois reconductions, soit au maximum jusqu'au 31 décembre 2019.

L'estimation annuelle des prestations objet de ce marché est évaluée à 1 800 000 € H.T., soit 1 500 000 € H.T. pour le prix global et forfaitaire, et 300 000 € H.T. pour le prévisionnel des événements ponctuels en prix unitaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement de consultation relative au marché de gardiennage du musée Fabre,
- dire que les crédits correspondants seront inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, avant l'engagement de la procédure de passation, à souscrire le marché à intervenir avec le candidat retenu par la Commission d'Appels d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, et à signer tout document relatif à cette affaire, à la fois concernant la passation et l'exécution du marché, y compris son éventuelle résiliation.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

AFFAIRE N°57 : CULTURE – PARTENARIAT PÉDAGOGIQUE ET ARTISTIQUE ENTRE LE CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT RÉGIONAL ET L'OPÉRA ORCHESTRE NATIONAL DE MONTPELLIER LANGUEDOC-ROUSSILLON - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :
Le Conservatoire de Montpellier Méditerranée Métropole a été classé en 2007 dans la catégorie des Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR). A ce titre, ses missions sont notamment d'offrir un enseignement d'excellence accessible à tous, de constituer un pôle ressource en matière de pratiques amateurs, mais aussi de proposer des formations visant à accompagner les étudiants en voie de professionnalisation vers leur futur secteur d'activité et de participer à la construction de la personnalité de l'enfant et des jeunes élèves en les formant à l'Ecole du spectateur.

Aussi, afin de se donner les moyens d'atteindre ces objectifs, il apparaît nécessaire de poursuivre et de renforcer ses partenariats avec les structures locales prestigieuses comme l'association Opéra et Orchestre National de Montpellier Languedoc-Roussillon (O.O.N.M.).

Par délibération n°12420 du 31 juillet 2014, le Conseil a autorisé la signature d'une convention de partenariat entre le CRR et l'O.O.N.M. pour l'année scolaire 2014-2015.

Fort de ce partenariat fructueux, il est proposé de reconduire ce dispositif en formalisant une nouvelle convention pour l'année scolaire 2015-2016, qui marque la volonté de ces deux établissements de poursuivre leur rapprochement et permettre ainsi aux élèves du C.R.R. de Montpellier Méditerranée Métropole de rencontrer les acteurs et les œuvres de ce lieu de spectacle vivant qu'est l'O.O.N.M.

Cette nouvelle convention fixe les modalités de mise en œuvre générale du projet, et précise notamment les engagements réciproques de chacun des partenaires.

Ainsi, l'O.O.N.M. s'engage à donner accès à l'Opéra Comédie pour les répétitions des productions lyriques et symphoniques aux élèves du CRR, selon un planning établi conjointement entre l'O.O.N.M. et le CRR. Les élèves en cycle de perfectionnement et ceux préparant le Diplôme d'Etudes Musicales bénéficieront en outre de mises en situation pré professionnelles avec un encadrement par les artistes de l'O.O.N.M. L'association proposera également aux élèves se destinant aux métiers du spectacle des rencontres avec des professionnels du spectacle vivant (metteur en scène, compositeur, chef d'orchestre, ...). Par ailleurs, l'O.O.N.M. s'engage à mettre à la disposition gracieuse du CRR le studio Dominique Bagouët pour les cours de danse du CRR, la salle Molière pour des concerts, conférences, classes de maître et examens, ainsi que la grande salle de l'Opéra Comédie pour les représentations de fin d'année scolaire. L'occupation par le CRR des espaces de l'Opéra Comédie s'établira selon un calendrier validé conjointement par les deux parties. Enfin, l'O.O.N.M. mettra à la disposition du CRR, gracieusement et à tarif préférentiel, des places pour des représentations lyriques, symphoniques, et Amadeus, de sa saison.

Le CRR quant à lui s'engage à mettre gracieusement à la disposition de l'O.O.N.M. des instruments et matériels techniques, ainsi que des locaux pour organiser des répétitions ou pour servir de loges dans le cadre des activités menées par l'O.O.N.M., selon un calendrier défini conjointement entre les deux parties. En outre, les élèves de cycle 3, de cycle spécialisé, et de cycle de perfectionnement en culture musicale, rédigeront ponctuellement les notices d'œuvres qui seront insérées dans les dossiers pédagogiques pour certains spectacles de l'O.O.N.M.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de partenariat artistique et pédagogique entre l'Opéra Orchestre National de Montpellier Languedoc-Roussillon et le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur Le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention susvisée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

AFFAIRE N°58 : CULTURE – FONDS SPÉCIAL CULTURE - AFFECTATION DE SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS "CLUB LYRIQUE DE MONTPELLIER" ET "COLLECTIF KOA" - APPROBATION

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Un fonds spécial culture a été créé pour soutenir sur des montants limités des actions culturelles ponctuelles organisées sur le territoire métropolitain, dont l'objet et le rayonnement entrent dans le champ de la politique culturelle de Montpellier Méditerranée Métropole. Ce fonds vise notamment à permettre à des associations modestes de bénéficier ponctuellement d'aides de la Métropole afin de permettre la réalisation de projets culturels visant à enrichir l'offre culturelle et à diversifier les publics.

Dans ce cadre, il est proposé de soutenir financièrement :

- l'association du « Club lyrique de Montpellier » : cette association organise chaque année deux concerts au sein de l'Opéra Comédie. Il est proposé de la soutenir cette année, en lui attribuant une subvention de 768€.
- l'association « Collectif Koa » : cette association développe des actions diversifiées autour du Jazz et des musiques improvisées (créations, diffusion, politique de la ville, festival de jazz). Son action s'inscrit dans une logique d'irrigation métropolitaine et de rayonnement. Dans cette perspective, il est proposé de soutenir ces projets par une subvention de Montpellier Méditerranée Métropole de 1 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation d'une subvention de 768 € à l'association "Club lyrique de Montpellier", et de 1 000 € à l'association "Collectif Koa",
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions de partenariat découlant de ces affectations, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°59 : CULTURE – ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ART DRAMATIQUE - NOUVEAUX STATUTS - DÉSIGNATION DES MEMBRES QUALIFIÉS - APPROBATION

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Créée le 19 février 2009, l'Ecole Nationale Supérieure d'Art Dramatique de Montpellier Languedoc-Roussillon (ENSAD) est une association régie par la loi du 1er juillet 1901 ayant pour objet de mettre en œuvre le cursus de formation supérieure du comédien dans le cadre d'un projet artistique et pédagogique singulier inscrit dans les objectifs que se sont fixés les dix autres établissements signataires de la plate forme de l'enseignement supérieur pour la formation des comédiens, parmi lesquels le Conservatoire National Supérieur d'Art Dramatique de Paris (CNSAD), l'Ecole Supérieure d'Art Dramatique du Théâtre National de Strasbourg (TNS), l'Ecole Nationale Supérieure des Arts et Techniques du Théâtre à Lyon (ENSATT), l'Ecole de la Comédie de Saint-Etienne, ...

L'ENSAD est à ce titre habilitée à délivrer le diplôme national supérieur professionnel de comédien, conformément au décret n°2007-1678 du 27 novembre 2007.

Elle est régie par des statuts datant de 2010, que les nouvelles instances de l'association (bureau, assemblée générale et conseil d'administration) ont décidé de repréciser, dans un contexte de redynamisation de la structure portée conjointement par les deux principaux partenaires de l'association (Etat et Métropole), et impulsée par l'arrivée récente d'un nouveau directeur, Gildas Milin.

L'association est constituée de trois membres de droit et quatre membres associés :

- L'Etat-Ministère de la culture et de la communication, représenté par M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles ou son représentant,
- Montpellier Méditerranée Métropole représentée par deux membres du conseil de la métropole,
- 4 membres associés, qui sont des personnalités qualifiées issues du monde théâtral ou universitaire qui souhaitent apporter leur soutien aux activités de l'association.

Ils simplifient en outre les modalités de fonctionnement des instances de l'association, avec la suppression du conseil d'administration, précisent les modalités de désignation des membres associés, qui seront choisis conjointement par les membres de droit et nommés pour une période de trois ans renouvelable, et définissent plus précisément le rôle du conseil pédagogique de l'Ecole.

L'Assemblée Générale Extraordinaire de l'ENSAD du 29 juin 2015 a adopté ces nouveaux statuts, après avoir procédé à l'élection d'un nouveau bureau, constitué de trois des quatre membres associés désignés conjointement par l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole :

- **Solange Oswald – Président** : dramaturge, metteur en scène et formatrice. Cofondatrice du Groupe Merci à Toulouse.
- **Elysé Lopez – Trésorier**
- **Marc Ychou – Secrétaire** : responsable du Pôle d'oncologie médicale et Directeur scientifique au CRLC Val d'Aurelle et chef du Département d'Oncologie Médicale au CHU de Montpellier, Directeur du Cancéropôle Grand Sud-Ouest depuis 2012. Marc Ychou est à l'origine d'une collaboration entre la faculté de médecine et l'ENSAD pour la formation des futurs médecins à l'annonce de diagnostics sévères.
- **Frédéric Plazy – Secrétaire adjoint** : Directeur de la Manufacture, Ecole Nationale d'Art Dramatique de Lausanne.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les statuts de l'Ecole Nationale Supérieure d'Art Dramatique de Montpellier Languedoc-Roussillon,
- prendre acte de la désignation de Monsieur Marc Ychou, Monsieur Elysé Lopez, Madame Solange Oswald et Monsieur Frédéric Plazy, en qualité de membres associés au sein des instances de l'association ENSAD,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

AFFAIRE N°60 : CULTURE – DOMAINE DE CASTRIES - CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC - AVENANT N°2 RELATIF AUX CLAUSES D'ASSURANCE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Par délibération n°11555 du 23 mai 2013, le Conseil a autorisé la signature d'une convention d'occupation du domaine public relative à la mise à disposition du domaine de Castries avec la Ville de Castries.

Montpellier Méditerranée Métropole, au titre de ses compétences et de son intérêt métropolitain dans le domaine culturel, a ainsi l'opportunité d'organiser sur ce domaine des activités de notoriété nationale et internationale qui, compte tenu de l'importance du lieu et des manifestations envisagées, ont vocation à concerner au moins l'ensemble du territoire métropolitain et participeront au renforcement de son rayonnement et de son attractivité notamment au niveau touristique.

Par délibération n°12961 du 28 avril 2015, le Conseil de Métropole a autorisé la signature d'un avenant n°1 relatif à la revalorisation de la redevance d'occupation du domaine public, conformément à l'article 6 de la convention.

Il convient à présent de compléter les termes de l'article 8 de la convention, relatif aux clauses d'assurance, notamment sur l'assurance de dommages aux biens. Ainsi, pendant toute la durée de la convention, tous les jours de sa mise en œuvre, et quelque soit l'occupant, la Métropole s'engage à faire assurer tant pour son compte que pour le compte de la Ville les risques suivants : incendie, vol, dégâts des eaux, événements naturels, recours des voisins et des tiers, et plus généralement tous autres risques, en intégrant une clause de renonciation à recours de la Métropole contre la Ville, et réciproquement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de l'avenant n°2 à la convention d'occupation temporaire du domaine de Castries, avec la ville de Castries,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'avenant n°2 susmentionné ainsi que tout document découlant de cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°61 : CULTURE – MÉDIATHÈQUE CENTRALE EMILE ZOLA - CONVENTION DE PÔLE ASSOCIÉ DOCUMENTAIRE RÉGIONAL LANGUEDOC-ROUSSILLON AVEC LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DE FRANCE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Depuis 1998, la Médiathèque centrale Emile Zola est pôle associé de la Bibliothèque nationale de France (BnF) pour le « dépôt légal imprimeur » des cinq départements du Languedoc-Roussillon. Elle assurait déjà, depuis près d'un siècle, les missions de collecte, signalement, conservation et communication des nombreux documents concernant la région. Par ailleurs, s'est constitué en 2007, en partenariat avec la BnF, un pôle associé documentaire régional Languedoc-Roussillon composé de la Direction Régionale des Affaires Culturelles Languedoc-Roussillon, de la Région Languedoc-Roussillon, de l'association LR2L (Languedoc Roussillon Livre et Lecture) et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole. Une convention en a entériné la création, puis a été renouvelée pour la période 2012-2014.

Afin de favoriser la connaissance, la conservation et la diffusion du patrimoine écrit, les membres du pôle associé documentaire régional souhaitent poursuivre leur collaboration et pour cela établir une nouvelle convention qui en définira les modalités de fonctionnement pour les années à venir. Aux quatre membres initiaux du pôle associé s'ajouteront l'Université de Montpellier et l'Université Paul Valéry de Montpellier pour sa bibliothèque interuniversitaire, ainsi que la Ville de Nîmes pour sa bibliothèque municipale classée. Cette convention, conclue pour une durée de 5 ans, précise les objectifs de cette coopération et les engagements respectifs de chacun des signataires.

Parmi ces objectifs figurent notamment le signalement des fonds patrimoniaux, anciens, locaux et spécialisés de la région, la valorisation numérique des collections patrimoniales, la mise à disposition sur Internet de contenus numériques d'intérêt local et régional ou encore la recherche d'un archivage pérenne des ressources numériques.

La Médiathèque centrale Emile Zola, en tant que correspondant scientifique du pôle, apportera son expertise sur les opérations de conservation, de signalement, de numérisation et de valorisation. Elle suivra notamment à partir de ses collections les opérations de numérisation des sociétés savantes effectuées par la BnF, et poursuivra la réalisation d'une bibliographie régionale en langue française du Languedoc-Roussillon, avec le soutien scientifique et financier de la BnF.

Forte de son riche fonds documentaire sur l'histoire régionale, de sa gestion du dépôt légal régional et de son label de bibliothèque numérique de référence, et exerçant depuis le XIX^{ème} siècle les missions de conservation et de valorisation du patrimoine écrit régional, la médiathèque centrale Emile Zola poursuivra et développera ainsi ces activités, tout en participant aux actions communes et en profitant des moyens mis en œuvre dans le cadre de ce partenariat.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de pôle associé documentaire régional Languedoc-Roussillon avec la Bibliothèque nationale de France, la Direction Régionale des Affaires Culturelles Languedoc-Roussillon, la Région Languedoc-Roussillon, l'association LR2L, l'Université de Montpellier, l'Université Paul Valéry de Montpellier, et la Ville de Nîmes,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention susmentionnée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°62 : CULTURE – MÉDIATHÈQUE CENTRALE EMILE ZOLA - CONVENTION DE COOPÉRATION DOCUMENTAIRE POUR LA CONSTITUTION D'UNE BASE DE DONNÉES NUMÉRIQUES DE LA PRESSE ANCIENNE AVEC L'ASSOCIATION LANGUEDOC-ROUSSILLON LIVRE ET LECTURE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Depuis 2007, et la signature de la convention cadre de Pôle associé documentaire n°2007-290/423 entre la Bibliothèque nationale de France et le Pôle associé Région Languedoc-Roussillon (dont fait partie Montpellier Méditerranée Métropole), l'association Languedoc-Roussillon Livre et Lecture (LR2L) est missionnée pour assurer la mise œuvre du programme régional de valorisation du patrimoine écrit et graphique en région Languedoc-Roussillon, à travers plusieurs axes :

- numérisation de la presse régionale et locale ancienne libre de droits,
- numérisation des publications des sociétés savantes de la région,
- conversion rétrospective des catalogues des fonds patrimoniaux des bibliothèques de la région,
- mise en place d'un portail régional alimenté notamment par la numérisation de la presse régionale et locale libre de droits.

Ces missions ont été prolongées pour trois ans suite à la signature de la convention cadre de Pôle associé documentaire 2012-117/423. Le renouvellement de cette convention cadre est en cours, et interviendra dans le courant de l'année 2015.

Parallèlement, la médiathèque centrale Emile Zola de Montpellier Méditerranée Métropole, en sa qualité de BMVR (Bibliothèque Municipale à Vocation Régionale), réalise une bibliographie régionale des fonds locaux et régionaux, en indexant de nombreux articles de périodiques, dont la médiathèque récupère la numérisation auprès de la BnF.

La base de données des périodiques numérisés est mise à la disposition du public sur le portail régional Internet mis en œuvre par la Région Languedoc-Roussillon, et sur le site du réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole pour les titres possédés par cette dernière. Des échanges de données ont par ailleurs lieu entre les deux banques de données, par l'intermédiaire de portails modernes. La bibliothèque numérique patrimoniale du réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole, Mémonum, compte actuellement 295 000 vues, pour plus de 25 000 documents mis à disposition.

Plusieurs conventions entre Montpellier Méditerranée Métropole et Languedoc-Roussillon Livre et Lecture ont permis la numérisation de fonds documentaires conservés à la médiathèque centrale Emile Zola. En 2008, ont ainsi été numérisés les quotidiens *Le Petit Méridional* (1876-1944) et *L'Eclair* (1881-1944), conformément à la convention dont la signature a été autorisée par la délibération n°8005 du 19 décembre 2007.

En 2011, ce sont les titres *La Vie montpelliéraine* (hebdomadaire, gazette littéraire, théâtrale, humoristique, et mondaine, 1894-1930) et *La Campana de Magalouna* (journal occitan de François Dezeuze dit l'Escoutaire, 1891-1933) qui ont été numérisés, conformément à la convention dont la signature a été autorisée par la délibération n°9096 du 24 septembre 2009.

Ont également été numérisés, en 2012, conformément la convention dont la signature a été autorisée par la délibération n°9959 du 26 janvier 2011, les titres suivants : *La Concorde*, *La Vérité*, *L'Argus méridional*, *Le Mécontent*, *Le Montagnard*, *Le National de midi*, *Le Suffrage universel*, *Le Tribun du peuple*, *L'Hérault socialiste*, *L'Industriel du midi*, et *Le Messenger du midi*.

Il est aujourd'hui proposé, afin d'assurer la continuité de ces projets, que Montpellier Méditerranée Métropole autorise, par la signature d'une convention, l'association Languedoc-Roussillon Livre et Lecture à numériser les archives littéraires de Paul Lacroix (1806-1884).

Romancier, bibliophile et érudit français, Paul Lacroix est également connu sous le nom du « Bibliophile Jacob ». A la fin de sa vie, il a fait don à la bibliothèque de Montpellier d'un nombre très important d'ouvrages. Et il a aussi confié à son exécuteur testamentaire le soin de trier, après sa mort, un ensemble de manuscrits et de documents dont une partie est conservée à Montpellier, l'autre étant destinée à la bibliothèque de l'Arsenal à Paris, dont il fut le conservateur.

L'association Languedoc-Roussillon Livre et Lecture prendra en charge financièrement l'opération de numérisation. Elle fournira à titre gratuit à la médiathèque centrale Emile Zola une copie numérique de l'ensemble des documents confiés.

La médiathèque centrale Emile Zola s'engage quant à elle à mettre à disposition les collections préparées en vue de la numérisation, et à assurer le contrôle qualité des données numériques. Montpellier Méditerranée Métropole aura la propriété entière de ces copies numériques, avec tous droits et reproduction, représentation, diffusion, par quelle que voie que ce soit, à titre gratuit ou onéreux, et à son seul profit.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de coopération documentaire pour la constitution d'une base de données numériques concernant la presse régionale ancienne avec l'association Languedoc-Roussillon Livre et Lecture,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention susmentionnée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°63 : CULTURE – SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA-MUSÉE HENRI PRADES - CONVENTION DE DÉPÔT-VENTE DU CATALOGUE DE L'EXPOSITION "LUCIEN PELEN. A LA PORTE DES MÉMOIRES" - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Pour son exposition « *Lucien Pelen. À la porte des mémoires* » et afin de promouvoir ses éditions, le Site archéologique Lattara-Musée Henri Prades de Montpellier Méditerranée Métropole a sollicité Les Éditions de l'Appartement de Montpellier afin d'optimiser la diffusion du catalogue publié à cette occasion.

Outre sa vente à la boutique du Site archéologique Lattara-Musée Henri Prades (délibération du 29 juin 2015), cet ouvrage pourra ainsi être plus largement diffusé auprès de librairies spécialisées, de centres d'art, de galeries d'art contemporain, etc. Ainsi à Montpellier, les librairies Sauramps au Musée et librairie Sauramps au Triangle, L'Ivraie et Le grain des mots proposeront à leur client le catalogue, de même à Nîmes l'ouvrage sera présent dans les librairies du Carré d'Art et de L'échappée belle, ainsi qu'à Paris à la Librairie Flammarion du Centre Georges Pompidou...

Cette démarche permettra de promouvoir les éditions du Site archéologique Lattara-Musée Henri Prades de Montpellier Méditerranée Métropole et de valoriser son stock.

Afin de formaliser cette opération, il est nécessaire d'établir une convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et le dépositaire, Les Éditions de l'Appartement, précisant l'ensemble des modalités de ce dépôt-vente.

Cette convention prévoit la mise en dépôt-vente de 200 exemplaires du catalogue *Lucien Pelen. À la porte des mémoires*, pour une durée d'un an, renouvelable 4 fois, soit 5 ans maximum, avec la possibilité de réassortir le stock jusqu'à épuisement du nombre de tirages (soit 500 exemplaires).

Un point sur les ouvrages vendus sera effectué au cours du dernier trimestre de chaque année. Les Editions le l'Appartement s'engagent à régler les sommes dues, sans délai, après établissement d'un titre de recette par le musée, qui reversera au dépositaire une commission fixée à 55% du prix de vente public, en application de la convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention du dépôt-vente d'ouvrages entre le Site archéologique Lattara-Musée Henri Prades de Montpellier Méditerranée Métropole et les Éditions de l'Appartement pour le catalogue « Lucien Pelen. À la porte des mémoires »,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de dépôt-vente d'ouvrages ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

AFFAIRE N°64 : CULTURE – CENTRE D'ART CONTEMPORAIN - ANCIEN MUSÉE DE L'HISTOIRE DE LA FRANCE ET DE L'ALGÉRIE (MHFA) - MARCHÉ N°3133DC13 DE PRODUCTION ET RÉALISATION DE PROGRAMMES AUDIOVISUELS ET MULTIMÉDIAS POUR LE MHFA - PROTOCOLE TRANSACTIONNEL AVEC LA SOCIÉTÉ NARRATIVE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

La Collectivité a engagé depuis 2008/2009 les travaux de construction de Musée de l'Histoire de France et de l'Algérie (MHFA) dans les locaux de l'Hôtel Montcalm, à Montpellier. Dans ce cadre, la société Narrative était titulaire du marché n°3133 DC 13 de « Production et réalisation de programmes audiovisuels et multimédias pour le Musée de l'Histoire de la France et de l'Algérie ». Ce marché lui a été notifié le 24 février 2014 pour un montant estimatif de 594 415,00 € H.T.

Par délibération n°12293 en date du 19 juin 2014, la Collectivité a prononcé l'arrêt de l'opération de construction du MHFA, et l'étude de sa réorientation vers un projet fondé sur l'art contemporain. Par cette même délibération, la Collectivité a prononcé la résiliation du marché n°3133 DC 13 susmentionné. Cette décision a été notifiée à la société Narrative le 23 juillet 2014.

En réponse à cette résiliation, la société Narrative a transmis à la Collectivité un décompte de résiliation d'un montant global de 215 654,00 € H.T., ventilé comme suit :

- | | |
|--|-------------------|
| 1. Prestations réalisées et restant dues dans le cadre contractuel du marché : | 80 110,389 € H.T. |
| 2. Indemnités de résiliation selon articles 34 et 35 du CCAGPI et 13 du CCAP : | 17 181,00 € H.T. |
| 3. Indemnités complémentaires pour préjudice subi : | 118 363,00 € H.T. |

Les demandes de paiement relatives aux points n°1 et 2, contractuellement encadrées, ont fait l'objet de vérifications par la Collectivité et ne soulèvent aucune difficulté. En revanche, la demande d'indemnisation complémentaire relative au point n°3 a fait l'objet de négociations entre la société Narrative et la Collectivité.

La réclamation de la société Narrative se fonde sur les éléments suivants :

a- La société Narrative considère que le marché n°3133DC13 correspondait à 80% de son chiffre d'affaire habituel. Elle affirme en outre que ses 2 gérantes étaient mobilisées à 100% sur le dossier, soit à 80% de leur temps de travail. En conséquence, la société Narrative considère que 80% des salaires des gérantes et frais généraux de la structure, soit 17 500 €/mois, avaient vocation à être financés par le marché. La société Narrative ayant volontairement décidé de ne pas soumissionner à d'autres marchés que le marché n°3133 DC 13 pendant la durée de son exécution, et le délai normal pour obtenir d'éventuels nouveaux marchés étant de 5 à 6 mois, elle estime le préjudice financier à 6 mois * 80% de 17 500€, soit 84 000 €.

b- La société Narrative affirme qu'elle avait anticipé une marge nette sur le chiffre d'affaire lié au marché n°3133 DC13 de 10%, ce qui représente, au vu du solde du marché, la somme de 34 363€.

Ces deux éléments conduisent donc la société Narrative à présenter une indemnité complémentaire de 118 501,50 €.

La Collectivité et la société Narrative ont échangé sur la validité de la demande. Ces échanges ont abouti à des concessions faites par chacune des parties, et à ramener le montant de l'indemnité complémentaire à 88 501,50 €, décomposé comme suit :

- relativement au point a. susmentionné : compte tenu que la part du marché 3133DC13 relative au chiffre d'affaire prévisionnel 2014 de la société s'établit en effet à 81%, arrondi à 80%, que la mobilisation des deux gérantes sur son exécution est en effet de 100%, que les charges mensuelles courantes de la société s'élèvent à 17 161€ en 2014, et qu'enfin le délai de référence pour l'obtention de nouveaux marchés est ramené à 5 mois, le montant de l'indemnité proposée sur ce point s'élève à 71 320,00 €.
- relativement au point b. susmentionné : considérant que la valeur du taux de marge nette anticipé par l'entreprise est cohérente au regard du secteur d'activité de l'entreprise, la Collectivité accepte de prendre à sa charge ce préjudice, déduction faite de l'indemnité de résiliation résultant de l'application des articles 34 et 35 du CCAGPI et 13 du CCAP. Le montant de l'indemnité proposée sur ce point s'élève donc à 17 181,50 €.

Le montant total d'indemnisation est donc porté à 88 501,50 €, net de taxe. Afin de régler définitivement le litige, il convient de conclure avec la société Narrative un protocole d'accord transactionnel, qui reprend l'ensemble des modalités administratives et financières du règlement.

La Commission d'Appel d'Offres du 1^{er} juillet 2015 a donné un avis favorable à la conclusion de ce protocole transactionnel.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion du protocole transactionnel avec la société Narrative, pour un montant de 88 501,50 € net de taxe,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier méditerranée Métropole, chapitre 903,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer le protocole transactionnel susmentionné ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

AFFAIRE N°65 : CULTURE – CENTRE D'ART CONTEMPORAIN- ANCIEN MUSÉE DE L'HISTOIRE DE LA FRANCE EN ALGÉRIE (MHFA) - PROTOCOLE TRANSACTIONNEL AU MARCHÉ DE TRAVAUX N°3132DC12 LOT N°15 AVEC LA SOCIÉTÉ REIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

La Collectivité a engagé depuis 2008/2009 les travaux de construction de Musée de l'Histoire de France et de l'Algérie (MHFA) dans les locaux de l'Hôtel Montcalm, à Montpellier.

Dans ce cadre, la société REIER était titulaire du marché n°3132 DC 12 de « Travaux muséographiques et scénographiques du Musée de l'Histoire de la France et de l'Algérie », lot n°15 : Mobiliers et vitrines muséographiques. Ce marché lui a été notifié le 30 octobre 2013 pour un montant de 418 550,81 € H.T.

Par délibération n°12293 en date du 19 juin 2014, la Collectivité a prononcé l'arrêt de l'opération de construction du MHFA, et l'étude de sa réorientation vers un projet fondé sur l'art contemporain. Par cette même délibération, la Collectivité a prononcé la résiliation du marché n°3132 DC 12 - lot n°15 susmentionné.

En réponse à cette résiliation, la société REIER a transmis à la Collectivité un décompte de résiliation d'un montant global de 5 701,32 € H.T., ventilé comme suit :

1. Prestations réalisées et restant dues dans le cadre contractuel du marché :
-18 278,73 € H.T., soit 58 991,27 € H.T. de travaux desquelles sont déduits 77 270 € H.T. correspondant au remboursement de l'intégralité de l'avance forfaitaire
2. Indemnités de résiliation selon articles 34 et 35 du CCAGPI et 13 du CCAP : 18 146,07 € H.T.
3. Indemnités complémentaires pour préjudice subi : 5 834,90 € H.T.

Les demandes de paiement relatives aux points n°1 et 2, contractuellement encadrées, ont fait l'objet de vérifications par Montpellier Méditerranée Métropole, et ne soulèvent aucune difficulté. En revanche, la demande d'indemnisation complémentaire relative au point n°3 a fait l'objet de demande de précisions.

La société REIER a alors produit un document revalorisant légèrement le montant de l'indemnité complémentaire sollicitée, qui s'établit à 6 607,25 € H.T.

La réclamation de la société REIER est exclusivement fondée sur les frais engagés par l'entreprise pour assurer la bonne exécution du marché dont elle était l'attributaire. Ces frais entrent donc à ce titre dans le cadre de l'article 46.4 du CCAG travaux applicable, qui dispose que : « Le titulaire a droit, en outre, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. »

Compte tenu de ces éléments, il est proposé d'accepter le montant de l'indemnité pour préjudice subi tel que défini ci-dessus.

Le montant total d'indemnisation est donc porté à 6 607,25 € H.T. Afin de régler définitivement le litige, il convient de conclure avec la société REIER un protocole d'accord transactionnel, qui reprend l'ensemble des modalités administratives et financières du règlement.

La Commission d'Appel d'Offres du 1^{er} juillet 2015 a émis un avis favorable à la conclusion de ce protocole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion du protocole transactionnel avec la société REIER suite à la résiliation du marché n°3132DC12 - Lot n°15,
- dire que les crédits sont prévus au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer le protocole transactionnel susmentionné ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

AFFAIRE N°66 : CULTURE – CENTRE D'ART CONTEMPORAIN - ANCIEN MUSÉE DE L'HISTOIRE DE LA FRANCE EN ALGÉRIE (MHFA) - PROTOCOLE TRANSACTIONNEL AU MARCHÉ DE TRAVAUX N°3132DC12 LOT N°19 AVEC LA SOCIÉTÉ BOSCHER - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

La Collectivité a engagé depuis 2008/2009 les travaux de construction de Musée de l'Histoire de France et de l'Algérie (MHFA) dans les locaux de l'Hôtel Montcalm, à Montpellier.

Dans ce cadre, la société BOSCHER était titulaire du marché n°3132 DC 12 de « Travaux muséographiques et scénographiques du Musée de l'Histoire de la France et de l'Algérie », lot n°19 : Graphisme et signalétique d'exposition. Ce marché lui a été notifié le 29 octobre 2013 pour un montant de 254 217 € H.T.

Par délibération n°12293 en date du 19 juin 2014, la Collectivité a prononcé l'arrêt de l'opération de construction du MHFA, et l'étude de sa réorientation vers un projet fondé sur l'art contemporain. Par cette même délibération, la Collectivité a prononcé la résiliation du marché n°3132 DC 12 - lot n°19 susmentionné.

En réponse à cette résiliation, la société BOSCHER a transmis à la Collectivité un décompte de résiliation d'un montant global de 50 924,32 € H.T., ventilé comme suit :

1. Prestations réalisées et restant dues dans le cadre contractuel du marché : 5 830,50 € H.T.
2. Indemnités de résiliation selon articles 34 et 35 du CCAGPI et 13 du CCAP :
12 568,89 € H.T.
3. Indemnités complémentaires pour préjudice subi : 24 037,54 € H.T.

Les demandes de paiement relatives aux points n°1 et 2, contractuellement encadrées, ont fait l'objet de vérifications par Montpellier Méditerranée Métropole et ne soulèvent aucune difficulté. En revanche, la demande d'indemnisation complémentaire relative au point n°3 a fait l'objet de demande de précisions.

La réclamation initiale de la société BOSCHER se fondait sur les éléments suivants :

1	frais engagés par l'entreprise pour assurer la bonne exécution du marché dont elle était l'attributaire	6 508,00 €H.T
2	Autres indemnisations :	
	a compte prorata	457,59 €H.T
	b amortissement des frais d'études et de réalisation des prototypes sur l'ensemble des produits	2 356,70 €H.T
	c indemnisation pour perte de chiffre d'affaire	7 716,25 €H.T
	d frais de déplacement	1 472,00 €H.T
	e réalisation d'échantillons de toile	560,00 €H.T
	f réalisation de prototypes lors de la remise de l'offre	1 718,00 €H.T
	g frais généraux	1 305,00 €H.T
	h frais administratifs consécutifs à la résiliation	1 944,00 €H.T

Montpellier Méditerranée Métropole et la société BOSCHER ont échangé sur la validité de la demande. Ces échanges ont abouti aux concessions suivantes :

Sur les points 1, 2d, 2e, 2f et 2g, Montpellier Méditerranée Métropole considère qu'il s'agit de frais engagés par la société BOSCHER pour assurer la bonne exécution du marché, mais que ceux-ci sont réputés avoir été pris en compte dans le montant global et forfaitaire du marché et qu'en conséquence, il convient de les diminuer en déduisant la part déjà intégrée dans les prestations réalisées.

En réponse à cette demande, la société BOSCHER accepte de diminuer les montants des points 1, 2e, 2f et 2g en conséquence.

Sur le point 2a, Montpellier Méditerranée Métropole considère que le compte prorata relève d'une contractualisation entre entreprises, et qu'elle n'a pas à intervenir sur ce champ. La société BOSCHER accepte de retirer ce poste de sa demande d'indemnisation.

Sur les points 2b et 2h, la société a produit les précisions demandées par la Métropole, et donc justifié les montants avancés.

Sur le point 2c, Montpellier Méditerranée Métropole considère que l'indemnisation pour perte de chiffre d'affaire est prise en compte dans l'indemnité de 5% du solde du marché (Art. 46.4 CCAG) et ne doit pas être ingérée dans le calcul de la présente indemnité. La société BOSCHER accepte de supprimer ce poste.

En conséquence, le montant total d'indemnisation est porté à 15 182,23 € H.T., ventilé comme suit :

1	frais engagés par l'entreprise pour assurer la bonne exécution du marché dont elle était l'attributaire		6 042,68 €H.T
2	Autres indemnisations :		
	a	compte prorata	0,00 €H.T
	b	amortissement des frais d'études et de réalisation des prototypes sur l'ensemble des produits	2 356,70 €H.T
	c	indemnisation pour perte de chiffre d'affaire	0,00 €H.T
	d	frais de déplacement	1 472,00 €H.T
	e	réalisation d'échantillons de toile	560,00 €H.T
	f	réalisation de prototypes lors de la remise de l'offre	1 595,16 €H.T
	g	frais généraux	1 211,69 €H.T
	h	frais administratifs consécutifs à la résiliation	1 944,00 €H.T

Afin de régler définitivement le litige, il convient de conclure avec la société BOSCHER un protocole d'accord transactionnel, qui reprend l'ensemble des modalités administratives et financières du règlement.

La Commission d'Appel d'Offres du 1^{er} juillet 2015 a donné un avis favorable à la conclusion de ce protocole transactionnel.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion du protocole transactionnel avec la société BOSCHER suite à la résiliation du marché n°3132DC12 - Lot n°19,
- approuver le paiement d'une indemnité d'un montant de 15 182,23 € H.T., conformément au protocole transactionnel,
- dire que les crédits sont prévus au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer le protocole transactionnel susmentionné ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

AFFAIRE N°67 : CULTURE – CENTRE D'ART CONTEMPORAIN-ANCIEN MUSÉE DE L'HISTOIRE DE LA FRANCE EN ALGÉRIE (MHFA) - PROTOCOLE TRANSACTIONNEL AU MARCHÉ DE TRAVAUX N°3132DC12 - LOT N°21 AVEC LE GROUPEMENT SODAC - ETABLISSEMENTS JF CORTINA - SOPESUD - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

La Collectivité a engagé depuis 2008/2009 les travaux de construction de Musée de l'Histoire de France et de l'Algérie (MHFA) dans les locaux de l'Hôtel Montcalm, à Montpellier.

Dans ce cadre, la société SODAC, mandataire du groupement solidaire SODAC-SOPENA-SOPESUD, était titulaire du marché n°3132 DC 12 de « Travaux muséographiques et scénographiques du Musée de l'Histoire de la France et de l'Algérie », lot n°21 : Cloisons, peintures et revêtements. Ce marché lui a été notifié le 29 octobre 2013 pour un montant de 211 889 € H.T.

Par délibération n°12293 en date du 19 juin 2014, la Collectivité a prononcé l'arrêt de l'opération de construction du MHFA, et l'étude de sa réorientation vers un projet fondé sur l'art contemporain. Par cette même délibération, la Collectivité a prononcé la résiliation du marché n°3132 DC 12 - lot n°21 susmentionné.

En réponse à cette résiliation, la société SODAC a transmis à la Collectivité un décompte de résiliation d'un montant global de 32 029,51 € H.T., ventilé comme suit :

1. Prestations réalisées et restant dues dans le cadre contractuel du marché : 12 138,75 € H.T.

2. Indemnités de résiliation selon articles 34 et 35 du CCAGPI et 13 du CCAP : 10 005,76 € H.T.

3. Indemnités complémentaires pour préjudice subi : 9 885,00 € H.T.

Les demandes de paiement relatives aux points n°1 et 2, contractuellement encadrées, ont fait l'objet de vérifications par Montpellier Méditerranée Métropole et ne soulèvent aucune difficulté. En revanche, la demande d'indemnisation complémentaire relative au point n°3 a fait l'objet de demande de précisions.

La réclamation de la société SODAC se fonde sur les éléments suivants :

- 1) frais engagés par l'entreprise pour assurer la bonne exécution du marché dont elle était l'attributaire : 3 496,40 €
- 2) Perte d'exploitation : 6 388,60 €

La Métropole et la société SODAC ont échangé sur la validité de la demande. En réponse aux demandes de précisions formulées par Montpellier Méditerranée Métropole, la société SODAC a apporté les justifications nécessaires à la validation des montants susmentionnés.

En conséquence, il est proposé d'accepter le montant de l'indemnisation pour préjudice subi suite à la résiliation du marché, réclamé par la société SODAC. Le montant total d'indemnisation est donc porté à 9 885,00 € H.T. Afin de régler définitivement le litige, il convient de conclure avec la société SODAC un protocole d'accord transactionnel, qui reprend l'ensemble des modalités administratives et financières du règlement.

La Commission d'Appel d'Offres du 1^{er} juillet 2015 a donné un avis favorable à la conclusion de ce protocole transactionnel.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion du protocole transactionnel avec le groupement SODAC - ETABLISSEMENTS JF CORTINA -SOPESUD suite à la résiliation du marché n°3132DC12 - Lot n°21,
- approuver le paiement d'une indemnité d'un montant de 9 885,00 € H.T., conformément au protocole transactionnel,
- dire que les crédits sont prévus au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer le protocole transactionnel susmentionné ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

AFFAIRE N°68 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – JEU DE BALLE AU TAMBOURIN - AFFECTATION DE SUBVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Sports et Traditions sportives, rapporte :

Dans le cadre de sa politique sportive Montpellier Méditerranée Métropole soutient activement les sports traditionnels qui font la spécificité et la richesse de son territoire.

Dans ce contexte Montpellier Méditerranée Métropole se positionne comme un acteur du développement du jeu de balle à tambourin, discipline considérée aujourd'hui comme un véritable sport moderne qui compte près de 5000 licenciés.

Compte tenu de l'intérêt métropolitain que représente ce sport séculaire, qui trouve ses racines dans notre Région, il est proposé d'affecter la subvention votée au budget primitif de la Métropole comme suit :

1/ 500 € par club de tambourin pour les aider dans leur fonctionnement associatif :

- L'association sportive Lattes Tambourin,
- Le Tambourin Club Cournonsecois,
- Le Tambourin Club Cournonterralais,
- Le Tambourin Indoor Fabrègues,

- L'US Grabels Tambourin,
- Le Tambourin Club Jacou,
- Le Tambourin Club Lavérunois,
- Le Sport Tambourin Club de Montpellier,
- Le Tambourin Club Pignanaï,
- Le Sport Club St-Georges-d'Orques,
- Le Lou Joc Tambourin de Saussan,
- Tambourin Club Vendarguois.

2/ 5000 € pour l'organisation de l'édition 2015 des « Masters Tambourin » de Cournontérral.

Depuis plus de 20 ans le tambourin clubournontérralais organise un événement estival de Tambourin qui recueille une large adhésion du public. Depuis 2010 « Les Masters Tambourin » ont pris le relais de cette tradition Cournontérralaise d'organiser un événement médiatique mettant au devant de la scène le sport tambourin durant la période estivale.

La prochaine édition des Masters se déroule les 28, 29 et 30 juillet 2015.

3/ 1000€ pour l'organisation du Grand Prix Montpellier Méditerranée Métropole de Tambourin à Cournontérral organisé par le tambourin clubournontérralais pendant les Masters de Tambourin.

Des conventions d'attribution seront formalisées avec chacun de ses clubs.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation des subventions susvisées ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions financières afférentes ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°69 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – BÂTIMENTS SPORTIFS - AUTORISATION TEMPORAIRE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC - CONVENTION DE MISE À DISPOSITION - INFRASTRUCTURE NUMÉRIQUE - APPLICATION MOBILE VOGO SPORT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Sports et Traditions sportives, rapporte :

Au regard de ses compétences la Métropole de Montpellier est un acteur fort et reconnu dans le développement du sport au niveau local, national et international.

A ce titre, conformément à la délibération n°4846 du 26 septembre 2002, Montpellier Méditerranée Métropole soutient les clubs sportifs de haut niveau et construit, aménage et gère de grands équipements sportifs structurants ayant vocation au développement de la pratique sportive.

Notre métropole réunit aujourd'hui sur son territoire plusieurs équipes de l'élite du sport français (MHSC, MAHB, MHRC, MWP, BLMA, MAVUC) et la ville de Montpellier a été classée deuxième ville sportive de France au classement général des villes de L'Equipe, juste derrière Paris, et première ville sportive concernant les sports féminins.

Dans ce contexte, le sport apparaît comme un levier de développement économique intéressant pour notre territoire qui ne peut être déconnecté des démarches innovantes portées par la Métropole. En effet, dans le cadre de l'élan de mobilisation créé par l'initiative French Tech en faveur de l'innovation et du numérique, Montpellier Méditerranée Métropole joue un rôle décisif dans le maillage numérique du paysage montpelliérain et soutient les initiatives innovantes nées des acteurs économiques du territoire qui contribuent à faire de Montpellier une ville pionnière dans ce domaine.

La société Vogo développe une technologie numérique unique et brevetée qui permet aux spectateurs d'événements sportifs de revoir des séquences ou des actions sur leurs terminaux multimédias (téléphone, tablette) à partir d'images issues des caméras vidéos des sociétés chargées de la couverture médiatique de l'événement.

Cette start-up montpelliéraine a déjà couvert de nombreux événements sportifs sur notre métropole (championnat d'Europe de Judo, championnat d'Europe de Gymnastique, Championnat de France de Natation, Festikite...), en France (Roland Garros, demi-finale du Top 14) ou à l'étranger (Championnat d'Athlétisme aux Pays-Bas, Tournoi de Tennis au Mexique).

Dans ce cadre, il est proposé d'autoriser la société Vogo à installer de manière pérenne, ses dispositifs de captation et de diffusion des images au sein des bâtiments mentionnés ci-dessous, appartenant au domaine public immobilier métropolitain.

Les équipements métropolitains identifiés pour une installation pérenne de ce système sont le Stade de la Mosson, le Palais des Sports Bougnol, la Piscine Olympique, le Complexe Yves-du-Manoir et la Patinoire Végapolis.

La société bénéficiaire aura alors la possibilité de développer avec les clubs résidents et leurs partenaires, des accords, afin de faire bénéficier les spectateurs de nos enceintes sportives de cette nouvelle prestation en contrepartie de recettes publicitaires ou de marges sur les recettes supplémentaires générées pour les clubs ou leurs partenaires du fait de la mise à disposition de cette technologie.

Une convention d'occupation temporaire du domaine public définit les conditions techniques et financières dans lesquelles Montpellier Méditerranée Métropole autorise la société à occuper à titre précaire et révocable les emplacements requis pour l'installation des infrastructures informatiques nécessaires à la mise en œuvre de ce système.

Cette convention d'occupation temporaire du domaine public est établie pour la saison sportive 2015-2016.

Les montants des redevances annuelles d'occupation par site sont établis proportionnellement à aux capacités d'accueil des établissements concernés, soit :

- stade de la Mosson : 1000€
- le complexe Yves-du-Manoir : 800€
- le palais des sports René Bougnol : 300€
- la piscine Olympique d'Antigone : 100€
- la Patinoire Vegapolis: 100€

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser l'installation des infrastructures informatiques nécessaires au déploiement du système "vogo sport" dans les établissements sportifs susmentionnés,
- approuver les termes de la convention d'occupation temporaire du domaine public régissant les modalités de gestion des installations et notamment les redevances d'occupation, passée avec la société Vogo,
- dire que les recettes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer la convention d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public, ainsi que tout document découlant de cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°70 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – SCHÉMA DIRECTEUR D'EAU POTABLE - COMMUNE DE SUSSARGUES - MODIFICATION DU PROGRAMME DE SÉCURISATION DE L'ALIMENTATION EN EAU - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

La commune de Sussargues est alimentée en eau potable par deux forages dits Garrigues Basses (F1nord et F2sud), captages situés sur son territoire et prélevant sur la même masse d'eau Castries-Sommières. Ils constituent, actuellement, la seule ressource en eau de la commune. Ces captages font l'objet de procédures en cours de Déclaration d'Utilité Publique (DUP).

Le Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable (SDAEP), approuvé par délibération n°11594 en date du 23 mai 2013, prévoit parmi les opérations prioritaires la fiabilisation et mise en sécurité de cette alimentation avec la mise en œuvre des actions suivantes :

- la remise à niveau réglementaire des forages comprenant la sollicitation d'autorisations de prélèvements en adéquation avec les besoins actuels et futurs en parallèle de la finalisation de la DUP,
- la sécurisation de l'alimentation, par l'interconnexion de secours vers les réseaux d'eau potable du Syndicat Mixte Garrigues Campagne (SMGC), soit sur la commune de Saint Genies des Mourgues, soit sur celle de Castries.

Cependant, des investigations et études menées depuis 2013 ont révélé ou accentué des problématiques aussi bien qualitatives que quantitatives, qui vont conduire vraisemblablement à terme à l'abandon des ressources actuelles de Sussargues pour les besoins en eau potable.

Sur le volet qualitatif, il convient de noter que dès 1993, des pesticides ont été détectés de façon récurrente dans les analyses réglementaires effectuées par l'ARS sur les captages de Garrigues Basses, sans toutefois dépasser les seuils d'autorisation de distribution. Une étude d'aire d'alimentation des captage a été menée en 2013 en co-maîtrise d'ouvrage avec le SMGC et a permis d'établir un programme d'actions en vue d'améliorer la protection de l'aquifère. Toutefois, même si la mise en œuvre de ce programme a bien été engagée, les résultats ne seront visibles qu'à moyen et long termes.

Sur le volet quantitatif, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse a lancé une étude pour évaluer les volumes prélevables sur la masse d'eau Castries-Sommières dans laquelle se situent les forages de Garrigues Basses mais également les forages du Bérange ou de Fontmagne alimentant le SMGC. Cette étude conclut à la surexploitation de cette nappe et à la nécessité d'y réduire les prélèvements. De ce fait, Montpellier Méditerranée Métropole s'est rapprochée du SMGC pour trouver une solution pérenne et plus immédiate au travers de ses disponibilités en matière de ressource en eau potable.

Le SMGC a confirmé la possibilité et la faisabilité d'un raccordement sur ses réseaux de Beaulieu alimentés par les captages de Fontbonne, situés hors de la nappe de Castries et ne présentant de problème qualitatif ni quantitatif.

La commune de Sussargues peut donc être alimentée en totalité par une autre ressource que celle située sur son territoire. Ce projet, différent de celui approuvé en 2013, induit une modification de la nature de la ressource en eau alimentant ce territoire et du programme d'investissements tels que définis par le schéma directeur.

Le coût initial de l'interconnexion de secours prévue au schéma directeur était de 745 000 € H.T.
Aujourd'hui, le coût d'opération envisagée est évalué à 2 millions d'Euros H.T. réparti comme suit :

à fourniture et pose d'une canalisation de transfert de l'eau potable, en fonte et de diamètre 200mm, depuis le réseau structurant de la commune de Beaulieu jusqu'à l'entrée de la commune de Sussargues, soit 2,5 km : 750 000 € HT

à pose d'un réseau d'adduction de cette nouvelle ressource depuis la limite Nord de Sussargues jusqu'au réservoir de tête au centre de la commune, soit 800 ml de fonte DN200 : 450 000 € HT,

à renforcement des réseaux de distribution sur Sussargues et maillage DN100 et DN150 : 100 000 € HT,

à construction d'un ouvrage de surpression et de désinfection au niveau de l'actuel réservoir de tête : 500 000 € HT,

à frais d'études et divers : 200 000 € HT.

Il est proposé d'approuver cette modification de programme pour permettre la mise en œuvre dans les meilleurs délais d'une solution pérenne d'alimentation en eau de la commune de Sussargues, préalable indispensable à la poursuite de son développement.

Il convient enfin d'engager en parallèle les négociations relatives aux modalités administratives, techniques et financières d'achat d'eau au SMGC. Cet achat fera l'objet d'une convention à approuver ultérieurement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la modification du programme de travaux du schéma directeur d'eau potable consistant à alimenter en eau la commune de Sussargues de manière pérenne à partir des ressources en eau des captages de Fontbonne du syndicat Garrigues Campagne et nécessitant la construction d'un nouvel adducteur depuis les réseaux existants sur la commune de Beaulieu,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°71 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – SCHÉMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT - TRAVAUX D'EXTENSION DE LA STATION D'ÉPURATION DE COURNONTERRAL / COURNONSEC - MARCHÉ N°2858EA12 - AVENANT N°2 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Dans le cadre de la mise en œuvre de son schéma directeur d'assainissement, la Métropole a raccordé en juillet 2005 les effluents de la Commune de Cournonsec sur la station d'épuration de Courronterral et s'est engagée à renforcer à terme cette installation pour les besoins futurs de ces deux communes.

L'avant-projet de l'extension de la station d'épuration intercommunale a été approuvé par délibération n°10435 du Conseil lors de sa séance du 29 septembre 2011 et a arrêté le montant prévisionnel des travaux à 3,45 millions d'euros H.T.

La capacité nominale de la station est portée à 15 000 équivalents-habitants. Les nouveaux ouvrages sont construits sur les parcelles voisines qui ont été acquises. Ce site est longé par le Coulazou, affluent de la Mosson, qui continuera à constituer le lieu de rejet des effluents traités.

Par délibération n°11657 du 26 juin 2013, le marché de travaux n°2858EA12 a été attribué à l'entreprise AQUALTER (anciennement Ternois) domiciliée à la Seyne sur Mer (83), pour un montant de 2 948 181,54 € H.T. (valeur septembre 2012), soit 3 526 051,12 € T.T.C. (TVA 19,6 %).

Début 2014, les travaux d'extension de la station d'épuration ont été engagés. Par délibération n° 12537 du 1^{er} octobre 2014, le Conseil a approuvé la conclusion d'un avenant au marché de travaux 2858EA12. Cet avenant augmente de 1,24% le montant initial des travaux et prolonge le délai d'exécution de 11 semaines.

Aujourd'hui les travaux de construction sont en phase d'achèvement et certaines dispositions prévues dans le marché ont été modifiées du fait de plusieurs sujétions d'ordre administratif et technique.

Une des modifications majeures porte sur l'extraction des résidus solides stockés dans le bassin d'aération existant qui n'a été prévue ni au marché initial ni dans le nouveau contrat de délégation de service public portant sur l'exploitation de cet ouvrage. Cette mission a été dévolue à l'entreprise via son marché de travaux, pour un montant de 67 799,21 € HT .

Les autres modifications portent sur des adaptations et finitions mineures :

- chargement, transport et mise en décharge de type Déchets Industriels Banaux de cuves présentes sur le site,
- fourniture et mise en œuvre de fourreaux France Télécom, chambre de tirage, dépose du poteau bois,
- mise en œuvre d'un film anti-racinaire et de gravier en aménagement autour des ouvrages de la station,
- enrobés complémentaires pour la liaison entre la station et la route départementale,
- raccordement au réseau des égouttures de drainage du silo,
- mise en sécurité du poste de refoulement Beaulieu en tête de station.

Ces sujétions imprévues imposent une modification de la nature des prestations à réaliser telles que décrites au Cahier des Clauses Techniques Particulières du marché initial, la création de prix supplémentaires et une modification de la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

Un avenant n°2 au marché de travaux n°2858EA12 est proposé à cet effet.

Cet avenant génère une plus-value de 75 439,31 € HT. (valeur septembre 2012), soit 90 527,17 € T.T.C. (TVA 20%).

Le nouveau montant total du marché serait ainsi porté à 3 060 164,16 € H.T., soit une augmentation de 3,80 % par rapport au montant initial

Le délai initial d'exécution du marché (hors période de préparation) était de 13 mois comprenant 10 mois de travaux, 1 mois de mise au point en eau claire, 1 mois de mise en régime, puis 1 mois de période d'observation.

Dans le cadre de l'avenant n° 1, le délai a été prolongé de 11 semaines soit un nouveau délai global à 15,75 mois.

Afin de tenir compte des délais contractuels de réalisation des travaux supplémentaires décrits ci-dessus il convient de rajouter 18 jours ouvrés au délai déjà revu à l'avenant n°1, soit 3,6 semaines ou 0,83 mois).
Le délai global d'exécution du marché passe ainsi de 15,75 mois à 16,6 mois.
Toutes les clauses du marché restent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contradiction.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°2 au marché n°2858EA12 des travaux d'extension de la station d'épuration de Cournonterral / Cournonsec augmentant son montant de 75 439,31€ H.T. et prolongeant la durée d'exécution de 3,6 semaines,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget annexe de l'assainissement, chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cet avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

AFFAIRE N°72 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – OFFRE DE CONCOURS RELATIVE À L'EXTENSION DU RÉSEAU D'EAU POTABLE POUR LA DESSERTE DU CHÂTEAU DE FOURQUES À JUVIGNAC - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Le Château de Fourques est une propriété viticole située sur la commune de Juvignac, qui n'est pas raccordée au réseau public d'eau potable mais alimentée par une source.

Elle est constituée du domaine en lui-même ayant pour activité la production de vin, et de plusieurs logements pour les producteurs, mais également à des fins locatives.

Les autorités sanitaires ont déclaré l'eau de la source actuellement utilisée impropre à la consommation humaine. Aussi, les propriétaires du Château de Fourques ont sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'être raccordé au réseau public de distribution d'eau potable, situé rue du Valat de la Fosse à Juvignac.

La canalisation à construire pour desservir le Château de Fourques, de diamètre 63 mm et d'une longueur de 285 mètres linéaires, située sous domaine public, n'aura pas d'utilité ultérieure pouvant bénéficier à d'autres propriétés riveraines. Son dimensionnement ne permettra pas d'assurer la défense incendie de la propriété.

Dans ces conditions, il a été proposé aux propriétaires de financer la totalité des travaux correspondants dans le cadre d'une offre de concours, qu'ils ont acceptée.

Les travaux, réalisés et financés par Montpellier Méditerranée Métropole, feront l'objet d'un remboursement à hauteur de 29 311,17 € H.T., soit 35 245,33€ T.TC..

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention d'offre de concours à conclure avec Madame Rosine Vincent, propriétaire du Château de Fourques à Juvignac, pour la desserte en eau potable de sa propriété,
- dire que les crédits nécessaires à la réalisation de l'extension du réseau d'eau potable seront inscrits au budget annexe de l'eau potable 2015 de la Métropole au chapitre 23,
- autoriser le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°73 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – CRUES DES 29 SEPTEMBRE ET 6 OCTOBRE 2014 - DOMMAGES OCCASIONNÉS SUR LES COURS D'EAU ET LES OUVRAGES D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT - DEMANDE D'AIDES FINANCIÈRES - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Les intempéries qui ont frappé le territoire de la Métropole le 29 septembre et le 06 octobre 2014 ont occasionné des dégâts sur les cours d'eau ainsi que sur les ouvrages d'eau potable et d'assainissement gérés par la Métropole.

Ces dégâts ont été estimés comme suit :

- travaux de restauration et de désembâclement des cours d'eau pris en charge par la Métropole dans le cadre d'un chantier d'insertion par l'emploi : 31 340 € HT
- travaux de réfection sur les réseaux d'eau potable : 40 719 € HT
- travaux de réparation sur les réseaux d'eaux usées et les postes de refoulement : 640 808 € HT.

Ces travaux peuvent bénéficier de subventions pour la réparation des dégâts causés par les calamités publiques, auprès des services de l'Etat, du Conseil Général de l'Hérault, du Conseil Régional Languedoc Roussillon et de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dès lors, il convient d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à solliciter les plus larges subventions possibles auprès de ces organismes et institutions compétents pour l'année 2015.

Les dossiers correspondants ont d'ores et déjà été déposés au Guichet Unique mis en place par la Préfecture de l'Hérault.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- solliciter les plus larges subventions possibles auprès des institutions compétentes pour la réparation des dommages causés par les crues des 29 septembre et 6 octobre 2014, sur les réseaux d'eau potable, d'assainissement et les cours d'eau,
- autoriser Monsieur le Président de la Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°74 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – PROJET DE RECHERCHE "QUEL IMPACT DE LA MULTIPLICATION DES MODÈLES DE GESTION DES SERVICES PUBLICS DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT ?" - CONVENTION DE COLLABORATION ENTRE L'IRSTEA, AQUA D'OC-RÉGIE DES EAUX DE MONTPELLIER 3M - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Avec la passation des trois nouveaux contrats de Délégation de Service Public en assainissement au 1er janvier 2015, et la mise en route de la nouvelle régie de l'eau potable et de l'eau brute, Aqua d'Oc-Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, au 1^{er} janvier 2016, Montpellier Méditerranée Métropole bénéficiera prochainement de deux modes de gestion distincts de ses services d'eau et d'assainissement.

Le pilotage des nouveaux contrats de délégation est en cours de construction, les modalités mises en œuvre jusque-là s'avérant insuffisantes au vu des objectifs ambitieux d'améliorations de service attendues et des exigences accrues de transparence assignées aux contrats.

Pour ce qui est du pilotage de la régie, les modalités restent à définir. Même s'il peut être basé sur des indicateurs similaires, les relations entre une collectivité et son délégataire, et une collectivité et sa régie, ne sont pas à placer totalement sur un même plan.

L'UMR G-EAU d'Irstea, basée à Montpellier, a régulièrement accompagné la Métropole dans les réflexions autour des modes de gestion des services d'eau et d'assainissement. Dans ce contexte de collaboration Irstea propose aujourd'hui à la Métropole et à Aqua d'Oc-Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, de cofinancer un projet de recherche articulé autour d'une thèse sur le thème des outils de pilotage de la performance dans le cadre d'une convention de partenariat de recherche.

Les attendus opérationnels de la thèse pour la Métropole et la Régie sont la mise en place de nouveaux outils de pilotage intelligents et pertinents à 2 niveaux :

- outils « internes » destinés au suivi quotidien fait par les services
 - outils « externes » destinés aux décideurs politiques, usagers, instances de gouvernance ;
- Il va aussi s'agir d'observer et d'accompagner la mise en cohérence de ces outils avec d'autres outils existants ou déployés prochainement (SIG, gestion patrimoniale, GMAO, etc.).

Les attendus scientifiques de la thèse pour l'Irstea sont :

- la contribution aux travaux de recherche portant sur le lien entre les institutions, les pratiques et les outils de gestion dans les services d'eau
- la soutenance d'une thèse en science de gestion
- la publication d'articles scientifiques et de démarche de transfert permettant de diffuser les résultats.

Un projet de convention tri-partite a été élaboré en vue de cette collaboration. Celui-ci fixe notamment la durée de la collaboration à 42 mois avec la présence du doctorant répartie dans les locaux de l'Irstea et de la Métropole, définit les modalités de pilotage du projet et les conditions d'utilisation et de confidentialité des données et des résultats.

S'agissant des dispositions financières, il est proposé que Montpellier Méditerranée Métropole participe à hauteur de 10 000 € H.T. par an sur 3 ans, Aqua d'Oc- Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole versant une contribution équivalente. Le total de ces deux contributions, soit 60 000 € H.T, représente la moitié des charges du doctorant. Le solde des coûts complets des moyens mis à disposition du projet sera pris en charge par l'Irstea dans le cadre de fonds de l'Agence Nationale de la Recherche, soit au total 209 872 € H.T. sur les 3 ans. Le montant de ces contributions pourrait être révisé à la baisse en cas de financement complémentaire actuellement en cours de recherche.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de collaboration entre l'IRSTEA, Aqua d'Oc et Montpellier Méditerranée Métropole pour le projet de recherche "Quel impact de la multiplication des modèles de gestion des services publics de l'eau et de l'assainissement ?",
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de l'assainissement collectif,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention mentionnée ci-dessus ainsi que l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

AFFAIRE N°75 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DU SERVICE DE L'EAU POTABLE ET DE L'EAU BRUTE POUR L'ANNÉE 2014 - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

En application de l'article L.2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, il doit être présenté au Conseil métropolitain un rapport annuel sur le prix et la qualité du service de l'eau potable et de l'eau brute. Ce dernier doit par ailleurs respecter les exigences fixées par la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques du 30 décembre 2006 et le décret du 2 mai 2007, notamment avec la mise en œuvre d'indicateurs de performance.

Montpellier Méditerranée Métropole exerce depuis le 1^{er} janvier 2010 la compétence « Eau Potable » de plein droit en lieu et place des Communes membres en application de l'arrêté préfectoral n°2009-1-1532 du 22 juin 2009. Elle intervient en propre sur 13 communes, à savoir Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades le Lez, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues et Villeneuve-lès-Maguelone.

Elle intervient selon le principe de représentation-substitution pour les 18 autres, au sein des syndicats mixtes du Bas-Languedoc ou de Garrigues Campagne.

Par application de l'arrêté préfectoral n°2008-1-3230 du 11 décembre 2008, la Métropole exerce également la compétence « Développement et gestion des réseaux d'acheminement de l'eau brute du Bas Rhône et du Languedoc dite « Eau Brute » de plein droit en lieu et place des communes membres.

Le service public de l'eau potable concerne près de 1 243 km de réseau d'adduction et de distribution, 30 réservoirs d'une capacité totale de 113 800 m³, plus de 71 100 abonnés.

La ressource principale est la source du Lez, pour un débit de prélèvement autorisé de 1700 l/s qui alimente l'usine de clarification et de traitement (François Arago à Montpellier). En complément de la source du Lez, lors de la période d'étiage, l'eau du canal BRL peut être distribuée après traitement sur la même station François Arago, adaptée en conséquence.

Les communes de Montpellier et Juvignac sont exclusivement alimentées par la source du Lez. Les communes de Grabels, Jacou, Le Crès, Montferrier-sur-Lez et Vendargues sont aussi alimentées par la source du Lez pour partie. Seuls les forages locaux alimentent les communes de Saint-Brès, Sussargues et Villeneuve lès Maguelone. Pour les communes de Lattes et Pérols, l'alimentation est assurée par les ressources du Pays de l'Or Agglomération, traitées par l'usine de potabilisation de Vauguières.

Au global, en 2014, 30 586 563 m³ d'eau ont été mis en distribution, 23 693 196 m³ facturés aux usagers du service public de l'eau potable et 2 403 237 m³ vendus en gros aux collectivités hors territoire de la Métropole.

L'exploitation du service fait l'objet de 7 contrats de délégation de service public.

Par délibération en date du 07 mai 2014, la collectivité a adopté le principe d'une gestion en régie des services de l'eau potable et de l'eau brute et ce à compter du 1^{er} janvier 2016. Un directeur de projet a été recruté et un bureau d'études missionné pour aider à la mise en œuvre de la régie. La gouvernance du projet de régie a été également renforcée avec la mise en place d'un comité de suivi qui s'est réuni pour la première fois au mois de juin.

Ce processus a abouti à la création de régie publique des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, par délibération en date du 28 avril 2015.

Parallèlement, après négociations, les contrats de délégation de service public en vigueur ont fait l'objet d'avenants approuvés en octobre 2014 afin de reporter leur échéance à la date du 31 décembre 2015, en accord avec les services de la Direction des Finances Publiques. Seul le contrat portant sur la commune de Grabels, déjà prolongé pour motif d'intérêt général d'une année par voie d'avenant, n'a pas pu faire l'objet d'une nouvelle prolongation. Ainsi, depuis le 1^{er} novembre 2014, la commune de Grabels est gérée en régie avec l'appui d'un contrat de prestations de service.

La tarification pratiquée sur les 10 communes gérées depuis 2010 par la collectivité, soit Grabels, Juvignac, Lattes, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades le Lez, Saint-Brès, Sussargues, et Villeneuve-lès-Maguelone, restée inchangée en 2014 se décompose comme suit :

- une partie fixe semestrielle, fonction du diamètre du compteur, fixée selon la commune de 19,23 euros H.T. à 19,91 euros H.T. pour un compteur de 20 mm ou moins, intégralement perçue par l'exploitant,
- une partie proportionnelle incluant la part fermière et la part collectivité et dont le montant total est fixé :
 - o à 1,125 euros hors taxes par mètre cube pour la 1ère tranche de consommation de 0 à 120 m³ par an
 - o à 1,263 euros hors taxes par mètre cube pour la 2ème tranche de consommation au-delà de 120 m³ par an.

La tarification de l'eau distribuée sur les communes de Jacou, Le Crès et Vendargues (ex syndicat du Salaison) se décompose pour 2014 en :

- une partie fixe semestrielle, fonction du diamètre du compteur, fixée à 11,59 euros H.T. au 1er semestre et 12,33 euros H.T. au 2nd semestre pour un compteur de 20 mm ou moins, intégralement perçue par l'exploitant,
- une partie proportionnelle incluant la part fermière et la part collectivité et dont le montant total est fixé :
 - o à 1,0579 euros hors taxes par mètre cube pour la 1ère tranche de consommation de 0 à 400 m³ par an
 - o à 1,5505 euros hors taxes par mètre cube pour la 2ème tranche de consommation au-delà de 400 m³ par an.

La mise en œuvre du Schéma Directeur d'Adduction d'Eau Potable approuvé en mai 2013 se concrétise. En ce qui concerne les ressources en eau, le projet de recherche « Gestion multi-usages des aquifères karstiques méditerranéens – Le Lez, son bassin versant et son bassin d'alimentation », d'un montant global de 1,2 M€, piloté par la Métropole et le BRGM, regroupant un partenariat scientifique et technique, s'est achevée avec l'approbation des principales recommandations formulées. L'objectif de ce programme était d'améliorer les connaissances sur le fonctionnement de l'hydrosystème karstique du Lez et la qualité de la ressource dans un contexte de gestion active par pompage et de changements globaux, climatique et anthropique. Démarré en 2009, il a été riche en enseignements et a apporté de nombreux éléments de réponse aux questions posées initialement. Il constitue désormais le socle de connaissance sur lequel il est possible de s'appuyer pour une gestion maîtrisée et raisonnée de l'aquifère qui constitue la principale ressource pour l'alimentation en eau potable de notre territoire.

Il convient désormais de donner une suite à ce programme de recherche en mettant en œuvre une partie des recommandations formulées à l'issue du projet. La principale porte sur la réalisation de pompages d'essai pour solliciter le karst sous sa cote d'exploitation actuelle, première étape vers la concrétisation d'une perspective d'augmentation des prélèvements, qui restera conditionnée à l'obtention d'une nouvelle Déclaration d'Utilité Publique, mais qui permettrait d'apporter des solutions pérennes d'approvisionnement pour notre territoire conformément à l'option privilégiée retenue dans notre Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable.

Sur les autres ressources, l'étude de reconquête de la qualité de l'eau souterraine a été achevée sur les captages de Garrigues Basses à Sussargues, aboutissant à la définition d'un plan d'actions. L'étude de la révision de la Déclaration d'Utilité Publique des captages de Grabels et de l'autorisation de mise en service du forage des Terrasses de la Mosson a été également lancée en 2014.

En termes de travaux, les investissements portés par la Métropole en 2014 se sont élevés à 2,8 M€ consacrés pour l'essentiel à des travaux d'extension et/ou de renforcement des réseaux, à des travaux d'accompagnement de voirie, à des individualisations de compteurs et à des travaux sur les ouvrages de production. Par ailleurs, au titre de ses obligations contractuelles, le délégataire du service sur la Commune de Montpellier a assuré une partie du renouvellement des réseaux. Les canalisations renouvelées en 2014 dans ce cadre ont représenté un linéaire de 1 233 ml.

Sur l'ensemble du service, 27 branchements plomb ont été remplacés et 607 fuites réparées. Ces réparations de fuites contribuent à la maîtrise du rendement des réseaux de distribution moyen des 13 communes, celui-ci s'élevant pour l'année 2014 à 80,9 %.

Concernant la qualité, l'eau distribuée sur les 13 communes pour lesquelles la Métropole exerce la compétence, celle-ci présente un taux de conformité supérieur à 99 % pour les paramètres microbiologiques et supérieur à 97% pour les paramètres physico-chimiques.

Enfin, un programme de recherche et développement a démarré en 2013. En partenariat avec IBM, Véolia Eau et M2O city, le PRD4, bâti autour du thème Eau et Télérélevé, propose entre autres d'apporter des applications concrètes aux usagers et à l'exploitant ainsi que des tableaux de bord de pilotage à l'autorité organisatrice. Ce programme a été prolongé d'une année par voie d'avenant fin 2014 pour permettre son bon achèvement.

Le rapport annuel 2014 reprend le détail des éléments mentionnés ci-dessus, en s'appuyant le cas échéant sur les bilans annuels remis par les délégataires au titre de l'article L-1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par arrêté préfectoral n°2008-1-3230 du 11 décembre 2008, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a pris la compétence « Développement et gestion des réseaux d'acheminement de l'eau brute du Bas Rhône et du Languedoc » afin de permettre notamment l'arrosage d'espaces verts publics ou privés préservant ainsi les ressources locales destinées à l'alimentation en eau potable.

Au même titre que l'eau potable ou l'assainissement collectif comme non collectif, l'eau brute est un Service Public Industriel et Commercial (SPIC) qui se finance uniquement par les recettes perçues auprès des usagers. En 2014, les recettes perçues dans le cadre des ventes d'eau brute aux 285 abonnés du service se sont élevées à 217 554 € H.T. pour un volume facturé de 284 845 m³.

La structure et le niveau tarifaire pour l'ensemble du service sont similaires à ceux mis en œuvre par BRL, principal opérateur d'eau brute sur le territoire. Ils se déclinent comme suit :

- Tarification Eau Brute à Usages Divers (EUD) :
- Abonnement annuel : 63,16 € H.T. par m³/h souscrit
- m³ consommé : 0,55 € H.T. par m³
- Tarification Petits Consommateurs (limité à un abonnement maximum de 2 m³/h) :
- Abonnement annuel pour 2 m³/h : 63,16 € H.T.
- m³ consommé : 0,55 € H.T. de 0 à 70 m³
- m³ consommé : 1,42 H.T. par m³ au-delà de 70 m³
- Tarification Agricole :
- Abonnement annuel : 63,16 € H.T. par m³/h souscrit
- m³ consommé : 0,134 € H.T. par m³.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel 2014 sur le prix et la qualité du service de l'eau potable et de l'eau brute,
- autoriser sa transmission à toutes les communes de Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

AFFAIRE N°76 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – PROGRAMME DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT DURANET - EXPÉRIMENTATION - CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DE L'INFRASTRUCTURE PUBLIQUE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a l'ambition de faire partie des métropoles les plus attractives en France et en Europe, d'être un haut lieu de l'innovation ouverte et de l'excellence, de se positionner comme un lieu d'affaires et de décision, d'offrir un cadre de vie et de travail amélioré. Elle veut concilier les objectifs de préservation de ses ressources et de son territoire en figurant parmi les villes pionnières en matière d'innovation, et de protection de l'environnement.

Forte de ses enjeux, Montpellier Méditerranée Métropole, garante du maintien de son patrimoine et de la performance de ses services, s'implique pleinement dans le projet de recherche et de développement collaboratif dénommé « Duranet ». Ce projet s'inscrit dans une démarche de partenariat entre Grands Groupes, ETI, PME de spécialités et organismes de recherche publique. Ce groupe rassemble VEOLIA Eau, Saint Gobain PAM, Kerneos, Dralam, Optomesures, ISNA Toulouse, ISTTAR, Université Paris Est Marne-la-Vallée, sous forme d'un consortium R&D. Compte tenu de la dimension nationale et internationale de ce projet, il est piloté par Saint Gobain PAM, est labellisé par les pôles de compétitivité Eau et Hydreos et bénéficie des concours financiers de l'Etat (conventionnements BPI France), des régions Lorraine et Midi Pyrénées et des entreprises, dans le cadre de l'appel à projets n°18 du Fonds Unique Interministériels (FUI) lancé par l'Etat français en 2013.

Le programme de recherche R&D Duranet porte sur le développement de conduites en fonte à revêtement interne spécifique (ciment à base d'aluminate de calcium), résistant à la corrosion liée à la septicité des effluents (corrosion acide d'origine biogénique, production d'hydrogène sulfuré puis d'acide sulfurique). De plus, il prévoit le développement de procédés d'application, d'évaluation et de normalisation afférents à la bio corrosion ainsi que la mise en place de prototypes de capteurs, échantillonneurs sur des segments de réseaux d'assainissement urbain, en écoulement gravitaire, faiblement à fortement exposés à la bio corrosion, couplé à des travaux de R&D en laboratoire.

Au titre de ces travaux, il est nécessaire d'effectuer sur les sites d'essais/test :

- des recueils de données issues des équipements préexistants (dans le cadre de l'exploitation),
- la pose de capteurs afin de suivre l'humidité de l'air et la teneur en H₂S,
- la pose d'un ensemble d'éprouvettes d'échantillons de mortiers de ciment, au voisinage de l'écoulement des eaux usées urbaines,

- la pose d'un nouveau capteur "prototype" H2S,
- des recueils de données issues des nouveaux capteurs installés, ainsi que leur maintenance durant le projet,
- la pose d'échantillons de nouvelle conduite fonte à revêtement interne spécifique dite «prototype».

Il est proposé que Montpellier Méditerranée Métropole travaille en partenariat au sein du consortium en mettant à disposition des segments de réseaux d'assainissement urbain qui sont en conditions réelles d'exploitation.

Les territoires de communes de Saint Jean de Védas et de Lattes sont proposées comme sites d'essais/tests des prototypes compte tenu de la présence de sulfures dans les effluents et d'émanations d'hydrogène sulfuré en des endroits spécifiques des réseaux.

L'ensemble de ces opérations nécessitera des visites et des interventions sur le site d'essais/tests de la part des partenaires du consortium sous la responsabilité de VEOLIA Eau, membre du consortium mais également titulaire du contrat de délégation du service public d'assainissement collectif sur ces communes.

Il appartient à Montpellier Méditerranée Métropole, en tant qu'autorité organisatrice, d'autoriser le consortium représenté par VEOLIA Eau à faire procéder à ces expérimentations, d'en définir les conditions et de placer leur mise en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant VEOLIA Eau. Pour cela, il est proposé de signer une convention de mise à disposition des équipements entre la Métropole et VEOLIA Eau afin d'autoriser ces expérimentations, de s'assurer de la pérennité des ouvrages, et de permettre à la métropole d'accéder aux résultats de mesures réalisées. Cette convention est signée pour une durée de 38 mois et n'entraîne aucun frais à la charge de la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de mise à disposition de l'infrastructure publique, intitulée "convention d'autorisation de prototypes sur les réseaux de collecte des eaux usées des communes de Saint Jean de Védas et Lattes",
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer avec VEOLIA Eau la convention mentionnée ci-dessus ainsi que l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

AFFAIRE N°77 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT POUR L'ANNÉE 2014 - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

En application de l'article L.2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), il doit être présenté au Conseil Métropolitain un Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service de l'assainissement (RPQS). Ce dernier doit par ailleurs respecter les exigences fixées par la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006 et le décret du 2 mai 2007, notamment avec la mise en œuvre d'indicateurs de performance.

En 2014, le service public de l'assainissement concerne 1 467 km de réseau, dont 1 263 km en gravitaire, 200 postes de refoulement et 15 stations d'épuration. La capacité de traitement cumulée de ces dernières est de 573 300 Equivalents-Habitants, soit près de 32,8 millions de m³ traités et près de 21,5 tonnes de DBO5/jour (Demande Biologique en Oxygène sur 5 jours). Près de 26,3 millions de m³ ont été facturés à 98 305 abonnés.

La mise en œuvre du schéma directeur d'assainissement s'est poursuivie en 2014.

Concernant l'Intercepteur Est, la pose de 63 % du linéaire total de collecteur soit près de 12 km est désormais réalisée. La partie amont de l'Intercepteur a été poursuivie avec la pose entre le rond-point d'Agropolis et l'entrée de Clapiers sous la nouvelle piste cyclable en accompagnement des travaux routiers menés par le Département de l'Hérault sur la RD65. Par ailleurs, 1,6 km de réseaux ont été posés sous les rues Draye et Ferran à Montpellier pour 1,6 M€ HT. Ces réseaux, posés par anticipation, seront mis en service une fois tout le linéaire de l'intercepteur Est finalisé.

Enfin, après attribution du marché de travaux, les études exécution de pose par microtunnelage sous l'avenue de la Pompignane. ont démarré fin 2014. Les travaux correspondants devraient être achevés en mars 2016. Le coût d'opération pour ce nouveau tronçon s'élève à 10M€ H.T.

Le budget 2014 consacré à l'ensemble des travaux de l'Intercepteur Est s'est élevé à plus de 3,3 M€ T.T.C.

Les travaux relatifs à la nouvelle station d'épuration intercommunale de Sussargues – Saint Geniès des Mourgues, de capacité 7 200 équivalents-habitants, ont débuté en 2014. Cette nouvelle station permettra de préserver les périmètres rapprochés des captages d'eau potable de Fontmagne et Garrigues Basses sur Sussargues et d'améliorer la qualité des eaux du Bérange et de l'étang de l'Or, milieu récepteur final. Ainsi les travaux de pose de la canalisation de transfert des effluents de Sussargues sur Saint Geniès, longue de 4,25 km et de diamètre 200 à 300 mm, ainsi que la construction d'un poste de refoulement au niveau du stade Jules Rimet de Sussargues, ont été engagés, le montant global de cette réalisation s'élevant à 0,44 M€TTC.

Le chantier construction de la station d'épuration a par ailleurs démarré fin 2014.

La mise en service de l'ensemble des ouvrages est prévue en octobre 2015. Le montant total de cette opération s'élève à 5,7 M€ H.T.

Le projet d'extension de la station d'épuration de Cournonterral portant sa capacité à 15 000 équivalents-habitants s'est concrétisé en 2014 avec la réalisation d'une part importante de travaux. Cet ouvrage a pour objectif d'améliorer le niveau de traitement des eaux usées en vue de la préservation du milieu aquatique (bassin versant du Coulazou et de la Mosson), d'augmenter la capacité de traitement de l'installation de 7 200 équivalents-habitants (EH) actuellement à 15 000 équivalents-habitants, de fiabiliser le fonctionnement afin de garantir une qualité constante des eaux traitées, et d'intégrer le projet dans toutes les dimensions environnementales (insertion paysagère, protection contre le bruit, les odeurs,...). Le budget 2014 consacré à ces travaux s'est élevé à près de 2,31 M€ TTC.

Concernant le raccordement des effluents de la commune de Castries à MAERA, dernière opération de restructuration des ouvrages primaires prévus par le schéma directeur, les études ont débuté pour la réalisation d'une pose de collecteur de transfert des effluents de 2,26 km en diamètre 200 mm depuis la station de Castries jusqu'au poste de refoulement de Vendargues. Le coût du projet est évalué à 1,5 M€HT. Ces travaux sont programmés pour 2016.

Enfin, l'étude d'audit technique du système MAERA, s'est achevée. Elle a permis l'approbation d'un programme de travaux en vue de l'extension et l'optimisation de la station d'épuration MAERA répondant aux objectifs prioritaires qui sont d'intégrer les exigences de traitement par temps de pluie, de proposer une filière boues complète et dédiée, d'assurer « zéro nuisances » pour l'environnement immédiat du site, les futurs ouvrages devant permettre d'accompagner le développement du territoire. Ainsi le programme arrêté permettra de passer d'une capacité biologique de traitement de 470 000 équivalents-habitants à 600 000 à l'horizon 2030 et 720 000 à terme (horizon Plan Local de l'Habitat). Par ailleurs, la capacité hydraulique de traitement passera de 4 m³/s à 6 voire 7 m³/s. Le coût estimatif des travaux d'extension est évalué de 67 à 81 M€ H.T. selon le choix fait sur la filière boue.

Globalement, les dépenses du budget annexe de l'assainissement se sont élevées en 2014 à près de 40,2 millions d'euros TTC, dont 20 millions d'euros de dépenses réelles d'investissement pour les travaux, 7,35 millions d'euros étant consacrés aux réseaux des communes hors Schéma Directeur d'Assainissement.

Concernant la réalisation des ouvrages neufs sur le territoire de la Métropole, dans le respect des engagements de la charte adoptée le 25 juillet 2013, un guide de bonnes pratiques pour la réalisation des réseaux neufs d'eau et d'assainissement a été approuvé courant 2014. Ce guide est à l'attention des maîtres d'ouvrages (la collectivité et les exploitants des services publics d'eau et d'assainissement, les aménageurs publics ou privés, promoteurs, etc...), des maîtres d'œuvre et des entreprises réalisant des ouvrages d'eau et d'assainissement. Il ne se substitue ni aux textes réglementaires ni autres référentiels en vigueur, mais les décline ou les complète. Il s'inscrit dans la continuité de la charte de qualité des réseaux d'eau et d'assainissement en Languedoc-Roussillon, dont il se veut l'application, et reprend les pratiques mises en place progressivement ces dernières années.

En matière d'indicateurs techniques, la croissance du nombre d'abonnés du service est encore confirmée en 2014, avec un taux de plus 2,6 %, et une évolution des volumes facturés de 1,1 %

Le prix de l'assainissement au 1^{er} janvier 2015, comprenant les parts distributeur et intercommunale, a été maintenu à 1,42 euros H.T. par mètre cube.

En terme d'organisation du service, l'exploitation est déléguée, sur la totalité des 31 communes membres, dans le cadre de 11 contrats d'affermage qui sont arrivés à échéance au 31 décembre 2014 pour l'ensemble des communes, hormis pour Prades le Lez et Villeneuve lès Maguelone dont l'échéance des contrats était au 4 février 2015. Dans la continuité des décisions prises en juillet 2013, une mise en concurrence a été menée et finalisée en 2014 en vue de la conclusion de 3 nouveaux contrats de délégation de service pour l'ensemble des communes selon un nouveau découpage :

- délégation du service public pour le traitement des eaux usées par la station d'épuration MAERA,
- délégation du service public pour la collecte des eaux usées sur les communes raccordées à la station d'épuration MAERA,
- délégation du service public pour la collecte et le traitement des eaux usées sur les communes des secteurs est et ouest.

Trois nouveaux contrats ont ainsi été signés fin 2014 d'une durée de 7 ans à compter du 1^{er} janvier 2015.

Afin d'assurer la continuité du service et gérer en toute transparence le passage des anciens aux nouveaux contrats, des protocoles de fin de contrat ont fait l'objet d'avenants, signés entre la collectivité et les deux délégataires, Lyonnaise des Eaux et Véolia Eau.

Enfin, le renouvellement de ces contrats a été l'occasion de l'élaboration d'un nouveau règlement de service identique sur l'ensemble du territoire, approuvé en décembre 2014.

Le rapport pour l'année 2014 reprend le détail des éléments mentionnés ci-dessus, en s'appuyant le cas échéant sur les bilans annuels fournis par les délégataires au titre de l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Ces bilans attestent de la conformité des rejets de toutes les stations d'épuration, et de l'amélioration progressive de la qualité du milieu naturel grâce aux efforts consentis toutes ces dernières années. Le marché du suivi des rejets en mer et du Lez étant arrivé à échéance fin 2014, il a été renouvelé pour 5 ans.

Par ailleurs, les efforts se poursuivent en matière de contrôle des effluents collectés. En 2014, 60 nouveaux établissements ont engagé une démarche d'autorisation de déversement d'effluents non domestiques. La Cellule des Rejets Industriels et des Déchets toxiques (CRIDt) enregistre désormais un total de 414 entités susceptibles de rejeter des effluents non domestiques et qui concernent 381 entreprises. 49 établissements disposent aujourd'hui d'un arrêté d'autorisation de déversement notifié. Par ailleurs 13 conventions tripartites entre les professionnels, Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant de la station d'épuration MAERA ont été signées en 2013, autorisant le dépotage sur la station d'épuration MAERA pour une durée de 3 ans.

Enfin, une évolution de conditions tarifaires appliquées aux abonnés non domestiques a été approuvée en novembre 2014 pour mise en œuvre au 1^{er} janvier 2015. Il s'agit de limiter et d'encadrer la valeur du coefficient de pollution, de manière à réduire les disparités, rendre plus soutenable économiquement la redevance non domestique tout en maintenant son caractère incitatif selon le principe du pollueur-payeur. Cette évolution conduit à une baisse de cette redevance pour l'ensemble des usagers concernés à compter du 1^{er} janvier 2015.

Concernant le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC), assuré en régie sur les 4000 installations dénombrées sur le territoire, un total de 376 contrôles a été effectué en 2014, dont 48 contrôles diagnostics de l'existant, 172 vérifications du bon fonctionnement et de l'entretien, 100 vérifications de la conception des travaux et 56 vérifications de la conception et de l'exécution des travaux.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel 2014 sur le prix et la qualité du service de l'assainissement (RPQS),
- autoriser sa transmission à toutes les communes de Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

AFFAIRE N°78 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – EXTENSION DE LA 1ÈRE LIGNE DE TRAMWAY AU PEM MONTPELLIER SUD DE FRANCE - AVENANT N°1 AU MARCHÉ DE MAÎTRISE D'OEUVRE GÉNÉRALE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Par délibération n°11195 du 30 octobre 2012, le Conseil de Communauté a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle du projet permettant la prolongation de la Ligne 1 de tramway vers le pôle d'échanges multimodal Montpellier Sud de France à Montpellier.

Par délibération n°11197 du 30 octobre 2012, le Conseil de Communauté a mandaté la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) pour assurer, au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les missions d'études de cette opération.

Par délibération n°11818 du 24 septembre 2013, le Conseil de Communauté a autorisé la SAAM à signer le marché n°2921 S 13.01 relatif à la mission de maîtrise d'œuvre générale avec le groupement d'entreprises INGEROP / RICHEZ ASSOCIES, mandataire INGEROP de Montpellier (34), pour un montant de 1 397 450 € H.T.

Ce marché comprend une tranche ferme et deux tranches conditionnelles :

- la tranche ferme correspond aux missions diagnostic/études préliminaires et études d'impact, et études d'avant-projet ;
- la tranche conditionnelle n°1 comprend les missions projet, assistance à la passation des contrats travaux, études d'exécution/visa, direction de l'exécution des contrats travaux, assistance aux opérations de réception, essais et mise en service de la ligne de tramway (hors ouvrage de franchissement A9 déplacée) ;
- et la tranche conditionnelle n°2 porte sur les missions projet, assistance à la passation des contrats travaux, études d'exécution/visa, direction de l'exécution des contrats travaux, assistance aux opérations de réception pour la réalisation de l'ouvrage de franchissement de l'A9 déplacée.

Pour garantir la bonne coordination du projet tramway avec les projets Gare d'une part et Ouvrage de franchissement de l'A9 déplacée d'autre part, qui sont en interface étroite tant sur le plan technique que du point de vue du calendrier, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de confier au titulaire du marché les missions complémentaires suivantes :

- reprise de l'axe et du profil en long du tramway au regard du futur ouvrage de franchissement de l'autoroute A9 déplacée et du parvis du futur pôle d'échange multimodal Montpellier Sud de France
- Reprise du piquetage LAC et prise en compte des contraintes structure du futur parvis du pôle d'échange multimodal et de l'ouvrage de franchissement de l'A9 déplacée, reprise du positionnement de l'appareil de voie sur la dalle du futur parvis et prise en compte de l'impact sur les quais de station, étude de détail de la station gare (intégration des systèmes mobiliers, nivellement des quais, connexion à la multitubulaire, alimentations des LAC et courants faibles), gestion des interfaces liées à l'ouvrage de franchissement de l'A9 déplacée

Le montant forfaitaire de ces études complémentaires s'élève à 49 300.00 € HT (valeur juin 2013).

Le nouveau montant du marché est ainsi établi à 1 446 750.00 € HT (valeur juin 2013).

Les études complémentaires, objet du présent avenant seront réalisées dans les délais d'exécution fixés à l'acte d'engagement pour la réalisation de la tranche ferme. La réalisation de ces études complémentaires est donc sans incidence sur la durée prévisionnelle du marché.

La Commission d'Appel d'offres réunie en date du 1er juillet 2015 a émis un avis favorable sur cet avenant n°1 au marché de maîtrise d'œuvre générale pour l'extension de la Ligne 1 au PEM Montpellier Sud de France.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°1 au marché 2921 S 13.01 de mission de maîtrise d'œuvre générale dans le cadre de la prolongation de la première ligne de tramway vers le pôle d'échanges multimodal Montpellier Sud de France,

- autoriser la SAAM, mandataire de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer cet avenant fixant le montant total du marché à 1 446 750.00 € HT (valeur juin 2013) avec le groupement Ingerop Conseil et Ingénierie (mandataire) et Richez Associés,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (une abstention).

S'est abstenue : Mme C. JABADO

AFFAIRE N°79 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TRAMWAY - MARCHÉ N°3.583 - EQUIPEMENTS EN ABRIS VOYAGEURS, MAINTENANCE, ENTRETIEN ET GESTION DE LA PUBLICITÉ - AVENANT N°4 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Par délibération n°9672 du 20 juillet 2010, le Conseil de Communauté a approuvé le projet de marché et a autorisé TaM, mandataire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole par décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, à signer le marché n°3.583 des équipements en abris voyageurs, maintenance, entretien et gestion de la publicité avec la société JC Decaux Mobilier Urbain.

Ce marché prévoit, pour la Ligne 3, la mise en place de 83 abris tramway présents au catalogue, 12 abris tramway spécifiques et 13 abris pour le réseau bus. Il prévoit également le remplacement de 80 abris tramway pour la Ligne 1 ainsi que 393 abris du catalogue sur le réseau de bus associé.

Par délibération n°10774 du 29 mars 2012, le Conseil de Communauté a autorisé la signature de l'avenant n°1 intégrant notamment la modification des stations desservies par la Ligne 3 de tramway suite à son nouveau tracé plus direct en centre-ville. Il comprend également la mise au design Ligne 4 des stations Ligne 1 desservies par la Ligne 4. L'exécution de cet avenant n°1 étant sans incidence financière.

Par délibération n°11684 du 26 juin 2013, le Conseil de Communauté a autorisé la signature de l'avenant n°2 intégrant des créations et modifications d'équipements (platines, blocs techniques,...) et d'abris spécifiques (Stations Mosson, Observatoire, Saint-Denis,...) pour un montant de 93 369,08 € HT, représentant une augmentation de 5,6% du coût total du marché.

Par délibération n°12887 du 31 mars 2015, le Conseil Métropolitain a autorisé la signature de l'avenant n°3 portant sur la création de prix nouveaux afin de respecter les contraintes techniques de mise en accessibilité des abris voyageurs. L'exécution de cet avenant n°3 étant sans incidence financière.

L'avenant n°4 a pour objet de prendre en compte :

- l'équipement, l'entretien et la maintenance de la nouvelle station Albert 1er - Cathédrale du bouclage de la Ligne 4, sur le boulevard Henri IV,
- la modification de l'itinéraire de la Ligne 4.

La station Place Albert 1er – Saint Charles ne sera plus desservie que par la Ligne 1. Il convient donc de remettre cette station au design Ligne 1. Cette transformation sera rémunérée directement au titulaire du marché pour un montant en valeur actuelle de 2161,47 € HT,

- les nouvelles stations Peyrou-Arc de Triomphe et Saint-Guilhem-Courreau seront équipées d'abris spécifiques commandés dans le cadre de l'opération bouclage Ligne 4. En revanche, afin d'assurer un entretien cohérent des stations de la Ligne 4, ces équipements seront intégrés dans les prestations d'entretien réalisées par la société Decaux et la rémunération du titulaire sera modifiée en conséquence.

Ainsi, un montant annuel de 5 965,65 € HT en valeur marché sera porté au compte des dépenses à verser par la Métropole à la société Decaux, portant le montant total des dépenses à verser par la Métropole au titulaire du marché à 89 484,75 € HT sur 15 ans.

Le montant du présent avenant modifie comme suit la réponse économique du marché :

- le coût de l'investissement est augmenté de 2161,47 € HT, soit une augmentation de 0,12% du coût total de l'investissement ;

- le coût de fonctionnement est porté à 89 484,75 €H.T. soit 0,40 % du coût total.

La Commission d'Appel d'Offres réunie en date du 1^{er} juillet 2015 a donné un avis favorable à la passation de cet avenant au marché.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°4 au marché n°3.583 des équipements en abris voyageurs, maintenance, entretien et gestion de la publicité,
- dire que les crédits nécessaires au marché sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, au chapitre 938,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'avenant n°4 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET

AFFAIRE N°80 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TRAMWAY - MARCHÉ N°02M5830 - ÉQUIPEMENT EN ABRIS VOYAGEURS DES ARRÊTS DU RÉSEAU DE TRANSPORT ET DES STATIONS DE LA 2ÈME LIGNE DE TRAMWAY DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - AVENANT N° 4 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

En date du 15 novembre 2005, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole par décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, a notifié à la société Clear Channel France le marché n°02M5830 portant sur l'équipement en abris pour voyageurs des stations de la deuxième ligne de tramway et l'équipement des arrêts du réseau de transport, ce marché étant d'une durée de 15 ans.

Le marché comportait une tranche ferme et une tranche conditionnelle qui a été affermie en date du 5 septembre 2007 afin d'assurer le service prévu par ladite tranche dès le 31 décembre 2007.

Par délibération n°8497 du 29 septembre 2008, le Conseil de Communauté a autorisé la signature de l'avenant n°1 pour la mise à disposition de 50 abris voyageurs supplémentaires sur le réseau et pour préciser le nombre et la nature des mobiliers mis à disposition, sans incidence financière sur le marché initial.

Par délibération n°10439 du 28 septembre 2011, le Conseil de Communauté a autorisé la signature de l'avenant n°2 pour l'achat d'un abri spécifique. La société Clear Channel France assure l'exploitation, la maintenance et l'exploitation publicitaire de cet abri dans les conditions du marché initial, y compris concernant la durée.

Afin d'assurer un meilleur service aux usagers, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a décidé lors de la réalisation de la 3^{ème} ligne de tramway, de créer une ligne 4 afin d'optimiser le maillage du réseau en hyper centre de la Ville de Montpellier.

Par délibération n°11018 du 19 juillet 2012, le conseil de Communauté a autorisé la signature de l'avenant n°3 dont l'objet était de valider l'évolution du design de 34 mobiliers voyageurs initialement affectés à la ligne 2 pour les transformer aux couleurs et à la charte graphique de la ligne 4.

Le projet d'avenant n°4 a pour but de répondre aux objectifs suivants : le marché initial prévoyait 60 emplacements publicitaires mis à disposition du titulaire du marché dans l'emprise de la ligne 2 de Tramway, or l'exécution actuelle du marché n'a pas permis d'atteindre ce nombre d'équipements. Actuellement 37 panneaux sont implantés. En conséquence il convient de compléter ces installations afin de garantir l'équilibre économique du contrat.

Par ailleurs, les évolutions technologiques récentes permettent à la société Clear Channel France de proposer la fourniture de mobilier de type mobilier publicitaire numérique.

La Métropole et le titulaire du marché ont ainsi convenu :

- de modifier les équilibres contractuels du marché en substituant aux 60 mobiliers fixes prévus initialement, 37 mobiliers fixes et 5 mobiliers urbains à affichage numérique,

- qu'un temps de diffusion soit réservé à la Métropole sur ces mobiliers dynamiques,
- que le titulaire assure la création et la diffusion de dix spots uniques de communication Concernant ces mobiliers numériques.
- que le titulaire mettra à disposition de la Métropole les faces arrières de ses mobiliers pour de l'affichage institutionnel.

La décomposition de la réponse économique du titulaire du marché prévoit une redevance annuelle correspondant au solde des dépenses et des recettes opérées par l'exploitation de ces matériels.

Cette évolution n'implique aucun changement sur le montant de ladite redevance, ni sur son calcul de révision.

La Commission d'Appel d'Offres s'est réunie le 1^{er} juillet 2015 et a émis un avis favorable à la conclusion de cet avenant au marché.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°4 au marché n°02M5830 portant sur l'équipement des arrêts et stations du réseau de transport en abris pour voyageurs,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cet avenant et tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET

AFFAIRE N°81 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – DIFFUSION DE JOURNAUX GRATUITS - CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC AVEC LE GROUPE MIDI LIBRE ET LA SOCIÉTÉ 20 MINUTES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Depuis l'été 2005, le quotidien gratuit Direct Matin Montpellier Plus, édité par le groupe de presse régional Midi-Libre – Les journaux du Midi, est mis à disposition de la population sur le réseau de transport en commun de Montpellier Méditerranée Métropole, notamment les lignes 1, 2, 3 et 4 de tramway et les parkings d'échanges.

L'actuelle convention d'occupation temporaire du domaine public conclue avec la Société des Publications Gratuites du Midi (SPGM), représentant le groupe de presse Midi-Libre – Les journaux du Midi arrive à terme le 31/08/2015.

De même, depuis septembre 2010, le quotidien gratuit 20 minutes, édité par la société 20 minutes France SAS, est mis à disposition de la population sur le réseau de transport en commun de Montpellier Méditerranée Métropole, notamment les lignes 1, 2, 3 et 4 de tramway et les parkings d'échanges.

L'actuelle convention d'occupation temporaire du domaine public conclue avec la société 20 minutes France SAS arrive également à terme le 31/08/2015.

Ces deux quotidiens sont gratuits, financés par les recettes publicitaires et sont consacrés à la fois aux informations locales, nationales et internationales, à l'actualité culturelle ainsi qu'aux loisirs de la Métropole.

Il est proposé de renouveler avec ces deux groupes de presse la convention d'occupation temporaire du domaine public les autorisant à installer des distributeurs sur des emplacements du réseau de tramway, au sein des parkings d'échanges et à proximité de certains arrêts de bus.

Les conventions présentent les dispositions suivantes :

- La durée : 1 an à compter du 1^{er} septembre 2015
- Le régime des redevances : 134 € HT, TVA en sus par présentoir et par an ;
- Les exigences en matière de qualité de service, de propreté et d'approvisionnement,
- L'implantation des présentoirs.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les conventions d'occupation temporaire du domaine public à intervenir avec la Société des Publications Gratuites du Midi et la société 20 minutes France SAS,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer ces conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°82 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – CONVENTION POUR LE FINANCEMENT DES ÉTUDES ET TRAVAUX RELATIFS À LA CRÉATION DU PÔLE D'ECHANGES MULTIMODAL DE BAILLARGUES - PHASE 2 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

La mise en service du contournement Nîmes-Montpellier (CNM) en 2017 va permettre de renforcer les services ferroviaires régionaux sur l'actuelle voie, dont vont bénéficier les communes desservies. Dans cette perspective le site de la Plaine du Colombier (125 ha) où se situe la halte ferroviaire de Baillargues a été identifiée au SCoT comme un des 11 sites stratégiques. L'aménagement de ces sites stratégiques, dont celui de Baillargues, a été déclaré d'intérêt communautaire par délibération n° 10109 du 21 avril 2011.

Ainsi, ce site a vocation à devenir un pôle urbain majeur de la seconde couronne de l'Est de Montpellier Méditerranée Métropole du fait de l'aménagement d'un Pôle d'Echanges Multimodal (PEM) qui permettra de rejoindre la gare centrale de Montpellier Saint Roch en 8 minutes.

Des études préliminaires conduites en 2008 par la SNCF et RFF, en partenariat avec les collectivités impliquées, ont permis de définir et de chiffrer ce projet de PEM et de finaliser en 2012 un protocole d'accord sur le montage global qui regroupe les opérations suivantes :

- le Pôle d'Echanges Multimodal :
 - o dans sa partie ferroviaire sous maîtrise d'ouvrage de RFF,
 - o dans sa partie extra-ferroviaire sous Maîtrise d'Ouvrage de la Région Languedoc Roussillon (réalisé en deux phases),
- la dénivellation du passage à niveau n°33 et la création d'un barreau de raccordement du giratoire Philippe Lamour au passage sous voie, sous Maîtrise d'Ouvrage de RFF,
- les travaux de voirie à réaliser sur la route départementale n°26, sous maîtrise d'Ouvrage du Conseil Général de l'Hérault.

Le montage financier initial évalué à 20 millions d'euros, tel que validé en 2012, est le suivant :

Région	5,17 millions d'euros
Montpellier Méditerranée Métropole	3,65 millions d'euros
Etat SNCF Réseau	4,82 millions d'euros
Conseil Général de l'Hérault	4,25 millions d'euros
Pays de l'Or Agglomération	0,8 millions d'euros
Ville de Baillargues	0,63 millions d'euros
Crédits européens FEDER	0,5 millions d'euros

Dans ce cadre, par délibération n°11003 en date du 19 juillet 2012, le conseil a approuvé la convention tripartite avec la Région Languedoc-Roussillon et la ville de Baillargues pour le financement des études et travaux extra-ferroviaires pour une première phase du PEM.

Le programme de travaux prévoyait ;

- la création et l'aménagement des parvis nord et sud,
- la création de l'aménagement du parking VL nord (et sud en partie),
- l'aménagement de l'ouvrage existant permettant la traversée souterraine des voies ferrées,
- la création de nouveaux accès aux quais,
- les études de la seconde phase.

La convention initiale a été suivie d'un avenant n°1, approuvé en conseil le 18 décembre 2014 prenant en compte les travaux supplémentaires nécessaires à la finalisation de cette première phase (466 850 € HT.). Les études et travaux réalisés à ce jour pour la première phase du PEM s'élève donc à 4 021 420 € H.T. (valeur décembre 2013). Il a été convenu qu'en contre-partie un certain nombre d'économies seraient à rechercher sur la deuxième phase du PEM.

Aujourd'hui, l'état d'avancement des différentes opérations est le suivant :

- la première phase du PEM ainsi que la réfection des quais ferroviaires ont été réalisés et mis en service au printemps 2014 (passant de 8 à 32 trains quotidiens, la fréquentation de la gare de Baillargues a été multipliée par 10 en une année, passant de 550 voyageurs/semaine à 5 400 voyageurs/semaine).
- la dénivellation du PN33, les travaux de voirie connexes au nord et le giratoire au sud, sous maîtrise d'ouvrage SNCF Réseau, sont en cours d'études ; un récent comité de pilotage a permis de valider les études de niveau avant-projet. Sa mise en service est prévue fin 2017.
- la réfection de la voirie sur le RD26 au sud du PEM en direction de Mauguio, sous maîtrise d'ouvrage du Département de l'Hérault, est en cours d'études. La mise en service est prévue fin 2017.
- la seconde phase du PEM, sous maîtrise d'ouvrage Région, est en cours d'études. Cette opération est très dépendante des deux précédentes ; sa mise en service n'est possible que concomitamment à celles du PN dénivélé et de l'ensemble de travaux de voirie, c'est à dire fin 2017.

La seconde phase du PEM se situe au Sud des voies ferrées, son programme de travaux prévoit :

- l'extension de la zone de stationnement au sud des voies ferrées : en rajoutant 101 places pour véhicules légers, aux 62 existantes ; pour porter le total à 163 places,
- la création d'une halte routière avec 4 quais qui accueilleront les autocars et autobus et seront équipés d'abris de quai,
- la création de deux arrêts minibus,
- la création d'un parvis sud,
- la création des nouveaux escaliers côté Ouest permettant d'accéder aux quais et se raccordant sur le trottoir créé par SNCF Réseau sous le passage dénivélé,
- l'aménagement d'un cheminement piéton reliant le parvis aux escaliers Ouest,
- l'aménagement d'une section de piste cyclable entre le parvis sud et la sortie Sud du PEM,
- l'aménagement paysager de l'ensemble de ce périmètre,
- l'installation d'un dispositif complémentaire de vidéo protection,
- l'installation de bornes pour véhicules électriques.

Le coût de l'opération (études et travaux) est évalué à 1 902 000 € H.T. en euros constants aux conditions économiques de novembre 2014.

Le plan de financement est le suivant :

Région Languedoc-Roussillon	608 000 euros	32,0%
Montpellier Méditerranée Métropole	218 750 euros	11,5%
Pays de l'Or Agglomération	123 600 euros	6,5%
Fonds FEDER	951 000 euros	50 %
TOTAL	1 902 000 euros	100%

Le plan de financement prévisionnel prend en compte l'octroi d'une nouvelle aide du FEDER au titre de la phase 2.

Les participations financières sont actualisables par la variation de l'index TPO1, source INSEE, appliquée aux coûts estimatifs établis aux conditions économiques de novembre 2014. La prise en charge de l'actualisation est répartie sur la base de la clé des répartitions financières des partenaires hormis le fonds FEDER.

La présente convention est convenue pour une durée de 4 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention pour le financement des études et travaux relatifs à la seconde phase du Pôle d'Echange Multimodal de Baillargues,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2015 de la Métropole, chapitre 906,
- autoriser le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°83 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC – MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - VOIRIE ESPACE PUBLIC - CONVENTION DE FONDS DE CONCOURS ENTRE LA MÉTROPOLÉ ET LES COMMUNES DE RESTINCLIÈRES ET COURNONTERRAL - APPROBATION

M. R. YOUSSEF, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Voirie, Espace Public, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole réalise au titre de ses compétences, notamment en matière de voirie et d'espaces publics, des opérations qui contribuent à l'amélioration du cadre de vie des habitants des communes et participent au développement et à l'aménagement du territoire métropolitain.

En application de la convention de gestion provisoire, les communes assurent au titre de l'année 2015, au nom et pour le compte de la Métropole, les compétences désormais transférées, qu'elles exerçaient jusqu'au 1^{er} janvier 2015.

C'est notamment le cas des communes de Restinclières et Cournonterral.

En application des articles L 5217-7 et L 5215-26 du Code Général des Collectivités Territoriales, une commune peut prendre en charge une partie du financement de la réalisation d'une opération par le versement d'un fonds de concours à la Métropole.

Le montant total des fonds de concours qui peuvent être perçus par Montpellier Méditerranée Métropole, au titre d'une opération, ne peut excéder la part de financement assurée, hors subvention, par la Métropole. Les Communes ont approuvé les versements de fonds de concours suivants par délibérations le 8 avril pour Restinclières et le 9 avril pour Cournonterral.

Commune de Restinclières :

Pour l'opération de travaux sécuritaires sur plusieurs voiries communales d'un montant TTC de 170 716 €, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe, s'élève à 55 009 € HT, soit 45 % du montant prévisionnel de l'opération, après déduction du montant de la subvention obtenue.

Commune de Cournonterral :

Pour l'opération de reprise des écoulements pluviaux de la rue du Frigoulet d'un montant TTC de 38 244 €, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe, s'élève à 9 000 € HT, soit 48 % du montant prévisionnel de l'opération, après déduction du montant de la subvention obtenue.

Pour l'opération de réfection du revêtement de la rue Bastide de l'Oulieu d'un montant TTC de 33 730 €, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe, s'élève à 6 125 € HT, soit 22 % du montant prévisionnel de l'opération.

Pour chacun de ces fonds de concours, le montant versé par la commune sera réévalué à la hausse ou à la baisse en fonction du coût définitif HT de l'opération à laquelle il est associé, tel qu'il résulte du décompte général de l'opération dans les mêmes proportions que pour le financement initial mentionné ci-dessus.

Les projets de convention de fonds de concours établis en conséquence déterminent notamment les modalités de versement par les communes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le versement des fonds de concours décrits ci-dessus,
- approuver les conventions définissant les modalités de mise en œuvre de ces fonds de concours, jointes en annexe,
- dire que les crédits nécessaires aux dépenses qui seront réalisées par la Métropole sont inscrits à son budget de l'exercice en cours, au chapitre 908, et seront complétés en tant que de besoin au budget des prochains exercices,
- autoriser Monsieur le président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions après approbation concordante des communes de Restinclières et Cournonterral ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**AFFAIRE N°84 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC – MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ
- VOIRIE ESPACE PUBLIC - POURSUITE OU TRANSFERT DES OPÉRATIONS DÉCIDÉES PAR
LES COMMUNES DE BAILLARGUES ET COURNONTERRAL - APPROBATION**

M. R. YOUSSEF, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Voirie, Espace Public, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a été créée par décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, au 1^{er} janvier 2015. A compter de cette date, de nombreuses compétences exercées jusqu'à ce jour par les communes relèvent désormais de Montpellier Méditerranée Métropole, notamment en matière de création, d'aménagement et d'entretien de la voirie, de création, d'aménagement et d'entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires

En application de la convention conclue en vue de l'exercice transitoire des nouvelles compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, les communes de Baillargues et Cournonterral assurent notamment sur leur territoire, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015, la création et la gestion des équipements et services afférents aux compétences qu'elles exerçaient jusqu'alors et qui relèvent depuis sa création, de la Métropole.

Cependant il apparaît nécessaire, notamment au niveau budgétaire, de définir les conditions de poursuite ou de transfert des opérations décidées par les communes avant le 1^{er} janvier 2015 en application des articles L 5217-7, L 5215-29 et R 5215-3 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

Les Communes de Baillargues et Cournonterral ont approuvé la liste des opérations maintenues au niveau communal ou transférées à la Métropole par délibérations respectives des 30 avril et 11 juin 2015.

Il est donc proposé au Conseil de la Métropole de se prononcer sur la liste des opérations poursuivies et financées par les budgets communaux et des opérations transférées et financées par le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, pour les 2 communes, comme suit :

Pour la commune de Baillargues :

- Opérations décidées et dont le début d'exécution est intervenu avant le 1^{er} janvier 2015 poursuivies et financées par la commune :

<i>Identification du projet</i>	<i>Montant de l'opération TTC</i>	<i>Date de décision de l'opération</i>
Achat d'un tracteur	20 400,00 €	Bon de commande du 19/12/2014
Reprise d'une alimentation rue des Amaryllis et travaux supplémentaires	9 099,60 €	Bon de commande du 28/10/2014 sur le marché 2013 08 TRAV 12 et Bon de commande du 17/12/2014
Reprise d'une alimentation rue JB Calvignac	11 065,80 €	Bon de commande du 28/10/2014 sur le marché 2013 08 TRAV 12
Mât et lanterne rue Coustouliès	2 988,00 €	Bon de commande du 28/10/2014 sur le marché 2013 08 TRAV 12
Lanterne rue du Colombier	1 581,60 €	Bon de commande du 26/11/2014 sur le marché 2013 08 TRAV 12
Mât et lanterne rue Albert Marquet	3 070,80 €	Bon de commande du 26/11/2014 sur le marché 2013 08 TRAV 12
Mât et lanterne rue Mazets de l'aube	3 070,80 €	Bon de commande du 26/11/2014 sur le marché 2013 08 TRAV 12

- Opérations décidées mais dont le début d'exécution n'est pas intervenu avant le 1^{er} janvier 2015 transférées à Montpellier Méditerranée Métropole :

<i>Identification du projet</i>	<i>Montant de l'opération TTC</i>	<i>Date de décision de l'opération</i>
Remise en état armoire rue mas de la treille	3 859,20 €	Bon de commande du 07/05/2014
Entretien éclairage public	3 070,80 €	Bon de commande du 19/08/2014 sur le marché 2013 08 TRAV 12
Mât et feux piétons rue du contrôle	5 896,80 €	Bon de commande du 28/10/2014 sur le marché 2013 08 TRAV 12

Pour la Commune de Cournonterral :

- Opérations décidées avant le 1^{er} janvier 2015 mais dont le début d'exécution n'est pas intervenu avant cette date, transférées à Montpellier Méditerranée Métropole :

<i>Identification du projet</i>	<i>Montant de l'opération TTC</i>	<i>Date de décision de l'opération</i>
Aménagement de la gestion pluviale de l'avenue du Frigoulet	38 244,00 €	Décision du bureau municipal du 10/12/2014
Réfection du revêtement de la rue Bastide de l'Oulieu	33 730,00 €	Délibération n°2014/003 du 5/02/2014
Acquisition d'une balayeuse	108 000,00 €	Décision du bureau municipal du 10/11/2014
Rénovation éclairage public	40 000,00 €	Délibération n°2014/089 du 2/12/2014
Acquisition mobilier urbain et espaces verts	9 960,00 €	Décision du bureau municipal du 17/11/2014
Poteaux incendie	9 000,00 €	Décision du bureau municipal du 17/11/2014

- Opérations décidées avant le 1^{er} janvier 2015 mais dont le début d'exécution n'est pas intervenu avant cette date, que la commune souhaite poursuivre et financer :

<i>Identification du projet</i>	<i>Montant de l'opération TTC</i>	<i>Date de décision de l'opération</i>
Réalisation d'un ralentisseur rue des Devèzes	4 200,00	Décision du bureau municipal du 26/11/2014

Après délibérations concordantes des conseils municipaux de Baillargues et Cournonterral et du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole, la poursuite ou le transfert des opérations susvisées sera effectif en application des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Il est rappelé que les opérations poursuivies par les communes ne relèvent pas de la convention en vue de l'exercice transitoire des compétences nouvelles de la métropole conclue entre la commune et Montpellier Méditerranée Métropole.

En application du Code Général des Collectivités Territoriales, l'ensemble des ouvrages réalisés par les communes au titre des présentes dispositions deviennent la propriété de Montpellier Méditerranée Métropole à compter de la date de leur réception définitive, soit après réception sans réserves ou à l'issue de la levée des réserves.

Pour les opérations poursuivies par les communes, les services de Montpellier Méditerranée Métropole seront informés de l'évolution des travaux et seront associés aux procédures de réception.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter la liste des opérations poursuivies par les communes de Baillargues et Cournonterral ou transférées à Montpellier Méditerranée Métropole en application des articles L.5217-7, L.5215-29 et R.5215-3 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,
- dire que les crédits nécessaires au transfert de ces opérations sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

AFFAIRE N°85 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC – MARCHÉ N°4001TV15 - FOURNITURE ET POSE DE MOBILIER URBAIN SUR LE TERRITOIRE DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - LANCEMENT DE LA CONSULTATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. YOUSSEF, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Voirie, Espace Public, rapporte :

Pour assurer ses nouvelles missions suite au transfert de la compétence voirie et espace public, Montpellier Méditerranée Métropole a besoin de prestations de services, de fournitures et de travaux en matière de mobilier urbain.

Les marchés des communes relatifs à la compétence vont être transférés à Montpellier Méditerranée Métropole.

Afin de satisfaire les besoins qui ne seraient pas couverts par un marché communal et pour garantir la continuité du service à l'échéance de la convention de gestion provisoire conclue avec chaque commune pour l'exercice 2015, il est proposé de lancer un marché annuel à bons de commande.

La poursuite de ces missions en matière de mobilier urbain nécessitera dans un deuxième temps de lancer les procédures d'appel d'offres en optimisant les besoins de la Métropole en cohérence avec l'évolution de son patrimoine.

Dans l'immédiat, il convient donc d'engager une consultation, en application des articles 26, 33, 57 à 59 et 77 du Code des Marchés Publics, pour attribuer un marché portant sur les prestations suivantes, sur le territoire métropolitain :

- la fourniture et/ou la pose de mobilier urbain (potelets, barrières de protection, bornes, portails, garde-corps...),
- la maintenance de la totalité du parc de mobilier urbain y compris la remise en peinture,
- l'intervention de dépose en procédure d'urgence sur des matériels accidentés et/ou présentant un caractère dangereux ou dans le cadre d'un aménagement de voirie.

L'exécution de ces prestations sera réalisée dans le cadre d'un marché à bons de commande, multi-attributaires, sans minimum ni maximum.

À l'issue de la procédure d'appel d'offres, les 3 candidats ayant présenté les offres économiquement les plus avantageuses seront choisis par la Commission d'Appel d'Offres. En application des dispositions du Cahier des Clauses Administratives Particulières, les bons de commandes seront émis selon la règle du «tour de rôle» en fonction de l'ordre de classement des offres.

Ce mode de dévolution apparaît particulièrement approprié car l'importance et la concomitance des prestations à réaliser peuvent dépasser les capacités techniques ou financières d'une seule entreprise ou groupement momentané d'entreprises.

Ce marché prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2016 ou de sa notification si celle-ci est postérieure à cette date, pour une durée allant jusqu'au 31 décembre 2016 et pourra être expressément reconduit par période d'un an, pour les trois années suivantes.

Le besoin annuel est estimé à 350 000 euros H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement de l'appel d'offres pour la fourniture et pose de mobilier urbain sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole,
- dire que les crédits nécessaires à ces prestations seront inscrits aux budgets 2016 et suivants,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, avant l'engagement de la procédure de passation, à souscrire les marchés à intervenir avec les candidats retenus par la Commission d'Appel d'Offres à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L.2122-21-1, et à signer ces marchés ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à son exécution, y compris son éventuelle résiliation.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

AFFAIRE N°86 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC – MARCHÉ N°3948TV15 TRAVAUX D'ENTRETIEN ET D'AMÉNAGEMENT DES ESPACES VERTS SUR LE TERRITOIRE DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - LANCEMENT DE LA CONSULTATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. YOUSSEF, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Voirie, Espace Public, rapporte :

Avec le transfert de la compétence Voirie Espace Public, les marchés des communes relatifs à la compétence vont être transférés à Montpellier Méditerranée Métropole.

Afin de satisfaire les besoins d'entretien et d'aménagement des espaces verts relevant de la compétence voirie et qui ne seraient pas couverts par un marché communal et pour garantir la continuité du service à l'échéance de la convention de gestion provisoire conclue avec chaque commune pour l'exercice 2015, il est proposé de lancer un marché annuel à bons de commande.

La poursuite de ces missions nécessitera dans un deuxième temps de lancer les procédures d'appel d'offres en optimisant les besoins de la Métropole en cohérence avec l'évolution de son patrimoine.

Dans l'immédiat, il convient donc d'engager une consultation, en application des articles 26, 33, 57 à 59 et 77 du Code des Marchés Publics, pour attribuer un marché portant sur les prestations suivantes, sur le territoire métropolitain :

- l'entretien courant des espaces verts, plantations, arbres ou délaissés de voirie,
- les travaux de réhabilitation et de création d'espaces verts en accompagnement de voiries ou d'espace publics.

L'exécution de ces prestations de travaux, de service et de fournitures sera réalisée dans le cadre d'un marché à bons de commande, multi-attributaire, sans minimum ni maximum.

À l'issue de la procédure d'appel d'offres, les 3 candidats ayant présenté les offres économiquement les plus avantageuses seront choisis par la Commission d'Appel d'Offres. En application des dispositions du Cahier des Clauses Administratives Particulières, les bons de commandes seront émis selon la règle du «tour de rôle» en fonction de l'ordre de classement des offres.

Ce mode de dévolution apparaît particulièrement approprié car l'importance et la concomitance des prestations à réaliser peuvent dépasser les capacités techniques ou financières d'une seule entreprise ou groupement momentané d'entreprises.

Ce marché prendra effet le 1^{er} janvier 2016 ou de sa notification si celle-ci est postérieure à cette date, pour une durée allant jusqu'au 31 décembre 2016 et pourra être expressément reconduit pour une période d'un an pour les trois périodes suivantes.

Le montant annuel de ce marché est estimé à 2 000 000 € H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement de l'appel d'offres pour les travaux d'entretien et d'aménagement des espaces verts sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole,
- dire que les crédits nécessaires à ces prestations seront inscrits aux budgets 2016 et suivants,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, avant l'engagement de la procédure de passation, à souscrire les marchés à intervenir avec les candidats retenus par la Commission d'Appel d'Offres à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L.2122-21-1, et à signer ces marchés ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à son exécution.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

AFFAIRE N°87 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC – MARCHÉ N°3984TV15 MISSIONS DE GÉOMÈTRES SUR LE TERRITOIRE DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - LANCEMENT DE LA CONSULTATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. YOUSSEF, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Voirie, Espace Public, rapporte :

Pour assurer ses missions dans le cadre de sa compétence en matière de voirie, Montpellier Méditerranée Métropole fait appel aux prestations de services d'un cabinet d'experts géomètres, afin de procéder à des prestations de levés topographiques, d'établissement de plans, de contrôles et de récolements ainsi que d'établissement de documents parcellaires et d'arpentage.

Le marché en cours de prestations de levés topographiques s'achève le 16 juillet 2016.

Par ailleurs, avec le transfert de la compétence Voirie Espace Public, les marchés des communes relatifs à la compétence vont être transférés à Montpellier Méditerranée Métropole.

Afin de poursuivre l'exécution de ces missions et de satisfaire les besoins qui ne seraient pas couverts par un marché communal, il est nécessaire de relancer une procédure d'appel d'offres en optimisant le besoin de la Métropole en cohérence avec l'évolution de son patrimoine.

Il convient donc d'engager au plus tôt, sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole une consultation, en application des articles 26, 33, 57 à 59 et 77 du Code des Marchés Publics, pour attribuer un marché portant sur les prestations de levés topographiques, d'établissement de plans, de contrôles et de récolements ainsi que d'établissement de documents parcellaires et d'arpentage.

L'exécution de ces prestations sera réalisée dans le cadre d'un marché à bons de commande, multi-attributaire, sans minimum ni maximum.

À l'issue de la procédure d'appel d'offres, les 3 candidats ayant présenté les offres économiquement les plus avantageuses seront choisis par la Commission d'Appel d'Offres. En application des dispositions du Cahier des Clauses Administratives Particulières, les bons de commandes seront émis selon la règle du «tour de rôle» en fonction de l'ordre de classement des offres.

Ce mode de dévolution apparaît particulièrement approprié car l'importance et la concomitance des prestations à réaliser peuvent dépasser les capacités techniques ou financières d'une seule entreprise ou groupement momentané d'entreprises.

Ce marché prendra effet à compter du 17 juillet 2016 ou de sa notification, si celle-ci est postérieure à cette date, pour une durée allant jusqu'au 31 décembre 2016 et pourra être expressément reconduit par période d'un an, pour les trois années suivantes.

Le besoin annuel est estimé à 250 000 euros H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement de l'appel d'offres pour les missions de géomètre sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole,
- dire que les crédits nécessaires à ces prestations seront inscrits aux budgets 2016 et suivants,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, avant l'engagement de la procédure de passation, à souscrire les marchés à intervenir avec les candidats retenus par la Commission d'Appel d'Offres à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L.2122-21-1, et à signer ces marchés ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à son exécution, y compris son éventuelle résiliation.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

AFFAIRE N°88 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC – MARCHÉ N°3987TV15 - ÉTUDE ET ASSISTANCE TECHNIQUE POUR LES PROJETS DE VOIRIE ET RÉSEAUX DIVERS - LANCEMENT DE LA CONSULTATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. YOUSSEF, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Voirie, Espace Public, rapporte :

Pour assurer ses missions de maintenance, d'aménagement et de réalisation de nouvelles opérations, dans le cadre de sa compétence en matière de voiries et d'espaces publics, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite s'attacher les services d'un bureau d'études spécialisé pour procéder à des études techniques de voirie et réseaux.

La Métropole fait aujourd'hui appel à un prestataire dans le cadre d'un marché annuel à bons de commande qui s'achève le 20 juin 2016.

Par ailleurs, avec le transfert de la compétence Voirie Espace Public, les marchés des communes relatifs à la compétence vont être transférés à Montpellier Méditerranée Métropole.

Afin de poursuivre l'exécution de ces missions et de satisfaire les besoins qui ne seraient pas couverts par un marché communal, il est nécessaire de lancer une procédure d'appel d'offres en optimisant le besoin de la Métropole en cohérence avec l'évolution de son patrimoine.

Il convient donc d'engager au plus tôt une consultation, en application des articles 26, 33, 57 à 59 et 77 du Code des Marchés Publics, pour attribuer un marché portant sur les études d'assistance technique de voirie et réseaux sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'exécution de ces prestations sera réalisée dans le cadre d'un marché à bons de commande, multi-attributaire, sans minimum ni maximum.

À l'issue de la procédure d'appel d'offres, les 3 candidats ayant présenté les offres économiquement les plus avantageuses seront choisis par la Commission d'Appel d'Offres. En application des dispositions du Cahier des Clauses Administratives Particulières, les bons de commandes seront émis selon la règle du «tour de rôle» en fonction de l'ordre de classement des offres.

Ce mode de dévolution apparaît particulièrement approprié car l'importance et la concomitance des prestations à réaliser peuvent dépasser les capacités techniques ou financières d'une seule entreprise ou groupement momentané d'entreprises.

Ce marché prendra effet à compter du 23 juin 2016 ou à défaut de sa notification si celle-ci est postérieure à cette date, pour une durée allant jusqu'au 31 décembre 2016 et pourra être expressément reconduit par période d'un an, pour les trois dernières années.

Le besoin annuel est estimé à 330 000,00 euros H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement de l'appel d'offres portant sur l'étude et l'assistance technique pour les projets de voirie et réseaux divers,
- dire que les crédits nécessaires à ces prestations seront inscrits aux budgets 2016 et suivants,

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, avant l'engagement de la procédure de passation, à souscrire les marchés à intervenir avec les candidats retenus par la Commission d'Appel d'Offres à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L.2122-21-1, et à signer ces marchés ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à son exécution, y compris son éventuelle résiliation.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

AFFAIRE N°89 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC – MARCHÉ N°3986TV15 MISSIONS DE CONTRÔLES EXTÉRIEURS EN CONSTRUCTION ROUTIÈRE ET RÉSEAUX SUR LE TERRITOIRE DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - LANCEMENT DE LA CONSULTATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. YOUSSEF, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Voirie, Espace Public, rapporte :

Pour assurer ses missions dans le cadre de sa nouvelle compétence en matière de voirie, la Métropole souhaite faire appel aux prestations de services d'un bureau de contrôle, afin de procéder à des contrôles de travaux.

L'exécution de ces missions nécessite de lancer une procédure d'appel d'offres en optimisant le besoin de la Métropole en cohérence avec l'évolution de son patrimoine.

Il convient donc d'engager au plus tôt une consultation, en application des articles 26, 33,57 à 59 et 77 du Code des Marchés Publics, pour attribuer un marché portant sur les prestations de contrôles de réalisation en matière de terrassements, chaussées, matériaux, sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'exécution de ces prestations de service sera réalisée dans le cadre d'un marché à bons de commande, multi-attributaire, sans minimum ni maximum.

À l'issue de la procédure d'appel d'offres, les 3 candidats ayant présenté les offres économiquement les plus avantageuses seront choisis par la Commission d'Appel d'Offres. En application des dispositions du Cahier des Clauses Administratives Particulières, les bons de commandes seront émis selon la règle du «tour de rôle» en fonction de l'ordre de classement des offres.

Ce mode de dévolution apparaît particulièrement approprié car l'importance et la concomitance des prestations à réaliser peuvent dépasser les capacités techniques ou financières d'une seule entreprise ou groupement momentané d'entreprises.

Ce marché prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2016 ou de sa notification, si celle-ci est postérieure à cette date, pour une durée allant jusqu'au 31 décembre 2016 et pourra être expressément reconduit par période d'un an, pour les trois années suivantes.

Le besoin annuel est estimé à 200 000 euros H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement de l'appel d'offres portant sur les missions de contrôles extérieurs en construction routière et réseaux sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole,
- dire que les crédits nécessaires à ces prestations seront inscrits aux budgets 2016 et suivants,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, avant l'engagement de la procédure de passation, à souscrire les marchés à intervenir avec les candidats retenus par la Commission d'Appel d'Offres à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L.2122-21-1, et à signer ces marchés ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à son exécution, y compris son éventuelle résiliation.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

AFFAIRE N°90 : PRÉVENTION ET VALORISATION DES DÉCHETS, PROPRETÉ DE L'ESPACE PUBLIC – PROPRETÉ DE L'ESPACE PUBLIC - MARCHÉ À BONS DE COMMANDE DE PRESTATIONS DE SERVICES POUR LE NETTOIEMENT DE L'ESPACE PUBLIC - AUTORISATION DE LANCER LA CONSULTATION ET DE SIGNER LE MARCHÉ

M. C. MEUNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Prévention et valorisation des déchets et propreté de l'Espace public, rapporte :

L'exercice de la compétence voirie comprend le maintien de la propreté des espaces publics. Celle-ci nécessite que soient réalisées régulièrement des prestations de nettoyage de ces espaces. Pour ce faire, des marchés publics de prestations de services ont été passés avec des entreprises spécialisées, en particulier sur les communes de Montpellier, Castelnau le Lez et Pérols. Dans les autres communes, celles-ci sont réalisées par les moyens techniques communaux avec l'assistance ponctuelle de sociétés privées dans le cadre de contrats de service.

Ces marchés et contrats vont être transférés à Montpellier Méditerranée Métropole.

Toutefois, afin de satisfaire à partir du 1^{er} janvier 2016 et en toutes circonstances aux besoins de nettoyage des espaces publics métropolitains, il est nécessaire que la Métropole se dote de marchés à bons de commande permettant de mettre en œuvre dans des délais appropriés tout type de prestations de nettoyage.

Il convient donc d'engager au plus tôt une consultation en application des articles 26, 33, 57 à 59 et 77 du Code des Marchés Publics, pour attribuer un marché portant sur les prestations suivantes :

Lot n°1 : Mise à disposition d'engins de nettoyage et du personnel associé

Ce lot sera utilisé dès lors que certains engins spécialisés (balayeuse, laveuse, BOM, aspire feuilles) seront nécessaires à la réalisation d'une prestation déterminée. Il comprend l'ensemble des autres moyens de nettoyage et d'évacuation des produits du nettoyage (groupe de lavage haute pression, caissons, camions, personnels) de manière à pouvoir avoir recours à un prestataire unique pour l'exécution d'un ordre de service.

Lot n°2 : Prestations de nettoyage manuel ou avec du petit matériel, ramassage des dépôts illicites

Ce lot sera utilisé pour toutes les opérations ne faisant pas appel aux engins spécialisés visés dans le lot n°1. Il comprend en outre les moyens nécessaires à la gestion des dépôts illicites et occupations temporaires en complément des prestations réalisées dans le cadre de l'exécution des services de collecte régulière.

Chaque lot fera l'objet d'un marché à bons de commande», sans minimum ni maximum, multi-attributaire. A cet effet la Commission d'Appel d'Offres choisira les 3 candidats ayant présenté les offres économiquement les plus avantageuses.

En application des dispositions du cahier des clauses administratives particulières, les bons de commandes seront attribués selon la méthode de la « cascade », qui consiste à faire appel en priorité aux titulaires les mieux disant. Dans cette hypothèse, l'acheteur contacte le titulaire dont l'offre a été classée première. Si celui-ci n'est pas en mesure de répondre dans les délais exigés, l'acheteur pourra s'adresser au titulaire dont l'offre a été classée deuxième et ainsi de suite.

Ces marchés prendront effet le 1^{er} janvier 2016 pour une durée de 1 an et pourront être expressément reconduit par période de un an pour les trois années suivantes.

Le montant annuel des dépenses relatives à ces prestations est estimé à 500 000€HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement de l'appel d'offres relatif aux marchés à bons de commande de prestations de services pour le nettoyage de l'espace public;
- dire que les crédits nécessaires à ces prestations seront inscrites aux budgets 2015 et suivants, chapitres 908;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, avant l'engagement de la procédure de passation, à souscrire les marchés à intervenir avec les candidats retenus par la Commission d'Appel d'Offres à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L.2122-21-1, et à signer ces marchés ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à son exécution, y compris leur éventuelle résiliation.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

AFFAIRE N°91 : PRÉVENTION ET VALORISATION DES DÉCHETS, PROPRIÉTÉ DE L'ESPACE PUBLIC – TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - MARCHÉ N°3696GD14 D'ACHAT D'UN BROYEUR MOBILE POUR LE TRAITEMENT DES DÉCHETS VERTS DE LA PLATEFORME DE GRAMMONT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. MEUNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Prévention et valorisation des déchets et propreté de l'Espace public, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole exploite la plateforme de traitement de déchets verts de Grammont. Cette dernière reçoit les déchets de jardin, de tonte ou d'élagage de moins de 25 cm de diamètre déposés par les particuliers dans les Points de Propreté où apportés directement sur place par les entreprises et les services techniques des communes de la Métropole. Le tonnage traité annuellement est compris entre 13 000 et 15 000 tonnes selon les années.

Les végétaux admis sont broyés sur le site à l'aide d'un broyeur mobile de forte puissance. Le broyeur actuel, de marque HANTSCH, mis en service en novembre 2008, a atteint les 12 000 heures de fonctionnement et doit être remplacé.

Un appel public à la concurrence a été lancé le 12 mars 2015 concernant l'acquisition d'un broyeur neuf avec reprise obligatoire du broyeur actuel. A l'issue de la consultation, l'offre de la société VERCOM SARL LUVAIN a été jugée économiquement la plus avantageuse au regard des critères de sélection définis au règlement de consultation.

Cette offre porte sur un broyeur de type HUSMANN HFG-5, pour un prix de 259 687.50 € HT associé à une proposition de reprise du broyeur actuel de 24 000 € HT, soit une offre globale de 235 687.50 € HT. (282 825 € TTC).

La Commission d'Appel d'Offres a validé lors de sa séance du 23 juin 2015 le choix de l'offre de la société VERCOM SARL LUVAIN.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution du marché 3696GD14 à la société VERCOM SARL LUVAIN portant sur l'achat d'un broyeur mobile pour le traitement des déchets verts de la plateforme de Grammont, pour un montant de 282 825 € T.T.C. déduction faite du coût de rachat du broyeur actuel,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, au chapitre 907,
- autoriser le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer ce marché ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

AFFAIRE N°92 : PRÉVENTION ET VALORISATION DES DÉCHETS, PROPRIÉTÉ DE L'ESPACE PUBLIC – COLLECTE ET TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - AVENANT N°1 AU MARCHÉ N°3525GD14 (LOT N°3) RELATIF À LA FOURNITURE ET À L'ENTRETIEN DES PNEUMATIQUES DES VÉHICULES DE LA RÉGIE DE COLLECTE ET DE LA PLATE FORME DE TRAITEMENT DES DÉCHETS VERTS DE GRAMMONT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. MEUNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Prévention et valorisation des déchets et propreté de l'Espace public, rapporte :

Le marché n°3525GD14 regroupe 4 lots relatifs à l'entretien et à la maintenance des véhicules de collecte de la Régie de collecte, ainsi que des engins de la plateforme de traitement de déchets verts de Grammont. Il s'agit d'un marché d'un an renouvelable deux fois. Suite à la délibération n° 12099 du 19 décembre 2013 autorisant la signature des marchés correspondants, le lot n°3, spécifiquement dédié aux pneumatiques, a été notifié à la société AYME et FILS SA le 27 juillet 2014, pour un montant annuel minimum de 8 600 € HT et maximum de 35 000 € H.T.

Ces montants ont été estimés sur la base du nombre de véhicules renouvelés au cours des années antérieures.

Or, les besoins de renouvellement de véhicules en 2014 se sont avérés moins importants du fait de l'état satisfaisant du parc. Ainsi, au lieu des 5 véhicules neufs achetés en 2013, seul un véhicule neuf a intégré le parc en 2014. Chaque véhicule est livré avec 6 pneumatiques neufs. Le changement de rythme dans l'achat de véhicules a donc eu un impact sur le poste pneumatique, augmentant les dépenses de maintenance et de renouvellement des pneumatiques.

Par ailleurs, une politique d'optimisation forte de la vie des pneumatiques a été mise en place. Cette politique, qui consiste à recreuser, rechaper, et pivoter les pneus sur jante pour réduire, à terme, la fréquence des achats de pneus neufs, portera ses fruits à compter de la deuxième année de sa mise en place.

Sous l'effet combiné de ces deux facteurs, il est nécessaire de relever le plafond annuel du lot 3 afin de permettre l'entretien et la maintenance des pneumatiques jusqu'au terme du marché. Le besoin complémentaire est évalué à 7 000 € H.T., soit 20% du montant du marché initial.

Le marché sera reconduit pour une seconde année qui permettra de profiter des opérations de grosses réparations réalisées au cours de la première année, en réduisant les dépenses d'achats de pneumatiques neufs. Il ne sera toutefois pas reconduit pour une 3^{ème} année afin de relancer dès la fin de l'année 2015 une nouvelle procédure de mise en concurrence prenant mieux en compte les conséquences de cette nouvelle gestion des pneumatiques.

L'avenant n°1 au marché n°3525GD14 lot n°3 a ainsi pour objet de relever le montant annuel maximum du marché à 42 000 € HT et de limiter à une le nombre de reconduction possible..

Le présent avenant a reçu un avis favorable de la Commission d'Appel d'Offres lors de sa séance du 1^{er} juillet 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°1 au marché 3525GD14 (lot n°3) relatif à la fourniture et à l'entretien des pneumatiques des véhicules de la Régie de collecte et de la plate forme de traitement des déchets verts de Grammont,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, au chapitre 937,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'avenant précité, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

AFFAIRE N°93 : PRÉVENTION ET VALORISATION DES DÉCHETS, PROPRETÉ DE L'ESPACE PUBLIC – MARCHÉ N°3915GD15 DE COLLECTE DES DÉCHETS MÉNAGERS EN POINTS D'APPORT VOLONTAIRE SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - AUTORISATION DE SIGNER LE MARCHÉ

M. C. MEUNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Prévention et valorisation des déchets et propreté de l'Espace public, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole gère un parc d'environ 1 400 conteneurs d'apport volontaire répartis sur l'ensemble du territoire de la Métropole, dont 90 % de conteneurs aériens pour la collecte du verre et du papier ainsi que des conteneurs enterrés pour les 10% restant pour la collecte des ordures ménagères et des déchets recyclables secs.

Afin d'assurer la collecte de ces points d'apport volontaire, une procédure de mise en concurrence a été lancée fin 2014 et un marché transitoire a été conclu avec la Société SITA Sud pour la période courant jusqu'au 30 septembre 2015. Cette date initialement envisagée pour le démarrage des nouveaux marchés de collecte en porte-à-porte et apport volontaire, dont les procédures d'attribution sont actuellement en cours, a dû être repoussée au 4 janvier 2016 du fait de la reprise des cahiers des charges de ces marchés pour y intégrer notamment les prestations de nettoyage sur le centre-ville de Montpellier afin d'intégrer les nouvelles compétences de la Métropole et d'optimiser la propreté du cœur de son territoire. Un nouvel appel d'offres a donc été lancé en application des articles 33 3^{al}, 57 à 59 du Code des Marchés Publics afin d'assurer la continuité de la collecte des déchets ménagers en points d'apport volontaire jusqu'au 4 janvier 2016.

Les conteneurs à collecter ont un volume moyen de 3 m³. Les tonnages à collecter pendant la durée du marché sont estimés à 2 000 tonnes pour le verre, 350 tonnes pour le papier, 125 tonnes pour les ordures ménagères et 17 tonnes pour les déchets recyclables secs.

Outre la collecte des conteneurs, les prestations objet du marché intègrent également :

- la surveillance du remplissage des équipements,
- la communication en temps réel par GPS de la liste des colonnes à nettoyer et/ou abîmées,
- le transfert des déchets vers les sites de traitement adaptés,
- l'installation ou le déplacement de conteneurs fournis par la Métropole, à sa demande.

Il s'agit d'un marché à bons de commande dont les prestations seront rémunérées par application des prix unitaires du Bordereau des Prix. Le marché prendra effet au 1^{er} octobre 2015 et jusqu'au 3 janvier 2016, date à partir de laquelle la collecte des points d'apport volontaire sera intégrée aux nouveaux marchés de collecte en porte en porte afin d'améliorer la qualité du service, notamment pour ce qui concerne la gestion des interfaces entre les différents types de collecte.

A l'issue de la procédure de mise en concurrence et au vu du rapport d'analyse des offres, basé sur l'examen des prix et des mémoires techniques proposés par les candidats, la Commission d'Appel d'Offres a décidé lors de sa séance du 1^{er} juillet 2015, d'attribuer le marché à la société SITA Sud, sise rue Antoine Becquerel 11785 Narbonne, pour un montant estimé à 180 000 €T.T.C.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion du marché n°3915GD15 tel que défini ci-dessus avec la société SITA Sud,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer le marché, ainsi que tout document relatif à cette affaire, et à prendre toute décision concernant son exécution, y compris son éventuelle résiliation.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

AFFAIRE N°94 : PRÉVENTION ET VALORISATION DES DÉCHETS, PROPRETÉ DE L'ESPACE PUBLIC – COLLECTE DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - MARCHÉS DE PRESTATIONS DE SERVICES N°3787 (LOT SUD) CONCLU AVEC LA SOCIÉTÉ MÉDITERRANÉENNE DE NETTOIEMENT (SMN) - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. MEUNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Prévention et valorisation des déchets et propreté de l'Espace public, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole exerce la compétence « collecte des déchets ménagers et assimilés ». Actuellement, cette collecte est répartie entre une régie métropolitaine qui exécute le service sur 14 communes du territoire et trois marchés de prestations de service qui réalisent ces missions sur le reste du territoire, dont la Ville de Montpellier.

Ces trois marchés correspondent à un allotissement géographique des prestations : le marché n°1881A GD08 sur le lot Nord a été attribué à la société SITA Sud par la délibération n°8621 du 27 novembre 2008, le marché n°1881B GD08 sur le lot Centre a été attribué à la société SMN par la délibération n°8622 du 27 novembre 2008, tandis que le marché n°1881C GD08 portant sur le lot Sud a été attribué, après négociation, à la société SMN par délibération n°8763 du 23 mars 2009. L'ensemble de ces marchés a démarré par ordre de service le 4 mai 2009, pour une durée de 6 ans, soit jusqu'au 3 mai 2015. Ils ont été prolongés par avenant jusqu'au 3 janvier 2016, par les délibérations n°12824 (avenant n°5 au marché lot Centre), n°12825 (avenant n°2 au marché lot Sud) et n°12826 (avenant n°3 au marché lot Nord), afin de tenir compte de l'évolution du contexte administratif de la nouvelle Métropole.

En effet, Montpellier Méditerranée Métropole exerce depuis le 1^{er} janvier 2015 la compétence voirie, comprenant les prestations de nettoyage de l'espace public. Dans un contexte où les prestations de collecte et de nettoyage sont étroitement imbriquées sur la Ville de Montpellier, il a paru opportun de repenser l'architecture des marchés correspondants afin de synchroniser et mettre en synergie la collecte et le nettoyage en particulier sur le centre-ville de Montpellier. A également été menée, dans le contexte de baisses substantielles des dotations de l'Etat et de tension sur les budgets, des réflexions sur l'optimisation technique et financière des prestations.

Dans ce nouveau contexte institutionnel et en cohérence avec les décisions prises sur les marchés de collecte et conformément à la convention de gestion provisoire conclue entre la Métropole et la Ville de Montpellier, cette dernière a décidé de prolonger par un avenant n°2, son marché de prestations de nettoyage de l'espace public 8F742811 jusqu'au 3 janvier 2016, par décision n°2015/0040 en date du 20 février 2015.

En accord avec l'avis exprimé lors de la Conférence des maires du 17 novembre 2014 sur les propositions d'évolution des services de collecte à l'échelle métropolitaine d'une part, et de nettoyage sur la Ville de Montpellier en synergie avec les prestations de collectes d'autre part, trois procédures d'appel d'offres ouvert ont ainsi été lancées le 6 février 2015, conformément aux articles 33-3°alinéa, 57 à 59 et 77 du code des marchés publics pour l'attribution des marchés :

- n°3875 GD15 portant sur les prestations de collecte et de nettoyage du centre-ville de Montpellier ;
- n°3814 GD15 portant sur les prestations de nettoyage de la Ville de Montpellier, hors centre-ville ;
- n°3787 GD15 portant sur les prestations de collecte du territoire métropolitain, hors centre-ville de Montpellier et hors périmètre de la Régie de collecte ; ce marché étant alloté en deux lots géographiques distincts :
 - un lot Nord regroupant les secteurs Nord Est de la commune de Montpellier, ainsi que les communes de Castelnau-le-Lez, Castries, Clapiers, Le Crès, Beaulieu, Restinclières, Montaud, Sussargues, Saint Génès des Mourgues, Saint Drézéry, Saint Brès et Vendargues ;
 - Un lot Sud regroupant les secteurs Sud et Ouest de la commune de Montpellier, ainsi que les communes de Juvignac, Saint Jean de Védas, Lattes et Pérols.

Outre la modification intervenue dans l'allotissement géographique, avec en particulier la création d'un marché unique de collecte et de nettoyage pour le centre-ville de Montpellier du fait du nombre important de prestations quotidiennes et de la nécessité de les coordonner et de les mettre en synergie pour améliorer la propreté de l'espace public du cœur de la Métropole, les principales évolutions mises en œuvre dans les cahiers des charges portent sur :

- Le regroupement des prestations de collecte en porte à porte et de collecte des points d'apports volontaires (conteneurs de récupération du verre usagé, des vieux papiers journaux, conteneurs enterrés), de manière à supprimer les interfaces qui génèrent des défauts de propreté lorsque les deux services sont réalisés par des prestataires différents ;
- Le passage à une collecte hebdomadaire des bacs de déchets résiduels (bacs gris) dans les zones pavillonnaires, au lieu de 2 actuellement, de manière à optimiser le service, réduire les nuisances liées à la collecte (bilan carbone, bruit) et inciter les habitants à trier davantage. En effet, près d'un foyer sur 2 ne présente son bac à la collecte qu'une fois par semaine et le taux moyen de remplissage des bacs sortis 2 fois par semaine est inférieur à 50% ; les habitants de ces secteurs se verront proposés des bacs plus grands, y compris pour le tri sélectif, avant le démarrage des nouveaux services ;
- L'harmonisation de la fréquence de collecte des déchets résiduels dans les centres-villes à quatre collectes hebdomadaires, avec un service le samedi et le lundi de manière à limiter le volume de stockage à 2 jours lorsque la typologie de l'habitat l'exige. Le centre-ville de Montpellier reste quant à lui collecté tous les jours en ordures ménagères du fait de la très forte densité de populations et des faibles capacités de stockage des déchets, en particulier dans le centre historique.

Parallèlement, une réflexion est engagée pour améliorer la collecte des bio déchets en porte à porte et développer au niveau de l'habitat collectif et des centres villes un dispositif d'apport volontaire : des tests seront déployés au cours du second semestre 2015 et début 2016 et le service adapté ou complété en fonction des résultats obtenus. Ces évolutions, non encore abouties, n'ont pas été retranscrites dans les cahiers des charges des appels d'offres relatifs à la collecte.

De même, un service de collecte payante des déchets végétaux à domicile est à l'étude.

Concernant le marché n°3787 GD15, celui porte sur les prestations suivantes :

1/ Prestations de collecte en porte-à-porte (bacs roulants ou sacs, ou encombrants) :

- collecte des ordures ménagères résiduelles,
- collecte des bio déchets triés à la source par les ménages équipés,
- collecte sélective des recyclables secs (hors verre),
- collecte des encombrants en porte-à-porte.

2/ Prestations de collecte des points d'apport volontaire par camion grue de type ampli roll (y compris la surveillance de leur remplissage) :

- collecte des ordures ménagères résiduelles en conteneurs enterrés,
- collecte des recyclables secs en conteneurs enterrés,
- collecte du verre en conteneurs aériens et enterrés,
- collecte des papiers en conteneurs aériens et enterrés

Il s'agit d'un marché à prix mixtes comportant un forfait de rémunération pour l'ensemble des prestations régulières et planifiées, principalement les collectes en porte à porte, ainsi qu'un bordereau de prix unitaires appliqués aux quantités réellement exécutées pour les collectes en apport volontaire (rémunérées à la tonne collectée ou au temps de collecte) ou les prestations occasionnelles à bons de commande.

La durée des marchés est fixée à 7 ans après une période de préparation d'au maximum 4 mois, de manière à optimiser l'amortissement des matériels de collecte.

Pour le lot Sud, objet de la présente délibération, 5 offres ont été enregistrées à la date limite de remise des offres fixée au 11 mai 2015, émanant des sociétés :

- SEPUR, sise à Thiverval-Grignon (78) ;
- SMN, sise à Montpellier (34) ;
- SITA Sud, sise à Narbonne (11) ;
- ONYX Languedoc Roussillon, sise à Montpellier (34)
- COVED, sise à Toulouse (31).

L'ensemble des candidatures a été retenu par la commission d'appels d'offres lors de sa séance du 23 juin 2015.

L'analyse des offres repose sur un ensemble de critères définis dans le règlement de la consultation et pondérés comme suit :

- Prix : 40% de la note.
- Valeur technique : 60% de la note, dont 10% sur les moyens humains, 10% sur les moyens matériels, 35% sur l'organisation et les méthodes de contrôle interne de qualité, 5% sur les mesures en faveur de l'environnement.

Sur le critère prix, les offres, sur la base du devis quantitatif estimatif, s'échelonnent entre 61,0 M€ et 75,5 M€ H.T., pour une estimation des services à 61 M€ HT. La SMN présente l'offre financière la moins élevée, suivie des offres des sociétés ONYX Languedoc-Roussillon (68,6 M€) et COVED (68,9 M€) dont le montant est cependant plus de 12% plus élevé que celui de la SMN. Les autres offres sont supérieures à 70 M€ HT.

Sur le critère de la valeur technique, les offres des sociétés SMN et SITA Sud sont de bonne qualité, complètes et détaillées, celle d'ONYX LR n'est pas assez précise pour pouvoir juger de la pertinence de l'organisation proposée, celles de SEPUR et de COVED sont enfin notablement insuffisantes et beaucoup trop générales pour pouvoir appréhender leur adéquation aux besoins du marché.

Lors de sa séance du 10 juillet 2015, la Commission d'Appel d'Offres a retenu l'offre de la société SMN comme étant l'offre économiquement le plus avantageuse. En effet, outre son prix le moins élevé de l'ensemble des offres, d'un montant total de 60 980 291,68 € H.T. pour une durée de 7 ans, la SMN a présenté un mémoire technique détaillé répondant à l'ensemble des attentes de la Métropole précisées dans les pièces du marché : les moyens humains et matériels sont correctement dimensionnés, l'organisation proposée est optimisée, les méthodes de contrôle qualité éprouvées. Quelques nouveautés par rapport au service actuel sont proposées comme la télé relève pour planifier les tournées de collecte des conteneurs d'apport volontaires, un lavage périodique des abords des conteneurs d'apport volontaire, la création d'un service spécifique dédié à la collecte des dépôts illicites et une équipe d'ambassadeurs pour réaliser des missions ponctuelles de sensibilisation au tri et à la propreté.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion du marché n°3787 Lot Sud avec la société SMN, pour un montant de 60 980 291,68 € H.T. pour une durée de sept ans,
- dire que les crédits nécessaires à l'exécution du marché seront inscrits aux budgets 2016 et suivants, en tant que de besoin, au chapitre 937,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer le marché, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

AFFAIRE N°95 : PRÉVENTION ET VALORISATION DES DÉCHETS, PROPRETÉ DE L'ESPACE PUBLIC – COLLECTE DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - MARCHÉ DE PRESTATIONS DE SERVICES N°3787 (LOT NORD) CONCLU AVEC LA SOCIÉTÉ URBASER - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. MEUNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Prévention et valorisation des déchets et propreté de l'Espace public, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole exerce la compétence « collecte des déchets ménagers et assimilés ». Actuellement, cette collecte est répartie entre une régie métropolitaine qui exécute le service sur 14 communes du territoire et trois marchés de prestations de service qui réalisent ces missions sur le reste du territoire, dont la Ville de Montpellier.

Ces trois marchés correspondent à un allotissement géographique des prestations : le marché n°1881A GD08 sur le lot Nord a été attribué à la société SITA Sud par la délibération n°8621 du 27 novembre 2008, le marché n°1881B GD08 sur le lot Centre a été attribué à la société SMN par la délibération n°8622 du 27 novembre 2008, tandis que le marché n°1881C GD08 portant sur le lot Sud a été attribué, après négociation, à la société SMN par délibération n°8763 du 23 mars 2009. L'ensemble de ces marchés a démarré par ordre de service le 4 mai 2009, pour une durée de 6 ans, soit jusqu'au 3 mai 2015. Ils ont été prolongés par avenant jusqu'au 3 janvier 2016, par les délibérations n° 12824 (avenant n°5 au marché lot Centre), n°12825 (avenant n°2 au marché lot Sud) et n°12826 (avenant n°3 au marché lot Nord), afin de tenir compte de l'évolution du contexte administratif de la nouvelle Métropole.

En effet, Montpellier Méditerranée Métropole exerce depuis le 1^{er} janvier 2015 la compétence voirie, comprenant les prestations de nettoyage de l'espace public. Dans un contexte où les prestations de collecte et de nettoyage sont étroitement imbriquées sur la Ville de Montpellier, il a paru opportun de repenser l'architecture des marchés correspondants afin de synchroniser et mettre en synergie la collecte et le nettoyage en particulier sur le centre-ville de Montpellier. A également été menée, dans le contexte de baisses substantielles des dotations de l'Etat et de tension sur les budgets, des réflexions sur l'optimisation technique et financière des prestations.

Dans ce nouveau contexte institutionnel et en cohérence avec les décisions prises sur les marchés de collecte et conformément à la convention de gestion provisoire conclue entre la Métropole et la Ville de Montpellier, cette dernière a décidé de prolonger par un avenant n°2, son marché de prestations de nettoyage de l'espace public 8F742811 jusqu'au 3 janvier 2016, par décision n°2015/0040 en date du 20 février 2015.

En accord avec l'avis exprimé lors de la Conférence des maires du 17 novembre 2014 sur les propositions d'évolution des services de collecte à l'échelle métropolitaine d'une part, et de nettoyage sur la Ville de Montpellier en synergie avec les prestations de collectes d'autre part, trois procédures d'appel d'offres ouvert ont ainsi été lancées le 6 février 2015, conformément aux articles 33-3°alinéa, 57 à 59 et 77 du code des marchés publics pour l'attribution des marchés :

- n°3875 GD15 portant sur les prestations de collecte et de nettoyage du centre-ville de Montpellier ;
- n°3814 GD15 portant sur les prestations de nettoyage de la Ville de Montpellier, hors centre-ville ;
- n°3787 GD15 portant sur les prestations de collecte du territoire métropolitain, hors centre-ville de Montpellier et hors périmètre de la Régie de collecte ; ce marché étant alloti en deux lots géographiques distincts :
 - un lot Nord regroupant les secteurs Nord Est de la commune de Montpellier, ainsi que les communes de Castelnau-le-Lez, Castries, Clapiers, Le Crès, Beaulieu, Restinclières, Montaud, Sussargues, Saint Génès des Mourgues, Saint Drézéry, Saint Brès et Vendargues ;
 - Un lot Sud regroupant les secteurs Sud et Ouest de la commune de Montpellier, ainsi que les communes de Juvignac, Saint Jean de Védas, Lattes et Pérols.

La durée des marchés est fixée à 7 ans après une période de préparation d'au maximum 4 mois, de manière à optimiser l'amortissement des matériels de collecte.

Outre la modification intervenue dans l'allotissement géographique, avec en particulier la création d'un marché unique de collecte et de nettoyage pour le centre-ville de Montpellier du fait du nombre important de prestations quotidiennes et de la nécessité de les coordonner et de les mettre en synergie pour améliorer la propreté de l'espace public du cœur de la Métropole, les principales évolutions mises en œuvre dans les cahiers des charges portent sur :

- Le regroupement des prestations de collecte en porte à porte et de collecte des points d'apports volontaires (conteneurs de récupération du verre usagé, des vieux papiers journaux, conteneurs enterrés), de manière à supprimer les interfaces qui génèrent des défauts de propreté lorsque les deux services sont réalisés par des prestataires différents ;

- Le passage à une collecte hebdomadaire des bacs de déchets résiduels (bacs gris) dans les zones pavillonnaires, au lieu de 2 actuellement, de manière à optimiser le service, réduire les nuisances liées à la collecte (bilan carbone, bruit) et inciter les habitants à trier davantage. En effet, près d'un foyer sur 2 ne présente son bac à la collecte qu'une fois par semaine et le taux moyen de remplissage des bacs sortis 2 fois par semaine est inférieur à 50% ; les habitants de ces secteurs se verront proposés des bacs plus grands, y compris pour le tri sélectif, avant le démarrage des nouveaux services ;
- L'harmonisation de la fréquence de collecte des déchets résiduels dans les centres-villes à quatre collectes hebdomadaires, avec un service le samedi et le lundi de manière à limiter le volume de stockage à 2 jours lorsque la typologie de l'habitat l'exige. Le centre-ville de Montpellier reste quant à lui collecté tous les jours en ordures ménagères du fait de la très forte densité de populations et des faibles capacités de stockage des déchets, en particulier dans le centre historique.

Parallèlement, une réflexion est engagée pour améliorer la collecte des bio déchets en porte à porte et développer au niveau de l'habitat collectif et des centres villes un dispositif d'apport volontaire : des tests seront déployés au cours du second semestre 2015 et début 2016 et le service adapté ou complété en fonction des résultats obtenus. Ces évolutions, non encore abouties, n'ont pas été retranscrites dans les cahiers des charges des appels d'offres relatifs à la collecte.

De même, un service de collecte payante des déchets végétaux à domicile est à l'étude.

Concernant le marché n°3787 GD15, celui porte sur les prestations suivantes :

1/ Prestations de collecte en porte-à-porte (bacs roulants ou sacs, ou encombrants) :

- collecte des ordures ménagères résiduelles,
- collecte des bio déchets triés à la source par les ménages équipés,
- collecte sélective des recyclables secs (hors verre),
- collecte des encombrants en porte-à-porte.

2/ Prestations de collecte des points d'apport volontaire par camion grue de type ampli roll (y compris la surveillance de leur remplissage) :

- collecte des ordures ménagères résiduelles en conteneurs enterrés,
- collecte des recyclables secs en conteneurs enterrés,
- collecte du verre en conteneurs aériens et enterrés,
- collecte des papiers en conteneurs aériens et enterrés

Par ailleurs, pour le lot Nord, le marché comprend une option portant sur l'extension de la collecte hippomobile des déchets ménagers sur Vendargues, limitée aujourd'hui à la partie centrale de la commune, au reste des secteurs à vocation d'habitation. Il s'agit d'un marché à prix mixtes comportant un forfait de rémunération pour l'ensemble des prestations régulières et planifiées, principalement les collectes en porte à porte, ainsi qu'un bordereau de prix unitaires appliqués aux quantités réellement exécutées pour les collectes en apport volontaire (rémunérées à la tonne collectée ou au temps de collecte) ou les prestations occasionnelles à bons de commande.

Pour le lot Nord, objet de la présente délibération, 6 offres ont été enregistrés à la date limite de remise des offres fixée au 11 mai 2015, émanant des sociétés :

- SMN, sise à Montpellier (34) ;
- BRONZO, sise à Marseille (13) ;
- SITA Sud, sise à Narbonne (11) ;
- URBASER, sise à Montpellier (34) ;
- ONYX Languedoc Roussillon, sise à Montpellier (34)
- COVED, sise à Toulouse (31).

L'ensemble des candidatures a été retenu par la Commission d'Appel d'Offres lors de sa séance du 23 juin 2015.

L'analyse des offres repose sur un ensemble de critères définis dans le règlement de la consultation et pondérés comme suit :

- Prix : 40% de la note.
- Valeur technique : 60% de la note, dont 10% sur les moyens humains, 10% sur les moyens matériels, 35% sur l'organisation et les méthodes de contrôle interne de qualité, 5% sur les mesures en faveur de l'environnement.

Sur le critère prix, les offres, sur la base du devis quantitatif estimatif, s'échelonnent entre 34,3 M€ et 44,4 M€ H.T., pour une estimation des services à 37 M€ HT. La société URBASER présente l'offre financière la moins élevée, suivie d'ONYX Languedoc Roussillon (35,8 M€) et de COVED (36,9 M€). Les autres offres sont supérieures à 39 M€ H.T.

Sur le critère de la valeur technique, l'offre de la société SITA Sud se démarque par un taux d'encadrement des agents d'exploitation et des services support élevé, un recours à l'emploi d'insertion 4 fois supérieur au 3% minimum demandés dans le marché, des services annexes de lavage des conteneurs d'apport volontaires, d'accompagnement à l'amélioration du tri et de communication. Ce niveau de réponse va au-delà des demandes du marché et se répercute de manière conséquente sur le montant du forfait des prestations. Les offres des sociétés URBASER et ONYX Languedoc-Roussillon sont détaillées et complètes et répondent en tous points au cahier des charges. ONYX propose un dispositif de collecte simultanée des déchets recyclables secs et des bio déchets par bennes bi compartimentée, sans toutefois justifier le dimensionnement de ces tournées spécifiques ni préciser les moyens complémentaires mis en œuvre dans les secteurs où ces deux flux ne cohabitent pas. L'offre de la SMN est correctement dimensionnée mais insuffisante sur les moyens de contrôle interne des prestations et manque de précision sur la description des tournées de collecte. Enfin, les offres des sociétés COVED et plus encore BRONZO sont trop succinctes pour permettre de juger de la capacité des candidats à planifier et à optimiser les prestations.

Lors de sa séance du 10 juillet 2015, la Commission d'Appel d'Offres a retenu l'offre de la société URBASER comme étant l'offre économiquement la plus avantageuse. En effet, outre son prix le moins élevé de l'ensemble des offres, d'un montant total de 34 364 395,80 € H.T. pour une durée de 7 ans, URBASER propose des moyens humains et matériels suffisants et adaptés avec un taux important d'encadrement des agents d'exploitation. Elle prévoit d'installer un dépôt intermédiaire pour les mini véhicules sur la commune de Castelnau le Lez afin de limiter les parcours « haut le pied » pour le transport des déchets collectés sur les installations de tri et de traitement situées à Garosud. Elle équipera une soixantaine de conteneurs d'apport volontaire d'un système de télérelève pour optimiser ces circuits de collecte. Elle s'engage sur un taux d'emploi d'insertion de 6%, soit deux fois le minimum exigé dans le cahier des charges.

La commission d'appel d'offres n'a pas levée l'option d'extension de la collecte hippomobile sur la commune de Vendargues compte tenu du surcoût généré sur le périmètre considéré par cette prestation supplémentaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion du marché n°3787 Lot Nord avec la société URBASER pour un montant de 34 364 395,80 € HT pour une durée de sept ans,
- dire que les crédits nécessaires à l'exécution du marché seront inscrits aux budgets 2016 et suivants, en tant que de besoin, au chapitre 937,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer le marché, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

AFFAIRE N°96 : PRÉVENTION ET VALORISATION DES DÉCHETS, PROPRETÉ DE L'ESPACE PUBLIC – NETTOIEMENT DE L'ESPACE PUBLIC - MARCHÉ DE PRESTATIONS DE SERVICES N°3814 POUR LE NETTOIEMENT DES ESPACES PUBLICS DE LA VILLE DE MONTPELLIER (HORS CENTRE VILLE) CONCLU AVEC LA SOCIÉTÉ MÉDITERRANÉENNE DE NETTOIEMENT (SMN) - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. MEUNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Prévention et valorisation des déchets et propreté de l'Espace public, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole exerce la compétence « collecte des déchets ménagers et assimilés ». Actuellement, cette collecte est répartie entre une régie métropolitaine qui exécute le service sur 14 communes du territoire et trois marchés de prestations de service qui réalisent ces missions sur le reste du territoire, dont la Ville de Montpellier.

Ces trois marchés correspondent à un allotissement géographique des prestations : le marché n°1881A GD08 sur le lot Nord a été attribué à la société SITA Sud par la délibération n°8621 du 27 novembre 2008, le marché n°1881B GD08 sur le lot Centre a été attribué à la société SMN par la délibération n°8622 du 27 novembre 2008, tandis que le marché n°1881C GD08 portant sur le lot Sud a été attribué, après négociation, à la société SMN par délibération n°8763 du 23 mars 2009. L'ensemble de ces marchés a démarré par ordre de service le 4 mai 2009, pour une durée de 6 ans, soit jusqu'au 3 mai 2015. Ils ont été prolongés par avenant jusqu'au 3 janvier 2016, par les délibérations n°12824 (avenant n°5 au marché lot Centre), n°12825 (avenant n°2 au marché lot Sud) et n°12826 (avenant n°3 au marché lot Nord), afin de tenir compte de l'évolution du contexte administratif de la nouvelle Métropole.

En effet, Montpellier Méditerranée Métropole exerce depuis le 1^{er} janvier 2015 la compétence voirie, comprenant les prestations de nettoyage de l'espace public. Dans un contexte où les prestations de collecte et de nettoyage sont étroitement imbriquées sur la Ville de Montpellier, il a paru opportun de repenser l'architecture des marchés correspondants afin de synchroniser et mettre en synergie la collecte et le nettoyage en particulier sur le centre-ville de Montpellier. A également été menée, dans le contexte de baisses substantielles des dotations de l'Etat et de tension sur les budgets, des réflexions sur l'optimisation technique et financière des prestations.

Dans ce nouveau contexte institutionnel et en cohérence avec les décisions prises sur les marchés de collecte et conformément à la convention de gestion provisoire conclue entre la Métropole et la Ville de Montpellier, cette dernière a décidé de prolonger par un avenant n°2, son marché de prestations de nettoyage de l'espace public 8F742811 jusqu'au 3 janvier 2016, par décision n°2015/0040 en date du 20 février 2015.

En accord avec l'avis exprimé lors de la Conférence des maires du 17 novembre 2014 sur les propositions d'évolution des services de collecte à l'échelle métropolitaine d'une part, et de nettoyage sur la Ville de Montpellier en synergie avec les prestations de collectes d'autre part, trois procédures d'appel d'offres ouvert ont ainsi été lancées le 6 février 2015, conformément aux articles 33-3°alinéa, 57 à 59 et 77 du code des marchés publics pour l'attribution des marchés :

- n°3875GD15 portant sur les prestations de collecte et de nettoyage du centre-ville de Montpellier ;
- n°3814GD15 portant sur les prestations de nettoyage de la Ville de Montpellier, hors centre-ville ;
- n°3787GD15 portant sur les prestations de collecte du territoire métropolitain, hors centre-ville de Montpellier et hors périmètre de la Régie de collecte ; ce marché étant alloti en deux lots géographiques distincts :
 - un lot Nord regroupant les secteurs Nord Est de la commune de Montpellier, ainsi que les communes de Castelnau-le-Lez, Castries, Clapiers, Le Crès, Beaulieu, Restinclières, Montaud, Sussargues, Saint Génès des Mourgues, Saint Drézéry, Saint Brès et Vendargues ;
 - Un lot Sud regroupant les secteurs Sud et Ouest de la commune de Montpellier, ainsi que les communes de Juvignac, Saint Jean de Védas, Lattes et Pérols.

La durée des marchés est fixée à 7 ans après une période de préparation d'au maximum 4 mois, de manière à optimiser l'amortissement des matériels de collecte.

Outre la modification intervenue dans l'allotissement géographique, avec en particulier la création d'un marché unique de collecte et de nettoyage pour le centre-ville de Montpellier du fait du nombre important de prestations quotidiennes et de la nécessité de les coordonner et de les mettre en synergie pour améliorer la propreté de l'espace public du cœur de la Métropole, les principales évolutions mises en œuvre dans les cahiers des charges relatifs aux prestations de nettoyage sur la Ville de Montpellier portent sur :

- La sortie des prestations de nettoyage des halles et marchés : celles-ci ont en effet vocation à être gérées par le service des affaires économiques de la Ville en charge de la gestion globale de ces installations ;
- La sortie des prestations de curage des avaloirs de voirie, de manière à regrouper lors des mêmes interventions, sous le contrôle des services de voirie, le nettoyage des avaloirs et le curage des réseaux ;
- L'Intégration au périmètre de nettoyage retenu d'espaces publics arborés jusqu'alors nettoyés par le service des espaces verts de la Ville, toujours dans l'objectif d'une meilleure efficacité en n'ayant qu'un seul donneur d'ordre et un seul prestataire sur un même espace ;
- La mise en œuvre d'une technique de désherbage « zéro phyto » dans le respect des engagements de la Ville en faveur de la biodiversité ;
- Enfin, l'ajustement de certaines fréquences de nettoyage pour tenir compte de l'évolution des potentiel de salissures avec notamment un renforcement dans le centre historique, le week end et le soir.

Concernant le marché n°3814GD15, celui porte sur les prestations suivantes :

1/ Nettoyement :

- Le nettoyage des espaces publics (balayage, lavage),
- Le vidage et le nettoyage des corbeilles publiques,
- Le ramassage des feuilles mortes,
- Le désherbage des espaces piétonniers et le fauchage des accotements de voirie,
- Les opérations de collecte et de nettoyage lors de manifestations particulières.

2/ Evacuation des déchets du nettoyage

3/ Astreinte

Il s'agit d'un marché à prix mixtes comportant un forfait de rémunération pour l'ensemble des prestations régulières et planifiées, principalement les circuits de lavage et de balayage de l'espace public, ainsi qu'un bordereau de prix unitaires appliqués aux quantités réellement exécutées pour les prestations occasionnelles à bons de commande.

Quatre offres ont été enregistrées à la date limite de remise des offres fixée au 11 mai 2015, émanant des sociétés :

- SMN, sise à Montpellier (34) ;
- BRONZO, sise à Marseille (13) ;
- ONYX Languedoc-Roussillon, sise à Montpellier (34)
- URBASER, sise à Montpellier (34).

L'ensemble des candidatures a été retenue par la Commission d'Appel d'Offres lors de sa séance du 23 juin 2015.

L'analyse des offres repose sur un ensemble de critères définis dans le règlement de la consultation et pondérés comme suit :

- Note prix : 40% de la note.
- Note valeur technique : 60% de la note, dont 10% sur les moyens humains, 10% sur les moyens matériels, 35% sur l'organisation et les méthodes de contrôle interne de qualité, 5% sur les mesures en faveur de l'environnement.

Sur le critère prix, les offres, sur la base du devis quantitatif estimatif, s'échelonnent entre 41,5 M€ et 53,3 M€ HT, pour une estimation des services à 41 M€ HT. La société SMN présente l'offre financière la moins élevée.

Sur le critère de la valeur technique, les offres des sociétés SMN et URBASER sont détaillées et complètes et répondent de manière satisfaisante au cahier des charges. URBASER mobilise des moyens humains et surtout techniques importants en proposant notamment des fréquences de prestations plus élevées que les fréquences minimales imposées dans le cahier des charges, sans toutefois optimiser leur déploiement sur le terrain (en synchronisant par exemple les interventions manuelles et mécanisées). Cela se répercute de manière importante sur le prix du forfait de prestations. Les offres des sociétés ONYX Languedoc-Roussillon et BRONZO sont trop peu détaillées pour permettre de mesurer correctement le niveau d'adéquation entre les moyens et l'organisation proposés d'une part et l'atteinte des résultats d'autre part.

Lors de sa séance du 10 juillet 2015, la Commission d'Appel d'Offres a retenu l'offre de la société SMN comme étant l'offre économiquement la plus avantageuse. En effet, outre son prix le moins élevé de l'ensemble des offres, d'un montant total de 41 511 534,91 € H.T. pour une durée de sept ans la SMN propose, à l'exception d'un taux d'encadrement des équipes de terrain relativement faible, des moyens techniques et matériels adaptés aux prestations à réaliser. Les véhicules seront neufs au démarrage du contrat, les matériels combineront lavage et balayage ce qui permet un traitement global de l'espace public (on peut cependant déplorer le manque de coordination avec les prestations manuelles), les moyens seront regroupés sur 2 sites (Mosson et la Castelle), ce qui optimise leur déploiement sur le terrain, une brigade d'intervention propreté sera créée pour intervenir sur des opérations urgentes. Des fréquences de nettoyage plus élevées que les minimales prescrites par le cahier des charges sont proposées sur une partie de l'espace public. Le cantonnier sera acteur de la sensibilisation des habitants à la propreté et une application mobile pour smartphone sera développée pour permettre aux usagers d'être eux aussi acteurs de la propreté. En matière d'environnement, les cantonniers éloignés de leur base seront équipés de tricycles électriques et les agents d'encadrement auront des véhicules électriques. Les engins de nettoyage seront équipés d'un suivi informatique embarqué des consommations d'eau et les pratiques de désherbage seront « zéro phyto ».

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion du marché n°3814 relatif aux prestations de nettoyage des espaces publics de la Ville de Montpellier (hors centre ville), avec la société SMN, pour un montant de 41 511 534,91 € H.T. pour une durée de 7 ans,
- dire que les crédits nécessaires à l'exécution du marché seront inscrits aux budgets 2016 et suivants, en tant que de besoin, au chapitre 937,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer le marché, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

AFFAIRE N°97 : PRÉVENTION ET VALORISATION DES DÉCHETS, PROPRETÉ DE L'ESPACE PUBLIC – COLLECTE DES DÉCHETS MÉNAGERS ET NETTOIEMENT DE L'ESPACE PUBLIC - MARCHÉ DE PRESTATIONS DE SERVICES N°3875 POUR LA COLLECTE DES DÉCHETS ET LE NETTOIEMENT DES ESPACES PUBLICS DU CENTRE VILLE DE MONTPELLIER CONCLU AVEC LA SOCIÉTÉ MÉDITERRANÉENNE DE NETTOIEMENT (SMN) - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. MEUNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Prévention et valorisation des déchets et propreté de l'Espace public, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole exerce la compétence « collecte des déchets ménagers et assimilés ». Actuellement, cette collecte est répartie entre une régie métropolitaine qui exécute le service sur 14 communes du territoire et trois marchés de prestations de service qui réalisent ces missions sur le reste du territoire, dont la Ville de Montpellier.

Ces trois marchés correspondent à un allotissement géographique des prestations : le marché n°1881A GD08 sur le lot Nord a été attribué à la société SITA Sud par la délibération n°8621 du 27 novembre 2008, le marché n°1881B GD08 sur le lot Centre a été attribué à la société SMN par la délibération n°8622 du 27 novembre 2008, tandis que le marché n°1881C GD08 portant sur le lot Sud a été attribué, après négociation, à la société SMN par délibération n°8763 du 23 mars 2009. L'ensemble de ces marchés a démarré par ordre de service le 4 mai 2009, pour une durée de 6 ans, soit jusqu'au 3 mai 2015. Ils ont été prolongés par avenant jusqu'au 3 janvier 2016, par les délibérations n° 12824 (avenant n°5 au marché lot Centre), n°12825 (avenant n°2 au marché lot Sud) et n°12826 (avenant n°3 au marché lot Nord), afin de tenir compte de l'évolution du contexte administratif de la nouvelle Métropole.

En effet, Montpellier Méditerranée Métropole exerce depuis le 1^{er} janvier 2015 la compétence voirie, comprenant les prestations de nettoyage de l'espace public. Dans un contexte où les prestations de collecte et de nettoyage sont étroitement imbriquées sur la Ville de Montpellier, il a paru opportun de repenser l'architecture des marchés correspondants afin de synchroniser et mettre en synergie la collecte et le nettoyage en particulier sur le centre-ville de Montpellier. A également été menée, dans le contexte de baisses substantielles des dotations de l'Etat et de tension sur les budgets, des réflexions sur l'optimisation technique et financière des prestations.

Dans ce nouveau contexte institutionnel et en cohérence avec les décisions prises sur les marchés de collecte et conformément à la convention de gestion provisoire conclue entre la Métropole et la Ville de Montpellier, cette dernière a décidé de prolonger par un avenant n°2, son marché de prestations de nettoyage de l'espace public 8F742811 jusqu'au 3 janvier 2016, par décision n°2015/0040 en date du 20 février 2015.

En accord avec l'avis exprimé lors de la Conférence des maires du 17 novembre 2014 sur les propositions d'évolution des services de collecte à l'échelle métropolitaine d'une part, et de nettoyage sur la Ville de Montpellier en synergie avec les prestations de collectes d'autre part, trois procédures d'appel d'offres ouvert ont ainsi été lancées le 6 février 2015, conformément aux articles 33-3°alinéa, 57 à 59 et 77 du code des marchés publics pour l'attribution des marchés :

- n°3875 GD15 portant sur les prestations de collecte et de nettoyage du centre-ville de Montpellier ;
- n°3814 GD15 portant sur les prestations de nettoyage de la Ville de Montpellier, hors centre-ville ;
- n°3787 GD15 portant sur les prestations de collecte du territoire métropolitain, hors centre-ville de Montpellier et hors périmètre de la Régie de collecte ; ce marché étant alloti en deux lots géographiques distincts :
 - un lot Nord regroupant les secteurs Nord Est de la commune de Montpellier, ainsi que les communes de Castelnau-le-Lez, Castries, Clapiers, Le Crès, Beaulieu, Restinclières, Montaud, Sussargues, Saint Génès des Mourgues, Saint Drézéry, Saint Brès et Vendargues ;
 - Un lot Sud regroupant les secteurs Sud et Ouest de la commune de Montpellier, ainsi que les communes de Juvignac, Saint Jean de Védas, Lattes et Pérols.

La durée des marchés est fixée à 7 ans après une période de préparation d'au maximum 4 mois, de manière à optimiser l'amortissement des matériels de collecte.

Outre la modification intervenue dans l'allotissement géographique, avec en particulier la création d'un marché unique de collecte et de nettoyage pour le centre-ville de Montpellier du fait du nombre important de prestations quotidiennes et de la nécessité de les coordonner et de les mettre en synergie pour améliorer la propreté de l'espace public du cœur de la Métropole, les principales évolutions mises en œuvre dans le marché n°3875 portent sur :

- Le regroupement des prestations de collecte en porte à porte et de collecte des points d'apports volontaires (conteneurs de récupération du verre usagé, des vieux papiers journaux, conteneurs enterrés),

de manière à supprimer les interfaces qui génèrent des défauts de propreté lorsque les deux services sont réalisés par des prestataires différents ;

- Le passage à une collecte hebdomadaire des bacs de déchets résiduels (bacs gris) dans les zones pavillonnaires périphériques, au lieu de 2 actuellement, de manière à optimiser le service, réduire les nuisances liées à la collecte (bilan carbone, bruit) et inciter les habitants à trier davantage. En effet, près d'un foyer sur 2 ne présente son bac à la collecte qu'une fois par semaine et le taux moyen de remplissage des bacs sortis 2 fois par semaine est inférieur à 50% ; les habitants de ces secteurs se verront proposés des bacs plus grands, y compris pour le tri sélectif, avant le démarrage des nouveaux services ;
- La sortie des prestations de nettoyage des halles et marchés : celles-ci ont en effet vocation à être gérées par le service des affaires économiques de la Ville en charge de la gestion globale de ces installations ;
- La sortie des prestations de curage des avaloirs de voirie, de manière à regrouper lors des mêmes interventions, sous le contrôle des services de voirie, le nettoyage des avaloirs et le curage des réseaux ;
- L'Intégration au périmètre de nettoyage retenu d'espaces publics arborés jusqu'alors nettoyés par le service des espaces verts de la Ville, toujours dans l'objectif d'une meilleure efficacité en n'ayant qu'un seul donneur d'ordre et un seul prestataire sur un même espace ;
- La mise en œuvre d'une technique de désherbage « zéro phyto » dans le respect des engagements de la Ville en faveur de la biodiversité ;
- Enfin, l'ajustement de certaines fréquences de nettoyage pour tenir compte de l'évolution des potentiel de salissures avec notamment un renforcement dans le centre historique, le week end et le soir.

Ainsi, le marché n°3875 **pour le nettoyage et la collecte des déchets du centre-ville de Montpellier** et la collecte des conteneurs enterrés en centre-ville de la commune de Pérols, porte sur les prestations suivantes :

1/ Collecte :

- La collecte des déchets résiduels, des biodéchets et des déchets recyclables en porte à porte,
- La collecte des conteneurs aériens et enterrés d'apport volontaire du verre usagé, des vieux papiers, des déchets résiduels et des déchets recyclables, cette collecte devant être réalisée avec deux types de camions différents dont l'un est spécifique aux rues étroites des centres anciens. C'est la raison pour laquelle la collecte des conteneurs enterrés pour les déchets résiduels du centre-ville de la commune de Pérols a été intégrée au présent marché qui porte notamment sur les conteneurs enterrés du centre-ville de Montpellier, de mêmes caractéristiques,
- Les collectes spécifiques en porte à porte des cartons des commerçants, des verres des bars et restaurants,
- La collecte des encombrants.

2/ Nettoyement :

- Le nettoyage des espaces publics (balayage, lavage),
- Le vidage et le nettoyage des corbeilles publiques,
- L'enlèvement des dépôts illicites en dehors des collectes régulières,
- Le ramassage des feuilles mortes,
- Le désherbage et le fauchage des accotements de voirie,
- Les opérations de collecte et de nettoyage lors de manifestations particulières.

3/ Evacuation des déchets du nettoyage

4/ Astreinte

Il s'agit d'un marché à prix mixtes comportant un forfait de rémunération pour l'ensemble des prestations régulières et planifiées, principalement les circuits de collecte en porte à porte et les tournées de lavage et de balayage de l'espace public, ainsi qu'un bordereau de prix unitaires appliqués aux quantités réellement exécutées pour les collectes en apport volontaire (rémunérées à la tonne collectée ou au temps de collecte) et les prestations occasionnelles à bons de commande.

Quatre offres ont été enregistrées à la date limite de remise des offres fixée au 11 mai 2015, émanant des sociétés :

- SMN, sise à Montpellier (34) ;
- SITA Sud, sise à Narbonne (11) ;
- ONYX Languedoc-Roussillon, sise à Montpellier (34)
- DERICHBOURG Propreté, sise à Mauguio (34).

L'ensemble des candidatures a été retenue par la commission d'appels d'offres lors de sa séance du 23 juin 2015.

L'analyse des offres repose sur un ensemble de critères définis dans le règlement de la consultation et pondérés comme suit :

- Prix : 35% de la note.

- Valeur technique : 65% de la note, dont 10% sur les moyens humains, 10% sur les moyens matériels, 40% sur l'organisation et les méthodes de contrôle interne de qualité, 5% sur les mesures en faveur de l'environnement.

Sur le critère prix, les offres, sur la base du devis quantitatif estimatif, s'échelonnent entre 121 M€ et 136 M€ H.T., pour une estimation des services à 115 M€ HT. La société SMN présente l'offre financière la moins élevée, nettement devant les autres candidats qui présentent tous des offres de prix supérieures à 131 M€ H.T., soit au moins 8% plus élevées que l'offre de la SMN.

Sur le critère de la valeur technique, les offres des sociétés SMN et Derichbourg sont de bonne qualité, complètes et détaillées. Les candidats ont notamment correctement traduit l'obligation de synchronisation des prestations de nettoyage et de collecte. Les offres de SITA Sud et d'ONYX Languedoc-Roussillon sont moins complètes, en particulier sur les descriptions relatives aux prestations de nettoyage. Ces deux candidats n'apportent pas la preuve de leur capacité à gérer de manière coordonnée un volume de prestations élevé nécessaire à l'atteinte de l'objectif de propreté.

Lors de sa séance du 10 juillet 2015, la Commission d'Appel d'Offres a retenu l'offre de la société SMN comme étant l'offre économiquement la plus avantageuse. En effet, outre son prix le moins élevé de l'ensemble des offres, d'un montant total de 121 009 693,77 € H.T. pour une durée de 7 ans, la SMN présente des moyens humains et matériels importants : 2 compacteurs à déchets sont prévus pour assurer des rotations rapides des mini véhicules en opération sur le centre historique, une brigade d'intervention rapide est proposée en sus des services réguliers, ainsi que des repasses supplémentaires pour l'enlèvement des dépôts illicites dans les faubourgs. Des opérations d'enlèvement des déchets au sol sont programmées systématiquement avant les services de lavage de l'espace public. Les modes opératoires sont décrits de manière détaillée, heure par heure, avec un souci constat de synchroniser les prestations. Une équipe d'ambassadeurs est prévue en soutien des équipes de la Métropole pour le rappel des consignes de tri et de propreté. Sur le volet environnement, les véhicules seront neufs au démarrage du contrat et conformes à la norme Euro 6, les chauffeurs seront formés à l'éco conduite et les personnels d'encadrement et matériels motorisés des cantonniers seront électriques. La gestion de l'eau nécessaire aux prestations de nettoyage fait l'objet de mesures d'économie et les techniques de désherbage sont conformes aux attentes du marché.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion du marché n°3875 relatif aux prestations de collecte des déchets et de nettoyage des espaces publics du centre ville de Montpellier, avec la société SMN pour un montant de 121 009 693,77 € HT pour une durée de 7 ans,
- dire que les crédits nécessaires à l'exécution du marché seront inscrits aux budgets 2016 et suivants, en tant que de besoin, au chapitre 937,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer le marché, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET

AFFAIRE N°98 : PRÉVENTION ET VALORISATION DES DÉCHETS, PROPRETÉ DE L'ESPACE PUBLIC – COLLECTE ET TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DU SERVICE PUBLIC D'ÉLIMINATION DES DÉCHETS POUR L'ANNÉE 2014 - APPROBATION

M. C. MEUNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Prévention et valorisation des déchets et propreté de l'Espace public, rapporte :

En application des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et notamment de l'article L.2224-5, un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets doit être présenté au Conseil de la Métropole de Montpellier.

Les activités liées à l'exercice de la compétence de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole au 1^{er} janvier 2015, en matière de collecte et traitement des déchets ménagers et assimilés sont développées sur son territoire dans le rapport pour l'année 2014 qu'il convient d'approuver.

Les principaux événements retracés et indicateurs techniques et financiers présentés dans le rapport annuel 2014 sont les suivants :

Concernant la prévention, la collecte et le tri des déchets

Le Programme Local de Prévention des Déchets (PLPD)

Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagée dans une démarche de réduction des déchets au travers de son programme local de prévention des déchets réalisé en partenariat avec l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME). Le partenariat a été défini pour une durée de 5 ans de 2011 à 2015 l'objectif principal de ce programme local de prévention étant de réduire de -7% (28.2 kg) le ratio par habitant de production d'Ordures Ménagères et Assimilés OMA.

Au terme de sa troisième année en juin 2014, ce programme a permis une **réduction des tonnages de 4.1 %** pour les ordures ménagères et assimilés (soit **16.4 kg** /habitant et par an) par rapport à l'année de référence 2010.

Ce résultat est le fruit des actions engagées dans les 7 domaines d'intervention définis au programme local :

- .l'éco exemplarité de la collectivité
- .l'accompagnement des professionnels à la réduction des déchets d'activités économiques
- .la gestion domestique des Bio-déchets
- .le développement du Stop Pub
- .le réemploi et les filières REP (responsabilité élargie du producteur)
 - .la sensibilisation à l'éco consommation et les actions à destination des scolaires
- .la promotion des textiles sanitaires lavables

L'évolution des services de collecte métropolitains et les liens avec le nettoyage

L'année 2014 a été l'occasion, dans le cadre de la nouvelle gouvernance de l'Agglomération, future Métropole, de finaliser les réflexions sur les évolutions des services de collecte engagées en 2013 en préalable à la relance des appels d'offres relatifs aux prestations de collecte des déchets. La dimension « nettoyage des espaces publics », compétence transférée à la Métropole en tant qu'élément de la compétence générale « voirie », a également été prise en compte pour le territoire de la commune de Montpellier du fait du haut niveau de service, tant en collecte qu'en nettoyage des espaces publics centraux de la Ville Centre qui nécessitent une étroite coordination des prestations. La conférence des maires du 17 novembre 2014 a validé plusieurs propositions d'évolutions des services de collecte et de nettoyage dont les principales sont:

- Le regroupement des prestations de collecte et de nettoyage pour le centre-ville de Montpellier
- La réduction des fréquences de collectes des déchets résiduels, pour des raisons à la fois économiques et environnementales, dans les zones pavillonnaires (passage de 2 à 1 collecte par semaine) et dans les centres anciens (harmonisation à 4 collectes hebdomadaires).

Parallèlement, un vaste plan propreté a été engagé à l'automne 2014 sur le centre-ville de Montpellier visant à augmenter l'efficacité des services de collecte et de nettoyage en même temps que l'information et la sensibilisation des usagers au tri et au respect des consignes de propreté.

L'ensemble de ces évolutions et nouvelles dispositions ont été traduites dans les cahiers des charges des appels d'offres qui permettront de renouveler début 2016 les marchés de prestations de collecte sur l'ensemble du territoire métropolitain et de nettoyage sur la Ville de Montpellier

Le renouvellement du parc de colonnes d'apport volontaire

En 2014, l'Agglomération a poursuivi son programme de renouvellement des conteneurs verre et papier. Ainsi, entre 2013 et 2014, 415 conteneurs verre (et 144 conteneurs papier) ont été remplacés par des conteneurs métalliques habillés aux couleurs de la nouvelle campagne de sensibilisation au tri du verre. Deux années supplémentaires seront encore nécessaires pour achever de remplacer les vieilles colonnes plastiques. Par ailleurs, sur la Ville de Montpellier où les performances de tri sont globalement moins bonnes, après le quartier de la Pompignane en 2013, les messagers du tri ont distribué en 2014 des documents d'information et des sacs cabas, par démarchage en porte à porte, auprès de 1 000 foyers résidant en habitat collectif dans le quartier de l'Aiguelongue.

Enfin, les conteneurs à verre les moins productifs ont été identifiés et une campagne spécifique a été engagée sur les quartiers Richter et Port Marianne à Montpellier.

La poursuite du programme de mise en place des conteneurs enterrés

Afin d'accompagner les communes dans la reconquête de leur centre-ville, l'Agglomération a mis en place depuis fin 2009 un règlement permettant l'implantation de conteneurs enterrés en lieu et place des traditionnels bacs roulants.

Fin 2014, 234 conteneurs enterrés sont ainsi en opération, dont 37 nouveaux réalisés en 2014. Ils ont permis d'améliorer la gestion globale de l'espace public en limitant l'emprise physique et visuelle des dispositifs de collecte des déchets sur la voie publique.

Un partenariat avec l'OPH-ACM renouvelé et conforté

Dans le cadre de la convention signée en septembre 2013 pour une nouvelle période de 3 ans entre Montpellier Agglomération et l'Office Public de l'Habitat ACM, les actions suivantes ont été mises en œuvre ou poursuivies :

- Etablissement d'un diagnostic des déchets produits par les services,
- Formation des personnels d'ACM à la problématique du tri et de la réduction des déchets,
- Relais par ACM de la communication de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale, relative au tri des déchets, à la collecte des encombrants et à la prévention des déchets auprès des locataires, du personnel et des partenaires d'ACM, au travers de différents supports : site Internet, intranet, livret d'accueil du locataire, courriers, affichage dans les résidences...,
- Réalisation de supports spécifiques pour l'accueil des nouveaux locataires de l'OPH ACM (règlement de collecte, guide du tri, stop pub, objets promotionnels, ...), et d'une procédure d'accompagnement à la livraison des nouvelles résidences (boîtage, animations, porte à porte...),
- Opérations de sensibilisation à la propreté et au tri des déchets des jeunes publics, en collaboration avec les associations de locataires, les comités de quartier ou d'autres partenaires présents dans les quartiers,
- Accompagnement à la mise en place du compostage collectif en pied d'immeubles (40 résidences équipées),
- Expérimentation du local du ré emploi sur la résidence Diderot,

Concernant le traitement et la valorisation des déchets :

L'unité de méthanisation AMETYST

L'ensemble des déchets ménagers résiduels collectés sur le territoire de la Métropole de Montpellier est traité sur l'unité (soit 125 385 tonnes d'ordures ménagères et 2 505 tonnes de bio déchets en 2014), à l'exception des déchets non méthanisables collectés sur certaines zones d'activités économiques qui sont acheminés directement sur l'usine de valorisation énergétique Ocréal.

L'exercice 2014 a permis de conforter la stabilisation des conditions de fonctionnement de l'installation grâce au choix technologique retenu en 2012 du mode d'exploitation dit « tout BRS » associé au procédé de méthanisation à haute teneur en matière sèche permettant de garantir une disponibilité de 100% des équipements. La quantité et la qualité constante du biogaz produit permettent l'optimisation du fonctionnement des moteurs de cogénération et la livraison constante de chaleur aux logements et commerces de la ZAC des Grisettes. Les forts rendements énergétiques, sans comparaison sur les autres installations de méthanisation, ont ainsi permis de produire 18 691 MWh électriques et 5 204 MWh thermiques transférés vers le réseau de chaleur urbain du quartier des Grisettes. Ce sont désormais 1400 logements qui sont chauffés avec la chaleur fatale d'AMETYST. A terme ce seront 2 300 logements et la future clinique Saint Roch qui seront alimentés depuis AMETYST.

Les améliorations et travaux sur l'unité engagés en 2013 ont été poursuivis :

- En matière de sécurité incendie, sur les recommandations des experts prévention de l'assureur, les travaux ont été engagés dans le cadre du mandat confié à la SERM autorisé en octobre 2014, avec l'objectif d'achèvement au 31 mars 2015.
- En matière de traitement de l'air, le renouvellement de la biomasse d'un des 3 bio filtres a permis d'améliorer de manière très significative le bilan olfactif de l'unité, désormais conforme aux attentes. Pour achever de traiter les dernières nuisances ressenties, les études de maîtrise d'œuvre d'un dispositif de captation et de traitement de l'air en sortie des BRS ont été réalisées pour des travaux programmés en 2015.
- Sur les installations de valorisation du biogaz, afin d'assurer les opérations de maintenance de manière efficace en limitant les pertes d'exploitation, un maître d'œuvre a été désigné et a engagé les études en vue de la réalisation des aménagements nécessaires à l'amélioration de l'exploitabilité des réseaux.

2014 a également été une année de transition sur le plan contractuel après la décision prise en juin 2013 de résilier, avec effet au 31 décembre 2014 et pour motif d'intérêt général (les évolutions des modes opératoires et conditions d'exploitation par rapport au cahier des charges initiales ayant été jugées trop importantes pour permettre une régularisation par voie d'avenant au contrat), la Délégation de Service Public pour l'exploitation de l'unité.

Au terme de la mise en concurrence qui avait aboutie à l'agrément de cinq candidats, trois ont déposé une offre dans les délais impartis. A l'issue des négociations menées avec les 3, le choix de la Métropole s'est portée sur l'offre présentée par la société NOVERGIE.

Celle-ci s'appuie sur un programme de travaux neufs ambitieux de 9,5 M€ qui s'inscrit dans la logique de l'évolution du site, ciblé sur la préparation des déchets avant digestion qui conditionne les performances du site, sa disponibilité et son exploitabilité. La production de compost normé et de combustibles solides de récupération (CSR) sera ainsi largement développée, avec pour corollaire une forte réduction des refus. Les nouvelles dispositions retenues pour Amétyst sont cohérentes avec les récentes recommandations de l'Agence De l'Environnement et de Maîtrise de l'Energie (ADEME) suite à l'audit qu'elle a réalisé sur la plupart des sites de méthanisation sur OMR en France. Le choix de créer sur site une installation de pré-traitement des effluents permettra en outre une amélioration de la qualité des effluents liquides rejetés au réseau d'assainissement. Ce programme devra être achevé et opérationnel au plus tard le 28 février 2016 et devra permettre au délégataire de respecter les performances d'exploitation auxquelles il s'est engagé.

L'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux de Castries (ISDnD)

Mis en service en septembre 2008, l'ISDnD de Castries accueille les encombrants collectés en déchèteries, les refus de tri des encombrants collectés en porte à porte, les déchets de nettoyage de voirie des communes membres de la Métropole, ainsi qu'une partie des sous-produits non valorisables de l'unité de méthanisation Amétyst.

Suite à l'avis favorable du CODERST lors de sa séance du 27 juin 2013, Monsieur le Préfet a autorisé, par arrêté du 8 juillet, la prolongation de la durée d'exploitation du casier n°1 jusqu'au 1er mai 2014. Par ailleurs, au terme de la procédure d'instruction, Monsieur le Préfet a autorisé par arrêté du 25 novembre 2013 l'exploitation d'un nouveau casier n°2. Il permet ainsi l'extension du site et la poursuite de l'activité à compter du 1er mai 2014 pour une nouvelle durée de 5 ans et une capacité technique identique à celle du casier n°1 maintenue à 83 000 tonnes par an. Les travaux du casier n°2 ont aussitôt débuté en décembre 2013 parallèlement à la poursuite des travaux de couverture définitive du casier n°1. Un dossier final de conformité a été établi par un organisme extérieur attestant de la bonne exécution de l'ensemble des travaux et a conditionné le démarrage de l'exploitation de l'alvéole n°1 du casier n°2 en mai 2014, permettant la continuité de l'exploitation du site.

Les intempéries du 29 septembre 2014 ont toutefois conduit à devoir modifier le programme initial et le planning des travaux et de l'exploitation de l'installation qui prévoyait l'utilisation de l'alvéole n°1 jusqu'à l'achèvement de l'alvéole n°2, programmé début octobre 2014. Dans l'attente de l'avancement des travaux et de la mise en service de l'alvéole n°2, les apports de déchets ont été provisoirement limités aux seuls encombrants. Ces derniers ont dû être déposés de façon transitoire sur le casier n°1. Simultanément les travaux de l'alvéole n°3 du casier n°2 ont démarré afin de permettre la poursuite de l'exploitation du casier n°2. La mise en service de l'alvéole n°2 qui permettra la reprise de l'exploitation selon le planning initial est intervenue en mars 2015. Les déchets stockés provisoirement sur le casier n°1 ont été repris et déposés dans le casier n°2.

L'extension et la modernisation du centre de tri DEMETER

Le centre de tri des déchets ménagers recyclables secs DEMETER construit par la Communauté d'Agglomération de Montpellier a été mis en service en 1994 et constituait à cette date la deuxième installation de ce type réalisée en France. Depuis 20 ans il accueille les collectes sélectives des 31 communes membres soit 22 303 tonnes en 2014. Cette installation de conception désormais ancienne et utilisant un process de tri en fin de cycle arrive en limite de capacité et nécessite des investissements conséquents afin d'améliorer son efficacité.

Au terme des études menées en 2013, il est apparu que la solution consistant en la réutilisation du bâtiment existant et l'extension des équipements sur la parcelle de terrain adjacente, propriété de la Métropole, pour porter la capacité de tri à 32/35 000 tonnes par an, limite les coûts d'investissement et la durée de l'arrêt de l'exploitation et donc les surcoûts pendant la phase travaux.

C'est sur cette base que la consultation des bureaux d'étude en vue de la désignation du maître d'œuvre qui sera chargé de la conception et du suivi de la réalisation des travaux de génie civil/bâtiment et de la procédure pour la désignation du concepteur/exploitant du process de tri a été lancée et a permis d'agréer 3 candidats admis à remettre une offre.

La mise en service des nouvelles installations est prévue en 2017-2018.

La valorisation des déchets végétaux

La valorisation des déchets verts, principalement déposés dans les déchèteries (Points Propreté) de la Métropole, est assurée pour partie par la plate-forme de valorisation de Grammont exploitée en régie :

En 2014 elle a traité 12 564 tonnes en provenance des déchèteries de la moitié Est du territoire communautaire, des services techniques municipaux des communes de la Métropole et des entreprises d'espaces verts. La majorité des végétaux reçus a été broyée et livrée à l'unité de méthanisation AMETYST pour servir de structurant à la maturation des digestats, ou encore à la nouvelle station d'épuration des eaux usées de Baillargues pour servir à la fabrication de composts de boues.

L'unité de valorisation énergétique Ocréal

Dans le cadre du marché conclu avec la société OCREAL d'une part et conformément aux obligations relatives à la délégation de service public, transférés du syndicat mixte « Entre Pic et Etang » d'autre part, 35 657 tonnes de déchets ont été traitées au sein de l'unité de valorisation énergétique sise à Lunel-Viel.

Concernant la Communication :

Le déploiement et le renforcement des équipements de collecte sélective en porte à porte et en points d'apport volontaire s'accompagnent d'opérations de communication visant à sensibiliser les habitants aux gestes de tri ainsi qu'à la prévention des déchets.

Les messagers de la prévention et du tri jouent un rôle central dans le dispositif de sensibilisation. En 2014, outre une présence régulière sur les marchés du territoire, l'équipe des messagers était également présente lors des manifestations suivantes : Tournoi de Handball des scolaires à Villeneuve-lès-Maguelone, Fête de la Tomate à Clapiers, Antigone des Associations, Semaine Européenne de la Réduction des Déchets.

Ils ont également accompagné les 16 collectes solidaires réalisées avec les acteurs de l'économie sociale et solidaire dans les communes et quartiers de Montpellier, ainsi que la campagne de renouvellement du parc des colonnes d'apport volontaire du verre .

Par ailleurs, le numéro d'appel gratuit 0 800 88 11 77 permet aux usagers d'obtenir une information gratuite sur le fonctionnement du tri et des collectes. En 2014, 29200 appels ont été traités par le standard. Depuis fin 2012, le formulaire internet "e-service" vient compléter les services au citoyen et 886 formulaires ont été enregistrés en 2014.

Sur le plan financier, il convient de noter les différents éléments suivants :

- Dépenses globales de la section investissement : 9 821 130€ TTC
- Dépenses globales de la section fonctionnement : 75 616 330€ TTC

Concernant la prévention, la collecte et le tri des déchets :

En terme de dépenses, les éléments principaux à retenir sont les suivants :

- Contrats de prestations de collecte : 24,54 M€ TTC
- Contrats de maintenance des bacs de pré-collecte : 1,05 M€ TTC
- Gestion des points de propreté (déchetteries) : 5,30 M€ TTC
- Achats de bacs de pré-collecte, de conteneurs enterrés, bennes et colonnes d'apport volontaire : 0,99 M€ TTC

Concernant le traitement et la valorisation des déchets ;

En terme de dépenses, les éléments principaux à retenir sont les suivants :

- L'unité de méthanisation AMETYST :
 - Dépenses relatives à l'exploitation: 13,42 M€ TTC
 - Dépenses relatives aux travaux d'amélioration: 0.24 M€ TTC
- L'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux (ISDnD) :
 - Dépenses relatives à l'exploitation: 2,07 M€ TTC
 - Dépenses relatives aux travaux casier 1 et 2 : 6.05 M€ TTC
- Le centre de tri DEMETER
 - Dépenses relatives à l'exploitation: 3 ,48 M€ TTC
- Dépenses relatives aux travaux courant et études de faisabilité du nouveau centre de tri : 0,38 M€ TTC

- La valorisation des déchets végétaux
 - Dépenses relatives à l'exploitation : 0,39 M€ TTC
 - Dépenses relatives à la modernisation de la plateforme : 1,1 M€ TTC
- L'unité de valorisation énergétique Ocréal
 - Dépenses liées au traitement : 4,08 M€ TTC.

Concernant les recettes,

La taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) a généré 64.45M€ de recettes.

Les collectes sélectives ont quant à elles généré environ 4,53M€ de recettes, dont environ 3,50M€ de soutiens à la tonne triée de la part des Eco Organismes mettant en oeuvre les différents filières de responsabilité élargie des producteurs (Eco Emballages pour les emballages ménagers, EcoFolio pour les papiers graphiques, Ecologic pour les déchets d'équipement électriques et électroniques), le solde constituant des recettes de ventes des matériaux recyclés (1.03M€).

Enfin, la redevance spéciale a généré une recette d'environ 3,8 M€.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel 2014 sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets qui sera transmis aux 31 communes et à Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault conformément à la réglementation,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

AFFAIRE N°99 : PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES – PROTOCOLE TRANSACTIONNEL AVEC MONSIEUR ET MADAME BARRAL - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme J. GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a fait réaliser des travaux visant à la protection contre les inondations du quartier Port de Carême à Pérols, par débordement de l'étang du Méjean, entre mai 2013 et mars 2014, par l'entreprise BUESA Frères SAS.

Monsieur et Madame BARRAL sont propriétaires d'une maison située en bordure de l'étang.

Préalablement aux travaux, Montpellier Méditerranée Métropole a diligenté une procédure en référé préventif.

L'expert désigné par le Tribunal Administratif a réalisé l'état des lieux, intérieur et extérieur de toutes les constructions situées en bordures de l'étang du Méjean et pouvant être affectées par les vibrations générées par les travaux de palplanches.

Par courrier du 18 août 2014, Monsieur et Madame BARRAL signalent « un nombre inquiétant de fissures consécutif aux travaux de palplanches ».

C'est à ce titre, que l'expert est revenu sur site le 14/11/2014, à la demande de Montpellier Méditerranée Métropole, afin de prendre acte de la requête formulée par Monsieur et Madame BARRAL et déterminer si les fissures constatées étaient la conséquence des travaux réalisés, et ce par comparaison avec les clichés pris le 13/05/2013.

Dans son rapport définitif du 15 janvier 2015, l'expert conclut que, sur les six désordres constatés, seuls deux désordres peuvent être considérés comme ayant « un lien direct avec les travaux ».

Il conclut à une estimation totale du coût des travaux de séparation, pour les deux désordres, à hauteur de 2 700€ T.T.C., avec une prise en charge pour moitié par chacune des parties.

C'est pourquoi il est proposé une résolution amiable de ce litige via la signature d'un protocole transactionnel tri-partite entre Montpellier Méditerranée Métropole, Monsieur et Madame BARRAL et l'Entreprise BUESA ayant réalisé les travaux..

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le protocole d'accord transactionnel avec Monsieur et Madame BARRAL,
- dire que les dépenses sont inscrites au budget principal, chapitre 907,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire et notamment le protocole transactionnel.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°100 : HORS COMMISSION – RELATIONS INTERNATIONALES - PACTE URBAIN SUR LES POLITIQUES ALIMENTAIRES - MILAN, ITALIE - AUTORISATION DE PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE DÉPLACEMENT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. TOUZARD, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Agro-écologie et alimentation, rapporte :

Depuis le 1^{er} janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole se construit progressivement autour de sept piliers stratégiques pour l'avenir, vecteurs de développement territorial, dont l'un d'eux est intitulé « Agro-écologie et Alimentation ». Le Conseil Métropolitain du 29 juin 2015 a approuvé la démarche et le cadre proposés pour établir la politique agro-écologique et alimentaire métropolitaine (*Délibération n°XXX en date du 29 juin 2015*).

La présente affaire concerne l'inscription de cette politique publique sur la scène internationale.

L'Exposition Universelle Milano 2015 se tient actuellement à Milan, Italie, sur le thème « Nourrir la Planète, Energie pour la Vie ». Du 1^{er} mai au 31 octobre 2015, plus de 130 pays participants et plus de 20 millions de visiteurs y sont attendus. Expo Milano 2015 est ainsi une occasion pour réfléchir et chercher des solutions aux contradictions de notre monde : si une partie de la population mondiale souffre de la faim, d'autres personnes meurent à cause d'une alimentation incorrecte ou d'une consommation excessive de nourriture. Chaque année, environ 1,3 milliards de tonnes d'aliments sont gaspillés. Il convient donc de mettre en œuvre des politiques avisées, développer des styles de vie durables et avoir recours à des technologies de pointe pour trouver un équilibre entre la disponibilité et la consommation des ressources.

Depuis la fin de l'automne 2014, la Ville de Milan s'est emparée du sujet et a proposé à une vingtaine de villes internationales (*Amsterdam, Barcelona, Bilbao, Brugge, Daegu, Ghent, Göteborg, Hebron, London, Lyon, Marseille, Medellin, Milano, New-York, Paris, Sao Paulo, Shanghai, Thessaloniki, Torino, Utrecht*) de travailler collectivement sur les systèmes alimentaires urbains, en ligne avec la dynamique impulsée par le C40, un réseau de 40 'méga-villes' luttant activement depuis une dizaine d'années contre les émissions de gaz à effet de serre.

A la suite du déplacement d'une délégation de la Métropole à Milan à la fin du mois de mai dernier (*Délibération n° 12920 du 28 avril 2015*), la Ville de Milan propose à Montpellier de rejoindre 44 autres villes internationales désormais signataires du *Milan Urban Food Policy Pact ou Pacte Urbain sur les Politiques Alimentaire*, présenté en annexe. Les acteurs des systèmes alimentaires des villes signataires, au-delà d'un partage d'expériences et de bonnes pratiques, ont élaboré ensemble un cadre de travail et une feuille de route commune, sur un thème que les pouvoirs publics ne peuvent traiter efficacement qu'en articulant l'action publique internationale et nationale avec l'échelle territoriale.

Le pacte comprend deux volets auxquels s'engagent ainsi les villes signataires. Il s'agit avant tout de prendre en compte le volet alimentaire dans la politique publique conduite par la collectivité, ce qui est bien déjà le cas pour la Métropole. D'autre part, il est proposé d'enrichir cette politique publique des idées présentées dans un répertoire de bonnes pratiques intitulé « *Framework for Action* », réalisé collectivement par les villes associées au projet et auquel Montpellier Métropole a également récemment contribué.

La signature du Pacte aura lieu le jour de l'*International Food Day (Jour International de l'Alimentation)* le 16 octobre 2015 à Milan, en présence des maires des villes signataires.

Le Pacte sera ensuite remis en mains propres au Secrétaire Général des Nations Unies M. Ban Ki-moon.

Il est proposé que la Métropole signe le *Pacte* et soit représentée à Milan à cette période. Une mission officielle est ainsi envisagée du 14 au 17 octobre 2015. La délégation serait composée au maximum de deux élus et quatre agents de la Métropole. Il est proposé d'autoriser le déplacement ci-dessus ainsi que la prise en charge aux frais réels des aspects logistiques afférents à ces déplacements (transports, hôtels, restauration, etc.) dans la limite de 12 000€ TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'organisation d'une mission officielle de Montpellier Méditerranée Métropole à Milan, Italie, du 14 au 17 octobre 2015,
- approuver la participation d'au maximum deux élus et quatre agents de la Métropole à la mission,
- approuver la prise en charge financière de la mission estimée au maximum à 12 000 €,
- dire que les dépenses afférentes à la mission sont inscrites au budget 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930,
- autoriser Monsieur le Président de la Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

AFFAIRE N°101 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - REPRÉSENTANTS DE LA MÉTROPOLE - DÉSIGNATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Sur proposition du Président, il est proposé de procéder à la désignation de nouveaux représentants titulaires et suppléants de la Métropole au sein des organismes mentionnés dans le tableau ci-dessous :

Organismes	Désignations
Commission d'élaboration et de suivi du plan de protection de l'atmosphère (P.P.A)	1 représentant titulaire 1 représentant suppléant
SAEML SOMIMON (Marché d'intérêt national)	1 représentant titulaire
LLRHB (Ligue Languedoc Roussillon Handball)	2 représentants titulaires
Groupe pour l'Insertion des Personnes Handicapées Physiques (GIHP)	1 représentant titulaire 1 représentant suppléant

Monsieur le Président propose les candidatures suivantes :

Organismes extérieurs	Représentation actuelle	Propositions
Commission d'élaboration et de suivi du plan de protection de l'atmosphère (P.P.A)	<u>Titulaire</u> : C. Meunier <u>Suppléante</u> : S. Jannin	<u>Titulaire</u> : S. Jannin <u>Suppléant</u> : C. Meunier
SAEML SOMIMON	J-F. Audrin, en qualité d'administrateur	I. Touzard
LLRHB (Ligue Languedoc Roussillon Handball)	<i>Nouvelles désignations (courrier de juin)</i>	J-L Meissonnier T Guittet
Groupe pour l'Insertion des Personnes Handicapées Physiques (GIHP)	<u>Titulaire</u> : Mme Darde <u>Suppléante</u> : Mme Miralles	<u>Titulaire</u> : Mme Illaire <u>Suppléante</u> : Mme Gianiel

Aucune autre candidature n'est proposée.

En application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales, il est décidé à l'unanimité de ne pas procéder aux désignations au scrutin secret mais à main levée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- désigner les représentants de la Métropole au sein des différents organismes extérieurs tels que mentionnés ci-dessus et les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- autoriser Monsieur le Président de la Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

AFFAIRE N°102 : HORS COMMISSION – COMMISSIONS DU CONSEIL DE MÉTROPOLE - MODIFICATION DE LA COMPOSITION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

A la suite de la réception de nouvelles demandes d'inscription d'élus métropolitains et d'élus désignés par les maires, il convient d'acter la participation de ces nouveaux membres au sein des différentes commissions, par la présente délibération.

Les tableaux figurant en annexe sont ainsi mis à jour.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la nouvelle composition des commissions ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°103 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - SOCIÉTÉ ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE (BRL) - RAPPORT ANNUEL 2014 DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Par délibération n°12 219 du Conseil de Communauté en date du 22 avril 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a désigné Madame Isabelle GIANIEL pour la représenter à l'Assemblée Générale et à l'Assemblée Spéciale de la SAEML BRL.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux Sociétés Anonyme d'Economie Mixte Locales et dans le cadre de l'exercice de son mandat, Madame Isabelle GIANIEL présente le compte rendu des activités de la SAEML BRL au cours de l'exercice 2014.

Montpellier Méditerranée Métropole est actionnaire à hauteur 11 155 actions représentant 0,08% du capital (contre 0,11% en 2013).

Depuis cinquante ans, la société BRL participe au développement du Languedoc-Roussillon en fournissant l'eau nécessaire à ses projets. Dans sa mission d'aménageur régional, BRL intervient à la demande de la Région et des collectivités locales ou des acteurs économiques du Languedoc-Roussillon pour maîtriser ou gérer les ressources en eau, protéger ou valoriser le littoral, prévenir et lutter contre les inondations ou valoriser les zones rurales. En complément de ressources locales fragiles et souvent insuffisantes, BRL distribue en Languedoc-Roussillon chaque année plus de 100 millions de mètres cubes d'eau, à partir des ressources renouvelables et abondantes, grâce aux grands ouvrages hydrauliques exploités dans la région : canaux, barrages, stations de traitement d'eau potable.

Suite à une augmentation de capital réalisée le 16 juin 2014, le capital social de la société s'élève aujourd'hui à hauteur de 29 588 779 €, soit 13 388 588 actions à 2,21 € chacune. Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas participé à cette augmentation de capital.

La société est majoritairement détenue par la Région Languedoc-Roussillon qui a renforcé sa participation à hauteur de 49,93% ; la société est présidée depuis le 9 octobre 2014 par Madame Françoise Bigotte, représentante de la Région Languedoc-Roussillon, en remplacement de Monsieur Damien Alary. Mr Michel Brousse représentant du Département de l'Aude est vice-président de cette société.

Pour l'année 2014, le Conseil d'Administration s'est réuni quatre fois : le 3 avril, le 26 juin, le 9 octobre et le 18 décembre 2014. L'Assemblée Générale Ordinaire d'approbation des comptes 2013 s'est tenue le 26 juin 2014. Celle de l'approbation des comptes 2014 s'est tenue le 4 juin 2015.

L'année 2014 a été particulièrement intense et riche pour le Groupe BRL avec :

- La nomination de la nouvelle présidente du Conseil d'Administration de BRL au 9 octobre 2014.
- L'augmentation du capital social en numéraire constatée à hauteur de 7 000 000,41€ avec émission de 3 167 421 actions et modification corrélative des statuts.
- Le remboursement total en date du 5 mars 2014 de l'avance en compte courant d'associé de 7,5M€ rémunérée à 3% par la Région Languedoc-Roussillon. Cette avance a permis le financement du rachat des parts BRLE détenues par SAUR pour 16 M€.
- L'extension du siège social de BRL afin de permettre de disposer de 1 200 m² supplémentaires nécessaires à l'accueil des nouveaux salariés mobilisés sur le développement du groupe ainsi que la création de bureaux à la station de pompage Aristide Dumont et l'aménagement du Domaine de « La Rauze ».
- Les investissements humains et matériels importants mis en œuvre sur les opérations Aqua Domitia, les extensions de réseaux hydroagricoles du Réseau Hydraulique Régional et les réseaux FEADER pour respecter les objectifs financiers et de calendriers visés.
- Les opérations de rétablissement des réseaux relatives au déplacement de l'autoroute A9 et les travaux de contournement ferroviaire de Nîmes Montpellier (CNM) (avec Oc Via).
- Les intempéries exceptionnelles de l'automne 2014, soit neuf événements majeurs qui ont concerné les activités du Groupe BRL.
- Les activités à l'international ainsi que les activités de concession, d'exploitation, d'ingénierie qui progressent fortement.
- Les activités espaces naturels et les activités en Algérie dont les résultats sont déficitaires.
- Des distinctions reçues aux côtés de la Ville de Marseille pour le prix du génie Ecologique-Restauration des milieux marins, et aux côtés de la Ville de Montpellier et de la SERM pour les victoires du Paysage Bronze dans la catégorie Aménagement de quartier.

Les perspectives d'avenir sont marquées par quatre orientations majeures : la poursuite à un niveau soutenu des travaux neufs sur le patrimoine du Réseau Hydraulique Régional, la poursuite des travaux de rétablissement du Réseau Hydraulique Régional dans le cadre du projet de contournement Nîmes Montpellier, les travaux de maintenance de la concession régionale et le démarrage du déploiement du nouveau progiciel de gestion (ERP) du groupe BRL.

En 2014, le chiffre d'affaires de la SAEML BRL est en légère baisse de -114 K€ (soit -0,6%) par rapport à 2013 et s'établit à 17,434 millions d'euros.

Le résultat d'exploitation de la société ressort toutefois en hausse pour s'afficher à hauteur de 1 031 K€, et intègre notamment les impacts de la maîtrise d'ouvrage et d'œuvre sur les chantiers CNM/Oc'Via et ASF/A9. Le résultat net présente un bénéfice à hauteur de 3 951 K€ en très forte progression de +622 K€ par rapport à 2013. Ce bénéfice net est notamment dû à l'important résultat financier de 1,4 M€, ainsi qu'à l'important résultat exceptionnel de 1,4 M€.

Le chiffre d'affaires du groupe BRL consolidé apparaît en hausse de +1,7 M€ (soit -2,49%) par rapport à 2013 et s'établit à 68,7 millions d'euros. Le résultat d'exploitation du groupe ressort à 3 148 K€ contre 2 653 K€ en 2013. Le résultat net consolidé présente un bénéfice à hauteur de 2 717 K€ en baisse par rapport à 2013.

La contribution au résultat net consolidé par métier se répartit comme suit : Aménagement régional holding : 1 134 K€, Exploitation : 1 752 K€, Ingénierie : 44 K€, Espaces naturels : -293 K€, Activités sur Madagascar : 67 K€, Activités sur l'Algérie : -5 K€ et PREDICT : 62 K€.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel de l'administrateur de la SAEML BRL Montpellier pour l'exercice 2014 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

AFFAIRE N°104 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - SOCIÉTÉ ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE (SERM) - RAPPORT SPÉCIAL 2014 SUR LES CONDITIONS D'EXERCICE DES PRÉROGATIVES DE PUISSANCE PUBLIQUE - APPROBATION

Mme I. GUIRAUD, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, rapporte :

Par délibération n°12 215 du Conseil Communautaire en date du 22 avril 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a désigné Madame Isabelle Guiraud pour la représenter au sein du Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales de la SERM.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-3 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux Sociétés d'Economie Mixte Locales, la SERM a remis son rapport spécial 2014 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique qui lui ont été confiées.

La SERM exerce des prérogatives de puissance publique lors des acquisitions foncières nécessaires à la réalisation d'opérations d'aménagement qui ont été déclarées d'utilité publique. Les éléments principaux de ce rapport sont rappelés ci après.

En 2014, les opérations confiées à la SERM par Montpellier Méditerranée Métropole et concernées par ces prérogatives sont :

- ZAC Eureka Extension sur la Commune de Castelnau-le-Lez ;
- ZAC Garosud Extension sur les Communes de Montpellier et Lattes ;

Pour la ZAC Eureka, l'enquête parcellaire concernait neuf unités foncières. En 2014 une unité foncière a été acquise à l'amiable sous déclaration d'utilité publique.

Pour la ZAC Garosud Extension, l'enquête parcellaire en 2010 concernait treize unités foncières. En 2014, une unité foncière a été acquise à l'amiable sous déclaration d'utilité publique.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport spécial 2014 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique de la SAEML SERM;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

AFFAIRE N°105 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE D'AMÉNAGEMENT (SAAM) - RAPPORT SPÉCIAL 2014 SUR LES CONDITIONS D'EXERCICE DES PRÉROGATIVES DE PUISSANCE PUBLIQUE - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération n°12 216 du Conseil Communautaire en date du 22 avril 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a désigné Monsieur Philippe Saurel pour la représenter au sein du Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales de la SAAM.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-3 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux Sociétés d'Economie Mixte Locales, la SAAM a remis son rapport spécial 2014 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique qui lui ont été confiées.

La SAAM exerce des prérogatives de puissance publique lors des acquisitions foncières nécessaires à la réalisation d'opérations d'aménagement qui ont été déclarées d'utilité publique. Les éléments principaux de ce rapport sont rappelés ci après.

En 2014, les opérations confiées à la SAAM par Montpellier Méditerranée Métropole et concernées par ces prérogatives sont :

- ZAC Ode à la Mer Acte 1 sur la Commune de Pérols ;
- ZAC Parc 2000 2^{ème} extension sur la Communes de Montpellier ;

Pour la ZAC Ode à la Mer Acte 1, l'enquête parcellaire concernait six unités foncières. En 2014 trois unités foncières ont été acquises à l'amiable sous déclaration d'utilité publique et trois ordonnances d'expropriation ont été prononcées.

Pour la ZAC Parc 2000 2^{ème} extension, l'enquête parcellaire couvre une superficie de 5 ha et concerne essentiellement la construction d'immeubles d'habitation et commerces. En 2014, une unité foncière a été acquise à l'amiable sous déclaration d'utilité publique.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport spécial 2014 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique de la SPLA SAAM;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET

AFFAIRE N°106 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE - SOCIÉTÉ D'ÉQUIPEMENT DE LA RÉGION MONTPELLIÉRAINE (SERM) - RAPPORT ANNUEL 2013 ET 2014 DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION

Mme I. GUIRAUD, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, rapporte :

Par délibération n°12215 du Conseil de Communauté en date du 22 avril 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a désigné Madame Isabelle Guiraud pour la représenter au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la SAEML Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM).

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux Sociétés Anonymes d'Economie Mixte Locales et dans le cadre de l'exercice de son mandat, Madame Isabelle Guiraud présente le compte rendu des activités de la SAEML SERM au cours des exercices 2013 et 2014.

Le capital social de la SAEML SERM reste inchangé au 31 décembre 2014 et Montpellier Méditerranée Métropole détient toujours 27,61% des actions. A ce titre elle occupe 3 sièges sur 14 au Conseil d'Administration de la SAEML SERM.

Le Conseil d'Administration s'est réuni trois fois en 2013 et six fois en 2014 : les 5 février, 15 mai, 6 juin, 15 juillet, 18 septembre et 5 décembre 2014. L'Assemblée Générale Ordinaire approuvant les comptes de l'exercice 2012 s'est tenue le 25 juin 2013, et celle approuvant les comptes de l'exercice 2013 s'est tenue le 30 juin 2014.

Au 31 décembre 2014, l'effectif de la société est de 75,2 ETP (contre 74,5 ETP en 2013), dont le Directeur Général, Monsieur Christophe Perez nommé le 18 septembre 2014 en remplacement de Monsieur Thierry Laget, et du Directeur Général Délégué, Monsieur Emmanuel Coste démissionnaire au 18 février 2015.

En 2014, l'activité fonctionnement / aménagement de la SAEML SERM a engendré un déficit de l'ordre de - 886 K€ contre -600 K€ en 2013 avec une dégradation notamment du résultat opérationnel.

Le département Energie a dégagé un bénéfice de 1 023 K€ contre 1 831 K€ en 2013, les droits de raccordement s'étant élevés à 1 058 K€ contre 1 379 K€ en 2013.

L'opération ARES a entraîné un bénéfice de 15 K€ contre 709 K€ en 2013, année de la cession.

Le résultat net après IS et épargne salariale s'est ainsi présenté à hauteur de 153 K€ contre 874 K€ en 2013.

Le Chiffre d'Affaires total de l'exercice 2014 atteint 101 152 088 € contre 83 140 928 € en 2013, soit une progression de +21,66%.

La situation nette à la clôture de l'exercice atteint 15 727 832 € pour un ensemble de capitaux propres de 31 845 182 K€.

Les prévisions d'exploitation pour l'année 2015 confirment un maintien des concessions d'aménagements pour les prochaines années avec un chiffre d'affaires prévisionnel porté à 76,3 M€ TTC ; celui-ci devrait représenter 97,7% des produits d'exploitation sur la section aménagement de la société. Cette prévision confirme la tendance de la SERM à se positionner de manière plus affirmée comme opérateur des communes et de Montpellier Méditerranée Métropole avec néanmoins un fléchissement sensible au niveau de l'activité de mandats.

Les activités du secteur logement se poursuivent sur les concessions bordant l'avenue Raymond Dugrand (Rive Gauche, Jacques Cœur et Consuls), la commercialisation du Passage Clémenceau sur l'opération Grand Cœur et les compléments de travaux sur les espaces publics et la restructuration des commerces Apollinaire sur le Petit Bard. Un niveau important de cessions de charges foncières (1 336 logements) est prévu.

Concernant les activités du secteur économique on note la poursuite prévue des opérations Eureka, Garosud, Euromédecine et Marcel Dassault avec un objectif de cessions de 4,6 hectares, alors qu'au niveau de l'activité immobilier d'entreprises, les cessions du CNFPT Richter et celle du macro-lot 9 sur Odysseum sont programmées. Au total plus de 43 000m² d'activités tertiaires devraient être cédés sur 2015.

Il est à noter au niveau des activités de gestion et filiales d'exploitation une continuité au niveau de la DSP du Réseau Montpelliérain de Chaud et de Froid, et des activités des filiales Energie du Sud, Héliotam et Seaman, cette dernière étant exploitante de l'Aquarium Mare Nostrum dans le cadre d'une Délégation de Service Public contractée avec Montpellier Méditerranée Métropole.

Concernant les filiales d'exploitation de la SAEML SERM, la société Géodem qui était détenue à 32% a été dissoute le 18 mars 2014.

La SERM détient aussi toujours en 2014 des participations à hauteur de 36,11% dans la SAS Energie Sud, 99% dans la SCI Odysseum, 100% de la SAS Seaman, 1,78% de la SAEML Montpellier Events et 1,50% de la SAS Mutoxia. De plus, par le biais de sa filiale, la SAS Energie Sud, la SAEML SERM détient des participations dans la SAS Héliotam et la SAS Société Photovoltaïque Montpellier Méditerranée (SPMM).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel de l'administrateur de la SAEML SERM pour les exercices 2013 et 2014;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

AFFAIRE N°107 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - SOCIÉTÉ ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE MONTPELLIER EVENTS - RAPPORT ANNUEL 2014 DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Par délibération n°12217 du Conseil en date du 22 avril 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a désigné Monsieur Bernard TRAVIER pour la représenter au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la Société Anonyme d'Économie Mixte Locale MONTPELLIER EVENTS.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux Sociétés Anonyme d'Économie Mixte Locales et dans le cadre de l'exercice de son mandat, Monsieur Bernard TRAVIER présente le compte rendu des activités de la SAEML MONTPELLIER EVENTS au cours de l'exercice 2014.

La SAEML MONTPELLIER EVENTS a en charge le développement des activités sur les équipements du Corum-Palais des congrès-Opéra, du Zénith Sud, de la Park&Suites Arena et du Parc des expositions. Les quatre sites, dédiés au tourisme d'affaires et culturel sur le territoire métropolitain, affichent une forte ambition sous l'emblème d'une marque commune « Montpellier Events ».

Au 31 décembre 2014, le capital de la société, inchangé en 2014, s'élève à hauteur de 35 368 881 €. Montpellier Méditerranée Métropole reste actionnaire principal avec 37,05% du capital (aux côtés notamment de la Région Languedoc-Roussillon, actionnaire à 35%, et de la Ville de Montpellier, actionnaire à 9.68%). Elle détient 6 sièges sur 18 au Conseil d'Administration.

Parmi les faits marquants de 2014, il faudra noter la désignation par le Conseil d'Administration du 3 décembre 2014 de Madame Agnès Jullian représentante de la Région Languedoc Roussillon, en tant que Présidente du Conseil d'Administration.

En 2014, Montpellier Events diversifie son offre en proposant deux nouveaux produits : *les Insolites*, locations d'espaces atypiques non accessible au public (backstage de l'Opéra Berlioz, salle de répétitions de l'Orchestre National de Montpellier, ...) et la prestation *Club* proposée à la Park&Suites Arena désormais étendue au Corum-Palais des Congrès-Opéra et au Zénith Sud (produit composé de places de spectacles, d'une prestation restauration et d'un accueil privilégié).

Au cours de l'exercice 2014, le Conseil d'Administration s'est réuni à quatre reprises les 19 mars, 10 juin, 17 juin et 3 décembre 2014. L'Assemblée Générale des actionnaires s'est réunie en Assemblée Générale Ordinaire le 17 juin 2014 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2013, celle approuvant les comptes 2014 s'est réunie le 30 juin 2015.

Le Conseil d'Administration du 10 juin 2014 a acté les nominations des nouveaux représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de la Ville de Montpellier. Le Conseil d'Administration du 3 décembre 2014 a acté la nomination de Monsieur Jean-Luc Cousquer en remplacement de Monsieur Pascal Krzyzanski pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

L'effectif de la société est de 124 salariés au 31 décembre 2014 dont trois personnes en CDD et un mandataire social.

Pour l'activité des quatre sites, le chiffre d'affaires hors taxe s'établit à 26 404 K€, en hausse de 584 K€, soit 2,3% par rapport à 2013.

Cette progression est fortement constatée sur la Park&Suites Arena +34%. Les sites du Zénith Sud (+8%) et du Corum (+6%) enregistrent également une belle performance. Seul le Parc des Expositions enregistre une baisse de -20%.

Le marché du MICE (Meeting, Incentive, Congress, Events) en progression de 11.7%, représente 52.3% du CA global de l'entreprise sur l'année 2014.

Le marché des spectacles représente plus de 10% du CA global et progresse de 6.4%.

Le marché des salons auto-organisés (5 manifestations en 2014) diminue de 19% mais représente encore près de 19% du CA global.

Les quatre sites d'exploitation affichent un nombre total de 475 manifestations ; 58% ont été réalisées au sein du Corum, 16% au sein du Zénith Sud, 12% au sein du Parc des Expositions et 13% au sein de la Park&Suites Arena (en forte hausse, passant de 40 à 55 sessions). La part des manifestations relatives au pôle MICE s'est élevée à hauteur de 50% (23% pour les réunions d'entreprise, 11% pour les salons et concours, 10% pour les congrès et 6% pour les manifestations sportives), tandis que 49% des manifestations ont concerné des spectacles ou concerts.

Malgré une hausse de 7,7% du nombre de manifestations, le nombre de journées participants est en baisse de 21.4% et s'élève à 1 205 16 journées.

Malgré l'augmentation de l'activité, et la mise en œuvre du plan de redressement à moyen terme engagé en 2013, le résultat net de la société présente un nouveau déficit pour l'année 2014 ; celui-ci s'affichant à hauteur de -1 607 K€.

Le total des produits d'exploitation en hausse de 1,6% s'est élevé à 27 324 K€ pour un total de dépenses d'exploitation de 27 809 K€ en diminution de 5.7%. Le résultat d'exploitation de la société s'affiche ainsi à - 485 K€. Outre l'augmentation de l'activité, les mesures mises en œuvre en 2013 telles que le plan d'économie des charges et la création d'un poste de responsable des achats semblent porter leurs fruits en 2014.

Parmi les plus importantes économies, on peut citer la masse salariale, les charges d'exploitation (nettoyage, fluides, sécurité), les frais généraux (honoraires, maintenance...) et les frais de contentieux.

Autre impact important sur le résultat d'exploitation (+540 K€), l'allongement de la durée de vie de la DSP Parc Exposition et Park&Suites Arena de 5 ans, suite à la nécessité de réaliser des travaux de structure.

Les capitaux propres de la société s'amenuisent donc encore pour s'élever à 26 482 K€ pour un capital de 35 369 K€.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel de l'administrateur de la SAEML MONTPELLIER EVENTS pour l'exercice 2014,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

AFFAIRE N°108 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE D'AMÉNAGEMENT LANGUEDOC ROUSSILLON AGENCE DE DÉVELOPPEMENT (LRAD) - RAPPORT ANNUEL 2014 DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION

Mme I. MARSALA, Conseillère Métropolitaine, rapporte :

Par délibération n°12221 du Conseil de Communauté en date du 22 avril 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a désigné Madame Isabelle Marsala pour la représenter au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la SPL LRAD.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux Sociétés d'Economie Mixte Locales, le compte rendu des activités 2014 de la Société Publique Locale Languedoc-Roussillon Agence de Développement est présenté.

La société LRAD a été créée le 22 décembre 2010 à l'initiative de la Région Languedoc Roussillon et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier avec un capital de 37 000 €.

Cette société a pour objet de concevoir, étudier et mener à bien des dossiers ou opérations d'ingénierie de projets innovants pour le compte de ses seuls actionnaires (la Région Languedoc Roussillon et de Montpellier Méditerranée Métropole) sur différentes thématiques telles que la filière des énergies renouvelables, le tourisme, la longévité des seniors, les solutions Tic innovantes et les montages technico-économiques originaux, à forte valeur ajoutée en matière de développement économique et d'emploi.

Aucune modification de capital social n'est intervenue en 2014 et Montpellier Méditerranée Métropole détient toujours 33,24% des actions au côté de la Région Languedoc Roussillon ; elle occupe 1 siège sur 3 au Conseil d'Administration depuis le 22 avril 2014. La société est présidée par monsieur Jacques Cresta, représentant de la Région Languedoc Roussillon.

Un comité de pilotage a été constitué dès la création de la Société Publique Locale LRAD, afin de conforter le contrôle analogue des actionnaires sur les missions de la société ; madame Isabelle Marsala et messieurs Jean-Luc Cousquer et Cyril Meunier, ont été nommés en tant que représentants permanents de Montpellier Méditerranée Métropole le 22 avril 2014.

Pour l'année 2014, le Conseil d'Administration s'est réuni trois fois, le 2 juin (arrêté des comptes 2013), le 6 octobre (approbation des modifications des représentants de la Région Languedoc-Roussillon élection du Président Jacques Cresta, démission du directeur général Christophe Perez, et nomination de son remplaçant Aurélien Joubert), et le 20 septembre (budget 2015).

L'Assemblée Générale Ordinaire d'approbation des comptes 2013 s'est tenue le 26 juin 2014.

Le comité de pilotage s'est réuni le 23 juin 2014 pour évoquer notamment l'ensemble des missions réalisées en 2013.

L'effectif total de la SPL LRAD au 31 décembre 2014 s'établit à cinq personnes. La société a été dirigée par Christophe Perez jusqu'à sa démission au 30 septembre 2014, puis par Aurélien Joubert le 6 octobre 2014. La société a pourvu au remplacement de la Directrice de mission, suite à son congé maternité jusqu'au 28 mai 2014, par le recrutement d'un personnel mis à disposition par la SCET GE.

L'année 2014 a été marquée par les dix opérations qui ont été notifiées par les collectivités actionnaires dont six contrats de prestations intellectuelles pour la Région Languedoc-Roussillon, et quatre contrats de prestations intellectuelles pour Montpellier Méditerranée Métropole.

- Parmi les opérations confiées par Montpellier Méditerranée Métropole, on notera les quatre missions suivantes accomplies par la SPL LRAD :

-Mission d'accompagnement aux phases préalables de création de la Régie de l'Eau et à l'Animation du Comité Citoyen de Suivi :

La mission a été réalisée sur seize mois par la SPL LRAD et sans prestataire au prix de 36 550 € HT.

L'objet étant d'accompagner la direction de l'Eau d'une part dans la constitution d'un Comité Citoyen de suivi décliné en ateliers thématiques et de l'animer au niveau de la réflexion autour de la forme juridique de la future Régie (statuts et le benchmark de Régies existantes), et d'autre part dans le lancement du marché d'AMO pour un accompagnement à la mise en place de la Régie (analyse des offres et participation aux négociations).

-Mission d'élaboration d'un référentiel numérique des bâtiments tertiaires :

La mission s'est réalisée sur six mois par la SPL LRAD et sans prestataire au prix de 50 150 € HT.

L'objet étant d'élaborer un référentiel numérique abordant des outils de conception, des méthodes et systèmes pour des bâtiments intelligents, communicants, moins énergivores et adaptés aux besoins des entreprises du secteur du numérique.

-Mission d'accompagnement à la mise en place d'une plate-forme Open Data mutualisée

La mission est réalisée sur une période de dix mois par la SPL LRAD sans prestataire au prix de 71 825 € HT.

En collaboration sur l'open data depuis 2011, Montpellier Méditerranée Métropole a fait appel à la SPL LRAD dans le but de fédérer les dernières communes et amorcer un rapprochement des dynamiques des Villes et de la Métropole dans l'ambition d'être un véritable territoire numérique.

Le projet porte sur quatre axes : l'accompagnement sur les jeux de données, la fédération des communes, la coordination auprès des communes et la gestion du contenu éditorial du site.

-Mission d'appui à la définition d'une stratégie locale visant à soutenir l'éco-construction

La mission s'est réalisée sur cinq mois et sans prestataire au prix de 50 150 € HT.

L'objet étant de réaliser un rapide diagnostic servant de base à la définition des premiers jalons d'un positionnement stratégique visant à favoriser le développement de la filière « éco-construction et innovation ». (diagnostic du secteur sur le territoire de la Métropole, définition des axes de positionnement stratégique, réalisation d'un référentiel des acteurs..).

- Parmi les opérations confiées par la Région Languedoc Roussillon, on notera les six missions suivantes accomplies par la SPL LRAD :
- Mission d'accompagnement à la modélisation de l'économie maritime (sans prestataire au prix de 12 750 € HT ; l'objet étant de caractériser l'image de l'économie maritime régionale et l'interconnexion entre la mer et le territoire) ;
- Mission d'accompagnement au diagnostic de l'économie littorale et fluviale en Languedoc-Roussillon (sans prestataire au prix de 23 800 € HT : l'objet étant de réaliser un diagnostic de référence de l'économie maritime, littorale et fluviale du Languedoc-Roussillon).
- Mission d'accompagnement de la stratégie régionale d'innovation dans le domaine du numérique (sans prestataire au prix de 42 500 € HT ; l'objet étant de positionner le tissu économique régional parmi les leaders européens dans certains secteurs économiques.
- Mission de pilotage des dossiers de la Cité de l'excellence sportive Font Romeu (sur une durée de 28 mois ; 151 900 € HT pour LRAD et 32 000 € HT pour le prestataire CY GUEZENNEC ; l'objet étant d'assurer un appui dans la coordination des acteurs du site de Font Romeu dans la perspective de la création de la Cité de l'excellence sportive)
- Mission d'évaluation de l'appel à projet Œnotourisme : (sans prestataire au prix de 34 000 € HT ; l'objet étant de réaliser une mission d'évaluation des vingt-six projets sélectionnés afin d'évaluer la pertinence du projet proposé pour la filière œnotouristique régionale).
- Mission d'accompagnement à la mise en place d'une offre de services qualifiée pour le développement de projets d'énergies renouvelables en Languedoc-Roussillon : (sans prestataire au prix de 62 475 € HT ; l'objet étant d'évaluer les retombées socio-économiques pour le Languedoc Roussillon liées au développement projets EnR éoliens ou photovoltaïques, d'identifier les besoins, de formuler des recommandations stratégiques, d'apprécier l'opportunité de mettre en œuvre un contrat de filières spécifique et/ou de créer un label régional de type « Energies Sud de France »).

Du point de vue financier en 2014, la SPL LRAD enregistre un chiffre d'affaires de 399 K€ (en baisse de 31,8% par rapport à 2013) ; le chiffre d'affaires se répartit à 61,9% pour les opérations confiées par la Région Languedoc Roussillon et pour 38,1% pour les opérations confiées par Montpellier Méditerranée Métropole, contre une répartition respective de 72,9% et de 27,1% en 2013.

On note ainsi un total de produits de 418 K€ et un total de charges de 439 K€ en 2014 (en baisse de 22,22% par rapport à 2013).

La société enregistre donc pour son quatrième exercice social un déficit de -20,9 K€. Les capitaux propres s'élèvent à 19,3 K€ avec un capital social de 37 K€.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel de l'administrateur de la SPL LRAD pour l'exercice 2014;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

AFFAIRE N°109 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - SOCIÉTÉ ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE SFMA - RAPPORT ANNUEL 2014 DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION

Mme A. YAGUE, Conseillère Métropolitaine, Présidente Suppléante de la commission Politique de la Ville, rapporte :

Par délibération n°12 220 du Conseil en date du 22 avril 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a désigné Madame Annie YAGUE pour la représenter à la Présidence du Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales de la SAEML SFMA.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux Sociétés Anonymes d'Economie Mixte Locales et dans le cadre de l'exercice de son mandat, Madame Annie YAGUE présente le compte rendu des activités de la SAEML SFMA au cours de l'exercice 2014. Il s'agit du premier rapport annuel au terme du premier exercice social de la SAEML SFMA qui a porté sur une durée de 22 mois.

L'année 2014 a été marquée par la mise en œuvre de la procédure de Délégation de Service Public (DSP) relative au service extérieur des pompes funèbres et du crématorium de Montpellier Méditerranée Métropole, et dont l'attribution s'est concrétisée par délibération n°12578 du conseil de communauté en date du 30 octobre 2014.

L'exploitation du service extérieur des pompes funèbres et du crématorium de Montpellier Méditerranée Métropole est ainsi déléguée à la SAEML SFMA depuis le 1^{er} janvier 2015, pour une durée de 15 ans.

Ainsi, il conviendra de noter que la SAEML SFMA n'a pas exercé d'activité d'exploitation en 2014, mais aura dû par ailleurs engager un certain nombre de dépenses dans le but de répondre à la procédure de mise en concurrence, puis de préparer la mise en œuvre de la future exploitation dans le cadre du passage en DSP.

Le capital de la société, inchangé en 2014, s'élève à 1 210 000 €. Montpellier Méditerranée Métropole reste actionnaire principal avec 82.64% du capital. Elle détient huit sièges sur douze au Conseil d'Administration.

La Conseil d'Administration du 8 juillet 2014 a nommé Mme Annie YAGUE en tant que Présidente du Conseil d'Administration, en qualité de représentante de Montpellier Méditerranée Métropole et Mr Rabii Youssous en tant que Vice-Président. Le Conseil d'Administration a entériné la nomination des nouveaux représentants de la Métropole suivants : Mme Chantal Levy-Rameau, Mme Eliane Lloret, Mme Khanthaly Phouthasang, Mr Pierre Dudieuzere, Mr Hervé Martin et Mr Joël Vera.

Au cours de l'exercice 2014, le Conseil d'Administration ne s'est réuni qu'une seule fois, le 8 juillet 2014.

L'Assemblée Générale des actionnaires s'est réunie en Assemblée Générale Ordinaire le 21 mai 2015 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2014, qui constituent les premiers comptes arrêtés de la société sur une période de 22 mois.

L'année 2014 marquera la désignation de la SAEML SFMA, par délibération n°12578 du 30 octobre 2014, comme gestionnaire du service extérieur des pompes funèbres et du crématorium sur l'ensemble du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, par l'intermédiaire d'une convention de délégation de service public de 15 ans à compter du 1^{er} janvier 2015.

N'ayant aucune activité en 2014, le résultat de l'année affiche une perte de 76 865 € dont 60 K€ au titre des achats et charges externes, 39 K€ au titre des charges de personnel et 23K€ au titre des produits de placements financiers.

Les capitaux propres de la société s'élèvent désormais à 1 133 135€.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel de l'administrateur de la SAEML SFMA pour l'exercice 2014,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

AFFAIRE N°110 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - SOCIÉTÉ ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE TAM - RAPPORT ANNUEL 2014 DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION

M. A. EL KANDOUSSI, Conseiller spécial, délégué à la Communication, rapporte :

Par délibération n°12214 du Conseil de Communauté en date du 22 avril 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a désigné Monsieur Abdi EL KANDOUSSI pour la représenter à la présidence du Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de TaM.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux Sociétés Anonymes d'Economie Mixte Locales et dans le cadre de l'exercice de son mandat, Mr EL KANDOUSSI présente le compte rendu des activités 2014 de la société TaM.

En 2014, la société TaM s'est attachée à poursuivre et développer ses activités d'exploitation du réseau de transport public de Montpellier Méditerranée Métropole, ses activités en mandats (pour la construction de lignes de tramway), ainsi que la gestion du stationnement et des horodateurs sur voirie.

Aucune modification de capital social n'est intervenue en 2014 et Montpellier Méditerranée Métropole détient toujours 27,79% des actions. Elle occupe 4 sièges sur 12 au Conseil d'Administration, dont le poste de Présidence en la personne de Monsieur Abdi El Kandoussi.

Le Conseil d'Administration s'est réuni les 29 janvier, 14 mai, 25 juin et 15 octobre 2014. L'Assemblée Générale Ordinaire approuvant les comptes de l'exercice 2013 s'est tenue le 25 juin 2014, celle approuvant les comptes 2014 s'est tenue le 26 mai 2015.

Le Conseil d'Administration du 14 mai 2014 a désigné Mr Abdi El Kandoussi en tant que Président de la société et a pris acte de la désignation de Mr Jean-Luc Cousquer, Mr Jean-Luc Savy et Mr Jean-Pierre Rico en qualité de représentants de Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que Mme Patricia Mirales, Mme Mylène Chardes et Mme Nicole Liza en qualité de représentantes de la Ville de Montpellier.

L'Assemblée Générale Ordinaire du 25 juin 2014 a renouvelé pour 6 ans le mandat d'administrateur de la Caisse des Dépôts et Consignations.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 25 juin 2014 a adopté l'évolution des statuts pour y faire figurer les éléments spécifiques du CGCT adaptables aux SAEML et étendre l'objet social à la possibilité de créer des filiales.

L'effectif moyen de la SAEML TaM au 31 décembre 2014 s'établit à 1 114.2 ETP, auquel s'ajoutent 10 personnes mises à disposition.

Toutes activités confondues, le total des produits s'établit à 101 191 K€(- 763 K€ par rapport à 2013). Le résultat net de l'exercice 2014 s'affiche en bénéfice à hauteur de 582 K€ (- 653 K€ par rapport à 2013), il intègre le produit du Crédit d'Impôts Compétitivité Emploi (CICE) pour 1 855 K€ au titre de l'exercice 2014. Les capitaux propres de la société s'élevant désormais à 18,75 M€, ils représentent 27% du total du bilan.

Activité Transport

TaM est mandataire du Groupement Momentané d'Entreprise constitué par TaM et Transdev Montpellier, titulaire de la Délégation de Service Public (DSP) des transports de la Métropole de Montpellier du 1^{er} janvier 2010 jusqu'au 31 décembre 2017.

Cette cinquième année a été marquée par la mise en place de l'avenant n°6 qui prend en compte l'impact des décalages des programmes d'urbanisation sur l'offre de transport, les modifications de l'offre de transport et l'actualisation du projet EMMA.

L'avenant n°7 au contrat de DSP formalise les décisions prises courant 2014 par la Métropole et sert de référence à l'arrêté des comptes 2014.

TaM a renforcé sa lutte contre la fraude, ce qui, associé à la mise en service des Lignes 3 et 4 de tramway, a fortement contribué à une montée significative du chiffre d'affaires.

La mise en œuvre de la nouvelle grille tarifaire avec notamment le voyage à 1 € par carnet de 10 et la baisse de l'abonnement jeune de 20% à 196 € par an est un des faits marquants de l'année.

Le chiffre d'affaires (hors subventions forfaitaires et incluant les compensations sociales) lié à l'activité transport atteint les 51,93 millions d'euros et se trouve en progression de + 0,63 millions d'euros, soit +1,2% par rapport à 2013.

L'activité transport présente un résultat positif après impôt de 273,51 K€.

Mandats et Assistance à Maîtrise d'Ouvrage

TaM réalise les opérations tramway dans le cadre de mandat de maîtrise d'ouvrage.

Le chiffre d'affaires de l'activité mandats et assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO), pour 2014 s'établit à 2,444 M€ et présente un résultat déficitaire de -77 K€.

Stationnement (parkings et gestion des horodateurs)

TaM a remporté en 2013 trois mises en concurrence ; ainsi l'année 2014 constitue la première année pleine en terme d'exploitation pour le parking du **bassin Jacques Cœur** (prestation en régie de recettes) de 36 mois, la délégation de service publique des parkings **Comédie** et **Antigone** pour 10 ans en affermage avec la ville de Montpellier.

Concernant la gestion des autres parkings de centre-ville, TaM a été désignée en tant que délégataire pour la gestion en affermage avec la ville de Montpellier du parking **des Arceaux** (2011-2015), des parkings **Laissac** (2013-2015), ainsi qu'en concession pour les parkings **Gambetta** (1987-2029) et **Europa** (1996-2035).

TaM détient également la gestion du parking du **Corum** (2009-2018) avec la Métropole de Montpellier en tant que subdélégataire de la SAEML Montpellier Events.

Le marché de collecte et maintenance des **horodateurs sur voirie** a été attribué à TaM pour la période du 1^{er} juin 2012 au 31 mai 2013 tacitement reconductible par année jusqu'au 31 mai 2016.

TaM a répondu en 2014 à la consultation de la ville de Montpellier concernant le futur parking de la **gare Saint-Roch** et obtenu en 2015 le contrat d'affermage d'une durée de 15 ans de 2015 à 2030.

Le résultat du stationnement après impôt s'établit en 2014 à 215,69 K€, avec un chiffre d'affaires de 7,80 M€ en baisse de -6,8% par rapport à 2013. Le retour à un résultat positif s'explique notamment par la fin de la charge du crédit-bail du parking Europa (en janvier 2014) et par la compensation tarifaire du délégant.

Autres activités

Le résultat des quatre activités en propre, composé des quatre parkings suivants : Clinique Millénaire, Clinique Saint Jean, Mer et Glace, et Pénélope, pour un chiffre d'affaires en progression de +10,5 K€, est bénéficiaire à hauteur de 74,4 K€.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel de l'administrateur de la SAEML TAM pour l'exercice 2014,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

AFFAIRE N°111 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE D'AMÉNAGEMENT SAAM - RAPPORT ANNUEL 2013 ET 2014 DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération n°12 216 du Conseil de Communauté en date du 22 avril 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a désigné Monsieur Philippe SAUREL pour la représenter au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la Société Publique Locale d'Aménagement « Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) ».

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux Sociétés d'Economie Mixte Locales et dans le cadre de l'exercice de son mandat, Monsieur Philippe SAUREL présente le compte rendu des activités de la SPLA SAAM au cours des exercices 2013 et 2014.

L'objet social de la SPLA SAAM s'inscrit dans le fait de concevoir, étudier et mener à bien des dossiers ou opérations d'ingénierie de projets innovants pour le compte exclusif de ses actionnaires sur différentes thématiques telles que : la filière des énergies renouvelables, le tourisme, la longévité des seniors, les solutions TIC innovantes et les montages technico-économiques à forte valeur ajoutée en matière de développement économique et d'emploi. La société est présidée par Monsieur Philippe SAUREL, en qualité de représentant de Montpellier Méditerranée Métropole depuis le 23 mai 2014.

En 2014 le capital social (1 770 000€) et sa répartition sont inchangés. Montpellier Méditerranée Métropole reste toujours actionnaire majoritaire avec 50,79% des actions, aux côtés de la Ville de Montpellier (22,60%), de la Région Languedoc-Roussillon (10,06%) et des Communes de Lattes (1,69%) et de Castelnau-le-Lez (1,13%).

17 collectivités sont également actionnaires de la SPLA SAAM parmi lesquelles Baillargues, Castries, Clapiers, Cournonsec, Cournonterral, Grabels, Jacou, Juvignac, Lavérune, Le Crès, Pérols, Prades le Lez, Saint Jean de Védas, Saint Georges d'Orques, Sussargues, Vendargues et Villeneuve lès Maguelone. Elles composent l'Assemblée Spéciale des actionnaires représentée par Monsieur Jean-Luc Savy au Conseil d'Administration. Chaque commune dispose d'un poste de censeur au Conseil d'Administration.

Montpellier Méditerranée Métropole occupe toujours 9 sièges sur 18 au Conseil d'Administration et un poste de censeur.

Le Conseil d'Administration s'est réuni trois fois en 2013 et cinq fois en 2014 : les 5 février, 23 mai, 12 juin, 15 juillet et 18 septembre 2014.

L'Assemblée Générale Ordinaire approuvant les comptes de l'exercice 2013 s'est tenue exceptionnellement le 31 mars 2015. Celle relative à l'approbation des comptes 2012 s'est tenue le 25 juin 2013.

Parmi les faits notables de l'année 2014, on notera que lors de la séance du 15 juillet 2014, le Conseil d'Administration a mis fin au mandat de monsieur Thierry Laget en qualité de Directeur Général de la SPLA SAAM et a nommé le 18 septembre, monsieur Christophe Perez en qualité de Directeur Général à compter du 1^{er} octobre 2014.

Monsieur Jean-François Courty avait été remplacé en octobre 2013 de son poste de Directeur Général délégué par Monsieur Emmanuel Coste dont la démission a finalement été actée le 18 février 2015.

L'effectif moyen de la société est constitué par 9,3 ETP sur 2014 (9 en 2013) auquel il faut rajouter 6,6 ETP mis à disposition (11,2 ETP en 2013) par le GIE.

Depuis sa création en janvier 2010, la SAAM s'est inscrite dans la démarche d'accompagnement à l'aménagement du territoire qui découle du SCOT de Montpellier Méditerranée Métropole.

Les principales opérations réalisées en 2014 pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole ont été les poursuites d'études relatives au : « Salaison » sur la commune de Vendargues, « Saporta » sur la commune de Lattes, Parc Gérard Bruyères à « Baillargues », « Lauze Est » sur la commune de Saint Jean de Védas, « Cannabe » sur la commune de Cournonterral, et « PAE Descartes » sur la commune de Lavérune ; ainsi que la poursuite des activités sur les concessions d'aménagement suivantes : ZAC Parc 2000 2^{ème} extension, Odysseum est, Hippocrate, Quartier Mogère et Ode à la Mer.

Au titre des opérations portées par les communes actionnaires, on pourra noter les concessions suivantes : ZAC de la Restanque, EAI, ZAC Port Marianne-république, Opération Nouveau Grand Cœur (Ville de Montpellier) ; ZAC de la Saurède (commune de Castries) ; ZAC Cœur d'orques (commune de Saint Georges d'Orques), et ZAC le Castelet (commune de Clapiers)...

Le Chiffre d'Affaires de l'exercice 2014 atteint 6 332 K€ (contre 6 423 K€ en 2013 soit une baisse de 1,4%) et la production totale se monte à 18 304 K€ (contre 19 657 K€ en 2013). Le résultat net de -45 K€ (contre -496 K€ en 2013). L'accumulation des déficits au terme de la cinquième année d'exploitation génère une situation nette à hauteur de 744 K€ à un niveau inférieur à la moitié du capital social ; cette particularité obligeant l'Assemblée Générale Extraordinaire du 26 juin 2015 à se prononcer sur la continuité de l'activité.

Dans le but de reconstituer les fonds propres dans les deux ans, un plan stratégique concernant l'ensemble du groupe SERM/SAAM/GIE a été approuvé par le Conseil d'Administration.

Pour l'année 2015, les prévisions budgétaires prévoient un Chiffre d'Opérations de 70,5 M€ (contre 19,1 M€ à fin 2014) dont près de 67% sur les concessions d'aménagement.

De nouvelles opérations ou mandat d'études sont engagés sur 2015 tels que l'extension et la rénovation du centre de tri des déchets Demeter, ou encore l'implantation du CRR sur le site de l'ancienne maternité Grasset à Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel de l'administrateur de la SAAM ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET

AFFAIRE N°112 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE D'AMÉNAGEMENT - L'OR AMÉNAGEMENT - RAPPORT ANNUEL 2014 DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION

M. J.-P. RICO, Conseiller Métropolitain, rapporte :

Par délibération n°12 223 du Conseil de Communauté en date du 22 avril 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a désigné Monsieur Jean-Pierre RICO pour la représenter au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la Société Publique Locale d'Aménagement l'Or Aménagement.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux Sociétés Anonymes d'Economie Mixte Locales, et dans le cadre de l'exercice de son mandat, Monsieur Jean-Pierre RICO présente le rapport annuel 2014 de l'Administrateur de la Société Publique Locale d'Aménagement L'Or Aménagement.

La société a pour objet l'étude et l'aménagement de terrains, mais aussi l'exploitation, la gestion, l'entretien et la mise en valeur des équipements réalisés sur le territoire concerné ainsi que la mise en valeur des patrimoines bâtis ou non bâtis et des espaces naturels.

Au 31 décembre 2014, le capital social de la SPLA L'Or Aménagement composé de 21 000 actions pour un montant de 320 143 €, est inchangé. Montpellier Méditerranée Métropole détient toujours 3,57% du capital de la société. La Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or est actionnaire majoritaire à hauteur de 51%. Montpellier Méditerranée Métropole est représentée par 1 poste sur 18 au Conseil d'Administration de la société.

L'effectif moyen de la société est composé de 8 salariés dont 6 cadres.

Du point de vue de l'activité en 2014, les éléments ci-après sont à souligner :

Concernant les opérations d'aménagement: la ZAC des Châtaigniers à Saint-Aunès pour un programme d'habitat diversifié et un total de dépenses cumulées de 7,2 M€ dont 1,9 M€ sur la seule année 2014 ; la ZAC Lou Plan des Aires à Mudaison pour un total de dépenses cumulées de 1,4 M€ dont 712 K€ sur la seule année 2014 ; la ZAC Font de Mauguio pour environ 1 000 logements et un total de dépenses cumulées de 5 M€ dont 290 K€ pour la seule année 2014 ; la ZAC Les Roselières à Valergues pour un total de dépenses cumulées de 12 K€ en 2014.

Concernant les conventions d'assistance à maîtrise d'ouvrage clôturées en 2014: l'extension de la Mairie pour la commune de Candillargues pour 43 K€ ; le remplacement des pannes A et B du port de Carnon pour la commune de Mauguio pour 50 K€ ; la requalification de l'avenue de l'Europe pour la commune de la

Grande Motte pour 179 K€ ; la reconfiguration des postes d'amarrage des pontons H et G du bassin ouest du port de Carnon pour la commune de Mauguio pour 9 K€; le lotissement intercommunal extension Fréjorgues Est pour la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or pour 17 K€.

Concernant les conventions d'assistance à maîtrise d'ouvrage dont l'activité s'est poursuivie en 2015, les conduites d'opérations sont les suivantes : la construction d'un groupe scolaire et l'extension du restaurant scolaire existant pour la commune de Candillargues pour 73 K€ ; la réhabilitation de l'école Prévert pour la commune de Mauguio pour 40 K€ ; la construction d'une salle multi-activités et d'un espace jeunes à Candillargues pour la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or pour 38 K€ ; la construction d'une unité de production culinaire pour la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or pour 47 K€ ; le réaménagement du lido du petit et grand travers / phase travaux pour la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or pour 160 K€ ; le schéma d'aménagement du port de La Grande Motte pour la commune de La Grande Motte pour 42 K€ ; la ZAC des portes de l'aéroport pour la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or pour 781 K€ ; les études préalables « les plans et les conques » pour la commune de Lansargues pour 51 K€.

Les perspectives d'évolution en 2015 portent notamment sur l'extension de l'école élémentaire de la commune de Lansargues à hauteur de 34 K€, la requalification du port de la commune de La Grande Motte, la réhabilitation de l'école Prévert pour la commune de Mauguio et l'élaboration d'un schéma directeur sur la commune de Mauguio.

Du point de vue financier, la SPLA L'Or Aménagement enregistre, pour 2014, un chiffre d'affaires hors taxe de 707 K€ (contre 641 K€ en 2013) et un résultat net bénéficiaire à hauteur de 141 K€ (contre 214 K€ en 2013).

L'ensemble des produits est issu des différentes opérations de concession (dont essentiellement les opérations des ZAC des Châtaigniers, Lou Plan des Aires, Font de Mauguio et les Roselières) et des différentes études menées en 2014.

Les capitaux propres s'établissent à 1 323 K€.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel de l'administrateur de la SPLA L'Or Aménagement pour l'exercice 2014,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

AFFAIRE N°113 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - SOCIÉTÉ ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE SOMIMON - RAPPORT ANNUEL 2014 DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION

M. C. COUR, Conseiller Métropolitain, rapporte :

Par délibération n°12218 du Conseil de Communauté en date du 22 avril 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a désigné Monsieur Christophe COUR pour la représenter à la Présidence du Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales de la SOMIMON.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux Sociétés Anonymes d'Economie Mixte Locales et dans le cadre de l'exercice de son mandat, Monsieur Christophe COUR présente le compte rendu des activités de la société SOMIMON au cours de l'exercice 2014.

La SOMIMON réalise l'exploitation du Marché d'Intérêt National (MIN) de Montpellier dont la zone de chalandise s'étend de Béziers à Montpellier jusqu'à Nîmes et Millau.

La société assure ainsi la mise sur le marché et la distribution des produits alimentaires de grande consommation sur une zone en plein essor démographique.

Au 31 décembre 2014, le capital social de SOMIMON est inchangé et la Communauté d'Agglomération de Montpellier détient toujours 42% des parts de la SOMIMON ; elle occupe 4 sièges sur 10 au Conseil d'Administration dont le poste de Président en la personne de Monsieur Christophe Cour.

Le Conseil d'administration de la société a pris acte de la modification des nouveaux représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de la Ville de Montpellier.

Le Conseil d'administration a désigné Mr Christophe Cour comme représentant de la SOMIMON au sein des Assemblées Générales de la SERM, détenue à 0.02% et du groupement d'employeur SCET GE. Mr Christophe Cour a également été élu au poste de vice-président de la Fédération Française des Marchés de Gros à l'occasion de l'Assemblée Générale qui s'est tenue à Rungis le 11 septembre 2014.

Le Conseil d'administration de la société s'est réuni le 27 mai et le 9 décembre 2014 ; l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires approuvant les comptes de l'exercice 2013 s'est tenue le 24 juin 2014, celle approuvant les comptes de l'exercice 2014 s'est tenue le 30 juin 2015.

L'effectif de la société était de 16 agents au 31 décembre 2014, dont le Directeur Général Mr Olivier Lauro, en tant que personnel mis à disposition par la SCET.

En 2014, la société a poursuivi la réflexion et les études sur son projet de modernisation et d'insertion urbaine du MIN. A cette occasion, les questions de logistique urbaine de proximité et de plate-forme multimodale en lien avec le projet de renouvellement urbain du quartier de la Restanque ont été étudiées. Cette réflexion doit conduire à concrétiser le plan stratégique d'évolution à moyen terme de la société. Ce projet bénéficiera à l'ensemble de la filière de la distribution alimentaire de proximité et rayonnera au-delà des frontières de la Métropole.

Au niveau des concessionnaires implantés au sein du M.I.N, on dénombre pour 2014, vingt-deux arrivées sur le site et cinq agrandissements contre trois réductions de surface et quatorze départs.

Les éléments financiers au 31 décembre 2014 s'inscrivent dans la politique d'accompagnement (service et investissement) ambitieuse de la SOMIMON, avec la poursuite de la participation aux investissements aux côtés des opérateurs ; la poursuite des études dans le cadre du schéma directeur, de la logistique urbaine et des économies d'énergie.

Le chiffre d'affaires hors taxes de l'exercice s'établit à 2 702 K€ en baisse par rapport à 2013 (soit -69 K€, soit -2,47 %), dont :

- 603 K€ pour la filière agroalimentaire, en légère progression (+7 K€).
- 668 K€ pour la filière « fruits et légumes » qui représente une activité essentielle pour la société, 24,7 % de son chiffre d'affaires (identique à 2013)
- 151 K€ pour l'activité horticole (stable par rapport à l'année 2013).
- 500 K€ pour l'activité de « plate-forme frigorifique » qui représente plus de 18% du chiffre d'affaires (en diminution de 7K€)

Les produits totaux représentent 2 998 K€ (en baisse de - 72 K€, -2.35%) pour un total de charges de 2995 K€ (soit - 69.7K€), le résultat net de l'exercice s'élevant ainsi à +3 K€. Les capitaux propres de la société déléataire s'élèvent désormais à 1 074 K€.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel de l'administrateur de la SAEML SOMIMON pour l'exercice 2014,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.